



HISTOIRE

D'ESPAGNE.

IV.

HISTOIRE D'ESPAGNE,

DEPUIS

LA DÉCOUVERTE QUI EN A ETÉ FAITE PAR LES PHÉNICIENS,

JUSQU'A LA MORT DE CHARLES III;

[John]
TRADUITE DE L'ANGLAIS D'ADAM, SUR LA 2.e ÉDITION,

[ierre] [ésar]
PAR P. C. BRIAND.

TOME QUATRIÈME.



A PARIS,

Chez LÉOPOLD COLLIN, Libraire, rue Gît-le-Cœur, N.° 4.

1808.

TABLE
DES SOMMAIRES
DU QUATRIÈME VOLUME.

CHAPITRE TRENTIÈME.

Foiblesse du caractère de Charles II. — Don Juan perd de sa popularité. — Il négocie un mariage pour le roi avec Louise, nièce de Louis XIV. — Mort de don Juan. — Retour de la reine-mère. — Etat misérable de l'Espagne. — Le duc de Medina Céli est chargé de la direction des affaires. — Il réforme la monnoie. — Pénurie générale. — Entreprises de Louis XIV. — Il fait le siége de Luxembourg. — L'Espagne déclare la guerre. — Son armée est battue sur les frontières de la Catalogne. — La cour de Madrid fait un nouveau traité avec la France, et lui cède Luxembourg. — Le duc de Medina Céli quitte le ministère. — Le marquis d'Oropesa lui succède. — Nouvelle demande de Louis. — Révolution en Angleterre. — L'Empire, l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande et la Savoie se liguent contre la France. — Mauvais succès des alliés. — Conseils hardis du comte d'Ossuna. — Révolte en Catalogne. — Sédition dans le Mexique. — Foible tentative de Charles II pour mettre un frein au pouvoir exercé par l'inquisition. — Défection du duc de Savoie. — Prise de Barcelone. — Négociation pour la paix. — Traité de Riswick. — La

CHAPITRE TRENTE-UNIÈME.

quitter Madrid. — Se retire à Burgos. — Les alliés entrent à Madrid. — L'archiduc fait la conquête de l'Aragon et de Valence. — Bataille de Ramillies. — Les affaires de Philippe sont rétablies par le duc de Berwick. — Philippe retourne à Madrid. — Bataille de Turin. — Révolte de Naples. — Etat du Nord. — Bataille d'Almanza. — Le duc d'Orléans prend Saragosse et Lérida. — Il réduit l'Aragon. — Opérations diverses de la campagne. Bataille d'Oudenarde. — Négociations de Louis XIV. — Intrigues du duc d'Orléans. — Avis et mort de Porto-Carrero. — Bataille de Gudina. — De Malplaquet. — Disgrace du duc de Medina Céli. — Défaites successives de Philippe. — L'archiduc entre à Madrid, et y est proclamé. — Arrivée du duc de Vendôme. — Efforts de Philippe et de ses partisans. — Embarras de l'archiduc. — Il évacue Madrid. — Bataille de Villa-Viciosa. — Mort de l'empereur Joseph. — L'archiduc lui succède. — Cessation d'armes entre la France et la Grande-Bretagne. — Défaite du prince Eugène. — Négociations des différentes cours. — Paix d'Utrecht.

CHAPITRE TRENTE-DEUXIÈME.

Progrès du maréchal de Villars. — Paix de Rastadt. — Persévérance des Catalans dans la rebellion. La reine d'Angleterre et l'empereur les abandonnent. — Philippe demande du secours à la France pour les réduire. — Le maréchal de Berwick forme le siége de Barcelone. — Résistance désespérée des habitans. — Prise de Barcelone. — Mort de la reine. —

du peuple. — Disgrace et fuite de Ripperda. — Rupture avec l'Angleterre. — Siége de Gibraltar. — Caractère du cardinal de Fleury, premier ministre de Louis XV. — La paix conclue entre l'Espagne et l'Angleterre, sous sa médiation. — Traité de Séville.. — Don Carlos prend possession du duché de Parme. — Guerre avec les Maures. — Conquête d'Oran. — Jalousie entre l'empereur et le roi d'Espagne. — Ligue entre les cours de Versailles, Madrid et Turin. — Succès des alliés. — Victoire du comte de Montemar. — Réduction de Naples et de la Sicile. — Nouveau traité à Vienne. — Don Carlos est reconnu roi des Deux-Siciles. — Différends entre les cours de Lisbonne et de Rome. — Mort et caractère du marquis de Castellar. — Discussions relatives au commerce entre l'Angleterre et l'Espagne. — Convention de Pardo. — Les Anglais commencent les hostilités. — Ils prennent Porto-Bello. — Sont repoussés à Carthagène. Expédition d'Anson. — Mort de l'empereur Charles VI. Prétentions des différentes puissances. — Le roi de Prusse envahit la Silésie. — Vues particulières de la cour de Madrid. — Elle favorise l'élection de l'électeur de Bavière à la couronne impériale. — Envahit l'Italie. — Campagne peu glorieuse du duc de Bitonto. — Le comte de Gage lui succède. — Bataille de Campo-Santo. — Evénemens de la guerre d'Allemagne et de Flandre. — Victoires de don Philippe et du prince de Conti. — Conduite du comte de Gage. — Invasion de la Flandre. — Mort de l'empereur. — Il a pour successeur le mari de la reine de Hongrie. — Don Philippe parcourt le Piémont et entre dans Milan. — Mort de Philippe V.

CHAPITRE TRENTE-QUATRIÈME.

CHAPITRE TRENTE-CINQUIÈME.

CHAPITRE TRENTE-SIXIÈME.

Fin de la Table des Sommaires du Tome quatrième.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE TRENTIÈME.

Foiblesse du caractère de Charles II. — Don Juan perd de sa popularité. — Il négocie un mariage pour le roi avec Louise, nièce de Louis XIV. — Mort de don Juan. — Retour de la reine-mère. — Etat misérable de l'Espagne. — Le duc de Medina Céli est chargé de la direction des affaires. — Il réforme la monnoie. — Pénurie générale. — Entreprises de Louis XIV. — Il fait le siége de Luxembourg. — L'Espagne déclare la guerre. — Son armée est battue sur les frontières de la Catalogne. — La cour de Madrid fait un nouveau traité avec la France, et lui cède Luxembourg. — Le duc de Medina Céli quitte le ministère. — Le marquis d'Oropesa lui succède. — Nouvelle demande de Louis. — Révolution en Angleterre. — L'Empire, l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande et la Savoie se liguent contre la France. — Mauvais succès des alliés. — Conseils hardis du comte d'Ossuna. — Révolte en Catalogne. — Sédition dans le Mexique. — Foible tentative de Charles II pour mettre un frein au pouvoir exercé par l'inquisition. — Défection du duc de Savoie. — Prise de Barcelone. — Négociation pour la paix. — Traité de Riswick. — La santé de Charles II s'affoiblit. — Intrigues pour sa succession. — Prétentions rivales des maisons d'Autriche et de Bourbon. — Factions de la reine et du cardinal Porto-Carrero. — Traité de partage. — Testament de Charles II en faveur du prince électoral de Bavière. — Mort de ce prince. — Accroissement de l'influence du cardinal Porto-Carrero. — Mort de Charles II.

(*) Les espérances flatteuses dont les Espagnols s'étoient bercés pendant l'enfance de

(*) An de J. C. 1679—1680.

Charles II, s'évanouirent à mesure qu'il approcha de l'âge viril; mais ses sujets, au lieu de convenir qu'ils avoient mal jugé le caractère de leur monarque, préférèrent attribuer à l'ambition de la reine-mère les imperfections que ce prince tenoit de la nature. On se permit de dire que Marie-Anne, jalouse de prolonger sa puissance, avoit fait prendre à son fils une potion propre à altérer son entendement. Les partisans de don Juan prirent soin d'accréditer ce conte ridicule, et la multitude y ajouta foi d'autant plus aisément qu'elle est toujours disposée à calomnier ses supérieurs.

Don Juan se ressentit lui-même de la légèreté du peuple. Il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il est beaucoup plus facile de ternir la réputation d'un rival que de conserver la sienne propre. Déjà sa conduite politique avoit été censurée, et la victoire remportée sur les Maures, qui furent repoussés d'Oran, dont ils avoient fait le siége, ne put effacer le souvenir des nombreuses défaites éprouvées par les Espagnols en Sicile, en Flandres et dans la Catalogne. Cette victoire ne fut pas assez brillante pour faire oublier la vengeance que don Juan avoit exercée sur les habitans de Messine, non plus que le triste expédient de vendre les offices et les dignités de l'état, et d'altérer la monnoie.

Si ce prince s'étoit appliqué à rendre à la monarchie d'Espagne son ancienne prospérité, le succès de ses mesures eût été la plus victorieuse réfutation de la censure de ses ennemis; mais quelques talens qu'on lui ait supposés, il est probable qu'ils étoient inférieurs à la tâche difficile qu'il avoit à remplir. Une décadence rapide se fit sentir dans toutes les parties du royaume, et l'influence de don Juan déclina en proportion du peu d'avantages résultans de son administration, comparés avec les grandes espérances dont on s'étoit flatté.

Le dernier objet dont s'occupa don Juan fut le mariage du roi. Il eût désiré lui faire épouser une princesse du Portugal, dans l'espoir que cette union dissiperoit l'animosité qui régnoit entre les deux nations. Les Portugais, délivrés du joug espagnol trop récemment pour ne pas les craindre et les haïr, se refusèrent à cette alliance. Don Juan, frustré dans son attente, tourna ses vues du côté de la cour de France, et demanda, pour le roi d'Espagne, Louise d'Orléans, nièce de Louis XIV. Ce prince reçut la proposition avec plaisir; mais Louise ne fut pas à beaucoup près aussi satisfaite. Elevée au milieu d'une cour voluptueuse et distinguée par les agrémens de la société, elle ne pensoit qu'avec une sorte de dégoût à ces

formes d'étiquettes, à cette réserve fatigante, en usage à la cour de Madrid. Cependant toute considération céda à la voix impérieuse de l'ambition. Louise obéit aux ordres de son oncle, et partit pour Burgos, où elle trouva Charles II qui, sur le portrait seul de Louise, avoit conçu pour elle une ardente passion. On célébra le mariage avec une dépense plus convenable à la galanterie de Charles, qu'au mauvais état des finances de l'Espagne.

Don Juan n'eut pas la satisfaction de voir réaliser l'union qu'il avoit préparée. Son intention étoit de profiter de la circonstance pour obtenir, si faire se pouvoit, quelques concessions de la part de Louis XIV; mais le jeune prince, s'embarrassant peu du bonheur du peuple ou de la gloire de la couronne, pourvu qu'il satisfît à ses propres désirs, refusa de suivre les conseils de don Juan, qui dès-lors s'aperçut du déclin de son influence. Il est probable que sa disgrace étoit résolue, quand il fut attaqué d'une maladie qui résista à tous les remèdes, et dont les médecins parurent n'avoir aucune connoissance. Quelques historiens ont donné lieu de croire que le poison avoit abrégé la vie de don Juan; mais il est certain que lui-même n'a pas eu le moindre soupçon de cette espèce. Peu de temps avant sa mort, il reçut la visite de Charles II,

et profita de l'occasion pour l'exhorter à s'occuper fortement du bonheur de ses sujets. Si la maladie n'eût pas affoibli toutes les facultés de don Juan, il auroit pu s'apercevoir de l'incapacité du monarque ; mais la jeunesse de son souverain laissoit encore des espérances qu'il se plut à conserver jusqu'aux derniers momens de son existence.

L'envie, qui avoit poursuivi don Juan d'Autriche durant sa vie, n'alla pas au-delà de son tombeau. La mince fortune qu'il possédoit donna la preuve évidente de son intégrité ; il eut même assez de grandeur d'ame pour en léguer une partie à la reine douairière, dont il avoit eu beaucoup à se plaindre. Cette conduite le fit regretter des Espagnols, quoique, de son vivant, ils l'eussent hautement blâmé. « Le génie de la » maison d'Autriche, s'écrièrent-ils, a fait son » dernier effort dans la personne de don Juan, » et sa mort anéantit pour jamais les espéran- » ces de bonheur et de gloire que pouvoit avoir » sa patrie. » Si l'éloge étoit juste dans toute son étendue, il fournissoit la triste preuve de la décadence de l'Espagne ; car, en admettant qu'on pût attribuer à don Juan la réduction des Napolitains et des Catalans, il n'en seroit pas moins vrai de dire que sa réputation militaire a été ternie par de fréquentes défaites ; que la

pureté de son patriotisme doit paroître suspecte en raison de la persécution qu'il a exercée envers le comte de Monterey; enfin, les mesures auxquelles il eut recours, à l'effet de remédier aux maux de l'état, prouvent évidemment que les ressources de son génie n'étoient pas assez grandes pour lutter avec succès contre des circonstances aussi critiques que celles où il se trouvoit.

Chaque heure accroissoit la détresse de l'Espagne; le retour de la reine douairière donna lieu à de nouveaux troubles. Le temps et l'éloignement ne lui ayant point fait oublier l'objet de son affection, le premier usage qu'elle fit de sa liberté fut d'obtenir un ordre pour rappeler Valenzuela. Le confesseur de Charles lui persuada de révoquer cet ordre, et Valenzuela mourut en exil. Marie-Anne demeura donc privée de son confident, mais on abandonna à sa vengeance les ennemis de Valenzuela. Les amis de don Juan se virent exposés à toute espèce de persécution que peut inventer ou exercer une femme outragée et frustrée de ses espérances.

Toutes les calamités propres à hâter la chute d'un empire en décadence sembloient accumulées sur l'Espagne. La famine et la peste désoloient les provinces. Un tremblement de terre avoit ébranlé les cités de Séville et de Cordoue,

et presque renversé Malaga. Cependant ces terribles convulsions de la nature étoient encore moins funestes à la mère patrie que la rapacité et l'oppression des gouverneurs ne l'étoient aux colonies. La marine anéantie, l'armée sans discipline, les soldats chargés de la garde des frontières désertant faute de vivres, tel étoit l'état de misère où se trouvoit l'Espagne. Les gouverneurs des différentes cités accouroient à Madrid pour représenter en personne les malheurs dont ils avoient si souvent donné le tableau dans leurs lettres. La nomination du duc de Médina Céli au ministère augmenta le désordre. Plus propre à présider aux amusemens de son souverain, qu'au gouvernement d'une nation, le premier acte de son administration fut de réduire la monnoie de cuivre qui, au milieu des embarras de la dernière guerre, avoit été portée plus de six fois au dessus de sa valeur réelle. Cette opération étoit sage, et si elle eût été faite avec précaution et par degrés, les plus heureux résultats s'en seroient suivis; mais la précipitation et la violence que l'on employa en cette circonstance produisirent les plus grands maux. Le petit nombre de marchands et de manufacturiers qui restoient encore dans le royaume fut ruiné complètement. La tristesse se peignit sur tous les visages; les juifs mêmes qui,

au milieu de l'indigence générale, avoient acquis des richesses, prirent l'alarme à la vue du danger dont ils étoient menacés en raison des besoins et de l'injustice du gouvernement; ils abandonnèrent l'espérance de nouveaux bénéfices pour assurer ceux déja faits, et quittèrent l'Espagne, emportant avec eux ce qu'ils possédoient. Leur retraite ajouta à la misère publique. Les coffres de l'état étoient entièrement épuisés, et la cour réduite à une telle pénurie, que le roi renonça, faute d'argent, à un voyage qu'il avoit coutume de faire chaque année à Aranjuez, quoique ce palais ne fût éloigné de l'Escurial que de sept lieues.

L'arrivée des galions de l'Occident n'allégea pas la détresse publique. Les trésors qu'ils contenoient se transportèrent dans d'autres contrées, à l'effet de rembourser les négocians qui, sur ce gage, avoient prêté à un intérêt énorme les sommes nécessaires pour la célébration des noces royales. Au reste, le roi tiroit peu d'avantages de cette source de richesses, si utile à ses prédécesseurs. Le produit des mines de l'Amérique, dont le dixième devoit entrer dans ses coffres, étoit encore considérable; mais il se partageoit entre quarante grands, dont les pensions et les honoraires engloutissoient tout. On a calculé que Charles, à la mort du mar-

quis de Caralvo, gagna un revenu de soixante-dix mille piastres, équivalant à deux cent quatre-vingt-huit mille livres tournois, que ce gentilhomme devoit à la foiblesse ou à la profusion de son souverain.

L'Espagne, réduite à une détresse aussi complète, fut bientôt exposée aux mépris des nations voisines, qui avoient si long-temps redouté sa puissance. Le mariage de Charles II avec Louise de France, n'eut pas même l'effet de modérer l'ambition de Louis XIV. Ce prince obligea le roi d'Espagne à renoncer au titre de duc de Bourgogne, à lui céder une partie de territoire sur les frontières du Roussillon; enfin à ordonner que le pavillon d'Espagne fût baissé devant celui de France lorsqu'ils se rencontreroient en mer. Ses prétentions se suivirent avec tant de rapidité, et le marquis de Villars, son ambassadeur, les fit valoir avec tant de chaleur, que Charles, le plus doux des hommes, sortit de son caractère, et, dans un moment d'indignation, déclara à son épouse qu'il alloit recommencer les hostilités pour se délivrer des importunités continuelles de Villars.

L'exemple de Louis encouragea la présomption de l'électeur de Brandebourg qui, las de solliciter en vain les subsides qui lui étoient

dûs, en raison des troupes fournies pendant la dernière guerre, équipa une petite escadre d'armateurs, et se saisit d'un galion espagnol. Muni de ce gage, l'électeur proposa un arrangement; mais comme la fierté de la cour de Madrid ne lui permettoit pas d'entrer en négociation sans qu'au préalable le vaisseau lui fût rendu, et que sa foiblesse la mettoit hors d'état d'en forcer la restitution, l'électeur garda le galion, dont la valeur excédoit beaucoup le montant de ses demandes.

(*) Le Portugal, peu de temps auparavant sous le joug de l'Espagne, bravoit aussi son ressentiment et insultoit à son impuissance. Les Portugais ayant arboré leur étendard sur une des petites îles de Saint-Gabriel, dans les environs de Buénos-Aires, sans autre titre que celui de la convenance, en furent dépossédés par le gouverneur espagnol. Le prince régent de Portugal se plaignit de cet acte de rigueur avec une telle fermeté, que la cour de Madrid, après avoir prouvé son droit, établi par une possession de cent quarante ans, céda à la menace de la guerre, et consentit à la réparation exigée par la cour de Lisbonne. Le duc de Giovenazzo, qui souscrivit le traité, fut, à son retour dans la capitale, exposé aux insultes de

(*) An de J. C. 1681 — 1683.

ses compatriotes, et eut à supporter les clameurs d'une multitude incapable de réflexion, et qui faisoit un crime au ministre de la pusillanimité du monarque.

Charles apprit bientôt qu'une paix obtenue à force de sacrifices ne peut être de longue durée ; tout ce que l'on accorda à Louis XIV ne servit qu'à enflammer sa cupidité : il prétendit que ses ministres avoient oublié de faire mention du pays d'Alost dans le dernier traité de Nimègue, et sur le refus de la cour de Madrid d'acquiescer à une réclamation aussi peu fondée, il fit le siége de Luxembourg. Le roi d'Espagne, fatigué de tant d'injures, déclara ouvertement la guerre à son oppresseur. Malheureusement il comptoit sur les secours de ses alliés qui ne purent réaliser ses espérances. L'empereur étoit en guerre avec les Turcs, la chance ne tournoit pas à son avantage, et il trembloit pour la sûreté de sa capitale. Le roi d'Angleterre, qui s'étoit engagé à fournir à l'Espagne huit mille soldats et trente vaisseaux de guerre, avoit à lutter contre l'esprit de liberté de son parlement, et s'occupoit de ses plaisirs plus que de toute autre chose. La Suède étoit trop foible et trop éloignée pour procurer aucun secours efficace. Les Hollandais craignoient avec raison, en se déclarant

en faveur de l'Espagne, de provoquer une puissance dont ils avoient éprouvé la force. Gènes seule satisfit à ses engagemens envers la cour de Madrid ; mais sa fidélité ne servit qu'à l'envelopper dans l'infortune de son allié.

(*) Charles II fit cependant quelques efforts pour le rétablissement de ses finances ; le duc de Médina Céli profita de la circonstance pour réduire à plus de moitié les pensions nombreuses accordées sous le règne précédent : la majeure partie fut même limitée à quatre mille ducats. Il publia aussi au nom du roi un édit, qui permettoit à toutes les cités et aux communes de lever elles-mêmes leurs taxes respectives, et d'en verser le montant dans le trésor public sans qu'il fût besoin d'employer aucun agent du gouvernement pour cet objet. Ce réglement, également avantageux à l'état et au peuple, resta sans effet ; toute énergie étoit perdue, et les citoyens, indifférens au danger qui menaçoit la chose publique, ne se prêtèrent à aucune des mesures qui tendoient sinon à la sauver, du moins à en ralentir la chute.

Pendant que le ministre s'occupoit à rassembler les fonds nécessaires pour la guerre, les Français se rendoient maîtres de Courtrai et

(*) An de J. C. 1683 — 1684.

Dixmude; une escadre de France bombardoit la cité de Gènes qui fut bientôt réduite à accepter la paix aux conditions les plus humiliantes; Luxembourg étoit investi et commençoit à éprouver les calamités ordinaires d'un siége prolongé, tandis que l'avant-garde d'une armée, campée dans le Roussillon, ravageoit les frontières de la Catalogne et menaçoit Fontarabie.

Le peu de forces que l'Espagne put lever fut confié au duc de Bournonville qui, après s'être assuré d'un poste avantageux sur les rives de la Tèr, fit tous ses efforts pour arrêter les progrès des envahisseurs. Accablé par le nombre supérieur de l'ennemi, il s'échappa avec le reste de ses troupes dans la cité de Gironne. La constance avec laquelle il défendit cette place effaça la disgrace de la défaite précédemment essuyée. Après plusieurs attaques sans succès, le maréchal de Bellefont se vit obligé de se retirer; la réduction de Palamos, sur le rivage de la Méditerranée, fut le seul fruit de sa victoire.

Luxembourg se rendit enfin, et l'Espagne convaincue de la foiblesse de ses moyens consentit à demander la paix. L'empereur se porta médiateur entre les cours de Versailles et de Madrid qui signèrent, sous ses auspices, une

trève de vingt ans, dont les conditions furent aussi avantageuses à la France qu'humiliantes pour l'Espagne. Louis rendit à la vérité Courtrai et Dixmude, mais il conserva la possession de Luxembourg avec une partie considérable de pays en dépendant : il exigea en outre et obtint une somme équivalente à plus de deux cent mille livres sterlings ; tout en imposant des conditions aussi dures, Louis se vantoit de sa modération.

(*) Après le traité de Ratisbonne, le duc de Medina Céli s'aperçut du déclin de son influence et se retira des affaires ; il s'étoit attiré l'animadversion des courtisans, en réduisant leurs pensions et en introduisant une réforme dans la maison royale : le peuple le voyoit aussi de mauvais œil à cause des événemens malheureux de la guerre, et des conditions de paix déshonorantes qu'il lui attribuoit. Cependant sa démission ne fut d'aucun avantage pour la nation. Le comte d'Oropesa, qui lui succéda, avoit peut-être plus d'ambition, mais à peu près le même dégré de capacité. Les choses n'en allèrent pas mieux, et malgré l'attention qu'il eut de suivre la marche tracée par son prédécesseur, les affaires restèrent dans le même état de langueur.

(*) An de J. C. 1685 — 1686.

(*) L'extrême foiblesse de l'Espagne et l'accroissement de la puissance de la France éveillèrent l'attention de toute l'Europe. Les ministres de Charles II tirèrent adroitement parti de la jalousie naissante; ils représentèrent le danger qui menaçoit l'indépendance de tous les états européens, et dont ils se verroient incessamment victimes, si l'on permettoit à Louis de mûrir ses plans d'agrandissement, et d'étendre progressivement ses conquêtes dans les Pays-Bas Espagnols. Leurs intrigues n'échappèrent pas à la vigilance du monarque français qui, sans s'embarrasser de la trève, exerça dès-lors sa vengeance. Sous le prétexte de demander réparation des pertes que quelques-uns de ses sujets avoient éprouvées par la faute des gouverneurs de l'Amérique méridionale, une flotte française parut devant Cadix, et Charles II fut réduit à acheter un accommodement qu'il paya cinq cent mille couronnes. Ce nouvel outrage ne servit qu'à accroître la jalousie des autres puissances; elles sentirent plus que jamais qu'il étoit instant de mettre des bornes aux entreprises d'un ambitieux qui ne respectoit aucun traité, et imaginoit mille prétextes pour s'autoriser à tourmenter ses voisins. Une alliance définitive venoit d'être sous-

(*) An de J.C. 1686 — 1687.

crite entre les cours de Madrid, de Vienne, de la Haye et de Turin, quand un événement nouveau, et d'un intérêt majeur, ralluma le flambeau de la guerre.

Charles II, d'Angleterre, étoit mort sans avoir pu ni s'accorder avec son parlement ni obtenir l'estime du peuple. Le duc d'York, son frère, succéda à la couronne sous le nom de Jacques second. Les malheurs de son père ne firent pas assez d'impression sur son esprit pour l'engager à modérer son zèle envers l'église de Rome à laquelle il vouloit soumettre ses sujets. Jacques II ne craignit pas de violer ouvertement les lois de son pays; il fit tous ses efforts pour renverser la religion établie, et força, par ses mesures rigoureuses, le peuple à se révolter et à se mettre sous la protection du prince d'Orange.

(*) Quoique Guillaume eût épousé la fille du monarque anglais, il se rendit avec plaisir à des sollicitations que la politique et la religion lui conseilloient d'accueillir, il rassembla avec la plus grande diligence une flotte formidable, à bord de laquelle il embarqua ses troupes bien disciplinées, et se pourvut d'une somme d'argent considérable pour soutenir son parti. L'envoyé de France à la Haye vint à

(*) An de J. C. 1688.

bout

bout de découvrir l'objet des préparatifs de Guillaume, et en informa Louis XIV, qui s'empressa d'en donner connoissance à Jacques II, et lui offrit en même temps de le secourir de ses vaisseaux et de ses troupes, ou de marcher dans les Pays-Bas, afin de forcer les Hollandais à rester dans leur pays pour le défendre. Le roi d'Angleterre refusa d'accepter ces propositions dans la crainte d'augmenter le mécontentement de ses sujets par une alliance qui ne pouvoit que déplaire au peuple anglais.

Le prince d'Orange mit enfin à la voile et débarqua à Torbay, sur la côte du Devonshire, après avoir lutté heureusement contre une violente tempête. La principale noblesse de cette île alla à sa rencontre; son entreprise sembla justifiée par l'approbation de la princesse Anne, seconde fille de Jacques, qui quitta la cour de son père pour se rendre dans le camp de son beau-frère. L'infortuné monarque, abandonné de ses sujets, de ses favoris et de ses enfans, céda au torrent, abdiqua la couronne, et se réfugia en France avec sa femme et son fils encore enfant.

Ce fut la maison d'Autriche qui, sur le continent, recueillit le principal avantage de la révolution d'Angleterre. Pour prévenir les effets de la ligue d'Ausgbourg, le roi de France

avoit répandu cent mille hommes dans l'Empire près Philisbourg, et porté le fer et la flamme dans l'intérieur de l'Allemagne ; il auroit sans doute étendu ses conquêtes au-delà du Rhin, s'il n'eût été détourné de cette entreprise par l'expulsion du roi Jacques qu'il se proposoit de rétablir sur son trône. Louis n'ignoroit pas que le prince d'Orange étoit soutenu de l'or et des intrigues de la cour de Madrid ; cependant il proposa au roi d'Espagne une nouvelle alliance, et le pressa de se joindre à lui pour augmenter les forces qu'il se préparoit à déployer dans la cause commune des rois. Ses propositions furent appuyées par les sollicitations de Louise qui avoit sur son époux l'empire que donnent l'esprit et la beauté ; mais les ambassadeurs des alliés de Charles II lui rappeloient sans cesse les outrages qu'il avoit reçus de la France ; ils lui représentèrent que la ligue, à laquelle la Suède et le Dannemark devoient se joindre, seroit si puissante, que Louis se trouveroit dans l'impossibilité d'y résister, et obligé de rendre tout ce qu'il avoit usurpé sur l'Espagne. La soif de la vengeance et l'espérance de rétablir la gloire de son pays étoient deux motifs bien séduisans pour éloigner Charles d'une alliance avec la France ; mais la crainte de déplaire à son épouse, et l'idée de se lier

avec un usurpateur hérétique contre un monarque légitime et catholique, le tenoit indécis sur le parti qu'il devoit prendre. Il est probable que l'amour et la superstition l'eussent emporté sur la politique et le ressentiment, si la mort prématurée de Louise n'eût rompu le charme, et peut-être assuré la liberté de l'Europe. Charles répara cette perte en épousant Marie-Anne, fille de l'électeur Palatin, et dès ce moment il agit toujours de concert avec ses alliés, mais avec plus de persévérance que de vigueur.

(*) Le roi d'Espagne fit bientôt la triste expérience que ses alliés, en lui promettant de grands succès, l'avoient trompé ou s'étoient fait une trop légère idée des ressources de Louis XIV. En Allemagne, les Français prirent en très-peu de temps Manheim, Frankendal, Spire, Worms et Oppenheim. Ils inondèrent le Palatinat; cette abondante contrée fut tout à coup convertie en une scène de désolation; les villes étoient réduites en cendres, les champs devenoient des déserts, et les malheureux habitans, chassés de leurs demeures par la fureur des flammes et la brutalité des soldats, se trouvoient exposés à périr par la famine ou la rigueur de la saison. Les armées impériales, comman-

(*) An de J. C. 1689—1690.

dées par le duc de Lorraine, restoient tranquilles spectatrices de la dévastation, et au lieu de faire quelques efforts pour repousser les envahisseurs, elles mettoient toutes leurs espérances dans la ressource que leur offroient les places fortes de Bonn et de Mayence.

Louis XIV avoit tiré de l'empereur une vengeance assez éclatante pour être satisfait; mais l'objet auquel il mettoit le plus d'importance étoit le rétablissement de Jacques II sur le trône de ses pères; ce prince avoit encore un grand parti en Irlande, et la France mettoit sa gloire à lui fournir libéralement des armes et des munitions de toute espèce. Une flotte considérable, équipée pour seconder ses efforts, mit à la voile, et, dans son trajet, soutint un engagement contre les escadres réunies de l'Angleterre et de la Hollande. Jacques fut reçu dans Limerick; ses premiers succès surpassèrent ses espérances; mais arrêté dans sa carrière par le duc de Schomberg, il fut vaincu, sur les rives de la Boyne, par la fortune et le génie supérieur de Guillaume. Jacques abandonna ses partisans avec une précipitation indigne de la couronne à laquelle il aspiroit, et se hâta de retourner en France, laissant son rival s'affermir sur le trône, et forcer ses ennemis même à l'applaudir. La guerre conti-

nua encore quelque temps après la fuite de Jacques ; mais les Irlandais réfléchissant qu'il y avoit de la folie à verser leur sang pour soutenir la cause d'un prince assez lâche pour les abandonner, prirent le parti de se soumettre à l'autorité de Guillaume.

Si l'Espagne eut lieu de se réjouir de la victoire de son allié, elle n'eut pas le même avantage dans les opérations qui se firent en Flandre, et sur les frontières de la Catalogne, où elle avoit un intérêt bien plus grand. Les Français, ayant à leur tête le maréchal d'Humières, furent défaits près de Walcour par l'armée des alliés dont le prince de Waldeck avoit le commandement. Mais ce dernier ne jouit pas long-temps de son triomphe ; il succomba à Fleurus sous le génie du duc de Luxembourg ; six mille de ses soldats périrent, huit mille furent faits prisonniers. Cependant on a reconnu que l'infanterie espagnole s'étoit défendue avec un courage et une opiniâtreté dignes de son ancienne réputation, ou, pour se servir des expressions du duc de Luxembourg, qu'elle s'étoit battue à Fleurus avec la même valeur qui l'avoit fait distinguer à la journée de Rocroi.

(*) Ce fut l'Espagne qui supporta seule les

(*) An de J. C. 1691.

désavantages résultans de la défaite des alliés. Louis XIV, à la tête d'une armée de cent mille hommes, se présenta devant Mons, pour recueillir le fruit de la valeur du duc de Luxembourg. Mons, que l'on a supposée défendue pendant plusieurs semaines, fut rendue par le prince de Berg, son gouverneur, après seize jours de siége. La cour de Madrid n'éprouva pas seulement des revers en Europe. Dans l'Afrique, Ismaël, empereur de Maroc, assembla ses Barbares et investit la forteresse de Larache. Mille Espagnols, quoique sans espérance de secours, méprisèrent ses menaces, et repoussèrent ses attaques. La cause de la chretienté et la gloire de la Castille les encouragèrent à supporter la détresse la plus extrême. Leur valeur désespérée prolongea le siége, pendant trois mois, contre des forces infiniment supérieures. Dans le quatrième les Maures firent une brèche dans les murailles, et entrèrent dans la forteresse. La plus grande partie des braves défenseurs de Larache furent massacrés. Quelques-uns eurent la vie sauve, qu'ils durent sans doute au caprice des vainqueurs. Pénétrés d'admiration pour la conduite héroïque de leurs compatriotes, les Espagnols offrirent de payer leur rançon; l'impitoyable Ismaël la refusa, et ces malheureux chargés de chaînes envièrent sans doute le

sort de leurs compagnons d'armes dont l'épée avoit terminé l'infortune.

Indépendamment de la guerre avec l'étranger, l'Espagne éprouva des troubles dans son intérieur. Le marquis de Léganez qui gouvernoit la Catalogne en avoit opprimé les habitans au point de donner lieu à un soulèvement. La cour le rappela ; sa disgrace rétablit la tranquillité. Les Catalans murmuroient hautement contre l'influence que la nouvelle reine paroissoit avoir dans l'administration, et contre la mauvaise politique qui faisoit sacrifier les richesses et le sang des citoyens, pour entretenir une alliance avec la branche impériale de la maison d'Autriche, sans espoir d'en tirer aucun avantage. La présence du duc de Noailles à la tête d'une armée française sur les frontières de l'Espagne, le bombardement d'Alicante et de Barcelone par la flotte de Louis, mirent le comble au mécontentement des Catalans qui s'insurgèrent ouvertement, et choisirent pour chef don Antonio de Soler, sans avoir égard aux remontrances du duc de Villa-Hermosa, nommé pour succéder au marquis de Léganez.

La nouvelle d'une révolte aussi formidable jeta la cour de Madrid dans la plus profonde consternation. On n'osoit en faire part au roi ; mais la voix impérieuse de la nécessité fit mettre

toute appréhension de côté. Les principaux grands se réunirent pour informer Charles de l'état désastreux dans lequel se trouvoit son royaume. Il invita ses barons à chercher les moyens d'appliquer quelque remède à la détresse nationale. Chacun d'eux gardoit le silence, et le duc d'Ossuna seul eut le courage de le rompre, et de parler avec la hardiesse et la dignité d'un noble Castillan qui se souvenoit des grandes choses opérées par ses ancêtres. Il conseilla à Charles d'animer ses sujets par son exemple, et de se mettre à la tête de ses armées. « Ceux de vos sujets, ajouta-t-il, qui maintenant reposent dans l'indolence, et ne s'occupent que de leurs plaisirs, rougiront d'être dans l'inaction, lorsqu'ils verront le souverain exposé aux dangers de la guerre. » Il mit sous les yeux du prince l'exemple de Louis XIV, dont la présence dans le camp faisoit des héros des plus minces soldats. Le duc d'Ossuna fut le seul de cette opinion, ses avis salutaires n'étoient point de nature à être goûtés par de lâches courtisans. Ceux-ci cachèrent leurs propres craintes sous l'apparence d'un zèle affecté pour la sûreté du souverain. « Il vaudroit mieux, s'écrièrent-ils, que la Ca-
» talogne, et même la moitié des possessions de
» l'Espagne, fût perdue que de hasarder la vie
» ou même la santé du roi ». Charles céda faci-

lement à leurs honteux conseils; le peuple espagnol, à cette époque, étoit tellement dégénéré, qu'on s'étonna de voir le monarque laisser impunie la présomption d'un sujet qui avoit osé lui donner des leçons, et qu'on applaudit à son indulgence envers le duc d'Ossuna.

Pendant que les ministres délibéroient, la rebellion des Catalans étoit appaisée. Le duc de Villa-Hermosa, avec un petit corps de troupes restées fidèles, surprit et défit les rebelles; leur chef, don Antonio de Sòler, fut fait prisonnier, et les insurgens, au nombre supposé de trente mille, furent entièrement dispersés. Néanmoins l'Espagne se ressentit des effets de la révolte; le trouble qu'elle occasionna procura au duc de Noailles la facilité de s'emparer d'Urgel, et de ravager impunément les campagnes qui bordent la rivière de Sègre.

Le Mexique fut aussi en proie aux mêmes convulsions que la Catalogne. Les habitans de cette contrée s'étoient soumis, de gré ou de force, aux pénibles travaux qu'exigeoient d'eux leurs conquérans; mais telle est la singularité du caractère de l'homme, qu'un peuple qui avoit souffert avec patience tous les maux résultans de l'esclavage, se jeta dans une sédition furieuse, à cause de la suppression de quelques fêtes licencieuses, dont le vice-roi, plus religieux que

politique, défendit la célébration. Dans leur fureur, les Mexicains mirent le feu au palais; en un instant l'incendie s'acorut, au point de dévorer près d'un tiers de la capitale, dont la magnificence étoit remarquable. Si, dans leur ressentiment, ils eussent été dirigés par des chefs habiles, l'insurrection seroit devenue fatale à l'Espagne; mais, agissant sans aucun accord, ils abandonnèrent les armes avec la même légèreté, qui les avoit déterminés à les prendre. Le vice-roi ne leur eut pas plutôt rendu le privilége de se priver annuellement de la raison, qu'ils devinrent aussi soumis qu'auparavant.

Le comte d'Oropesa luttoit avec un certain degré de fermeté contre la tempête qui grondoit de tous côtés sur l'Espagne; mais la masse générale du peuple ne l'aimoit point; il déplaisoit sur-tout à la reine, il céda la place au comte de Melgar, favori de Marie-Anne, et entièrement dévoué aux intérêts de la branche impériale de la maison d'Autriche. Une maladie violente, qui attaqua le roi, révéla les vues du nouveau ministre et de sa protectrice. On proposa dans le conseil de faire venir l'archiduc Charles, et de placer sur sa tête la couronne d'Espagne. Le rétablissement du roi suspendit cette mesure prématurée, et la cour s'occupa

des diverses opérations des armées belligérantes dans toute l'Europe.

(*) Les aigles impériales triomphoient du côté de la Hongrie, sur les rives de la Save, où les Turcs, défaits par le prince de Baden, perdirent vingt mille hommes. Le vainqueur ne borna pas là ses succès; il prit bientôt après Waradin, et obligea les infidèles d'évacuer les conquêtes qu'ils avoient faites dans la Stirie et la Carinthie.

Les Anglais n'étoient pas moins heureux sur l'Océan où ils soutinrent leur antique renommée, et cette supériorité qui a si fortement accru leur puissance. Pour rétablir la fortune de Jacques II, on tenta une descente en Angleterre; Louis XIV résolut de hasarder un combat naval. Les flottes ennemies se trouvèrent en présence dans le canal, près le cap Lahogue, et l'amiral français, Tourville, obéit aux ordres de son souverain. Mais la force supérieure des Anglais et des Hollandais décida promptement du sort de cette journée. Le vaisseau qui portoit l'amiral, et plus de vingt autres des plus considérables de la flotte, furent détruits par le feu des vainqueurs. Jacques, placé sur une éminence voisine, vit, avec un soupir de désespoir, anéantir les espérances dont il s'étoit flatté.

(*) An de J. C. 1692.

Victor Amédée, duc de Savoie, prince brave et ambitieux, pénétrant et actif, entré dans la ligue formée contre la France, fut défait à Staffarda, par le maréchal de Catinat, célèbre guerrier, qui, au milieu du tumulte des camps, cultivoit les maximes de la saine philosophie. Mais le revers qu'éprouva Amédée, loin d'abattre son courage, ne servit qu'à déployer les ressources de son génie aussi fécond qu'intrépide. Catinat se vit bientôt obligé d'abandonner la Savoie et le Piémont, où, dans le moment du succès, il avoit cru devoir pénétrer. Le duc le réduisit à passer le Pô, et le poursuivit jusque dans le Dauphiné, où il se vengea, sur les habitans, des cruautés exercées par les Français sur ses sujets.

Mais, par-tout où l'Espagne avoit un intérêt direct, les alliés éprouvèrent à la fois humiliation et revers; la défense des Pays-Bas exigeoit des Espagnols une attention particulière; la cour de Madrid, dans l'impossibilité d'y pourvoir elle-même, avoit, à la recommandation du roi d'Angleterre, nommé l'électeur de Bavière, gouverneur héréditaire des Pays-Bas Espagnols, et s'étoit engagée à lui fournir un subside assez considérable pour le mettre à même de subvenir aux dépenses qu'exigeoient les frais d'administration et la solde des troupes.

L'indigence de la cour de Madrid ne lui permit probablement pas de satisfaire ponctuellement à ses engagemens pécuniaires, mais elle fit marcher dans les Pays-Bas un corps considérable de troupes, dont le roi d'Angleterre prit le commandement en personne. Sa présence n'empêcha pas Louis XIV d'investir l'importante place de Namur, située au confluent de la Sambre et de la Meuse. La citadelle, jusqu'alors regardée comme imprenable, étoit défendue par une garnison de dix mille hommes, sous les ordres du prince de Barbason, et s'il y avoit eu possibilité de donner des secours aux assiégés, l'armée française eût peut-être été obligée d'abandonner le siége; mais les inondations de la Mehaigne s'opposoient à ce que Guillaume marchât au secours de Namur. Après une brave résistance, la garnison fut forcée de se rendre; l'Espagne vit avec la plus grande douleur une place, dont les fortifications lui avoient coûté près de douze millions de nos livres, passer entre les mains de son ennemi.

Guillaume brûloit d'impatience d'effacer la tache que la prise de Namur pouvoit faire à sa réputation militaire; dans cette vue, il profita d'un moment, où le duc de Luxembourg n'étoit point sur ses gardes, pour surprendre les Français à Steenkirk; il réussit à mettre le désordre

dans leurs rangs, par l'impétuosité avec laquelle il les chargea; mais le duc de Luxembourg répara bientôt sa faute; il rétablit l'ordre parmi ses troupes, et secondé de la valeur désespérée des princes du sang, il força Guillaume à donner le signal de la retraite. Les deux armées firent une perte à peu près égale; dix mille hommes périrent de chaque côté, sans que leur mort accélérât le terme de la guerre.

(*) L'ouverture de la campagne suivante sembloit menacer les puissances coalisées des plus fatales conséquences. Le roi de France, en personne, vint en Flandres, à l'effet d'y prendre le commandement de son armée, composée de cent vingt mille hommes. A la vue d'une force aussi redoutable, on s'attendoit à la réduction entière des Pays-Bas. Cependant les espérances des Français et les appréhensions des alliés furent bientôt dissipées. Louis repartit tout à coup pour Versailles, et par complaisance pour une maîtresse surannée, abandonna la brillante moisson de renommée qui eût suivi ses opérations. Une partie de ses forces, qu'il rappela, fit une guerre peu glorieuse sur les bords du Rhin, sous les ordres du Dauphin; Le duc de Luxembourg conduisit le reste à la victoire.

(*) An de J. C. 1693.

Ce général, après avoir pris Huy et menacé Liège, s'avança avec rapidité, et trouva l'armée des alliés, commandée par Guillaume, avantageusement postée à Neerwinden. Guillaume, se fiant sur sa position, désiroit plutôt qu'il ne craignoit une attaque. Son adversaire ne tarda pas à le satisfaire. Le combat fut long et opiniâtre; mais l'habileté et le génie du maréchal triompha de tout obstacle. Une partie de l'aile droite des alliés fut précipitée dans la rivière de Geete; outre ceux qui furent noyés, douze mille périrent sur le champ de bataille, et douze mille se rendirent prisonniers.

Le duc de Luxembourg acheta cette victoire au prix de huit mille de ses meilleurs soldats. Cette perte ne l'empêcha pas de faire immédiatement le siége de Charleroi. Cette ville avoit été fortifiée par Vauban, et la cour d'Espagne se flattoit que sa garnison, consistant en cinq mille vétérans, commandés par le comte de Castillo, suffiroit pour la défendre; mais le même génie qui avoit présidé à la construction de ces travaux fut mis en œuvre pour en opérer la destruction. Vauban dirigea les batteries des assiégeans qui, animés par l'exemple du duc de Luxembourg, firent des merveilles. Le comte de Castillo manqua de courage ou de ressources suffisantes pour opposer une défense vigou-

reuse, et Charleroi se rendit après vingt-sept jours de siége.

(*) Le duc de Noailles parut encore en armes sur les frontières de la Catalogne. Le duc d'Escalona voulut s'opposer à sa marche; un engagement eut lieu sur les rives de la Tèr, où les Espagnols perdirent plus de deux mille hommes. Les Français vainqueurs traversèrent cette rivière, réduisirent Gironne, et, au moyen de leurs troupes légères, portèrent la désolation jusqu'aux portes de Barcelone. Là ils furent arrêtés par le marquis de Guastanaga, qui avoit succédé au duc d'Escalona. Le marquis, au lieu de risquer une action décisive, se contenta de harasser l'ennemi. Il rassembla de braves paysans, dont il forma de nombreux corps sans discipline, qui, par des attaques hors de toutes règles, confondoient l'habileté de leurs adversaires. La cour de Madrid ne mit pas toute sa confiance dans ses propres ressources; un corps d'Allemands et d'Italiens, sous les ordres du prince de Hesse-Darmstadt, se joignit aux troupes qui se trouvoient en Catalogne. Leur secours fut plus que balancé par l'arrogance de leur chef. Le marquis de Guastanaga, dégoûté de l'orgueil du prince, se démit de son gouvernement. Ses compatriotes ne tardèrent pas à

(*) An de J.C. 1694.

regretter la perte de ses services. Le prince de Hesse-Darmstadt, dès le printemps suivant, fut surpris et battu par le duc de Vendôme, à qui le duc de Noailles, malade, confia le commandement de l'armée française.

Au milieu des guerres longues et désastreuses qui désoloient l'Europe, et dont l'ambition sans bornes de Louis XIV étoit la cause immédiate, l'Espagne conçut quelque espérance de tranquillité, quand elle apprit que les nombreuses victoires remportées par la France, sa rivale, au lieu d'augmenter les ressources de cette puissance, ne servoient qu'à l'affoiblir. En effet, le plus grand désordre régnoit dans les finances de la nation française; le fardeau de la guerre excédoit ses forces; quatre cent mille hommes constamment sous les armes dévoroient la subsistance du laboureur industrieux. Les fréquentes levées de soldats dépeuploient les provinces; les ravages de la guerre furent suivis de ceux de la famine, et Louis commençoit à désirer la paix. La mort du duc de Luxembourg ranima le courage des alliés; la reprise de Huy et de Dixmude inspira aux Espagnols l'espoir de plus grands succès, et celle de Namur excéda probablement leurs plus hautes espérances.

(*) Cette place importante fut reprise de la

(*) An de J. C. 1695 — 1696.

même manière qu'elle avoit été perdue. Guillaume, à l'exemple de Louis, l'investit, à la vue d'une armée supérieure à la sienne. Namur étoit défendue par le maréchal de Boufflers, à la tête d'une garnison de seize mille hommes. Cependant ni la réputation du gouverneur, ni la force de la garnison, ni la présence du duc de Villeroi, campé dans le voisinage avec cent mille hommes, ne purent détourner les alliés de cette entreprise. Ils poussèrent le siége avec tant de vigueur, que la ville se rendit dans le mois d'août, et la citadelle dans le mois suivant. Villeroi, au lieu de marcher au secours des assiégés, se contenta de faire éclater son ressentiment en bombardant Bruxelles sans aucun fruit.

Tandis que les alliés réparoient d'un côté les affaires d'Espagne, des armateurs français détruisoient son commerce, et ruinoient ses colonies. Ils avoient intercepté les remises du Pérou, et s'en étoient emparés. L'amiral français, Pointis, réuni à plusieurs corsaires, surprit la ville de Carthagène. On a estimé le butin que Pointis et ses associés firent dans cette entreprise à douze millions de notre monnoie.

Telle étoit la foiblesse de la cour de Madrid, qu'elle eut à lutter contre l'inquisition même. Cette institution absurde étoit devenue presque aussi redoutable au souverain qu'à ses sujets;

les énormes priviléges dont elle jouissoit la rendoient plus puissante que la couronne même. Charles, avec un peu de caractère, auroit pu la renverser tout d'un coup; il ne prit que des demi-mesures qui restèrent sans succès, et ne servirent qu'à accroître l'insolence des membres de ce corps. On créa une commission composée de douze des principaux grands, pour mettre des bornes aux prérogatives que l'inquisition s'attribuoit, mais on ne put jamais la contraindre à s'y renfermer, et la commission déclara qu'elle ne trouvoit aucun moyen de rémédier à un mal dont les racines étoient trop profondes. Une seconde commission, composée des présidens du conseil de Castille et des finances, d'un dominicain, confesseur de Charles, et d'un jésuite qui avoit aussi part à sa confiance, fut chargée d'aviser aux mesures les plus propres à fournir de nouvelles ressources à l'état, sans accroître le fardeau dont le peuple étoit déja grevé. On y proposa une variété de plans qui, plus spécieux que praticables, ne devoient fournir aucun résultat avantageux. Tous furent rejetés, et les travaux de cette commission ne servirent qu'à exposer ceux qui y avoient été appelés, au mépris de leurs compatriotes.

La mort de la reine-mère fit revivre les factions de la cour. Le comte de Melgar, qui, sous

ses auspices, étoit parvenu à la dignité d'amirante de Castille, perdit son influence. Jamais ce ministre ne parvint à gagner la faveur de Charles. Ce monarque, délivré des considérations qui l'avoient gêné jusqu'alors, rappela le marquis d'Oropesa; mais le comte de Melgar ne voulant pas céder le ministère dont il étoit en possession, donna lieu par son refus à une lutte entre les deux ministres rivaux, dont les partisans mirent encore une fois le trouble dans l'état. Ce fut la faction d'Oropesa qui remporta la victoire; mais pendant que ces scènes honteuses se passoient sous les yeux du monarque, les préparatifs de la guerre étoient suspendus, les affaires du gouvernement restoient dans l'inaction, et l'Espagne marchoit à grands pas vers sa ruine.

Cependant Louis XIV, malgré ses succès, sentit qu'il lui en coûteroit beaucoup pour résister à la confédération imposante qui s'étoit formée contre lui. Durant l'hiver il chercha à diminuer le nombre de ses ennemis, et proposa à cet effet quelques négociations. La cour de Madrid fut la première à laquelle il fit des ouvertures. Charles, agissant en cette occasion d'une manière plus honorable que prudente, rejeta les propositions de la cour de France. Tous ses alliés n'eurent pas autant de délica-

tesse; le duc de Savoie se laissa aisément persuader de préférer son propre intérêt à la foi due à ses engagemens. Le maréchal de Catinat l'ayant battu une seconde fois, toute la Savoie se trouvoit exposée aux calamités de la guerre; Turin même étoit menacé. Dans cette situation assez difficile, le duc reçut avec plaisir les propositions de Louis, qui lui offrit la restitution de ses domaines, et quatre millions de livres pour réparer le dommage occasionné dans ses états par les effets de la guerre. Cette convention fut suivie d'une alliance, que l'on cimenta par le mariage du duc de Bourgogne, second fils de Louis, avec la princesse de Savoie. Victor Amédée et Catinat se rendirent à Lorette, sous le simple prétexte d'un pélerinage. Le pape Innocent XII, qui désiroit également de voir l'Italie délivrée des armes françaises, et des exactions des Impériaux, présida au traité. Les chefs négocièrent avec autant d'ardeur qu'ils en avoient mis à combattre; quelques conférences suffirent pour régler leurs conventions, et le duc de Savoie, abandonnant ses alliés, déclara la neutralité de l'Italie.

La conduite d'Amédée portoit le coup le plus funeste aux intérêts de la maison d'Autriche. La cour de Madrid s'étoit concertée avec celle de Vienne pour tenter une invasion de la France

du côté du Dauphiné. La défection du duc de Savoie rendit l'exécution de ce projet impraticable, et les Français, rassurés dans cette partie de leurs états, se voyoient à même d'employer à des entreprises offensives les forces consacrées jusqu'alors à garder leurs propres frontières. La perfidie d'Amédée indigna tellement les ministres d'Espagne et d'Autriche, qu'ils refusèrent d'accéder aux conditions du traité de Lorette, et résolurent de maintenir seuls la guerre en Italie. La vigueur que montra le duc de Savoie les amena à des mesures plus prudentes. A la tête d'une armée considérable, il investit le marquis de Léganez dans Valence, ville forte du Milanais, bâtie sur une montagne peu éloignée du Pô. Cette démarche convainquit l'empereur et le roi d'Espagne que c'étoit en vain qu'ils avoient conçu l'espérance d'engager le duc à rompre le traité de Lorette, en lui offrant la cession du duché de Milan. Ils sentirent qu'ayant eu beaucoup de peine à tenir tête à la France lorsque le duc de Savoie étoit lié avec eux, toute tentative en Italie ne pourroit qu'être préjudiciable, puisque la Savoie agissoit de concert avec Louis. La mauvaise tournure des affaires en Hongrie détermina l'empereur à accepter la neutralité qu'on lui proposoit. L'avénement de Mustapha II au trône otto-

man ayant inspiré aux Turcs une nouvelle ardeur, le nouveau sultan s'étoit mis en personne à la tête de ses troupes, et après avoir traversé le Danube, ravagé Lippa et pris Isul, il étoit venu à bout de surprendre et de disperser l'armée impériale commandée par Vétérani. Une suite de désastres aussi rapides alarma la cour de Vienne, et l'engagea à reconnoître la neutralité de l'Italie. Charles suivit l'exemple de son allié impérial; le siége de Valence fut abandonné, et l'Italie, par l'adresse du duc de Savoie, put jouir d'une tranquillité dont la plus grande partie de l'Europe étoit privée.

Louis ne respiroit plus que la paix, seul moyen d'assurer le repos de son royaume; mais les ministres d'Espagne, influencés par ceux de l'Empire, refusèrent d'écouter les propositions du monarque français. L'arrivée de quelques galions chargés des trésors du Nouveau-Monde, ranima leur confiance. L'hiver, qui s'étoit fait sentir jusque dans l'Espagne, où le climat est extrêmement doux, avoit été d'une rigueur extraordinaire en France. Une grande partie de ce royaume, ordinairement si fertile, ne présentoit à l'œil qu'un désert et une sécheresse effrayante, et la misère dans laquelle ses habitans se trouvoient plongés sembloit inviter à

une invasion, plutôt qu'en inspirer la crainte à ses voisins.

(*) Un prince actif eût peut-être été dangereux pour la France dans cette circonstance; mais le roi d'Espagne et ses ministres, avec l'intention presque opiniâtre de continuer la guerre du côté de la Catalogne, étoient incapables d'y réussir, ou négligeoient les moyens propres à en assurer le succès. Louis, après avoir inutilement tenté de se procurer la paix par la voie des négociations, résolut de l'obtenir par la force des armes. Les Français passèrent la Tèr, et forcèrent le prince de Hesse-Darmstadt à se retirer devant le duc de Vendôme, qui l'investit bientôt dans Barcelone, tandis qu'une escadre sous les ordres du comte d'Estrées bloquoit le port de cette cité. Les clameurs des Catalans tirèrent la cour de Madrid de son indolence. On leva à la hâte un corps de troupes considérable, dont on remit le commandement à don Francis de Velasco, avec ordre de marcher au secours de Barcelone. Le général espagnol s'avança avec aussi peu de précaution que s'il eût été sûr de la victoire, et se fiant sur la supériorité du nombre de ses soldats, il partagea son armée en deux corps. Cette maladresse servit son adversaire, qui surprit les troupes espagnoles

(*) An de J. C. 1697.

séparément et les mit en déroute. Il y eut un carnage effroyable ; une attaque nocturne répandit la terreur et la confusion ; Velasco fut réduit à se sauver sans autre vêtement qu'une simple chemise. Le duc de Vendôme, après l'avoir poursuivi, revint presser le siége avec une nouvelle vigueur. La garnison consistoit en près de douze mille hommes ; les habitans la secondoient avec le plus grand zèle, et le prince de Hesse-Darmstadt mettoit à défendre la place un courage et une activité dignes d'éloges. Cependant telle fut l'ardeur que le duc de Vendôme et les troupes françaises déployèrent dans les opérations du siége, qu'après cinquante-deux jours de tranchée ouverte, toute résistance cessa, et les drapeaux de Louis flottèrent sur les murs de Barcelone.

La soumission de la capitale entraîna celle de la plus grande partie des provinces ; la perte de la Catalogne fit repentir les ministres espagnols de leur présomption ; ils tremblèrent pour la sûreté de l'Andalousie. Des défaites sans nombre, des désastres effrayans accabloient l'Espagne de toutes parts. Dans les Pays-Bas, le maréchal de Catinat s'étoit emparé de Ath, tandis qu'aux Indes, Carthagène, naguères pillée par Pointis, se trouvoit encore en proie à la fureur dévastatrice des Bouca-

niers. Néanmoins l'orgueil de la maison d'Autriche l'aidoit à supporter tous ces malheurs, et loin de chercher à se procurer la paix, elle ne proféroit que des menaces de guerre et de vengeance. Le reste des alliés ne se dirigeoit pas d'après le même esprit. La défection du duc de Savoie avoit jété la méfiance parmi eux; les Hollandais se lassèrent de voir leur commerce paralysé, et leurs plus fertiles provinces désolées. Les remontrances de Guillaume lui-même n'eurent pas assez de force pour les engager à suivre plus long-temps un systême aussi nuisible à leurs opérations commerciales; ils accueillirent les propositions réitérées de Louis, acceptèrent la médiation de Charles IX, roi de Suède, et le château de Riswick, près de la Haye, fut fixé pour être le lieu de la négociation convenue.

Le roi d'Espagne et l'empereur ne consentirent qu'à regret à envoyer leurs ministres au congrès; mais ne pouvant se dissimuler l'insuffisance de leurs propres ressources pour soutenir seuls une guerre dans laquelle ils avoient si mal réussi, malgré la réunion de leurs forces avec celles de l'Angleterre et de la Hollande, ils se déterminèrent à céder aux désirs de leurs alliés; les conditions de paix furent plus avantageuses que l'Espagne n'avoit lieu de l'espé-

rer d'après les évènemens de la guerre. Louis consentit à évacuer la Catalogne et à rendre Luxembourg, Mons, Ath et Courtrai. Les restitutions qu'il fit aux autres puissances ne furent pas moins considérables ; il retira ses garnisons de Fribourg, Brisac, Kehl et Philisbourg ; il convint de détruire les fortifications de Strasbourg, reconnut pour roi légitime d'Angleterre Guillaume III, qu'il n'avoit traité jusqu'alors que d'usurpateur, et rendit la Lorraine, Trèves et le Palatinat à leurs princes respectifs. Enfin la France, après une guerre longue et meurtrière, dans laquelle toutes ses campagnes avoient été couronnées par la victoire, souscrivit à des conditions de paix qu'on eût à peine exigées d'elle, si des défaites réitérées l'avoient mise à la discrétion de ses ennemis.

(*) Les événemens qui vont suivre développeront les causes de la modération de Louis XIV, et donneront la solution d'un problême qui a embarrassé quelque temps les politiques de l'Europe. Quoique Charles II eût à peine trente-six ans, sa constitution étoit altérée par une complication de maladies sans remède : tout annonçoit sa dissolution prochaine. Il paroissoit devoir mourir sans enfans,

(*) An de J. C. 1698 — 1700.

et la succession à sa couronne formoit déjà l'objet des intrigues secrètes de Louis XIV et de l'empereur Léopold. Ces deux princes étoient parens du roi d'Espagne au même degré; tous deux étoient petits-fils de Philippe III, et avoient épousé des filles de Philippe IV. Le droit d'aînesse se trouvoit à la vérité en faveur de la maison de Bourbon, mais, par le traité des Pyrénées, Louis avoit formellement renoncé à tout avantage qui pouvoit dériver de son mariage avec l'infante; il connoissoit le parti que son rival devoit tirer d'une renonciation aussi solemnelle. Il craignoit encore plus l'union constante des différentes branches de la maison d'Autriche, et la jalousie sans relâche de cette famille contre les Bourbons. Il avoit à lutter contre l'ancienne inimitié des Castillans pour les Français, et contre l'influence de la cour de Vienne dans le cabinet de Madrid. Tant d'obstacles ne le rebutèrent point, et l'espérance de réunir les domaines d'Espagne à ceux de la France le détermina à signer le traité de Ryswick, ou à s'exposer aux reproches de ses propres sujets qui, ignorant ses vues, l'accusèrent hautement de manquer de jugement et de politique.

L'historien du siècle de Louis XIV a comparé la situation de Charles à celle d'un riche

vieillard sans enfans, dont le lit de mort est entouré par sa femme et ses parens, les prêtres et les gens de la maison, tous également empressés d'arracher au mourant la promesse de ses richesses qu'il ne peut long-temps espérer de retenir. La comparaison est frappante, en raison des artifices qu'employa Louis pour se concilier la faveur du roi d'Espagne. Les hostilités n'eurent pas plutôt fait place à la paix, qu'il envoya à Madrid le marquis d'Harcourt, l'homme le plus poli, le plus éloquent et le plus aimable de son temps. Ces qualités, essentielles pour plaire à la cour de Madrid, le rendirent singulièrement propre à faire réussir les desseins secrets de son souverain. Le marquis chercha d'abord à gagner l'estime du peuple, et offrit à cet effet une escadre française pour agir contre les Maures qui avoient assiégé Ceuta; il se fit bientôt un parti considérable à la cour, au moyen de présens magnifiques et nombreux : le roi lui-même ne put s'empêcher d'admirer son goût, et la vivacité de sa conversation. Comme on croyoit Charles insensible, on supposa qu'il conservoit encore une estime forte et passionnée pour la mémoire de sa première épouse. Le marquis d'Harcourt tira parti de cette disposition, et dirigea fréquemment l'attention du roi sur les portraits

du dauphin et de ses trois enfans, le duc de Bourgogne, le duc d'Anjou et le duc de Berri. Il lui faisoit remarquer sur-tout la ressemblance qui se trouvoit entre leurs traits et ceux de feue Louise.

Si l'adresse du marquis d'Harcourt fit naître dans le sein de Charles II quelques dispositions à la tendresse en faveur des enfans de la maison de Bourbon, Marie-Anne en conçut un ressentiment aussi profond que juste ; elle regarda comme une insulte faite à sa personne les éloges prodigués aux charmes de Louise, et résolut d'apprendre au marquis qu'elle ne possédoit pas moins d'influence sur l'esprit de son époux que la reine à laquelle elle avoit succédé. En qualité d'Allemande, elle partageoit l'aversion générale de son pays pour la France, et comme parente de Léopold, elle étoit flattée de contribuer à l'avancement de la fortune de l'archiduc Charles, second fils de l'empereur. La majorité des grands d'Espagne lui étoit dévouée ou approuvoit son choix. L'archevêque de Tolède, mieux connu sous le titre de cardinal Porto-Carrero, prélat courageux, intrigant et sans principes, soutenoit à la vérité l'intérêt de la France, et secondoit les vues du marquis d'Harcourt ; néanmoins

l'ascendant de la maison d'Autriche devenoit chaque jour plus sensible.

Les prétentions de Louis XIV et de Léopold n'échappèrent pas à l'œil pénétrant du roi d'Angleterre ; ce prince haïssoit singulièrement le roi de France, et craignoit de voir le royaume d'Espagne réuni aux vastes possessions que la maison d'Autriche possédoit déjà. Il restoit encore un prétendant dont le titre, en matière de politique, pouvoit être préféré à ceux des deux autres compétiteurs : le prince électoral de Bavière, qui n'avoit encore que huit ans, étoit aussi petit-fils de Philippe IV par sa mère, fille de Léopold, et Guillaume espéroit faire passer sur sa tête la couronne d'Espagne. Cependant il crut devoir plutôt gagner qu'imiter les autres prétendans; dans cette vue il proposa aux cours de Vienne et de Versailles le célèbre traité de partage suivant lequel l'Espagne, les Pays-Bas et les principales colonies du Nouveau-Monde devoient, après la mort de Charles, former un état au Prince électoral de Bavière; Naples, la Sicile et la province de Guipuscoa, devenir le partage du dauphin, et les prétentions de la maison d'Autriche être bornées au duché de Milan.

Louis, instruit par l'expérience qu'il ne pouvoit pas lutter seul contre la réunion des puis-

sances de l'Europe, accéda à la proposition ; mais Léopold ne voulut jamais consentir à accepter une aussi petite partie d'un empire dont il se croyoit assuré de recueillir la totalité ; il aima mieux mettre ses espérances dans les intrigues de la faction autrichienne, que de souscrire à un traité qui le réduisoit à une aussi modique avantage.

Le secret du traité de partage ne fut pas tellement gardé, que la connoissance en échappât à la cour de Madrid ; il étoit à peine conclu qu'elle en apprit toutes les conditions. Les Espagnols qui, moins d'un siècle auparavant, avoient prétendu dicter des lois à l'Europe entière, ne purent voir sans indignation démembrer leur empire et disposer de leur soumission au gré de la politique et de l'ambition des puissances voisines. Charles lui-même, malgré sa foiblesse, partagea le ressentiment de ses sujets ; il exprima avec chaleur son mécontentement de l'insulte qu'on lui faisoit, en réglant la distribution de ses domaines sans sa participation, et résolut de les conserver intacts par un testament en bonne forme. On devoit s'attendre qu'il choisiroit pour son successeur l'empereur ou le fils de l'empereur, pour récompenser Léopold de ce qu'il avoit refusé de souscrire au traité de partage ;
mais

mais des motifs particuliers, dont il n'a probablement fait part à personne, et que l'on a toujours ignorés, l'ont fait agir d'une manière toute différente. Louis et Léopold se virent également déjoués par la déclaration faite publiquement que le roi d'Espagne appeloit le prince électoral de Bavière à sa succession.

Les Espagnols applaudirent généralement à une disposition qui avoit au moins pour but d'empêcher le démembrement du royaume; mais les espérances de tranquillité, dont ils s'étoient flattés de jouir sous le règne du prince électoral, furent bientôt dissipées par la nouvelle de sa mort arrivée à Bruxelles, peu de temps après qu'il eut été appelé à la succession de la couronne.

Les puissances voisines renouvelèrent leurs intrigues; les rois de France et d'Angleterre conclurent un second traité d'après lequel, à la mort de Charles, sans postérité, l'Espagne et ses possessions d'Amérique devoient passer à l'archiduc Charles; le Milanais au duc de Lorraine, à la charge d'abandonner son propre duché à la France; Naples, la Sicile, le marquisat de Final, les villes situées sur les côtes d'Italie, et la province de Guipuscoa étoient destinés au Dauphin. Cette division se trouvoit infiniment plus favorable à la maison d'Au-

triche que celle résultante du précédent traité ; cependant Léopold persévéra dans sa première conduite, et refusa de se prêter à toute convention dont l'effet pouvoit tendre à affoiblir ses prétentions naturelles à la couronne d'Espagne.

Cette conduite, probablement dictée à Léopold par l'ambition, fut attribuée à sa délicatesse et à sa modération. Marie-Anne sut en tirer parti, et la fit valoir auprès de son époux. Il paroît certain que Charles II eut un moment l'intention de léguer le sceptre à l'archiduc son parent de même nom ; il écrivit même à l'empereur pour l'inviter à envoyer ce prince à Madrid, et à le faire accompagner d'une armée de dix mille hommes pour soutenir ses intérêts ; mais cet arrangement n'eut pas lieu, parce que Léopold, malgré la paix qu'il venoit de faire avec la Porte, ne crut pas pouvoir éloigner de ses états un corps de troupes aussi considérable, en même temps qu'il regardoit comme au dessous de sa dignité d'exposer son fils seul dans une capitale étrangère.

Le refus de l'empereur ne fut pas aussi préjudiciable aux espérances de sa maison que la conduite de l'archiduc lui-même. Ce prince eut l'imprudence inexcusable de tourner fréquemment en ridicule l'étiquette et les usages de la cour de Madrid : ses favoris l'imitoient.

L'Espagne en fut instruite, et les nobles s'en vengèrent en ridiculisant à leur tour, non les usages de la cour impériale, mais les individus. « L'esprit des ministres de Léopold, dit l'évê» que de Lérida, ressemble aux cornes des » boucs de mon pays ; il est petit, dur et de » travers. » La comparaison fit fortune, et la rapidité avec laquelle elle circula dans toute l'Espagne prouva suffisamment que la branche impériale de la maison d'Autriche n'étoit point aimée des Espagnols.

Le cardinal Porto-Carrero reprit courage en voyant le peuple aussi indisposé contre ses rivaux ; ce prélat ne quittoit jamais son souverain : il lui représentoit sans cesse que le meilleur moyen d'empêcher le démembrement de son royaume, étoit d'adopter un enfant de France, et qu'il pouvoit le faire sans altérer l'esprit des renonciations de la mère et de l'épouse de Louis. Le seul objet important étoit de prévenir l'union de deux empires aussi puissans que la France et l'Espagne, pour ne point inspirer de crainte à l'Europe, et il suffisoit pour cela de nommer pour son successeur le duc d'Anjou au lieu du Dauphin. Le cardinal invita Charles à consulter, dans une occasion aussi délicate, le pontife romain, qui pouvoit être considéré comme le père com-

mun des princes rivaux , et dont la décision devoit faire une sorte de loi, d'autant mieux que c'étoit une révélation du ciel. Le monarque superstitieux fut vaincu par l'apparence de sainteté du cardinal. La réponse du pape, probablement concertée d'avance , fut « que » les lois d'Espagne et l'avantage de toute la chrétienté exigeoient que Charles donnât la préférence à la maison de Bourbon.

Pendant que la cour s'occupoit du choix d'un nouveau souverain , le peuple témoignoit par des mouvemens tumultueux son mécontentement de l'indolence et de l'incapacité du prince régnant. On avoit imposé , sur toutes les provisions qui entroient dans Madrid , une taxe dont les comtes d'Oropesa et de Melgar s'étoient partagé le produit conjointement avec la comtesse de Berlips, favorite de la reine ; ce nouveau genre d'oppression fit perdre au peuple sa patience ; il se souleva et marcha droit au palais. Un courtisan qui se trouvoit là, cherchant à appaiser la fureur des séditieux en leur représentant que le roi reposoit, reçut cette réponse sévère : « Il y a déjà long-temps qu'il dort , » il est temps qu'il se réveille pour remédier » aux maux de son peuple. » Charles , pâle et tremblant, se présenta lui-même à la multitude ; il déclara qu'il n'avoit pas connoissance

des griefs dont on se plaignoit, et promit de les redresser ; il blâma ses ministres et les abandonna à la discrétion du peuple qui, changeant tout à coup l'objet de son ressentiment, fondit sur les palais des comtes de Melgar et d'Oropesa, et exerça le pillage le plus affreux; il s'en fallut peu qu'ils ne fussent eux-mêmes victimes de la fureur populaire ; mais assez heureux pour y échapper, ils ne purent se soustraire à l'exil : leur éloignement de la cour ajouta à l'influence de la faction française et du cardinal Porto-Carrero.

La reine même commença à craindre de n'être point en sûreté dans la capitale. Une pension ayant été accordée à la comtesse de Berlips, sur les revenus des Pays-Bas, le comte de Monterey s'opposa à ce qu'elle fût payée, sous le prétexte raisonnable que l'Espagne étoit déjà trop accablée pour subvenir à des dépenses si peu nécessaires. Dans l'ardeur de son zèle, il passa les bornes de la prudence, et se permit de déclamer fortement contre ce qu'il appeloit *l'intérêt allemand.* Sa hardiesse lui valut un ordre de sortir de Madrid dans quarante-huit heures. Cette punition excita une nouvelle commotion. La multitude regarda le comte comme un martyr de la cause populaire, et fit retentir les rues de ce cri séditieux : « Que les patriotes soient rappelés, et les dila-

» pidateurs bannis ! » Ces clameurs ne tardèrent pas à s'appaiser, mais la reine en conclut qu'il y auroit du danger pour elle à s'opposer ouvertement aux vœux de la nation.

A cette époque, Charles n'étoit plus qu'une machine vivante, que les ambitieux qui l'entouroient faisoient mouvoir à leur gré ; son esprit, naturellement foible, le devenoit chaque jour davantage ; à mesure que ses facultés physiques et morales diminuoient, la superstition prenoit sur sa personne un plus grand empire. Ce malheureux prince saisissoit le moindre rayon d'espérance d'échapper à la mort qui le menaçoit ; il crut aisément aux assurances d'un moine de Turin, qui attribua sa maladie à la magie, et promit de lui rendre la santé en l'exorcisant. La solemnité de la cérémonie ajouta à la mélancolie dont il étoit accablé, et le disposa à la crédulité la plus absurde.

L'Espagne, au commencement du dix-huitième siècle, étoit encore si fortement plongée dans la superstition, que l'on ajoutoit foi aux idées les plus chimériques. On y croyoit, par exemple, qu'en visitant les corps de parens décédés, on pouvoit obtenir, par l'intercession de leurs esprits, la suspension d'une mort qui paroissoit prochaine. Philippe IV s'étoit plu à le croire ; on persuada aisément à son fils

Charles d'en essayer l'efficacité. L'on ouvrit, en sa présence, les cercueils de sa mère et de sa première femme, dont les traits n'étoient point encore changés. L'émotion que le prince éprouva à la vue de ce spectacle, propre à inspirer l'effroi, servit plutôt à hâter qu'à retarder sa mort. En effet il ne revint à Madrid que pour y rendre les derniers soupirs. Il paroît qu'il étoit attaché à la maison d'Autriche, car il se plaignoit fréquemment de l'absence de l'archiduc; mais les partisans de France ne le quittoient point, et le cardinal de Porto-Carrero fixa enfin la résolution de Charles. « Grand Dieu! s'écria-t-il » en signant le testament qui faisoit passer la » monarchie d'Espagne de la maison d'Autri» che dans celle de Bourbon, c'est vous qui » donnez et reprenez les empires! » Cette pieuse exclamation sembloit respirer le langage du regret. Il y a apparence que, tout en nommant le duc d'Anjou pour son successeur, il pensoit aux droits de consanguinité de l'archiduc Charles, et qu'il lui eût donné la preférence, s'il avoit été maître de son choix.

Le même testament, qui légua la couronne d'Espagne au duc d'Anjou, nomma le cardinal Porto-Carrero régent. Charles expira bientôt après, avec un courage et une résignation que l'on n'eût pas attendus de sa foiblesse. L'exa-

men de son règne donne l'idée la plus juste de son caractère ; il ne fut, en quelque sorte, roi que de nom, et sa foiblesse le rendit presque toujours l'instrument dont les reines et même les favoris se servoient pour faire exécuter leurs propres volontés sans opposition. Il est cependant difficile de croire qu'il connût assez peu ce qui se passoit dans son royaume pour ne témoigner ses regrets que de la perte d'une seule ville, après celle d'une infinité de places et même de quelques provinces tombées au pouvoir des Français. Ce conte populaire a sans doute été fait pour démontrer plus évidemment son imbécillité. Ce prince infortuné fut exposé au mépris de ses sujets, de ses alliés et de ses ennemis dont il ne devoit exciter que la pitié. En lui finit, en Espagne, la race des rois de la maison d'Autriche, qui y avoit régné près de deux siècles.

CHAPITRE TRENTE-UNIÈME.

La maison d'Autriche est déçue de ses espérances. — Louis accepte le testament de Charles II. — Philippe V est reconnu roi d'Espagne. — Sa conduite. — Guerre en Italie. — Victoire du prince Eugène. — Intrigues des partisans de la maison d'Autriche. — Insurrection de Naples. — Philippe visite l'Italie. — Il traite les Napolitains avec douceur. — Est présent à la bataille de Luzara. — Ligue contre la maison de Bourbon. — Mort de Guillaume III. — Premières opérations des alliés. — Prise de la flotte de Vigo. — Fuite de l'amirante de Castille. — Philippe retourne à Madrid. — Réforme intérieure. — Intrigues de la cour. — Le duc de Savoie abandonne le parti de la maison de Bourbon. — Les alliés reconnoissent l'archiduc Charles roi d'Espagne. — Campagnes heureuses de Philippe contre le Portugal. — Bataille d'Hochstet. Prise de Gibraltar. — Avis de l'amirante de Castille. — Prise de Barcelone. — Conduite du comte de Peterborough. — Evénemens de la guerre en Italie. — Philippe fait une tentative pour recouvrer Barcelone. — Sa retraite. — Il est forcé de quitter Madrid. — Se retire à Burgos. — Les alliés entrent à Madrid. — L'archiduc fait la conquête de l'Aragon et de Valence. — Bataille de Ramillies. — Les affaires de Philippe sont rétablies par le duc de Berwick. — Philippe retourne à Madrid. — Bataille de Turin. — Révolte de Naples. — Etat du Nord. — Bataille d'Almanza. — Le duc d'Orléans prend Saragosse et Lérida. — Il réduit l'Aragon. — Opérations diverses de la campagne. Bataille d'Oudenarde. — Négociations de Louis XIV. — Intrigues du duc d'Orléans. — Avis et mort de Porto-Carréro. — Bataille de Gudina. — De Malplaquet. — Disgrace du duc de Medina Céli. — Défaites successives de Philippe. — L'archiduc entre

à Madrid, et y est proclamé. — Arrivée du duc de Vendôme. — Efforts de Philippe et de ses partisans.—Embarras de l'Archiduc. — Il évacue Madrid. — Bataille de Villa-Viciosa. — Mort de l'empereur Joseph. — L'archiduc lui succède. — Cessation d'armes entre la France et la Grande-Bretagne. — Défaite du prince Eugène. — Négociations des différentes cours. — Paix d'Utrecht.

* La mort de Charles II répandit l'alarme dans toute l'Europe. Les peuples se virent encore menacés de perdre la tranquillité dont ils jouissoient depuis si peu de temps. Le bonheur du plus grand nombre fut, suivant l'usage, sacrifié à l'ambition du plus petit. Il faut cependant convenir que de toutes les guerres entreprises par Louis XIV, celle qui résulta de la nomination du duc d'Anjou au trône d'Espagne est la plus juste. Quoi qu'il en soit, le cardinal Porto-Carrero garda le secret du testament avec tant de soin, que le comte d'Harrach, ministre de l'empereur, resta dans la pleine confiance que l'archiduc Charles étoit appelé à la succession du feu roi d'Espagne. Il attendit pendant fort long-temps l'issue du grand conseil qui se tint immédiatement après le décès de Charles II. Le duc d'Abrantes dissipa son illusion en lui annonçant qu'il venoit prendre congé de la maison d'Autriche. Le comte d'Harrach conçut

(*) An de J. C. 1700.

dès-lors que l'influence de Versailles avoit prévalu sur celle de Vienne.

Il est difficile de croire que l'on ait gardé la même réserve avec Louis XIV qu'avec Léopold. Le zèle de Porto-Carrero pour les intérêts du premier donna lieu de penser qu'il ne laissa pas ignorer à ce prince la fortune qui attendoit son petit-fils. Cependant le roi de France affecta quelque surprise en recevant la nouvelle de cet événement; il convoqua un conseil pour délibérer sur le parti qu'il devoit prendre dans cette occasion.

Le traité de partage auroit augmenté la puissance et les domaines de la France; le testament de Charles II tendoit à l'agrandissement de la maison de Bourbon. Louis préféra l'élévation de sa famille aux intérêts de l'état, et accepta pour son petit-fils la fortune royale qui lui étoit léguée. Il chercha ensuite à se justifier, auprès de ses alliés, de son infraction au traité de partage. La raison qu'il en donna fut que, s'il s'étoit écarté de la lettre, il avoit au moins suivi l'esprit du traité, dont le principal but étoit d'assurer la tranquillité de l'Europe, objet impraticable avec le projet de diviser l'Espagne, puisqu'aucun de ceux qui étoient intéressés dans ce plan ne paroissoit en être satisfait.

Des argumens de cette espèce n'étoient pas de nature à être accueillis favorablement par les puissances voisines, qui redoutoient l'agrandissement de la maison de Bourbon. Guillaume d'Angleterre fut celui qui témoigna le plus de mécontentement. Il ressentit une telle mortification de voir son projet favori renversé, qu'il auroit immédiatement déclaré la guerre à la France, si sa volonté seule eût suffi; mais s'il étoit sûr de l'affection des Provinces-Unies, il s'en falloit beaucoup qu'il eût le même avantage en Angleterre, où le parlement ne le voyoit pas avec satisfaction. Le peuple Anglais ne se soucioit pas d'accroître la dette publique, et de sacrifier son commerce pour servir la haine de Guillaume pour Louis XIV, en entreprenant une nouvelle guerre dont l'objet n'étoit d'aucune importance pour l'état.

L'autorité de Léopold étant moins limitée, ce prince auroit pu commencer immédiatement les hostilités, sans consulter le vœu de ses sujets; mais la longue guerre, tout récemment soutenue contre la France et la Porte Ottomane, avoit épuisé ses ressources. Dans cet état de foiblesse, il se borna à des remontrances qui furent sans effet; et tandis que ses ministres se contentoient de publier des mémoires contre l'injustice faite à la maison d'Autriche, celle de

Bourbon étoit déja assise sur le trône d'Espagne.

Dès que Louis eut accepté le testament de Charles II, le cardinal Porto-Carrero, en sa qualité de régent, proclama le duc d'Anjou, sous le nom de Philippe V. Le cardinal, en cette occasion, s'appuya de l'approbation du conseil d'état; mais, après cette démarche, il paroît avoir gouverné sans consulter personne, jusqu'au moment de l'arrivée du nouveau monarque. Il ne respecta pas même les intentions du feu roi qui, en mourant, avoit demandé qu'on rappelât les comtes de Melgar, d'Oropesa et de Monterey. Le régent, craignant l'ambition du premier et le mérite du dernier, eut soin de les tenir éloignés de la cour.

(*) Philippe V se rendit sur les frontières d'Espagne, accompagné de ses frères les ducs de Bourgogne et de Berry, et prit congé d'eux dans l'île des Faisans. Il s'arrêta ensuite à Iron, dans ses nouveaux domaines, et y reçut l'hommage de l'évêque de Pampelune, ainsi que d'un grand nombre de nobles d'Espagne. Son premier acte de souveraineté fut un témoignage de reconnoissance envers le cardinal Porto-Carrero, dont il nomma le neveu, connu sous le nom de comte de Palme, à la vice-royauté de

(*) An de J. C. 1701.

Catalogne. Il reçut en entrant en Espagne l'agréable nouvelle que son autorité avoit été reconnue dans les Pays-Bas, dans le Milanais et dans le royaume de Naples.

Il existoit cependant encore à Madrid un parti formidable attaché à la maison d'Autriche. Le comte d'Harrach, ministre impérial, avoit protesté ouvertement contre la validité du testament. Le confesseur de Charles II assuroit, d'après l'aveu même de ce prince en mourant, qu'on avoit abusé de sa foiblesse pour lui faire faire un testament en faveur de la maison de Bourbon. Ce témoignage fut appuyé de celui de l'inquisiteur général, et la reine douairière prit volontiers le parti d'une faction qui visoit à rétablir l'influence de l'Allemagne. Les vigoureuses mesures de Porto-Carrero déjouèrent toute intrigue. Il exila, sans hésiter, le confesseur, fit sentir à l'inquisiteur qu'il devoit s'absenter du conseil, et donna au jeune roi l'avis d'écrire à la reine douairière que la prudence exigeoit qu'elle se retirât de l'Escurial. Marie-Anne obéit, et évita la mortification de voir un prince du sang de Bourbon entrer en triomphe dans un palais qu'elle croyoit exclusivement réservé à la maison d'Autriche.

L'amour de la nouveauté manque rarement de jeter de l'éclat sur le commencement de cha-

que règne. Philippe devoit donc, en entrant à Madrid, s'attendre à recevoir l'accueil d'un peuple fatigué du gouvernement désastreux de son prédécesseur; mais, ce qui fut d'un plus heureux présage, c'est que son affabilité et son maintien réservé attirèrent dans son parti ceux mêmes qui s'étoient opposés avec le plus de force à son avénement. Des qualités plus précieuses encore lui donnèrent bientôt de nouveaux droits à l'hommage de ses sujets. Après un court séjour à Madrid, il fit un voyage dans les provinces de son royaume, et s'arrêta à Barcelone, où il donna au peuple un exemple mémorable de sa justice et de sa clémence.

Un officier des douanes ayant arrêté et visité le bagage du fils du duc de Médina-Sidonia, l'un des premiers grands d'Espagne et maître de la cavalerie du roi, s'étoit acquitté de cette fonction sans user des égards convenables à la circonstance. Le jeune homme, fier du rang de son père, et indigné de la défiance que lui témoignoit un inférieur, oublia le respect qu'il devoit aux lois, et frappa l'officier sur la tête. Une faute aussi grave ne pouvoit rester impunie sans compromettre l'autorité civile; le coupable fut immédiatement arrêté par l'ordre de Porto-Carrero. Cependant le cardinal, ne voulant probablement pas s'exposer au ressenti-

ment de la noblesse espagnole, en faisant exécuter publiquement un membre de cet ordre, expédia au roi un courrier pour l'instruire des particularités de cette affaire avant qu'elle eût eu le temps de transpirer. Le duc de Medina-Sidonia ayant accompagné son souverain à Barcelone, Philippe le fit venir aussitôt la lecture faite de la lettre du cardinal. « Un jeune » homme, fils d'une personne de très-haute » qualité, lui dit-il, a tué un officier des douanes » pour avoir fait son devoir ; il l'a tué au mo» ment même où il exerçoit ses fonctions. » Dites-moi, d'après votre opinion, quel châ» timent doit lui être infligé ? » Après quelques réflexions, le duc répondit que la faute étoit si grave, que le jeune homme devoit être relégué dans une prison pour y passer le reste de sa vie, et son père obligé de pourvoir aux besoins de la veuve et de la famille du décédé. « Vous avez parlé en cette occasion comme un » roi, reprit Philippe ; maintenant je dois par« ler en père. Le criminel est votre fils ; envoyez« le dans un de vos châteaux, et qu'il y reste « jusqu'à ce qu'il ait senti toute l'énormité de « son crime. Quant à la veuve et à la famille » de l'officier, je ne puis vous dispenser de cette » partie de votre jugement ; mais je suis inti» mement persuadé que vous vous ferez un

» devoir

» devoir, un plaisir même de pourvoir à leur » existence. » Le duc se jeta aux pieds du roi, et lui témoigna la plus vive reconnoissance. Ce trait de générosité resta toujours gravé dans la mémoire du duc qui, dans les circonstances les plus contraires à la fortune de Philippe, lui demeura constamment attaché.

La possession d'une couronne est accompagnée de devoirs plus ou moins pénibles, parmi lesquels l'administration de la justice est un des plus désagréables pour une ame sensible. C'est sans doute par cette raison que l'on admire assez communément la clémence dont usent les souverains dans certaines occasions. La conduite de Philippe, à l'égard du fils du duc de Medina-Sidonia, fit une impression avantageuse sur la multitude, qui ne prit pas la peine d'en examiner trop strictement l'équité. L'indulgence ne fut pas le seul moyen que le roi d'Espagne employa pour se concilier l'affection de ses sujets; il s'empressa de suivre le systême de réforme que Medina Céli avoit entrepris d'exécuter sous le précédent règne. Il diminua le nombre des offices superflus dans les départemens civils et militaires. Il modéra les dépenses de sa propre maison, et abolit une infinité de places inutiles ou de bénéfices simples, créés durant l'espèce d'anarchie introduite sur la fin du règne

de son prédécesseur. Malheureusement quelque bien que fasse un prince pour le général, il est impossible qu'il ne se trouve pas quelques individus lésés dans leurs intérêts, ou sous le rapport de priviléges auxquels ils sont d'autant plus attachés qu'ils leur tiennent lieu de tout mérite réel. Philippe se garda bien de toucher à ces sortes de distinctions honorifiques; cela n'entroit pas dans son plan; mais il décida que les pairs de France qui l'avoient accompagné jouiroient du même rang et des mêmes avantages que les grands d'Espagne. Cette mesure, imprudente peut-être, effaroucha la noblesse, et fit perdre au roi le fruit des peines qu'il s'étoit données jusqu'alors pour se la concilier.

Cependant les mécontens gardèrent le silence, et le trône de Philippe parut établi sur une base solide. Ce prince épousa Louise, fille du duc de Savoie, et sœur de la duchesse de Bourgogne, dans l'espérance de se faire un appui de Victor Amédée. Le roi d'Angleterre et les états de Hollande, l'électeur de Bavière et la cour de Lisbonne le reconnurent formellement; si Louis XIV avoit eu autant de modération que son petit-fils, le duc d'Anjou auroit conservé le sceptre avec autant de facilité qu'il l'avoit acquis; mais la prospérité ne servit qu'à enfler l'orgueil de Louis. Lorsque ce prince

vit que la puissance de la maison de Bourbon s'étendoit depuis Gibraltar jusqu'à Anvers, et du Danube à Naples, son ambition prit une nouvelle activité; il crut que désormais il dicteroit des lois à l'Europe, et sa présomption fut une source de calamités dont ses propres sujets et ceux de son petit-fils furent les victimes.

Léopold étoit encore dans l'incertitude de savoir s'il reconnoîtroit les prétentions de Philippe V, ou s'il s'y opposeroit, lorsqu'une nouvelle preuve de l'ambition du roi de France le décida à se déclarer contre le testament de Charles d'Espagne. Louis XIV ayant obligé le duc de Mantoue à recevoir une garnison française dans sa capitale, fit trembler toute l'Italie pour sa liberté. L'empereur se prépara dès-lors à assurer l'indépendance de l'Europe et la sienne par la voie des armes. Les guerres précédentes avoient à la vérité épuisé ses finances, mais ses troupes s'étoient formées en combattant sans cesse. Cent cinquante mille hommes, accoutumés à triompher des Turcs, marchèrent sous les aigles impériales. La fleur des soldats fut confiée au prince Eugène, fils du comte de Soissons. Ce général, qui devint dans la suite un adversaire formidable pour la France, avoit aspiré aux honneurs militaires dans ce royaume où il étoit né; mais le roi lui

ayant refusé un régiment, il renonça pour jamais au service de sa patrie, et alla chercher la gloire sous les drapeaux de l'Empire. Le ressentiment qu'il manifesta fut d'abord un sujet de dérision à Paris ; mais on reconnut bientôt qu'il possédoit le vrai génie militaire. Il remporta plusieurs victoires sur les Turcs, et fit sans doute regretter à Louis XIV de l'avoir trop légèrement jugé. Chargé de la défense de l'Italie, Eugène trouva l'occasion de venger l'outrage que la cour de France lui avoit fait. Il entra en Italie avec trente mille hommes, et la pleine liberté d'agir de la manière qui lui paroîtroit la plus convenable. Après avoir forcé le passage de Carpi, et réduit le maréchal de Catinat à se tenir dans les bornes de la défensive, il parcourut le pays situé entre l'Adige et l'Adda. Villeroi, favori de Louis, envoyé pour s'opposer aux progrès du prince Eugène, dégoûta, par son arrogance, Catinat et Victor Amédée. Il les força d'attaquer le prince Eugène, avantageusement retranché dans le poste de Chiari. Le duc de Savoie, qui déjà méditoit d'abandonner ses alliés, informa l'ennemi, à ce que l'on assure, du dessein et de la disposition des généraux français. Eugène ne fut pas moins heureux sur les rives de l'Oglio qu'il l'avoit été sur celles de la Teisse. Il remporta une victoire

décisive, dans laquelle cinq mille des meilleures troupes de France furent massacrées.

Le succès des Impériaux en Italie apprit aux autres puissances de l'Europe que les armées de Louis XIV n'étoient pas invincibles. Les partisans de la maison d'Autriche se ranimèrent, et trouvèrent la Catalogne disposée à favoriser leurs intrigues. Les Catalans avoient vu la résidence de Philippe à Barcelone avec plus d'inquiétudes que de satisfaction. Les concessions que leur fit le roi ne servirent qu'à leur inspirer de la défiance; ils lui supposèrent le dessein secret de leur ravir la liberté. Le renvoi du prince de Hesse-Darmstadt, qui gouvernoit la province, les confirma dans cette opinion, et accrut leur mécontentement. Quoique sa réputation militaire eût souffert quelque atteinte sur les rives de la Tèr, il avoit réparé cette défaite par de nouvelles preuves de valeur, et défendu Barcelone avec une vigueur et un courage dignes de l'admiration générale. Charles II avoit cru devoir l'en récompenser par un présent de cinquante mille pistoles, le rang de grand d'Espagne et la vice-royauté de Catalogne. La manière dont il s'étoit conduit lui avoit concilié les cœurs des Catalans, et lorsque Philippe le congédia pour donner sa place au neveu du cardinal Porto-Carrero, le peuple épousa le ressentiment de son

ex-gouverneur, ressentiment qui fut manifesté assez vivement pour éveiller l'attention de Philippe ; car le prince de Hesse-Darmstadt, en s'embarquant à Barcelone, menaça d'y revenir bientôt avec un autre souverain plus reconnoissant, et peut-être aussi plus politique.

La vengeance du prince de Hesse-Darmstadt ne fut pas le seul obstacle à redouter de la part de Philippe, la noblesse d'Espagne qui s'opposoit à son parti étoit nombreuse. Elle avoit pour chef le comte de Melgar, amirante de Castille, regardé comme un des plus habiles ministres de Charles II. Il avoit gouverné le Milanais, et conduit long-temps les affaires à Madrid avec une autorité absolue, sous les auspices de la reine douairière. Mais la fierté de son caractère lui ayant fait beaucoup d'ennemis, ils se liguèrent et parvinrent, malgré l'influence de sa protectrice, à le faire disgracier. Exilé de la cour, il conserva dans sa retraite une inimitié constante pour le cardinal Porto-Carrero, et s'attacha aux intérêts de la maison d'Autriche, dans la vue seule de contrecarrer ce prélat. Cependant il n'avoit pas hésité à reconnoître l'autorité de Philippe, qui, jaloux de se le concilier, l'avoit rappelé à Madrid, et admis dans sa confiance. Le roi fut la dupe du comte de Melgar, qui entretenoit clandestinement une correspondance avec le duc

de Moles, ambassadeur d'Espagne à Vienne, instruisoit l'empereur du mécontement des Catalans, et le pressoit d'assurer, par la force des armes, les prétentions de sa famille au trône d'Espagne.

Louis XIV, par sa conduite à la fois présomptueuse et inconséquente, servit les projets de Léopold. Pendant que la guerre étoit allumée en Italie, Jacques II mourut à Saint-Germain, et le roi de France, qui n'agissoit plus que par madame de Maintenon, après avoir reconnu Guillaume roi d'Angleterre, par le traité de Ryswick, eut l'imprudence de proclamer le fils du prince décédé sous le nom de Jacques III. Guillaume fut indigné de cette insulte; le peuple anglais même, qui jusqu'alors avoit témoigné de l'éloignement pour la guerre, partagea l'indignation de son souverain, et offrit de le venger. Guillaume sut profiter de cet enthousiasme; une triple alliance fut secrètement concertée entre les cours de Saint-James, de Vienne et de la Haye, et le prince d'Orange pressa les préparatifs militaires de l'Angleterre et des Provinces-Unies.

Quelque précaution que l'on eût prise pour tenir secrète la ligue contre la maison de Bourbon, celle-ci ne tarda pas à s'en douter. Philippe, ayant fait demander à l'empereur l'investiture

du duché de Milan, reçut une réponse qui annonçoit assez l'orage qui grondoit sur sa tête. On lui déclara que non seulement le Milanais, mais l'Espagne entière devoit être l'apanage de la maison d'Autriche.

Les émissaires de l'archiduc Charles avoient déjà allumé le flambeau de la révolte dans la capitale du royaume de Naples. Le peuple s'étoit souleyé, et les factions rivales s'étoient battues dans les rues avec un acharnement incroyable. Le duc de Popoli arriva à propos, avec deux régimens espagnols, pour rétablir la supériorité du parti des Bourbons, et l'autorité du duc de Medina Céli, qui gouvernoit le royaume de Naples au nom de Philippe.

(*) L'insurrection de Naples détermina le roi d'Espagne à visiter ses domaines d'Italie. Louis XIV et le cardinal n'étoient point de cet avis; mais Philippe n'eut égard ni aux représentations de son grand-père, ni à celles de son ministre; il confia le gouvernement de l'Espagne à la reine et au cardinal, puis s'embarqua pour Naples, où il arriva après une heureuse navigation de sept jours.

Son entrée dans la capitale excita à la fois la crainte et l'espérance parmi les habitans. Ceux qui s'étoient montrés zélés pour son parti

(*) An de J. C. 1702.

s'attendoient à être récompensés de leurs services ; ceux qui s'y étoient opposés craignoient d'être punis de leur témérité. Le roi témoigna sa reconnoissance aux premiers, et accorda aux autres un pardon conditionnel. Il fit remise en même temps de l'arriéré des taxes dues à la couronne, qui se montoient à une somme énorme. Les Napolitains, sensibles à la clémence et à la générosité de leur souverain, lui firent don de sept cent mille ducats.

Philippe eut à Gènes une entrevue avec son beau-père le duc de Savoie ; ce prince, pour qui les liens du sang n'étoient d'aucune considération, ayant résolu de se joindre à la ligue formée contre la maison de Bourbon, affecta d'être mécontent du peu de cérémonie avec lequel on le reçut, et se retira à Turin.

Il s'en falloit beaucoup que les affaires d'Italie fussent dans un état favorable à la maison de Bourbon. Après la bataille de Chiari, le maréchal de Villeroi avoit établi ses quartiers d'hiver à Crémone, ville forte située sur les rives du Pô, et défendue par une nombreuse garnison. Il se croyoit probablement en sûreté, lorsque le prince Eugène vint tout à coup le surprendre. Au milieu de l'hiver ce général, à la tête de quatre mille hommes, s'étoit avancé jusqu'à Crémone avec tant de célérité et de

précaution, qu'on n'eut aucune connoissance de sa marche. Quatre cents de ses soldats, introduits dans la ville à la faveur d'un égoût, ouvrirent les portes à leurs compagnons, et les habitans, ainsi que la garnison, furent éveillés par les cris de triomphe des Impériaux. Le gouverneur espagnol perdit la vie, le maréchal de Villeroi devint prisonnier; mais Crémone fut conservée. Un régiment français ayant eu ordre d'être sous les armes dès le matin, pour passer la revue du colonel, se hâta de marcher vers la porte de la ville au premier bruit du tumulte. La fermeté, avec laquelle il résista aux assaillans, donna à la garnison le temps de se rassembler. Il y eut un combat très-opiniâtre, après lequel le prince Eugène fut obligé de se retirer; mais il le fit sans aucune perte essentielle, et, outre le maréchal de Villeroi, il emmena avec lui plusieurs officiers de distinction, Français et Espagnols.

Le duc de Vendôme, petit-fils de Henri IV, et, comme lui, brave, entreprenant et magnanime, remplaça le maréchal de Villeroi en Italie. Philippe n'eut pas plutôt connoissance de l'approche d'Eugène, qu'il s'empressa de quitter Milan pour rejoindre l'armée française sur les rives du Pô. Il fut présent à la bataille de Luzara, et, quoique la disposition de l'armée et

le succès du jour doivent être principalement attribués au duc de Vendôme, on n'en doit pas moins louer la valeur de Philippe, qui, placé à l'aile droite, anima ses troupes par son exemple. Le maréchal de Créqui périt à ses côtés; le combat fut long et désastreux; la perte de chaque armée fut presque égale, et toutes deux prétendirent à l'honneur de la victoire; mais les avantages qui en résultèrent furent en faveur des Français. Le duc de Vendôme sut en tirer parti pour réduire Luzara et Guastalla.

Pendant que Philippe étoit en Italie, l'orage grondoit sur ses autres possessions. La ligue entre l'Empire, l'Angleterre et les Provinces-Unies fut enfin connue; elle avoit pour objet de placer l'archiduc Charles sur le trône d'Espagne. Les confédérés devoient fournir chacun leur contingent de forces de terre et de mer, ainsi que les subsides, dont, après la conclusion de la guerre, la maison d'Autriche auroit à les rembourser. On fit aussi, comme de raison, le partage de la dépouille, et l'on convint de mettre l'archiduc en possession de l'Espagne et des Indes; d'annexer l'Italie à l'Empire, de donner une partie des Pays-Bas à la Hollande, et de laisser à la disposition de l'Angleterre toutes les conquêtes qu'elle pourroit faire sur les côtes maritimes, indépendamment

des avantages d'un commerce libre avec l'Amérique que cette puissance se réservoit.

Guillaume mourut sans avoir vu les effets de l'alliance dont il avoit été le mobile ; les mouvemens qu'il se donna pour en assurer le succès épuisèrent sa constitution naturellement foible ; une chute de cheval hâta les progrès de la maladie dont il étoit attaqué, et il mourut dans la cinquante-deuxième année de son âge. Sa mort jeta la consternation parmi ses alliés ; mais il eut pour successeur au trône d'Angleterre, Anne, fille de l'infortuné Jacques, qui avoit épousé le prince de Dannemark ; cette princesse, immédiatement après la mort de Guillaume, envoya le comte de Marlborough à la Haye, pour assurer Léopold et les Etats qu'elle rempliroit les engagemens de son prédécesseur, qui se trouvoient d'accord avec son opinion.

La longue étendue des côtes espagnoles depuis l'embouchure de l'Adour jusqu'au détroit de Gibraltar, et de Gibraltar au golfe de Lyon, ne laissoit aux alliés que l'embarras du choix de la place qu'ils devoient attaquer. Douze mille Anglais, à bord des flottes combinées, sous les ordres du duc d'Ormond, se présentèrent devant Cadix, et sommèrent cette cité de se rendre au nom de Charles III. La gar-

nison étoit nombreuse, et le gouverneur bien résolu à se défendre. Sa contenance en imposa aux alliés, qui, après avoir inutilement tenté l'effet des menaces, abandonnèrent Cadix, et tournèrent leurs vues sur une entreprise plus facile, quoique peut-être non moins funeste à la maison de Bourbon.

Vingt-trois vaisseaux de guerre tant espagnols que français, et treize galions, chargés des trésors du Pérou et du Mexique, étoient à l'ancre dans le port de Vigo, sous l'abri du canon de la citadelle. Comme la riche cargaison qu'ils contenoient formoit la principale ressource de Philippe pour soutenir la guerre, on avoit pris toute sorte de précautions pour les mettre en sûreté. Deux forts défendoient l'entrée du bassin dans lequel ils étoient enfermés, au moyen d'une forte barre placée à l'embouchure. Néanmoins tous ces obstacles ne furent pas suffisans pour détourner les alliés de l'exécution de leur projet, tant ils étoient animés par l'espérance d'un si riche butin. Les troupes de terre attaquèrent les forts et les prirent d'assaut; la flotte rompit la barre, et les assaillans se répandirent dans le port. Le comte de Château-Renaud, amiral français, jugeant que toute résistance ultérieure seroit sans effet, mit le feu à ses vaisseaux; les galions suivirent

cet exemple désespéré, dont le résultat ne répondit pas tout-à-fait à leur désir, parce que les Anglais et les Hollandais étoient à portée d'éteindre les flammes. Six vaisseaux de guerre devinrent la proie de l'ennemi, sept périrent, et neuf furent brûlés. Neuf des galions tombèrent entre les mains des vainqueurs, qui détruisirent les quatre autres. On avoit heureusement débarqué et transporté à Lago une grande partie des richesses contenues dans les galions; néanmoins la dépouille partagée entre les alliés fut immense. Philippe perdit en cette occasion la partie la plus précieuse de ses forces maritimes.

La nouvelle de cette calamité remplit Madrid de consternation. Les alliés y mirent le comble, en faisant une descente sur les côtes de l'Andalousie qu'ils ravagèrent. Au milieu de la confusion générale, la reine montra un grand caractère; elle offrit de vendre ses joyaux et de partir pour l'Andalousie, afin de dissiper, par sa présence, les craintes qui agitoient les habitans. Sa magnanimité servit d'exemple aux grands de son parti, et les excita à faire de généreux efforts. Le cardinal Porto-Carrero leva et entretint, à ses propres frais, six escadrons de cavalerie; l'évêque de Cordoue fit la même chose pour un régiment d'infanterie. La retraite

des envahisseurs calma la terreur qu'ils avoient inspirée; mais le mécontentement se manifestoit dans les différentes provinces, et les lettres de la reine apprirent à Philippe combien sa présence étoit nécessaire.

(*) Le roi d'Espagne, après la réduction de Guastalla, se hâta de retourner à Madrid, où il se formoit journellement des intrigues en faveur de l'archiduc Charles. L'amirante, qui avoit accepté la fonction d'ambassadeur à la cour de Versailles, n'avoit eu d'autre dessein que de trahir Philippe plus sûrement en feignant d'entrer dans ses vues, et de faire avec plus de facilité et de promptitude les préparatifs nécessaires pour la fuite qu'il méditoit. Son intention étoit de gagner le Portugal, où il alla effectivement, suivi de trois cents partisans, et de cent cinquante voitures chargées de leurs effets. Aussitôt qu'il fut à Lisbonne, il leva le masque, déclara que le testament de Charles II avoit été fabriqué par le cardinal Porto-Carrero, et prononça le serment de fidélité à l'archiduc, Charles III. Son exemple fut imité par le marquis de Corzena, et le duc de Moles, ambassadeur à la cour de Vienne, qui, tous deux se déclarèrent ouvertement pour la maison d'Autriche.

(*) An de J. C. 1703.

Philippe, justement alarmé de se voir ainsi abandonné par ceux sur lesquels il comptoit le plus, traversa la France à la hâte, et après un séjour de peu de durée à Barcelone, il gagna promptement Madrid. Son arrivée dans la capitale eut probablement l'effet de suspendre l'exécution des desseins de la faction contraire à ses intérêts ; pendant quelque temps il eut l'espoir que son règne se passeroit au moins sans guerre civile ; mais il lui restoit à vaincre des difficultés sans nombre. Le maréchal de Villars avoit, à la vérité, remporté une victoire décisive sur les Impériaux, près des rives du Rhin ; mais, dans les Pays-Bas, Marlborough déployoit ces talens militaires qu'il avoit acquis sous Turenne. Il força les ducs de Bourgogne et de Boufflers d'évacuer le Guelderland, de se retirer sous les murs de Liège, et définitivement de chercher sûreté dans le Brabant, tandis qu'il réduisit successivement les villes fortes de Venlo, de Ruremonde et de Liège.

La perte de ces places, toutes importantes qu'elles étoient, n'affecta pas Philippe autant que le trouble qui régnoit dans son propre royaume. Les finances d'Espagne étoient tombées dans le plus affreux désordre. Ce fut un étranger, un Français, à qui le prince confia le soin de les rétablir. L'entreprise étoit difficile ; mais

mais M. Orri, calculateur profond, d'une activité infatigable, et d'une grande pénétration, étoit précisément l'homme propre à cette opération. Les menaces des grands et les murmures de la multitude ne purent jamais l'écarter du plan qu'il avoit une fois adopté. Il confirma le roi dans l'intention de reprendre les domaines de la couronne, aliénés par ses prédécesseurs depuis le temps d'Henri III. Il l'invita à abolir les offices superflus de sa maison, qui jusqu'alors avoient été épargnés. Enfin il soulagea le peuple, et enrichit la couronne en diminuant cette nuée de collecteurs qui, si l'on en croit un historien du temps, s'étoient multipliés au point d'engloutir presque tout le revenu, et dont le nombre, à ce qu'on assure, excédoit celui des troupes régulières de l'Espagne.

Malheureusement la perspective agréable que présentoient ces réformes n'étoit que pour l'avenir, tandis que les circonstances exigeoient des ressources immédiates et urgentes. La cour de Versailles ayant envoyé le cardinal d'Estrées à Madrid, pour prévenir Philippe que les alliés se proposoient d'envahir l'Espagne, il fallut aviser aux moyens de mettre le royaume en état de défense; le premier objet fut de se procurer des fonds en quantité suffisante, chose extrêmement difficile. Le cardinal d'Estrées proposa de

prendre la partie du trésor échappé aux alliés à Vigo. Le cardinal Porto-Carrero désaprouva cette mesure, et le duc de Medina Céli, qui présidoit au conseil des Indes, s'opposa fortement à ce qu'elle fût exécutée; il représenta les inconvéniens qui en seroient la suite inévitable; mais on trouva ses observations peu solides, en comparaison de la sûreté générale qui doit toujours l'emporter sur les intérêts individuels. Le mécontentement, que cette violation de la foi publique occasionna, s'accrut en raison de l'emploi qui devoit être fait des fonds obtenus d'une manière aussi oppressive. On sut bientôt qu'ils étoient destinés pour la France, en compensation des vaisseaux de cette nation, qui avoient été détruits à Vigo. Le duc de Medina Céli aima mieux résigner son office que de sanctionner de son nom l'injustice du gouvernement, et sa conduite, en cette occasion, donna une nouvelle vigueur aux intrigues des mécontens.

Le duc de Medina Céli ne fut pas le seul qui se trouva blessé de la présence du cardinal d'Estrées au conseil; Porto-Carrero s'étoit opposé, dès le moment de son arrivée à Madrid, à ce qu'il prît part aux délibérations secrètes. La princesse des Ursins, femme d'un caractère mâle et courageux, descendante de la noble

famille de la Trémouille, et jouissant d'un ascendant absolu sur l'esprit de la reine, se déclara en faveur de Porto-Carrero. La franchise avec laquelle elle s'expliqua sur le compte de d'Estrées lui attira une disgrace de la part de Louis XIV qui, croyant avoir encore des droits sur cette princesse, parce qu'elle étoit française, lui envoya l'ordre de se retirer à Rome. Telle étoit l'attachement de Louise pour cette dame, que l'idée de son exil lui causa une maladie, et qu'on crut nécessaire, pour rétablir sa santé, de suspendre l'exécution de l'ordre despotique et ridicule qu'on n'avoit pas le courage d'éluder.

La conduite du roi de France envers la princesse des Ursins fut regardée par Porto-Carrero comme une injure faite à sa personne; chaque jour amenoit une nouvelle discussion entre le cardinal d'Estrées et lui. Le premier représentoit sans cesse à Philippe qu'il ne devoit espérer de conserver sa couronne qu'au moyen des secours de son grand-père, en introduisant en Espagne un corps de troupes françaises assez puissant pour intimider les rebelles; il l'assuroit que la foiblesse de ses deux prédécesseurs avoit laissé prendre aux grands un esprit d'indépendance qui ne pouvoit être réprimé que par la présence d'une

armée étrangère. Porto-Carrero s'indigna de ces conseils qu'il regardoit comme injurieux pour les Castillans, et engagea le roi à se reposer entièrement sur la fidélité et la générosité de ses sujets. Comme il s'aperçut que Philippe balançoit sur la préférence que méritoit l'avis de l'un et de l'autre, il demanda la permission de se retirer, et assura que dans l'état de simple particulier il agiroit avec le même zèle pour l'autorité royale. Néanmoins, à la sollicitation de son souverain, il conserva encore le titre de ministre, quoiqu'il vît bien que son influence déclinoit rapidement.

L'esprit d'intrigue qui agitoit le cabinet de Madrid sembloit s'être étendu sur toute l'Europe; toutes les cours s'occupoient de négociations secrètes, dont on ressentit les premiers effets dans la défection du duc de Savoie qui, en raison de la promesse que lui fit l'empereur de lui céder le Montferrat, Mantoue, Alexandrie et Valence, ainsi que le pays situé entre le Pô et le Tanaro, renonça publiquement à la cause de son gendre, et se joignit aux puissances liguées contre la maison de Bourbon. Pierre II de Portugal embrassa le même parti, dans l'espérance d'ajouter à ses états Vigo, Bayonne, Alcantara, Badajoz, une partie de l'Estramadure et un

district considérable en Amérique ; en conséquence, il reconnut l'archiduc, comme roi d'Espagne.

Cependant, au milieu de tant d'ennemis réunis pour écraser la maison de Bourbon, la fortune et la prospérité de cette puissance ne paroissoient pas encore ébranlées. Le duc de Marlborough, de retour sur le continent, s'étoit emparé de Bonn, lieu de la résidence de l'électeur de Cologne ; il avoit repris Huy et Limbourg, et s'étoit rendu maître du Bas-Rhin, mais il ne lui avoit pas été possible de pénétrer en Flandre, et ses succès se trouvoient plus que balancés par ceux du maréchal de Villars qui, dans les plaines d'Hochstet, de concert avec l'électeur de Bavière, avoit chargé et mis en déroute le comte de Styrum, général de l'empereur ; trois mille Impériaux périrent sur le champ de bataille, quatre mille furent faits prisonniers avec leur artillerie et leur bagage, Augsbourg fut la récompense des conquérans.

Une seconde victoire remportée sur le prince de Hesse, par le maréchal de Tallard, près de Spire, sembloit ajouter l'ascendant des armes françaises ; la route de Vienne étoit ouverte à l'ennemi, et tandis que les Français menaçoient la capitale de l'Empire d'un

côté, les Hongrois révoltés la faisoient trembler de l'autre.

(*) Léopold se trouvoit dans un état de détresse réelle sans que son fils en fût plus avancé. L'archiduc, après avoir visité Londres et la Haye où il fut formellement reconnu roi d'Espagne, s'étoit embarqué pour Lisbonne à bord d'une flotte anglaise; il comptoit principalement sur l'influence et les intrigues de l'amirante de Castille, qui avoit de nombreux partisans dans l'Andalousie et en Catalogne; mais Philippe, ayant découvert la correspondance du comte de Melgar, s'avança vers les frontières du Portugal, à l'effet de prévenir les tentatives de son rival. Aidé des conseils du duc de Berwick, fils naturel de l'infortuné Jacques II, et suivi de trente mille vétérans, il pénétra dans le Portugal, réduisit la forteresse de Port-Alègre, ravagea le pays situé le long des rives du Tage, et emmena à Madrid près de cinq mille ennemis chargés de chaînes.

Cette lueur de prospérité dura peu et fit place à de nouveaux malheurs. Marlborough, à la nouvelle du danger de l'empereur, s'étoit hâté de venir à son secours; il força, près de Donawert, les lignes de l'électeur de Bavière; les plaines de Hochstet, si récemment témoins du

(*) An de J. C. 1704.

triomphe de Villars, acquirent une nouvelle célébrité en raison de la défaite du maréchal de Tallard. Ce fut sur cette place que Marlborough et le prince Eugène attaquèrent et mirent en déroute les Français et les Bavarois; le général Tallard fut fait prisonnier avec quatorze mille des plus braves troupes de France; douze mille périrent par l'épée ou furent précipités dans le Danube. Telle fut le désastre de cette journée pour les Français, que d'une armée de quatre-vingt mille hommes on put à peine en rassembler vingt mille.

La bataille de Hochstet, dissipa les craintes de l'empereur, en même temps qu'elle intimida les mécontens de la Hongrie; l'électeur de Bavière perdit ses conquêtes et ses domaines, et Léopold, plus sévère que sage, vengea, sur les sujets de ce prince, les excès qui avoient été commis envers les siens propres. Une étendue de soixante-dix lieues de pays fut exposée à tous les ravages de la guerre; les vainqueurs traversèrent le Rhin, entrèrent en Alsace, et se rendirent maîtres des importantes forteresses de Landau et de Trierbach avant la fin de la campagne.

La flotte, qui transporta l'archiduc à Lisbonne, se présenta sur la côte de Catalogne; le prince de Hesse-Darmstadt, qui comman-

6...

doit un corps de troupes composé de quatre mille hommes, embarqués à bord de l'escadre anglaise, avoit embrassé la cause de Charles avec toute l'ardeur que lui inspiroit son ressentiment personnel. Il se flattoit qu'aussitôt qu'il paroîtroit à la vue de Barcelone, cette place s'empresseroit de se rendre : il s'y trouvoit effectivement un parti nombreux en sa faveur; mais ses partisans, retenus par la vigilance du gouverneur, don Francis de Valasco, ne pouvant lui être d'aucun secours, les alliés dirigèrent leur course vers Gibraltar, et prirent d'assaut cette forteresse regardée jusqu'alors comme imprenable. La garnison, pleine de confiance dans la force naturelle du rocher qui la défendoit, et regardant comme inutile d'exercer une surveillance active, fut surprise par un corps de matelots qui montèrent sur la jetée l'épée à la main. Le gouverneur rendit à l'instant la place que les Anglais s'approprièrent à titre de conquête, contre l'intention du prince de Hesse, qui vouloit y arborer l'étendard de l'archiduc Charles. C'est depuis cette époque que Gibraltar fait partie de l'Empire Britannique.

Si les alliés eussent suivi les conseils du comte de Melgar, la prise de Gibraltar auroit entraîné la réduction totale de l'Espagne. Son

avis étoit de porter la guerre dans l'Andalousie, de se rendre maître de cette province fertile qui faisoit subsister Madrid et les deux Castilles, moyen infaillible pour les amener à la soumission ; il observoit que si, suivant le systême du prince de Hesse-Darmstadt, on marchoit en Catalogne et dans l'Aragon, on ne feroit que de fausses démarches, parce qu'il étoit à craindre que la jalousie constante des Castillans contre les Catalans et les Aragonais ne déterminât les premiers à rejeter un prince pour ainsi dire adopté par leurs rivaux. L'archiduc et le roi de Portugal, loin de goûter cet avis, parurent le mépriser, et se conduisirent envers le comte de Melgar, en cette occasion, de manière à irriter son esprit naturellement fier. L'impression qu'il ressentit de ce qu'il regardoit comme une insulte, altéra sa santé, et bientôt après occasionna sa mort.

(*) Malgré la résolution prise par les alliés d'envahir la Catalogne, ils furent obligés de remettre à l'année suivante l'exécution de leur projet. Si Philippe eût profité de l'intervalle pour prendre des mesures de défense efficaces, il auroit aisément bravé les efforts de son rival ; malheureusement le cabinet de Madrid

(*) An de J. C. 1705.

ne s'occupoit que d'intrigues, dont les résultats n'avoient rien d'avantageux pour les affaires du roi. La princesse des Ursins s'étoit retirée à Rome ; la France avoit rappelé le cardinal d'Estrées, et Porto-Carrero, après avoir résigné le ministère pour exercer les fonctions d'inquisiteur général, se livroit entièrement aux travaux de son nouvel office. Un autre favori, le duc de Grammont, gentilhomme français extrêmement poli et agréable, avoit acquis beaucoup d'influence sur l'esprit de la reine ; il aspiroit à gouverner l'Espagne avec une autorité aussi absolue que celle dont Richelieu et Mazarin avoient joui en France. Si quelqu'un méritoit une place aussi importante, c'étoit sans doute le duc de Berwick, qui venoit de rendre d'éminens services à Philippe ; cependant il n'eut pas assez de crédit pour lutter contre le duc de Grammont. Berwick, doué d'un jugement sain et d'un grand courage, refusa de se charger de l'exécution de projets qu'il ne pouvoit approuver. En conservant son honneur il perdit la confiance de la cour, et fut rappelé en France conformément au désir de Philippe. Ce fut le maréchal de Tessé qui le remplaça ; mais s'il avoit plus d'expérience que son prédécesseur, il s'en falloit beaucoup qu'il eût autant de génie. A son arrivée à Ma-

drid, le maréchal demanda naturellement à la reine si elle n'avoit pas lieu d'être contente de la conduite de Berwick ; elle répondit qu'elle l'estimoit beaucoup et qu'il avoit rendu de grands services. « Pourquoi donc l'avez-vous fait rap-» peler ? continua le maréchal. Que voulez-» vous que je vous dise, répliqua la princesse, » *c'est un grand diable d'anglais, sec, qui* » *va toujours droit devant lui.* » Une cour ainsi dirigée cadroit mal avec la gravité espagnole.

Le duc de Grammont ne fut pas long-temps en faveur. Les événemens justifièrent les représentations du duc de Berwick ; la tentative faite pour recouvrer Gibraltar causa la destruction de l'armée d'Espagne et la disgrace du maréchal de Tessé. Le retour de la princesse des Ursins fit perdre à Grammont sa puissance ; il quitta l'Espagne, et la première favorite reprit toute son influence.

Ces fréquens changemens ne pouvoient produire qu'un très-mauvais effet dans des circonstances aussi critiques ; mais ce qui étoit plus dangereux encore, c'est que les Espagnols s'indignoient de voir qu'eux seuls sembloient exclus de la confiance de leur monarque. Le moment approchoit où Philippe devoit se repentir d'avoir donné la préférence

à ses compatriotes sur ses sujets. La jalousie augmenta lorsqu'on le vit s'entourer de gardes; les grands se plaignirent de ne pouvoir plus approcher librement de la personne de leur souverain; le comte de Lemos et le duc de Sasse, nommés au commandement de la garde royale, renoncèrent à leurs postes, pour soutenir les prétentions de la noblesse. Le mécontentement de la capitale s'étendit dans la province, et l'esprit de révolte devint chaque jour plus à craindre.

A mesure que Philippe perdoit de sa popularité, ses soupçons prenoient naturellement plus de force; il découvrit ou affecta de découvrir une conspiration tendante à s'emparer de sa personne ainsi que de la reine, à Buen-Retiro, et le marquis de Léganez fut la victime d'un complot qui probablement n'a jamais existé. Le rang qu'occupoit le marquis et son mérite reconnu lui avoient acquis l'estime de ses compatriotes; mais ses vertus et l'admiration qu'elles commandoient excitèrent la jalousie du souverain assez foible pour s'en offenser. Il étoit gouverneur de Buen-Retiro, d'où il s'absenta momentanément: il n'en fallut pas davantage pour le soupçonner coupable; il fut arrêté et mis en prison à Pampelune; dans la suite il obtint la permission de

se retirer en France, mais jamais il ne fut rendu à sa patrie.

Pendant que l'armée d'Espagne languissoit devant Gibraltar, et que Philippe s'occupoit à suivre les traces de trahisons réelles, ou à en punir d'imaginaires, ses ennemis faisoient les plus vigoureux préparatifs ; les Portugais entrèrent dans l'Estramadure, et réduisirent successivement les cités de Salvatierra, d'Alcantara et d'Albuquerque. L'archiduc, accompagné du prince de Hesse-Darmstadt et du comte de Peterborough, fit voile pour Lisbonne avec douze mille hommes à bord de la flotte combinée d'Angleterre et de Hollande. On débarqua une partie de ces forces sur la côte de Valence, à l'effet non seulement de proclamer Charles III dans leur marche, mais aussi de promettre une remise de toutes taxes à ceux qui embrasseroient le parti de l'archiduc. L'amour de la nouveauté et l'appât du gain attirèrent une foule d'individus sous les drapeaux de l'archiduc. Le détachement ainsi augmenté fut reçu dans Tortose et Lérida, d'où il s'avança vers Barcelone, et se joignit au gros de l'armée sous les murs de cette cité.

Les alliés attaquèrent à la fois, par terre et par mer, la capitale de la Catalogne, dont la garnison étoit foible, et les habitans peu dispo-

sés à se défendre. Le gouverneur, après avoir assemblé les Barcelonais, leur déclara que ceux qui désiroient le succès de la maison d'Autriche, étoient libres de partir et de se joindre aux assiégeans. L'histoire ne dit pas que personne ait usé de cette liberté, mais il est probable que, quelle que fût la confiance des habitans de Barcelone dans la franchise du gouverneur, aucun d'eux n'eût été assez hardi pour accepter ses offres. Quoi qu'il en soit, on défendit la place avec beaucoup de courage et d'opiniâtreté; ce ne fut pas seulement à Valasco que l'on dut la défense de Barcelone; on l'a attribuée principalement à la bravoure du duc de Popoli, qui déjà s'étoit distingué par la manière dont il avoit appaisé la sédition de Naples. Le duc, au premier bruit de l'invasion, entra dans la cité, et communiqua son ardeur aux partisans de Philippe. Les alliés furent repoussés dans plusieurs assauts; la jalousie du prince de Hesse-Darmstadt et du comte de Peterboroug retardèrent leurs opérations; déjà ils songeoient à la retraite, lorsque la fortune devint tout-à-coup contraire à Philippe. Le fort de Montjoui fut attaqué et emporté d'assaut, tandis qu'une bombe mit le feu à un des principaux magasins, et le fit sauter avec une explosion terrible. Le prince de Hesse ayant été tué en attaquant le fort, le

duc de Peterborough n'en fut que plus ardent à poursuivre une entreprise dont la gloire devoit désormais lui appartenir exclusivement. La consternation de la garnison seconda ses efforts, et le gouverneur, au milieu de la frayeur générale, proposa de capituler. Pendant qu'il traitoit avec le général anglais, il entendit les cris tumultueux de l'ennemi déjà répandu dans la cité. « Vous nous avez trahis, s'écria-t-il : vos » troupes, dans le moment de confiance, ont » surpris la place, et en massacrent les habi» tans. — Vous vous trompez, répondit Peter» borough, ce sont probablement les troupes » du prince de Hesse. Il n'y a qu'un moyen de » sauver votre ville de la destruction ; c'est de » me laisser entrer librement avec les anglais ; » je rétablirai l'ordre et la tranquillité, après » quoi je reviendrai conclure la capitulation. » Dans la situation des choses, Valasco ne pouvoit rien gagner à paroître douter de la sincérité du général anglais, tandis qu'un prompt témoignage de confiance pouvoit concilier sa bienveillance. Peterborough fut admis à l'instant, et accompagné de ses principaux officiers, il parcourut les rues où les Allemands et les Catalans mêmes pilloient les maisons des plus riches citoyens. Il les fit cesser aussitôt, et les obligea à rendre le butin dont ils s'étoient déjà saisis. Il

fut même assez heureux pour arracher de leurs mains la duchesse de Popoli, qu'il trouva sur le point d'être déshonorée. Après avoir appaisé le tumulte, il retourna à la porte de la ville pour y signer la capitulation. Cette conduite fit une impression sensible sur les Espagnols eux-mêmes, qui ne purent s'empêcher d'admirer l'honneur et la générosité d'un peuple qu'ils avoient regardé jusqu'alors avec une sorte d'horreur, attendu la différence d'opinion religieuse.

Les succès de Vendôme en Italie, contre le duc de Savoie et le prince Eugène, la bataille sanglante, mais indécise, de Cassano, et la victoire de Cassinato, ne purent consoler Philippe de la perte de Barcelone. La mort de l'empereur Léopold n'abattit point l'ardeur des confédérés, et son fils Joseph, en succédant au trône, résolut de suivre l'exécution de ses desseins. L'Espagne étoit troublée par les prétentions de deux souverains, et tandis qu'à Madrid on déclaroit traîtres à la patrie les partisans de l'archiduc, à Barcelone on renversoit les statues de Philippe, et ses édits étoient brûlés par la main du bourreau.

(*) La détresse de Philippe fit la gloire du duc de Berwick, que Louis XIV rappela des

(*) An de J. C. 1706.

montagnes

montagnes des Cevennes, où il faisoit une guerre peu glorieuse à de malheureux protestans, pour l'envoyer en Espagne, à l'effet d'y réparer les désastres qu'il avoit voulu prévenir. Ce général, avec huit mille hommes, fut chargé de veiller aux mouvemens des Portugais, et d'arrêter leurs progrès, pendant que Philippe, accompagné du maréchal de Tessé, devoit s'avancer dans la Catalogne, à la tête de vingt mille vétérans. Son rival, se voyant dans l'impossibilité de lui résister en rase campagne, se retira dans Barcelone. Une escadre française, sous les ordres du comte de Toulouse, fils naturel de Louis, s'empara du port, et Philippe, animé de l'espoir de terminer la guerre par la captivité de son compétiteur, pressa le siége de Barcelone avec la plus grande vigueur. Les Catalans se défendirent avec une valeur désespérée, tandis que le comte de Peterborough, avec un camp volant, harceloit les détachemens, et interceptoit les convois des assiégeans. Cependant les drapeaux de Philippe flottoient déjà sur le fort de Montjoui, et les Catalans trembloient, quand ils aperçurent les flottes d'Angleterre et de Hollande s'avancer à leur secours. Le comte de Toulouse sortit à l'instant du port, afin d'éviter un engagement qui ne lui promettoit aucun succès. La consternation de la flotte

gagna le camp, et Philippe ne put jamais déterminer ses soldats à tenter l'événement d'un second assaut. Forcé d'abandonner la proie qu'il s'étoit flatté de saisir, sa retraite se fit avec précipitation et sans ordre; une éclipse de soleil accrut la terreur de ses soldats naturellement superstitieux; ils laissèrent les malades et les blessés à la merci du comte de Peterborough qui suivoit de près leur arrière-garde. Philippe ne pouvant compter sur la fidélité des Aragonais, dirigea sa marche vers le Roussillon. Il traversa les Pyrénées, et prit un peu de repos dans Perpignan, où le maréchal de Tessé l'engagea à aller à Versailles, pour y conférer avec Louis XIV. Dans ce moment, où Philippe se trouvoit accablé par l'adversité, il montra un courage héroïque. Il répondit avec fermeté que jamais il ne reverroit Paris, et qu'il étoit déterminé à régner ou à mourir en Espagne; il laissa le reste de son armée sous la conduite du maréchal, et après avoir traversé la Navarre, il gagna sa capitale alors remplie de troubles.

Aussitôt que la nouvelle de la retraite désastreuse de Philippe fut parvenue à Madrid, on commença à désespérer de la chose publique. Les ministres, qui n'ignoroient pas que les nobles étoient divisés d'opinion sur le choix d'un chef, crurent devoir assembler les principaux

grands ; ils les invitèrent à dire leur sentiment avec toute liberté, et à déclarer d'une manière positive à qui des deux prétendans ils entendoient donner la préférence : en même temps ils observèrent que l'union seule pouvoit détourner les malheurs dont l'Espagne étoit menacée. Chacun garda le silence ; le duc de Medina Céli eut seul le courage de le rompre, et tout en désapprouvant, d'une manière décente à la vérité, mais franche, la partialité du roi pour la princesse des Ursins, il déclara qu'il étoit invariablement résolu de rester attaché à la fortune de Philippe. La majorité de l'assemblée fut ou parut être du même avis. Le retour du roi à Madrid ranima l'ardeur de son parti, et l'on s'empressa de lui réitérer les protestations de fidélité d'usage.

Les affaires de Philippe n'en allèrent pas mieux, et il ne tarda pas à être informé des malheurs auxquels son royaume étoit exposé. La nouvelle de sa défaite à Barcelone ayant engagé les Portugais à hâter leurs mouvemens, une armée composée des troupes réunies du Portugal et de l'Angleterre, sous les ordres du marquis de Las Minas et du comte de Galway, avoit réduit les villes de Ciudad, de Rodrigo et de Salamanque. Ce succès leur ouvroit la route de Madrid, et le duc de Berwick, forcé de se

retirer devant les ennemis, informa le roi de leur approche, et lui conseilla de quitter une capitale qu'il ne pouvoit espérer de défendre contre des forces supérieures.

Philippe, obéissant à regret à la voix impérieuse de la nécessité, dirigea sa marche vers Burgos, avec une armée peu nombreuse, mais fidèle. Les alliés s'avancèrent avec une si grande diligence, que, malgré le mauvais état des routes, ils arrivèrent en dix jours de Salamanque à Madrid, et y entrèrent sans résistance. Leur premier acte fut de proclamer, avec les cérémonies d'usage, Charles III roi d'Espagne; mais ils durent faire la remarque peu satisfaisante que personne ne prenoit part à la proclamation. Les Castillans s'indignèrent de voir les drapeaux portugais portés en triomphe dans les rues de leur cité. Tout l'intérêt qu'ils avoient pris jusqu'alors au succès de la maison d'Autriche cessa en raison de la haine qu'ils conçurent pour les alliés de l'archiduc. Les Anglais étoient hérétiques, les Portugais avoient été sujets de l'Espagne; ces deux motifs d'inimitié furent plus que suffisans pour déterminer les Espagnols à abandonner entièrement le parti de Charles.

Les généraux alliés, n'ignorant pas ces circonstances, et voyant bien que tout leur avantage se réduisoit à la possession des murs de

Madrid, pressèrent sans cesse l'archiduc d'avancer et de les joindre, avant que son rival eût le temps de revenir de sa surprise; mais Charles étoit occupé à réduire les royaumes d'Aragon et de Valence; le comte de Peterborough faisoit le siége de Murviédro, la Sagonte des anciens. Le camp des Anglais étoit assis sur le même terrain qui, vingt-deux siècles auparavant, avoit été occupé par celui des Carthaginois. La résistance des habitans de Murviédro ne fut pas aussi opiniâtre que celle des Sagontins; Peterborough fit en peu de jours une conquête qui avoit coûté beaucoup de temps et d'efforts à Annibal. Dès que l'archiduc eût été reçu dans Saragosse, il consentit à se rendre à Madrid.

Pendant cet intervalle, Philippe, accablé d'inquiétudes, observoit de Burgos les mouvemens de son rival. L'espérance qu'il pouvoit avoir d'être secouru par la France étoit foible et éloignée. Le maréchal de Villeroi, relâché de sa captivité, avoit obtenu le commandement des frontières de Flandre. Plus avide de gloire que pourvu de talens propres à en acquérir, il résolut, contre l'avis de ses officiers, de hasarder un engagement, et fut vaincu par les alliés près du village de Ramillies. Vingt mille hommes furent tués ou faits prisonniers, tant pendant l'action que dans la poursuite, et cent piè-

ces de canon, outre cent vingt-un drapeaux, tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Cette défaite entraîna la perte immédiate du Brabant et de presque toute la Flandre Espagnole. Louvain, Bruxelles, Anvers et Gand ouvrirent leurs portes aux alliés. Ostende fut la seule place qui ralentit leurs progrès; mais cette ville qui, durant trois ans, avoit résisté à la puissance de Philippe III, fut réduite en dix jours par le duc de Marlborough. Menin même, fortifiée dans toutes les règles de l'art, et défendue par une garnison de six mille hommes, se rendit en six semaines; les alliés ajoutèrent encore à leurs conquêtes Ath et Dendermonde avant la fin de la campagne.

Le danger pressant qui menaçoit le trône de Philippe en Espagne l'empêcha de ressentir la perte des villes éloignées aussi vivement qu'il auroit pu le faire dans une autre circonstance. L'archiduc étoit maître de Tolède et d'Alicante; le comte de Santa-Cruz avoit trahi la confiance de Philippe, et livré aux alliés la cité de Carthagène, ainsi que le reste de la marine espagnole échappé jusqu'alors à la vigilance des Anglais. La cause de Philippe, réduite à la possession de la Vieille-Castille, avec une armée montant à peine à dix mille hommes, paroissoit tellement désespérée, que le maréchal de

Vauban étoit d'avis que le prince s'embarquât pour l'Amérique avec les Espagnols les plus attachés à ses intérêts. Ce projet, fort extraordinaire sans doute, devint l'objet d'une délibération sérieuse à la cour de Versailles; mais les choses changèrent de face, et Philippe dut la conservation de sa couronne à l'habileté du duc de Berwick, qui sut profiter de l'imprudence des ennemis.

Les Anglais ainsi que les Portugais s'amollirent bientôt par l'effet du luxe et des plaisirs de la capitale. Le duc de Berwick trouva moyen d'intercepter leurs subsistances, et s'avança bientôt à Madrid, à la tête de son armée, renforcée d'un corps considérable de troupes arrivées de la Navarre. A son approche, les généraux alliés évacuèrent la capitale, après y avoir perdu près d'un tiers de leurs soldats, victimes des excès de débauche auxquels ils s'étoient livrés. Ils se retirèrent d'abord dans Guadalaxara, place bien fortifiée, où l'archiduc et le comte de Peterborough vinrent les joindre. Mais ce surcroît de force ne leur parut pas suffisant pour attendre l'ennemi; ils abandonnèrent les magasins qu'ils avoient formés à Alcala, et tandis que le duc de Berwick transféroit le siége de la guerre à Valence, Philippe, après une absence de trois mois, rentra dans sa

capitale au milieu des acclamations de la multitude.

Le roi, agissant toujours en sens contraire à ses intérêts, dévoua les premiers momens de son retour à des actes de vengeance. Le duc d'Infantado, le patriarche des Indes, Mendoza, ancien inquisiteur général, et le comte de Lemos, qui avoient reconnu l'archiduc, furent arrêtés et mis en prison. Le comte d'Oropesa, le duc de Najéra, et les comtes de Haro et de Galvez, pour ne point s'exposer à la merci d'un souverain offensé, prirent le parti de suivre les alliés. Cette conduite mit effectivement leur personne à l'abri; mais leurs biens et leurs palais furent confisqués, et Philippe remplit ses coffres des dépouilles de ses sujets révoltés. La reine douairière, retirée à Tolède, depuis l'avénement de la maison de Bourbon au trône d'Espagne, y vivoit sans se mêler des affaires, et n'en fut pas moins suspecte. On l'accusa d'avoir invité les Portugais à entrer dans la Castille, et sous ce prétexte on la relégua à Burgos, où elle fut gardée à vue. Cependant Philippe sentit combien il étoit odieux de persécuter la veuve du prince dont il tenoit la couronne, et la fit conduire à Bayonne, où elle put vivre en liberté.

Carthagène fut reprise par le comte de Mahoney, et Alcantara par le marquis de Baye;

néanmoins ces succès se trouvèrent balancés par la perte des îles importantes de Majorque et d'Ivica, tandis qu'à Turin les alliés portoient une atteinte plus dangereuse encore à la gloire ainsi qu'aux intérêts de la maison de Bourbon.

Le duc de Vendôme, après plusieurs victoires remportées sur Victor Amédée, étoit parvenu à l'affoiblir, et tenoit sa capitale investie, quand il reçut l'ordre de passer en Flandre pour y réparer les fautes de Villeroi. Il laissa le siége de Turin sous la conduite du maréchal la Feuillade. L'armée qui protégeoit le siége étoit commandée par le duc d'Orléans, neveu de Louis XIV, qui ne pouvoit cependant agir que d'après l'avis du maréchal de Marsin. La ville étoit déjà réduite à une extrême détresse, lorsque les assiégeans furent informés de l'approche du prince Eugène. Ce grand général, dans une marche longue et pénible, avoit percé les défilés les plus difficiles, traversé l'Adige et le Pô, et effectué une jonction avec le duc de Savoie, à l'effet de secourir d'une manière efficace sa capitale en danger. L'avis du duc d'Orléans étoit d'aller à la rencontre de l'ennemi et de hasarder un engagement. Le maréchal de Marsin fut d'une opinion contraire, et les Français attendirent l'attaque dans leurs retranchemens. Mais les dissensions des généraux firent perdre la

confiance aux soldats ; le prince Eugène et le duc de Savoie chargèrent l'ennemi avec une ardeur soutenue par l'émulation, et obtinrent une victoire complète dans le court espace de deux heures. Le duc d'Orléans fut blessé, le maréchal tué ; les troupes vaincues prirent la fuite et se réfugièrent à Pignerol. L'événement du jour fit perdre à la maison de Bourbon le duché de Milan, celui de Mantoue et le Piémont.

(*) Les effets de ces calamités s'étendirent jusqu'à Naples, où les princes de Montesarcho, d'Avellino, de Bariati, et le duc de Montaléon, secrètement attachés à la maison d'Autriche, enflammèrent les Napolitains, en faisant répandre le bruit que Philippe devoit céder Naples à la France. Le ressentiment du peuple fut si violent et si général, que le duc d'Escalona, vice-roi, crut nécessaire de congédier les troupes françaises pour démontrer la fausseté du bruit courant. C'étoit précisément ce que demandoient les conspirateurs ; le départ des Français fut le signal d'un soulèvement, et le comte de Thaun, avec neuf mille Autrichiens, campa sous les murs de Naples pour seconder les efforts des rebelles. Les citoyens ingrats, oubliant la clémence et la générosité de Philippe, ouvrirent leurs portes à ses ennemis ; tout le

(*) An de J. C. 1707.

royaume suivit l'exemple de la capitale dans le laps de deux mois. Le duc d'Escalona, retiré dans Gaète, soutint avec un courage inébranlable les calamités et les dangers d'un siége; mais la place ayant été prise d'assaut, il fut conduit à Naples, et exposé aux insultes d'un peuple dont il avoit mérité les applaudissemens, en raison de la douceur et de l'équité de son administration.

Les succès des alliés affoiblirent nécessairement les moyens de la maison de Bourbon; cependant elle se soutenoit encore avec quelque gloire. Le maréchal de Villars passa le Rhin, pressa les Impériaux et pénétra jusqu'au Danube, tandis qu'en Espagne le duc de Berwick sut tirer parti du moindre avantage. L'accouchement de la reine, dans cette critique conjoncture, peut être compté pour un des plus heureux événemens; il accrut le zèle des partisans de Philippe, et lui en fit de nouveaux parmi ceux qui jusqu'alors étoient restés dans l'incertitude. Si Philippe, profitant de la circonstance, eût eu le bon esprit de publier une amnistie générale, il auroit probablement ramené tous les Espagnols à leur devoir; malheureusement il ne sut jamais prendre un parti raisonnable. Quoi qu'il en soit, la naissance du prince des Asturies fut annon-

cée dans Valence au moment du plus brillant succès. Les alliés ayant assiégé Villena, le duc de Berwick marcha à son secours. Un faux bruit qu'il eut l'adresse de répandre, qu'un renfort considérable s'avançoit pour le joindre, accrut l'impatience du comte de Galway de risquer un engagement; les armées ennemies en vinrent aux mains dans les plaines d'Almanza, et combattirent avec la plus grande opiniâtreté. Philippe étoit resté à Madrid pour maintenir par sa présence la tranquillité dans sa capitale, tandis que Charles se tenoit dans la Catalogne pour s'assurer de cette province. Ce fut à cette occasion que le duc de Peterborough fit, dit-on, cette espèce d'épigramme: « Il est singulier que nous soyons obligés de » nous battre pour des princes qui se tiennent » tranquillement dans leur palais. » Heureusement pour Philippe que le duc de Berwick le remplaçoit avec avantage. La charge impétueuse de la cavalerie espagnole décida l'événement du jour; cinq mille des alliés périrent sur le champ de bataille, près de dix mille furent faits prisonniers, toute l'artillerie des vaincus, la majeure partie de leur bagage, et cent vingt-un drapeaux tombèrent entre les mains des vainqueurs. Le comte de Galway, blessé dangereusement, n'échappa que diffi-

cilement à la poursuite, et ne s'arrêta que lorsqu'il se crut en sûreté dans les murs de Tortose.

Le duc d'Orléans, arrivé en Espagne peu de temps avant la bataille d'Almanza, ayant pris le commandement de l'armée le lendemain de cette célèbre journée, ne négligea pas l'occasion de se distinguer, que la fortune et les talens du duc de Berwick lui avoient préparée ; il réduisit la cité et recouvra le royaume de Valence ; il prit d'assaut Saragosse et Lérida qui avoient résisté au grand Condé, et établit l'autorité absolue de Philippe en Aragon. Les Aragonais se virent privés des priviléges dont ils avoient joui jusqu'alors ; on exigea d'eux de fortes contributions ; leur conseil d'état fut aboli ; toutes traces de liberté disparurent, et ils furent réduits à n'être plus que les habitans d'une province dépendante de la Castille.

Tandis que le duc d'Orléans poursuivoit sa carrière triomphante en Espagne, le prince Eugène avoit subjugué presque toute l'Italie et menaçoit la France. Son armée réunie à celle du duc de Savoie avoit forcé le passage du Var, et s'avançant sur la côte de Provence, s'étoit campée sous les murs de Toulon ; mais l'activité des Français força les Allemands à aban-

donner l'entreprise qu'ils projettoient, et ceux-ci se retirèrent après avoir bombardé la ville, et convaincu Louis XIV que ses domaines n'étoient pas inattaquables.

(*) La satisfaction que la maison de Bourbon devoit tirer de cet avantage fut altérée par la révolte de la Sardaigne et la prise d'Oran par les Maures. Cette forteresse, qui depuis si long-temps appartenoit à l'Espagne, et étoit regardée comme un monument du génie vaste et entreprenant de Ximenès, devint la proie de l'empereur de Maroc. Philippe ne fut pas aussi malheureux dans l'intérieur; le duc d'Orléans réduisit Tortose, et le général Asfeldt soumit Alicante; la citadelle de la dernière place étoit défendue par deux régimens anglais commandés par le général Richard; mais les travaux ayant été minés, Asfeldt eut la générosité d'informer les assiégés de leur situation et de les inviter à se rendre; il permit même qu'ils envoyassent des artilleurs pour se convaincre que toute résistance deviendroit inutile. Le rapport fait aux assiégés ne fut pas exact; leurs commissaires les trompèrent probablement par ignorance, et leur peignirent le danger comme encore éloigné. La garnison résolut, à tout risque, de faire bonne con-

(*) An de J. C. 1708.

tenance et fut bientôt victime de sa témérité ; la mine éclata, et fit enfin sauter le général anglais et ses officiers pendant qu'ils étoient à table. Les assaillans pénétrèrent à travers la brèche et prirent la citadelle. Ce terrible exemple inspira la terreur aux villes voisines, et détermina les habitans à reconnoître Philippe pour leur souverain.

L'ouverture de la campagne en Flandre paroissoit promettre des succès à la maison de Bourbon, dont les forces, commandées par le duc de Vendôme, étoient encore animées par la présence du duc de Bourgogne, fils aîné du Dauphin. Les habitans de Gand et de Bruges, corrompus par l'or de Louis, consentirent à recevoir ses troupes, mais l'approche de Marlborough vint détruire l'espérance des Français. Ce général, de concert avec le prince Eugène, les attaqua sur les rives de l'Escaut ; la bataille d'Oudenarde fut longue et opiniâtre, la nuit partagea les combattans ; les troupes de France étoient plutôt accablées que vaincues, mais les soldats de Louis, en raison des défaites qu'ils essuyoient depuis longtemps, avoient perdu toute confiance dans leur propre valeur ; ils se dispersèrent à la faveur de la nuit. Lille, défendue par le maréchal de Boufflers et fortifiée par Vauban,

fut réduite par les alliés qui prirent aussi Gand et Bruges, et l'électeur de Bavière se vit forcé d'abandonner le siége de Bruxelles.

Dans l'espérance d'appeler l'attention des Anglais à la défense de leurs propres états, Louis résolut de faire un dernier effort en faveur de la branche exilée de la maison de Stuart. A cet effet, soixante-dix bâtimens de transport et six mille hommes à bord de huit vaisseaux de guerre sortirent de Dunkerque; mais les côtes de la Grande-Bretagne étoient défendues par une flotte nombreuse et bien équipée: les gouverneurs des villes maritimes usèrent de vigilance; on s'assura de la tranquillité des partisans de Jacques en les désarmant, et les Français, après une tentative infructueuse pour descendre en Ecosse, s'estimèrent fort heureux de pouvoir rentrer dans le port d'où ils étoient partis.

(*) Louis, fatigué d'une guerre aussi longue que désastreuse contre tous les potentats de l'Europe, donna ordre à Torci, son ministre, d'ouvrir une négociation pour la paix; il offrit de céder toute la monarchie espagnole à la maison d'Autriche, à l'empereur ses conquêtes du Haut-Rhin; d'abandonner Furnes, Ypres, Menin, Tournay, Lille, Condé et Maubeuge

(*) An de J. C. 1709.

à

à la Hollande; de reconnoître le titre de la reine Anne au trône de la Grande-Bretagne, et d'exiler le prétendant du royaume de France. Cette démarche devoit être bien humiliante pour un prince aussi fier que Louis XIV; elle étoit également impolitique, car elle faisoit connoître le mauvais état de ses affaires; aussi les alliés, fiers de leurs succès, regardèrent ces concessions comme insuffisantes; ils exigèrent encore que Louis se joignît à eux pour chasser son petit-fils de l'Espagne. Ce prince, indigné d'une proposition aussi odieuse, reprit toute sa fermeté, et répondit que, puisqu'on l'obligeoit à continuer la guerre, il étoit plus naturel qu'il la fît à ses ennemis qu'à ses enfans.

Philippe n'étoit pas le seul inquiet du résultat des négociations proposées par Louis XIV. Le duc d'Orléans avoit des vues secrètes sur le trône d'Espagne, par suite de sa protestation contre la partie du testament qui, en cas de refus ou de mort de la part de Philippe et de ses frères, transportoit la couronne à la maison d'Autriche. A son arrivée à Madrid, on l'avoit reçu avec les distinctions dues à ses prétentions, quoiqu'elles fussent infiniment éloignées par la naissance de l'infant Ferdinand; mais le duc d'Orléans regardoit la fortune du fils de

Philippe comme intimement liée à celle de son père; si Louis consentoit à armer contre son petit-fils, si Philippe, alarmé d'une confédération aussi formidable, abdiquoit le trône d'Espagne, le duc d'Orléans étoit résolu de le disputer à la maison d'Autriche. Comptant sur l'estime générale en raison de l'impression que sa valeur et sa générosité avoient faite, il s'étoit déjà préparé à l'événement, et les principaux grands, qu'il avoit eu soin de pressentir, se trouvoient disposés à seconder ses prétentions.

Quelque prudence qu'il eût mise dans sa conduite, ses intentions parvinrent à la connoissance de Philippe; le secret qu'il avoit observé jeta sur ses projets une apparence de mystère qui ne les rendit que plus suspects. La princesse des Ursins, ennemie du duc d'Orléans, s'empressa d'insinuer au roi qu'il accueilloit un rival assez présomptueux pour aspirer à le détrôner. Les historiens du dix-huitième siècle ne sont pas assez d'accord dans le récit de ces circonstances, pour pouvoir juger si l'ambition du duc l'emporta sur la fidélité qu'il devoit à Philippe; mais il est certain que le roi témoigna ouvertement sa jalousie. Le duc d'Orléans fut obligé de quitter l'Espagne; on arrêta deux de ses plus intimes agens, et plu-

sieurs des nobles d'Espagne, soupçonnés de lui être attachés, furent surveillés de près.

L'importance de cette affaire détermina le cardinal Porto-Carrero à sortir de sa retraite, et à inviter encore une fois son souverain à éloigner les Français de ses conseils, et à se reposer entièrement sur le zèle de ses sujets. En conséquence le roi promut à l'office de premier ministre le duc de Medina Céli, qui s'étoit distingué dans ses fonctions de président au conseil des Indes, par son opposition au cardinal d'Estrées. Il nomma en même temps le duc de Bedmar secrétaire d'état. Les heureux effets de ces changemens se firent tout à coup sentir. La vanité des Castillans fut flattée, et leurs espérances se ranimèrent. Les nobles s'empressèrent de venir au secours d'un prince qui paroissoit déterminé à mourir à la tête du dernier escadron d'Espagne, et à teindre de son sang la terre de Castille. Ils envoyèrent leur vaisselle pour remplir le trésor royal, et conduisirent leurs vassaux en personne pour augmenter ses armées. La loyauté des nobles se communiqua au clergé, et les plus riches ecclésiastiques contribuèrent libéralement au soutien de la cause d'un monarque dont le rival s'étoit allié avec des hérétiques.

Le cardinal Porto-Carrero n'eut pas la sa-

tisfaction de voir les effets de l'honorable enthousiasme qu'il avoit excité. Il mourut à l'âge de soixante-quatorze ans, dans le moment où ses services étoient le plus nécessaires. Dans les champs de Gudina, le marquis de Baye défit le comte de Galway, et fit près de deux mille prisonniers portugais; mais, en Flandre, l'adversité continuoit d'accabler la maison de Bourbon; Louis fut obligé de rappeler d'Italie le maréchal de Villars pour prendre le commandement d'une armée formidable, en raison du nombre, et du désespoir qui animoit tous les soldats.

Le maréchal se hâta de fortifier un camp déjà avantageux par sa situation, dans les environs de Malplaquet. Marlborough et Eugène, animés par la prise de Tournai, s'empressèrent d'attaquer l'ennemi; la victoire fut disputée avec l'opiniâtreté la plus acharnée; les alliés, fréquemment repoussés, revinrent toujours à la charge. Malheureusement pour la France, Villars fut blessé, et Boufflers, qui prit le commandement, fit retirer ses troupes d'un combat qui commençoit à tourner à leur désavantage. Huit mille Français périrent sur le champ de bataille; les alliés perdirent plus de seize mille hommes, ce qui ne les empêcha pas de continuer la guerre. Ils mirent immédiatement

le siége devant Mons, qu'ils prirent d'assaut, et au commencement de la campagne suivante, ils réduisirent les villes de Douai, Béthune, Saint-Venant et Aire.

(*) Il n'y avoit guère plus d'un an que le duc de Medina Céli étoit premier ministre, lorsqu'il fut arrêté, et transféré dans la citadelle de Ségovie. On l'accusa d'avoir divulgué les secrets de l'état, et d'avoir empêché, par ses manœuvres, le succès de négociations entamées pour faire une paix séparée avec la Hollande. Les membres du conseil de Madrid, jugeant d'après les pièces qu'on leur mit sous les yeux, condamnèrent le coupable à la peine de mort; mais Philippe adoucit la rigueur de cette sentence, et l'envoya prisonnier à Fontarabie, où il mourut l'année suivante.

Tandis que Philippe s'occupoit à découvrir les suites de cette trahison, et à régler le gouvernement intérieur de l'Espagne, l'archiduc Charles et ses alliés réunissoient tous leurs efforts pour lui arracher le sceptre. Une armée de plus de vingt mille hommes, composée d'Allemands, de Portugais et d'Anglais, s'avançoit sous les ordres de l'archiduc, accompagné du comte de Staremberg, dont l'habileté suppléoit à l'inexpérience du prince. Philippe les attaqua à Al-

(*) An de J. C. 1710.

menara ; mais la cavalerie espagnole ayant été rompue par la cavalerie anglaise, l'armée royale prit le sage parti de faire une prompte retraite pour éviter une destruction totale. Le roi fut encore obligé de céder à la fortune ou à la discipline supérieure de son adversaire. Comme il n'avoit pas grande confiance dans l'habileté du marquis de Villadarias qui commandoit l'armée, il rappela des frontières de Portugal le marquis de Baye, qui s'étoit distingué par la réduction de Miranda, et la victoire de Gudina.

Ce dernier choix ne fut pas plus heureux que le premier. La réputation de Staremberg intimida le marquis de Baye, qui, croyant devoir se mettre à l'abri de toute tentative de la part des alliés, campa son armée sous l'abri du canon de Saragosse. Mais, pendant que les Espagnols se croyoient en sûreté, en raison des avantages de leur position, ils furent subitement attaqués; vaincus par leurs propres craintes, ils prirent la fuite en désordre devant un ennemi dont la bravoure surpassoit la prudence. Les gardes vallonnes, regardées comme la meilleure infanterie de Philippe, posèrent les armes et se rendirent; le reste de l'armée se sauva à Lérida. La terreur étoit si grande, que plusieurs n'osèrent pas même s'arrêter dans cette cité.

Saragosse ouvrit immédiatement ses portes au vainqueur ; si Charles eût su profiter des succès de Staremberg, cette journée pouvoit remettre la couronne d'Espagne sous la puissance de la maison d'Autriche ; mais, au lieu de serrer de près le reste de l'armée vaincue, rassemblée par le marquis de Baye, et de s'assurer de Pampelune, la seule place qui donnoit aux Français la faculté de pénétrer en Espagne, il préféra de satisfaire sa vanité, en entrant en triomphe dans la capitale. La majeure partie des habitans de Madrid ayant abandonné leurs habitations, et presque tous les nobles suivi Philippe, un silence morne annonçoit évidemment le mécontentement des citoyens. Quelques-uns cependant prirent part aux acclamations des soldats de Charles ; mais leurs compatriotes les évitèrent comme des traîtres, qui manquoient de fidélité à leur roi légitime.

Dans cette circonstance Philippe s'étoit réfugié à Valladolid où il faisoit de tristes réflexions sur les malheurs sans cesse renaissans qui le poursuivoient. Il paroît que son courage commençoit à l'abandonner ; du moins la nécessité où se trouva la princesse des Ursins de lui rappeler que la mort seule devoit priver un roi de sa couronne, prouve qu'il y eut un moment où il sembla préférer la sûreté de sa personne à la

gloire de défendre le trône qu'on lui disputoit avec tant d'acharnement. Il reprit bientôt de plus nobles sentimens, et l'exemple héroïque de son épouse fixa sa résolution. Cette princesse ne pouvant supporter l'idée de descendre du rang de reine, et de paroître en quelque sorte suppliante à la cour de Versailles, parcourut la foule avec son fils, et rendit le peuple sensible au sort du jeune prince, en s'écriant d'un ton pathétique : » Quand le royaume sera perdu pour moi, j'irai » me réfugier, et mourir, avec mon enfant dans » mes bras, dans les montagnes des Asturies. » Les Espagnols n'étoient pas encore dégénérés, au point d'avoir entièrement perdu cette galanterie et cette générosité qui les avoient distingués si long-temps. Le malheur de la reine leur fit une vive impression; ils offrirent, à l'envi, leurs biens et leur personne pour maintenir sur le trône Philippe et sa digne épouse.

Les nobles d'Espagne qui, dans les momens de prospérité, s'étoient montrés jaloux de la France, cessèrent de l'être, lorsqu'ils se trouvèrent dans l'adversité. Les grands ne purent se dissimuler que le mérite des généraux, du moins de ceux qu'on leur avoit envoyés jusqu'alors, surpassoit le leur propre. Ils joignirent leurs instances à celles du souverain, pour engager Louis XIV à leur envoyer le duc de Vendôme,

avec qui Philippe avoit remporté la victoire de Luzara. Le roi de France, quoique pressé de toutes parts par des ennemis jaloux de sa puissance, céda aux sollicitations des Espagnols; le duc, à la tête de trois mille hommes de cavalerie d'élite, traversa les Pyrénées, et ranima, par sa présence, les esprits abattus du parti royal. Son affabilité, sa franchise, sa générosité lui concilièrent l'estime de toutes les classes de citoyens; il ralluma l'enthousiasme des Castillans; le comte d'Aguimar, et le marquis de Castellar rassemblèrent leurs nombreux vassaux; cinquante jours suffirent pour mettre sur pied une armée de trente mille hommes. A la vérité, ces troupes n'étoient point accoutumées à la discipline; mais le génie de Vendôme leur inspiroit une confiance sans bornes; ce général habile profita de leur ardeur, et marcha sur Madrid sans délai.

Les généraux des alliés, qui sans doute avoient calculé les événemens de la guerre d'une manière propre à flatter leurs espérances, s'aperçurent bientôt que les choses prenoient un nouvelle face. Ils apprirent que les passages entre Madrid et le Portugal étoient occupés par le marquis de Baye, que le duc de Noailles faisoit le siége de Gironne, et que Philippe et Vendôme s'avançoient contre eux

avec des forces nombreuses. Très-peu de personnes de rang distingué s'étoient jointes au parti de l'archiduc ; le marquis de Mancera, pressé de reconnoître Charles pour roi d'Espagne, avoit eu le courage de répondre qu'à son âge il ne consentiroit pas à ternir son honneur, et qu'il espéroit l'emporter sans tache dans le tombeau. Le même esprit animoit toutes les classes de citoyens. On priva les alliés des moyens de se procurer des subsistances ; on intercepta leurs communications, et ils se virent l'objet de la haine générale. Charles, exécré des habitans de Madrid, fut obligé d'abandonner cette ville à son rival plus heureux.

Malgré l'hiver, qui se faisoit sentir dans toute sa rigueur, au moment où Philippe rentra dans son palais, il ne crut pas devoir y prolonger son séjour. L'expérience lui avoit appris à connoître la nécessité de profiter de tout avantage. A peine eut-il reçu les félicitations de ses sujets, qu'il sortit de Madrid, et se mit à la poursuite de l'ennemi, qu'il effraya par son approche. Charles, avec deux mille chevaux, s'avançoit du coté de Barcelone ; mais Philippe, de concert avec le duc de Vendôme, passa le Tage, et investit le général Stanhope, renfermé avec cinq mille Anglais dans Brihuega. Stanhope fut obligé de se rendre avant que Staremberg pût venir à son

secours, et ce dernier fut lui-même attaqué par les vainqueurs. Philippe commandoit en personne l'aile droite de l'armée espagnole, Vendôme étoit à la tête de l'aile gauche. La résistance de Staremberg fut brave, mais sans effet. Il fut battu, et perdit six mille hommes; sa retraite se fit avec ordre et habileté; elle excita même l'admiration de Philippe; cependant ce général fut incapable de protéger les provinces qui s'étoient déclarées en faveur de Charles. Vendôme fit des progrès rapides et sans interruption. L'Aragon qui s'étoit de nouveau révoltée, se soumit encore une fois; le duc de Noailles prit Gironne, et pour comble de bonheur, les moyens pécuniaires de Philippe, qui commençoient à baisser, furent rétablis par l'arrivée de remises considérables envoyées de l'Amérique. Le roi catholique voulant témoigner sa reconnoissance à Vendôme, lui fit présent de cinquante mille écus. Le duc, en cette occasion, rivalisa ou surpassa la libéralité du prince; il distribua immédiatement l'argent aux soldats. « Ces hommes, » dit-il, ont fixé la fortune de l'Espagne à » Villa-Viciosa; eux seuls sont dignes de la » faveur royale. » Sous un tel chef les troupes d'Espagne ne craignoient ni la fatigue, ni le danger; leur ardeur devint irrésistible; les

alliés furent obligés d'abandonner Tortose, et les vainqueurs apprirent aussi aux Portugais qu'ils n'étoient pas à l'abri des calamités de la guerre.

(*) Malgré ces avantages, le sort de l'Espagne ne devoit se décider que sur les rives de l'Escaut ou du Rhin. En Flandre, Marlborough marchoit de conquêtes en conquêtes, et la France, épuisée par ses efforts multipliés, présentoit une scène de désolation. En vain Louis avoit tenté toute espèce de négociation ; il commençoit à désespérer, quand deux événemens, aussi favorables qu'inattendus, facilitèrent cette paix tant désirée. La reine Anne, ennuyée d'une guerre glorieuse à la vérité, mais qui n'étoit pas dans ses principes, changea de système, congédia les ministres partisans des ennemis de la maison de Bourbon, et confia le gouvernement à des hommes plus pacifiques. Vers le même temps l'empereur Joseph mourut dans la vigueur de son âge, et son frère Charles, rival de Philippe pour l'Espagne, fut élevé au trône impérial. Les puissances liguées n'ayant eu jusqu'alors d'autre but que d'empêcher la réunion des sceptres de France et d'Espagne dans une même famille, sentirent aisément qu'il seroit encore plus dangereux que ce dernier royaume

(*) An de J. C. 1711 — 1712.

fût ajouté aux domaines héréditaires de Charles, à qui la couronne impériale donnoit déjà assez de puissance.

Ces événemens donnèrent lieu à des négociations nouvelles et plus effectives. On proclama une cessation d'armes entre la France et l'Angleterre; les préliminaires de paix furent signés entre ces deux puissances, et Louis XIV, pour gage de sa sincérité, livra Dunkerque aux Anglais, qui devoient garder cette place jusqu'à la conclusion de la paix. Les principales négociations, celles qui fixèrent pour jamais l'état de Philippe, se conclurent à Utrecht. La reine d'Angleterre ne perdit point de vue les causes qui avoient allumé la guerre, et prit les moyens d'y obvier. En conséquence, elle proposa à Philippe l'alternative de garder l'Espagne, en renonçant à toutes prétentions à la couronne de France, ou de céder l'Espagne et ses dépendances au duc de Savoie, et de devenir possesseur des domaines de ce prince, sans abandonner le droit de monter un jour sur le trône de son aïeul. Philippe ne balança pas à préférer l'Espagne aux conditions qu'on lui imposoit, et il aima mieux renoncer à une prétention douteuse et éloignée que d'exposer encore ses sujets aux calamités qui sont toujours l'effet de la guerre civile et étrangère. Aussitôt après sa déclara-

tion formelle, l'Angleterre et la Hollande le reconnurent roi légitime d'Espagne, et ses ambassadeurs furent admis sans difficulté au congrès d'Utrecht.

La majorité des alliés ayant refusé d'acquiescer à la détermination de l'Angleterre, le prince Eugène continua les hostilités. L'armée qu'il commandoit étoit encore formidable, malgré la défection des Anglais. Réduit à ses propres forces, il prit le Quesnoy, et mit le siége devant Landrecies; mais à Denain s'arrêtèrent ses progrès. Villars perça les retranchemens d'Eugène, mit en pièces un détachement considérable, secourut Landrecies, et reprit Douai, le Quesnoy et Bouchain. Les succès rapides de Villars activèrent les négociations de paix à Utrecht; et malgré le refus d'y accéder fait par l'empereur et quelques princes d'Allemagne qui restèrent en armes, des traités séparés furent conclus et signés entre les rois de France et d'Espagne, et la Grande-Bretagne, la Hollande, la Prusse, le Portugal et la Savoie.

Il falloit que la maison de Bourbon eût bien besoin de la paix pour l'accepter aux conditions qui lui furent imposées. Toutes les villes et le territoire qu'elle possédoit dans les Pays-Bas catholiques furent mis en séquestre, entre les mains des Hollandais, pour être

remis ensuite à la maison d'Autriche. Le roi de Prusse obtint le titre de majesté; on lui céda la ville de Gueldres et le territoire en dépendant. Louis et Philippe consentirent à abandonner la cause de la famille de Stuart, à garantir la couronne d'Angleterre à la branche protestante de la maison de Hanovre, et à céder aux Anglais Gibraltar et Port-Mahon, avec toute l'île de Minorque.

Le duc de Savoie fut reconnu roi de Sicile. Il fut appelé à la succession au trône d'Espagne à défaut d'enfans de Philippe; en échange de la vallée de Barcelonette et de ses dépendances, on rendit au duc de Savoie le duché de ce nom, le comté de Nice, et tout le pays qui borde les Alpes vers le Piémont.

L'ambition de la princesse des Ursins occasionna quelque retard au traité définitif avec la Hollande. Cette femme intrigante persuada au roi de demander qu'une partie des Pays-Bas qui devoient être détachés de la couronne d'Espagne, fut érigée pour elle en une souveraineté indépendante; mais les états généraux exposèrent leur refus sur ce qu'ils n'étoient que gardiens de ces villes pour la maison d'Autriche. On tourna en ridicule, à Londres, à Vienne et à la Haye, les prétentions de la princesse. Les ministres de Philippe lui conseillèrent d'aban-

donner les projets ambitieux de sa favorite, et les murmures de ses sujets le déterminèrent à suivre cet avis.

Les arrangemens avec le Portugal ne présentèrent aucune difficulté. On convint que toutes les places prises de part et d'autre seroient respectivement rendues, et les anciennes limites rétablies. Cependant le Portugal conserva la colonie du Saint-Sacrement, sous la réserve que fit l'Espagne de la racheter par un équivalent.

Le traité de Philippe avec son rival fut celui où les plus grands obstacles se rencontrèrent. Charles, après avoir accepté les Pays-Bas, persista à conserver ses prétentions sur toute la monarchie d'Espagne. L'amour-propre l'empêchoit de renoncer à un droit qui se trouvoit sans consistance; mais comme il avoit laissé l'archiduchesse à Barcelone, et qu'il désiroit de faire revenir ses troupes commandées par Staremberg pour renforcer l'armée du prince Eugène, il souscrivit à une convention dans laquelle, affectant de garder le silence sur son titre, on stipula l'évacuation de la Catalogne et la neutralité de l'Italie. Le départ de l'impératrice précéda la signature du traité; dès qu'il fut signé, Staremberg, avant de s'embarquer avec ses troupes, eut soin d'exciter, par ses discours et ses promesses, les Catalans à se soustraire à

l'autorité

l'autorité de Philippe. Il leur fit entendre qu'ils pouvoient profiter de la circonstance pour rétablir leurs anciens priviléges, avec d'autant plus de raison que Charles ne manqueroit pas de les protéger, et de leur fournir les secours nécessaires au succès de l'entreprise. Les habitans de la Catalogne furent assez simples pour ajouter foi aux promesses illusoires du général ennemi, et leur crédulité, sans être d'aucun avantage pour l'empereur, les plongea dans les plus horribles calamités.

CHAPITRE TRENTE-DEUXIÈME.

Progrès du maréchal de Villars. — Paix de Rastadt. — Persévérance des Catalans dans la rebellion. La reine d'Angleterre et l'empereur les abandonnent. — Philippe demande du secours à la France pour les réduire. — Le maréchal de Berwick forme le siége de Barcelone. — Résistance désespérée des habitans. — Prise de Barcelone. — Mort de la reine. — Influence de la princesse des Ursins. — L'administration des finances de l'Espagne est confiée à Orri. — Son caractère. — Alberoni gagne la confiance de la princesse des Ursins. — Il négocie le mariage de Philippe avec la fille du duc de Parme. — Disgrace de la princesse des Ursins. — Alberoni, premier ministre. Soumission de Majorque et d'Yvica. — Mort de la reine Anne d'Angleterre et de Louis XIV. — Le duc d'Orléans déclaré régent de France. — Expédition du prétendant. — Mesures d'Alberoni. — Disposition pacifique du régent. — Intrigues et desseins d'Alberoni. — Quadruple alliance. — l'Espagne envahit la Sardaigne et la Sicile. — Défaite de la flotte espagnole. — Prise de Vigo. — Le maréchal de Berwick prend Fontarabie et Saint-Sébastien. — Disgrace et exil d'Alberoni. — L'Espagne accède à la quadruple alliance. — Mariages entre les différentes branches de la maison de Bourbon. — Ceuta, menacé par les Maures, est secouru. — Désordres intérieurs de l'Espagne. — Mélancolie croissante et superstition du roi catholique. — Sa retraite à St.-Ildefonse. — Il résigne solemnellement sa couronne à son fils Louis.

* LA paix d'Autriche n'eut pas l'effet d'appaiser entièrement les troubles occasionnés par

(*) An de J. C. 1713 — 1714.

le testament de Charles II. L'empereur continua les hostilités, mais il n'étoit plus secondé par les alliés. Le maréchal de Villars, campé sur les rives de l'Escaut, dirigea sa marche vers le Rhin; il se rendit maître de Spire et de Worms, prit Landau, perça les lignes formées par le prince Eugène pour défendre le Brisgaw, investit et réduisit Fribourg, capitale de la Haute-Autriche.

Les progrès du maréchal ôtèrent à Charles la grande opinion qu'il avoit de ses propres forces, et le déterminèrent à traiter de la paix. Eugène et Villars furent chargés de la négociation, et ces deux hommes, supérieurs aux intrigues des cours, réglèrent promptement les différentes prétentions de leurs souverains. Louis XIV rendit à l'empereur la forteresse de Kehl, la ville de Fribourg, et le Vieux-Brissac avec ses dépendances. Il garda Strasbourg et Landau, conserva la souveraineté de l'Alsace, et exigea que ses alliés, l'électeur de Cologne et celui de Bavière, fussent réintégrés dans leurs dignités ainsi que dans leurs domaines.

La paix, que Philippe avoit enfin obtenue des autres puissances de l'Europe, ne le fit pas jouir de la tranquillité dans ses propres états. Il fut encore obligé de faire la guerre à ses propres sujets. Les Catalans avoient résolu de ne

se soumettre à l'autorité du roi qu'à condition qu'il reconnoîtroit leurs anciens priviléges, et les en laisseroit jouir comme par le passé. Ils comptoient sur les promesses de secours que l'empereur leur avoit faites, et sollicitèrent la protection de l'Angleterre; mais ils s'aperçurent bientôt que les puissances prenoient peu de part à leur situation: on les peignit comme des rebelles, on les accusa de vouloir s'ériger en république indépendante, et toutes les cours furent aisément prévenues contre un peuple qui s'agitoit pour défendre sa liberté.

Si Philippe eût écouté les leçons de la politique et de l'humanité, il auroit cherché à se concilier l'affection des Catalans, au lieu de les forcer à la soumission. Malheureusement la cour de Madrid étoit animée du désir de la vengeance; elle regardoit la résistance des Catalans comme une insulte faite à la couronne, et croyoit ne pouvoir l'effacer que par un châtiment sévère. On fit entendre au roi que l'abolition de ces priviléges, dont la Catalogne jouissoit depuis un temps immémorial, étoit la plus douce punition qu'on pût infliger aux rebelles. Ceux qui donnoient ces conseils n'en sentoient probablement pas les conséquences; leurs ames serviles n'étoient pas capables de mesurer les ressources d'un peuple brave armé contre l'op-

pression, et qui, après seize siècles, déployoit encore le caractère énergique de ses ancêtres.

Avant que les Catalans fussent préparés à se défendre, le duc de Popoli entra dans la province à la tête d'une armée considérable, tandis que le marquis de Thoui et le comte de Montemar, avec des détachemens séparés, y pénétrèrent aussi par différens côtés. Les féroces généraux de Philippe, outre-passant sans doute les ordres de leur maître, répandirent le carnage et la dévastation par-tout où ils passèrent, et firent la guerre à leurs compatriotes avec une atrocité sans exemple. Les Catalans n'en furent que plus animés à se défendre bravement; l'indignation leur prêta de nouvelles forces; à la vérité, ils furent obligés d'abandonner le pays ouvert, mais ils arborèrent l'étendard de la liberté sur les murs de Barcelone, et quarante mille citoyens, seize mille paysans braves et robustes, jurèrent de se défendre jusqu'à ce qu'ils eussent versé la dernière goutte de leur sang.

La fermeté et le courage qu'ils firent paroître convainquirent Philippe de la difficulté qu'il éprouveroit à les réduire. Ce prince, naturellement doux, prévit les calamités qui seroient la suite de sa trop grande rigueur; peut-être ne se conduisit-il ainsi qu'à regret; mais, envi-

ronné de gens dépourvus de sentimens d'humanité, il suivit les conseils de ses ministres, misérables qui, ne voyant qu'avec des yeux de jalousie les prérogatives du souverain auquel ils étoient forcés d'obéir, se montroient insensibles au malheur du peuple. Cependant l'orgueil et la férocité ne donnent pas la force; les généraux et les ministres furent obligés d'avouer que les ressources de la couronne ne suffisoient pas pour opérer avec succès l'entreprise de la réduction des Catalans; le roi d'Espagne fut assez lâche pour solliciter le secours de la France, à l'effet de combattre ses propres sujets, qu'il auroit pu ramener à leur devoir avec un peu de modération et de justice.

Le traité de Rastadt ayant entièrement délivré Louis des embarras de la guerre, il envoya le maréchal de Berwick avec cinquante bataillons français pour seconder les forces de l'Espagne qui déjà étoient très-considérables, puisque cinquante escadrons de cavalerie ravageoient la campagne, tandis que vingt régimens d'infanterie, campés sous les murs de la cité, en foudroyoient les remparts avec quatre-vingt-sept pièces de canon du plus fort calibre. Les premières instructions que reçut le maréchal lui laissoient la faculté de traiter avec les habitans, s'ils offroient de se rendre

avant l'ouverture des tranchées ; mais dès qu'une fois le siége seroit régulièrement commencé, il ne devoit plus recevoir leur soumission à toute autre condition que celle de s'en rapporter à la clémence de leur souverain. De pareils ordres propres à pousser les Catalans au désespoir n'étoient point compatibles avec les principes d'humanité du maréchal ; il fit des remontrances, et déclara que de semblables mesures étoient également indignes d'un roi et d'un chrétien. La cour de Madrid fut obligée de consentir à ce que Berwick agît dans cette affaire de la manière qui lui paroîtroit la plus convenable.

Les Catalans comptoient pour rien l'espoir du pardon ainsi que la crainte du châtiment. Leur insurrection avoit pour objet la confirmation des priviléges dont ils étoient restés jusqu'alors en possession, et ils avoient juré de mourir plutôt que d'y renoncer. D'après une telle résolution, ni la présence de la flotte française qui se trouvoit dans leur port, ni celle de l'armée formidable rassemblée devant leurs portes, ne purent les intimider au point de les amener à la soumission ; il fallut combattre. Le duc de Berwick mit beaucoup de lenteur dans ses opérations, espérant sans doute que le temps ameneroit les Catalans à de plus

douces dispositions ; mais s'apercevant que sa modération ne servoit qu'à fortifier leur opiniâtreté, il ordonna l'assaut général. Telle fut l'inflexible résolution des citoyens, que, malgré l'épuisement des vivres, les brêches déjà existantes et le peu de probabilité de recevoir des secours, ils refusèrent d'écouter aucuns termes de capitulation ; l'idée de liberté les rendit sourds à toute espèce d'offres. Les prêtres et les moines partagèrent l'enthousiasme général, prirent les armes, et se battirent avec plus de fureur que jamais la superstition n'en inspira. Cependant leur force n'étoit plus de nature à résister ; accablés par la fatigue, ils furent obligés de céder, et demandèrent une conférence ; mais tout ce qu'ils purent obtenir se réduisit à la sûreté de leur personne et à la certitude de n'être point pillés. On épargna donc la vie des citoyens, mais tout privilege fut aboli, et l'on imposa de fortes contributions pour récompenser les vainqueurs. Depuis cette époque, la Catalogne a porté le joug avec patience. Cependant sa soumission n'a pas adouci la jalousie du gouvernement ; on suppose que ce peuple se rappelle encore ses anciens droits et les regrette ; telle est la crainte que leur insurrection soutenue a inspirée, que, dans cette province, il n'est permis à qui que

ce soit de porter des armes, et que Barcelone est soumise à la discipline la plus stricte.

La reine n'eut pas l'avantage de voir l'Espagne jouir de cette tranquillité à laquelle elle avoit si fortement contribué par son courage et sa fermeté; elle ne connut de la royauté que les soins et les inquiétudes qui l'accompagnent le plus souvent; parmi ses plus grands malheurs, elle comptoit sur-tout celui de voir son père entré dans une ligue formée contre son mari. Cette princesse mourut à l'âge de vingt-cinq ans, au moment où la paix d'Utrecht promettoit d'assurer la félicité publique et la sienne propre. Les Castillans la regrettèrent sincèrement; Philippe fut pendant quelque temps inconsolable, au point de ne pouvoir habiter l'Escurial; il se retira avec ses enfans dans le palais du duc de Medina Céli, et confia le gouvernement au cardinal Giudina, pour se livrer entièrement à sa douleur; la princesse des Ursins fut seule admise à partager la retraite de Philippe, et si l'on en croit quelques historiens, elle eut le talent de le consoler assez promptement de la perte de son épouse. Mais un fait plus vraisemblable, c'est qu'elle conçut l'espérance de monter sur le trône d'Espagne; elle avoit autant de crédit, de puissance et plus de fierté qu'une reine, et

il ne lui en manquoit absolument que le nom ; ses charmes avoient survécu à la perte de deux époux ; elle étoit encore assez belle pour faire naître une passion, et ses vues pouvoient être secondées par un parti aussi puissant que zélé. Tout paroissoit tourner au gré de ses espérances, quand un concours de circonstances inattendues vint renverser ses projets.

Jules Alberoni, natif de Plaisance dans le duché de Parme, étoit fils d'un laboureur peu fortuné ; son père lui fit donner l'éducation nécessaire pour entrer dans l'état ecclésiastique. Il fut d'abord aumônier ou chapelain du comte de Roncovieri, et il occupoit cette place à l'époque où l'invasion de l'Italie par l'empereur, et la défaite du maréchal de Villeroi appelèrent le duc de Vendôme sur le théâtre de cette guerre. Le duc de Parme, intéressé dans les différentes négociations qui eurent lieu avec les princes Italiens, chargea le comte de Roncovieri de le représenter. Alberoni ayant accompagné le comte au camp français, fut employé à divers messages, et eut l'adresse de se faire remarquer par le duc de Vendôme. Ce prince l'invita à entrer à son service, et Alberoni n'hésita pas à préférer la protection du petit-fils d'Henri IV à celle d'un noble d'Italie. Il gagna bientôt la faveur et la

confiance de son nouveau patron. Lorsque le duc de Vendôme alla en Espagne pour rétablir la fortune chancelante de Philippe, Alberoni suivit son protecteur, dont les succès lui firent concevoir ces grandes espérances que l'ambition a coutume d'inspirer. Néanmoins la mort prématurée du duc de Vendôme détruisit la perspective flatteuse dont Alberoni s'étoit bercé.

Un revers aussi accablant eût déconcerté un aventurier moins habile qu'Alberoni; mais sa prévoyance s'étoit étendue à tout événement, et quelqu'affecté qu'il fût de la perte de son protecteur, ce n'étoit pas sur lui seul qu'il fondoit l'espérance de son avancement. La jalousie que la princesse des Ursins avoit conçue du duc d'Orléans ayant rejailli sur le duc de Vendôme, il fallut beaucoup d'adresse de la part d'Alberoni pour gagner la faveur de la favorite; cependant il en vint à bout sans trahir, ou au moins sans paroître trahir son patron, après la mort duquel il fut nommé par le duc de Parme son envoyé à la cour de Madrid.

Dans cette situation, il fit de rapides progrès dans la confiance de la princesse; mais il s'aperçut bientôt qu'elle manquoit du pouvoir ou du courage nécessaire pour fixer la fortune à laquelle elle aspiroit, et qu'elle laissoit échap-

per le moment où elle avoit assez d'influence sur Philippe pour le déterminer à lui faire partager la couronne. Il résolut donc de profiter de sa foiblesse pour lui insinuer que le seul moyen de conserver l'autorité dont elle jouissoit, étoit de faire épouser au roi une femme d'un caractère foible et de peu d'esprit, qu'elle pourroit aisément dominer, et il lui peignit Isabelle Farneze, héritière des duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane, comme infiniment propre à remplir ce but.

La confiance absolue, que la princesse des Ursins avoit dans les conseils d'Alberoni, l'empêcha de s'assurer si le portrait moral de l'épouse proposée pour Philippe étoit véritable ou fait à plaisir; les préjugés des Castillans s'opposant à ce qu'elle pût arriver au trône, elle vouloit au moins régner sous le nom d'une autre. Elle s'empressa d'adopter le projet d'Alberoni, et se chargea de décider le roi qui, dans l'espoir d'étendre son autorité sur l'Italie, consentit facilement à ce mariage, et envoya immédiatement Alberoni solliciter la main de la fille du duc de Parme.

Durant l'intervalle de la négociation, la princesse des Ursins eut l'occasion de satisfaire sa curiosité sur l'objet auquel elle mettoit tant d'importance; elle ne tarda pas à être convaincue

qu'Alberoni l'avoit trompée. Elle apprit avec autant de surprise que d'indignation que l'épouse destinée à Philippe, au lieu d'être une femme foible, souple et ignorante, comme Alberoni l'avoit supposée, étoit douée d'un génie supérieur, d'un caractère fier et entreprenant, et que ses connoissances sur-tout la mettoient beaucoup au dessus de son sexe. La princesse des Ursins conçut dès-lors le projet de rompre la négociation; mais il étoit trop tard. Le duc de Parme, et sa fille avoient donné leur consentement, et toutes difficultés ayant été levées par l'ardeur d'Alberoni, Isabelle étoit déjà mariée par procureur au roi d'Espagne.

On doit peut-être plus admirer, dans cette affaire délicate, la fortune que l'adresse d'Alberoni; car la moindre information de la favorite eût découvert la fausseté du négociateur, et entraîné infailliblement sa disgrace. Mais le succès justifia sa conduite aux yeux de la multitude; il obtint le titre de comte, pour récompense de son heureuse témérité. Cependant, comme il connoissoit le danger auquel il se trouveroit exposé tant que la princesse des Ursins resteroit auprès du roi, il chercha les moyens de l'en écarter. Pour y parvenir, il excita la jalousie de la nouvelle reine, par une peinture adroite de l'arrogance et de l'ascendant de la favorite;

il lui fit connoître la vaine tentative qu'elle venoit de faire pour rompre le mariage. Ces circonstances furent confirmées par la reine douairière d'Espagne qu'Isabelle eut occasion de voir à Bayonne. L'héritière de Parme fit des remontrances secrètes, mais vives, à Philippe, et avant que ce monarque vînt à la rencontre de sa nouvelle compagne, le congé de la princesse des Ursins étoit résolu.

La favorite, ignorant les piéges dont elle étoit environnée, mit sa confiance dans les artifices qui lui avoient réussi jusqu'alors. Isabelle n'étoit pas la femme qu'elle auroit choisie, si elle avoit connu son caractère, pour succéder à Louise; néanmoins se flattant de conserver son ascendant, elle alla jusqu'aux frontières à la rencontre de la reine. Au lieu de se présenter devant sa souveraine avec le respect convenable, elle en approcha avec un air de familiarité peu décent. « Qu'on fasse sortir cette femme », dit fièrement Isabelle, et qu'on la conduise hors du royaume. » L'ordre fut exécuté à l'instant, et la princesse des Ursins se vit exilée, pour jamais, d'un pays qu'elle avoit gouverné pendant quatorze ans avec une autorité presque absolue.

Alberoni devint premier ministre; nouvel Olivarès, il entreprit de rendre à l'Espagne son

premier éclat, et de lui faire reprendre son ancienne influence dans la balance de l'Europe. La guerre civile et étrangère avoit fait de bons soldats; cent mille vétérans, commandés par des officiers d'une habileté reconnue, ne demandoient qu'à être employés. On créa une marine de soixante-dix vaisseaux de guerre; Asfeld, général français, resté au service de l'Espagne, se présenta devant les îles de Majorque et d'Ivica, à la tête d'un armement formidable, et vint aisément à bout d'éteindre les dernières étincelles de rebellion qui avoient survécu à la soumission de la Catalogne.

La tranquillité intérieure de l'Espagne ainsi rétablie, donna à Alberoni le loisir de veiller aux dispositions des autres cours de l'Europe. Il est cependant probable que les vastes projets qu'il méditoit n'avoient pas atteint le degré de maturité nécessaire, ou que l'ascendant du ministre n'étoit pas encore assez grand pour déterminer son souverain à les mettre à exécution; car, bien que la mort de la reine Anne eût ranimé les espérances des partisans de la maison de Stuart, l'électeur de Hanovre n'en monta pas moins sans difficulté sur le trône vacant; il fut même formellement reconnu roi d'Angleterre, sous le nom de Georges Ier, par les ambassadeurs de Versailles et de Madrid.

(*) La mort de Louis XIV, qui suivit de près celle de la reine Anne, donna lieu au développement des projets d'Alberoni. Le monarque français, attendu la minorité de son successeur, établit par testament, un conseil de régence, à la tête duquel il plaça le duc d'Orléans. Le duc, mécontent d'une disposition qui le privoit du pouvoir absolu, appela de la volonté de Louis, au parlement de Paris. Cette cour mit de côté le testament d'un roi qui, de son vivant, l'avoit tenue dans la crainte et l'obéissance, et déclara le duc d'Orléans, seul régent.

Au lieu de se mêler des affaires de France, et de celles d'Angleterre, Alberoni s'occupa de s'assurer une ressource, et par un zèle affecté pour l'autorité du pape, il obtint de Clément XI la dignité de cardinal. Au moyen de cette conduite pacifique, il évita de se rendre suspect à l'empereur, et n'en fit que plus aisément les préparatifs nécessaires pour parvenir à son but favori, celui d'établir l'autorité de l'Espagne en Italie.

(**) L'empereur, lui-même, contribua par son imprudence à seconder les desseins d'Alberoni. Malgré l'intime conviction qu'il devoit avoir de l'impossibilité d'arracher le sceptre

(*) An de J. C. 1715. (**) An de J. C. 1716 — 1719.

d'Espagne

d'Espagne à Philippe, il s'obstina à en prendre le titre de roi. Il accorda ouvertement l'ordre de la Toison-d'Or, et établit, à Vienne, un tribunal auquel on donna le nom de conseil d'Espagne; enfin il confisqua, en Italie, et dans les Pays-Bas, les biens des grands d'Espagne qui avoient reconnu son rival. Une conduite aussi hostile souleva l'indignation de Philippe, et son épouse, de concert avec le ministre, eut soin d'entretenir son ressentiment par des représentations préparées et faites à cet effet.

Alberoni réussit parfaitement à tromper la vigilance des différentes puissances de l'Europe sur ses vues ambitieuses. Le pape Clément avoit tant de confiance dans sa modération, qu'il lui accorda une bulle, pour lever sur les ecclésiastiques d'Espagne un dixième de leurs revenus pour faire la guerre aux infidèles. Le même prétexte, qui trompa le pape, servit à faire approuver les préparatifs militaires d'Alberoni. Cependant le secret, qui n'étoit connu que de la reine, ne tarda pas à être divulgué par le régent de France, à qui le cardinal crut pouvoir le confier, dans l'espérance qu'il se prêteroit volontiers à l'exécution d'un projet tendant à l'agrandissement de la maison de Bourbon.

Depuis que Philippe s'étoit affermi sur le trône, le duc d'Orléans ne regardoit plus l'Es-

pagne que comme une puissance étrangère, à laquelle il ne prenoit pas assez d'intérêt pour lui sacrifier le repos de la France. Le régent crut devoir, en bon politique, s'occuper de rétablir les finances de sa patrie, et de prolonger la paix, afin de repeupler les villes désertes, et favoriser les travaux de la campagne désolée par les ravages de la guerre. Ainsi loin de céder aux importunités d'Alberoni, il ne garda pas même le secret de la confidence, il en révéla l'objet à l'empereur, et l'avertit de se préparer à l'orage qui le menaçoit.

La disposition pacifique du régent ne fut pas la seule contrariété qu'éprouva le cardinal. Indépendamment du secours de la France sur lequel il avoit compté, il espéroit encore profiter du moment où Charles étoit en guerre avec les Turcs, pour envahir l'Italie; mais les victoires que remporta le prince Eugène amenèrent la paix de Passarowitz, et les Impériaux, à la suite de combats multipliés, n'en devinrent que plus redoutables. Néanmoins Alberoni ne se rebuta point; il étendit ses négociations jusque dans le Nord, et projeta une alliance dans laquelle devoient entrer Pierre le Grand et Charles XII, roi de Suède. Charles XII, indigné de la conduite de Georges Ier, qui, en qualité d'électeur de Hanovre, avoit profité de

sa défaite à Pultawa, pour le dépouiller des duchés de Bremen et de Verden, s'empressa de seconder les desseins du cardinal, et offrit au czar, pour le déterminer à y prendre une part active, de lui céder les provinces suédoises à l'est et au nord de la Baltique. Les émissaires d'Espagne engagèrent les Turcs à recommencer la guerre contre l'empereur, afin de réparer les disgraces qu'ils avoient éprouvées. Si cet arrangement eût eu lieu, les Turcs auroient pénétré dans la Hongrie, tandis que les Russes et les Suédois eussent envahi la Grande-Bretagne, pour en chasser la maison de Hanovre, et y rétablir la famille de Stuart.

Il paroît qu'Alberoni craignoit de ne point réussir, tant que le duc d'Orléans conserveroit la régence, car il tenta de le priver de cette dignité, en faisant revivre les prétentions de Philippe, comme premier prince du sang; il fomenta une insurrection dans la Bretagne, y introduisit, à la faveur d'un déguisement, un petit nombre de troupes pour soutenir les insurgens. Ses intrigues s'étendirent même jusque dans la capitale; une nombreuse faction, jalouse de la fortune du régent, fut excitée par le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne, à s'opposer à son autorité, et à se saisir de sa personne. Au nombre des plus illustres conjurés

se trouvoit le duc du Maine, fils naturel de Louis XIV; le duc d'Orléans découvrit la conspiration au moment où elle étoit mûre pour l'exécution. Cinq des principaux Bretons payèrent de leur tête la peine de leur témérité; le duc du Maine fut renfermé dans la citadelle de Dourlens, et le prince de Cellamare eut ordre de quitter immédiatement la France.

La plupart des plans d'Alberoni n'eurent pas plus de succès; la mort du roi de Suède empêcha l'invasion de l'Angleterre; le czar abandonna la cause du prétendant pour s'occuper de l'organisation intérieure de ses états; les Turcs refusèrent de recommencer la guerre; et, pour résister à l'ambition d'Alberoni, les cours de Vienne, de la Haye, de St. James et de Versailles formèrent une quadruple alliance, dont les conditions furent que le traité d'Utrecht continueroit d'être exécuté dans toute son étendue; que le duc de Savoie, en compensation de certaines places en Italie, échangeroit avec l'empereur la Sicile contre la Sardaigne, et prendroit le titre de roi de Sardaigne; que l'empereur donneroit à don Carlos, fils aîné de la jeune reine d'Espagne, l'investiture des duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane, à la mort des possesseurs actuels sans postérité.

Tandis que les alliés disposoient de la Sar-

daigne dans leurs cabinets, les armées d'Espagne s'étoient déjà emparées de cette île. Quinze mille vétérans avoient été embarqués dans le port de Barcelone, à bord de cent bâtimens de transport, escortés par douze vaisseaux de guerre. L'objet de cet armement n'étoit connu que du roi et de la reine, du duc de Popoli et de don Joseph Patinho, ministre de la marine. Le marquis de Leyda même, chargé du commandement de la flotte, ignoroit sa destination. Ses instructions sous cachet ne devoient être ouvertes que dans une latitude indiquée. L'ouverture seule lui fit connoître qu'il avoit ordre de conquérir la Sardaigne. En conséquence, après une longue navigation, il jeta l'ancre à la vue de Cagliari.

Les habitans de l'île reçurent les envahisseurs à bras ouverts ; les troupes impériales, en petit nombre, n'étoient pas préparées pour la résistance; en moins de deux mois, les Espagnols furent absolument maîtres de l'île; la consternation se répandit dans l'Italie, et si la saison eût permis au marquis de Leyda de continuer ses opérations, il auroit probablement soumis la Sicile et Naples à l'autorité de son souverain ; l'hiver donna le temps à la maison d'Autriche et à ses alliés de revenir de leur surprise ; au retour du printemps la scène changea, et le marquis eut

à peine réduit Messine, que cinquante mille Impériaux défendirent l'Italie, et qu'une flotte anglaise de vingt vaissseaux de ligne parut dans la Méditerranée.

Cette flotte ayant transporté un corps de troupes impériales en Sicile, l'amiral Bing, après avoir pourvu à la défense de cette île, attaqua la flotte d'Espagne, commandée par le marquis de Castanaga. La plupart des vaisseaux espagnols, originairement destinés au commerce, mal équipés, et encore plus mal manœuvrés, ne pouvoient résister aux Anglais, dont la supériorité étoit frappante. De vingt-sept vaisseaux composant la flotte espagnole, vingt-un furent pris ou détruits, et six mille Espagnols périrent ou devinrent prisonniers. On vit, dans le court espace de six heures, anéantir cette marine, à laquelle Alberoni avoit employé deux années de travaux et deux millions sterling. Le marquis de Leyda lutta un peu plus long-temps contre l'adversité qui menaçoit son pays; il défit, devant Malazzo, le général impérial Vétérani, et le fit prisonnier. Ce fut le dernier avantage qu'il remporta; l'arrivée du comte de Merci, avec douze mille Allemands, obligea les Espagnols à abandonner Malazzo, et bientôt après, la ville et la citadelle de Messine. Ces désavantages ne furent pas les seuls

qu'éprouvèrent les Espagnols ; de plus grands dangers les menaçoient sur leurs frontières.

L'ascendant des alliés sur mer se trouvant rétabli par la défaite de la flotte espagnole, Vigo fut une seconde fois exposé à la merci ou à la rapacité des Anglais, tandis que le maréchal de Berwick s'emparoit, au nom du régent, de Fontarabie et de St.-Sébastien, regardées comme les clefs de l'Espagne. Philippe, accompagné de la reine et d'Alberoni, marcha à la défense de ses frontières, moins cependant dans le dessein de repousser les Français par la force des armes, que dans l'espoir de les engager, par sa présence, à se révolter contre leurs chefs. Cet expédient, suggéré par le cardinal, fut sans succès ; le roi catholique éprouva la double mortification de voir les drapeaux de ses ennemis flottans sur les murs de deux de ses plus fortes places, et de se convaincre de la haine que ses compatriotes portoient à son favori.

Les désastres de la guerre retombèrent sur la tête de celui qui en avoit été le moteur. Le duc de Parme, jaloux de rétablir la tranquillité en Italie, trouva Alberoni sourd à toute proposition. Indigné de la conduite du cardinal, il se servit de l'influence naturelle d'un père pour indisposer Isabelle contre le prélat altier. Le marquis de Scota fut chargé de représenter

combien l'ascendant du cardinal pouvoit devenir dangereux; la reine sentit toute la force des remontrances, et les communiqua à Philippe; et au moment où la cour quitta Madrid pour aller au Pardo, le roi laissa une lettre pour Alberoni, contenant l'ordre de sortir de la capitale dans huit jours, et du territoire dE'spagne dans trois semaines.

Il paroît que le cardinal étoit en quelque sorte préparé à sa disgrace, car dans le dernier temps de son administration il vivoit dans une inquiétude continuelle; son ame étoit tourmentée par le soupçon et la jalousie, et il voyoit un ennemi ou un rival dans chaque personne qui approchoit aisément du souverain. Cependant il ne s'attendoit pas à éprouver une chute aussi terrible. S'il ne s'étoit agi que de descendre du poste éminent qu'il occupoit, la philosophie lui eût sans doute fourni quelque consolation; mais l'Europe sembloit conjurée contre sa personne, et au moment où Philippe l'exila d'Espagne, le cardinal ne voyoit aucune contrée où il pût se retirer avec la certitude d'y vivre en sûreté. Haï en Allemagne, redouté en France, il osoit encore moins se réfugier en Angleterre où le roi lui avoit voué une inimitié implacable. Sa résistance aux désirs du duc de Parme lui fermoit l'entrée de son propre pays; Rome

même, refuge ordinaire des cardinaux malheureux, lui refusoit asile, et Clément XI, indigné d'avoir été la dupe de ses artifices, l'eût poursuivi avec une sorte d'acharnement. La confédération de tant de princes puissans contre le fils d'un paysan obscur, est la preuve la plus évidente de la hardiesse et de la grandeur de ses projets ; elle fut aussi favorable à la renommée d'Alberoni que nuisible à son repos, et la conduite des potentats de l'Europe à son égard ne servit qu'à assurer sa gloire. Quoi qu'il en soit, on ne sauroit se dissimuler que la manière dont Philippe en agit avec le cardinal, ne fait point honneur au caractère de ce prince; Alberoni n'avoit en vue que la grandeur de l'Espagne ; ses grandes idées pouvoient contrarier les princes ses voisins, mais ce n'étoit pas à Philippe à l'en punir aussi rigoureusement. Si le roi d'Espagne se trouvoit forcé pour le bien de la paix de disgracier son ministre, il devoit le faire avec ménagement, et ne pas exiler de ses états un homme qui s'étoit exposé, en prenant trop à cœur les intérêts de la couronne d'Espagne, à la haine des autres puissances de l'Europe. Ce fut en vain que le cardinal sollicita une dernière entrevue avec Philippe, il fut obligé de partir. Le duc d'Orléans lui accorda un passe-port, afin qu'il pût, en sortant de Ma-

drid, traverser la France pour passer en Italie. Il n'étoit pas encore hors d'Espagne qu'on attaqua sa voiture en route ; un de ses domestiques fut tué, et lui-même obligé de continuer son voyage à pied et déguisé, pour échapper à une bande d'assassins que ses ennemis personnels avoient armés. Arrivé en Italie, le cardinal erra quelque temps sous un nom supposé, dans les villes du Milanais, jusqu'à ce que las de mener une vie aussi pénible, il prit le parti de fixer sa résidence à Gènes. Un fait que l'on aura sans doute peine à croire, c'est qu'il y fut arrêté à la sollicitation du pape et du roi d'Espagne qui avoient moins à s'en plaindre que toute autre puissance. Cependant les Génois se repentirent bientôt d'avoir violé le droit des gens, et lui rendirent la liberté. La mort du pape Clément acheva de mettre fin aux souffrances d'Alberoni. Innocent III le reconnut comme membre du conclave, et l'appela à Rome. Telles furent les vicissitudes de sa fortune et l'admiration que son génie excita, que, dans plus d'une élection, il ne lui manqua que quelques voix pour parvenir au trône pontifical.

L'exil d'Alberoni calma passagèrement la tempête qui avoit agité l'Europe ; Philippe, réduit à lui-même, reprit son caractère paci-

fique; il accéda aux conditions de la quadruple alliance; le marquis de Leyda retira ses troupes d'Italie; la Sicile passa à l'empereur; le duc de Savoie acquit en échange et transmit à sa postérité la Sardaigne, avec le titre de roi de cette île; l'investiture des duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane fut promise à don Carlos, en cas de mort des possesseurs sans postérité; les Français évacuèrent Fontarabie et Saint-Sébastien, et après une guerre malheureuse, l'Espagne, grace à la modération de ses ennemis, conserva ses anciennes limites.

Le duc d'Orléans, croyant devoir cimenter l'union naturelle des couronnes de France et d'Espagne par des alliances de famille, fit à Philippe des propositions qu'il accepta; en conséquence, mesdemoiselles de Montpensier et de Beaujolois, filles du régent, furent reçues à Madrid en qualité d'épouses du prince des Asturies et de don Carlos, tandis que l'infante d'Espagne fut envoyée en France et fiancée à Louis XV, son cousin. Le premier de ces mariages put seul être consommé, attendu la trop grande jeunesse des autres princes et princesses. Les deux autres n'eurent jamais lieu, à cause de l'aversion que Louis conçut pour l'infante, et du ressentiment de Philippe qui en fut la suite; cependant l'harmonie des deux cours

n'éprouva pas de troubles positifs ; quelques négociations suffirent pour rétablir entièrement la confiance. La dernière rupture avoit sans doute convaincu la maison de Bourbon que l'union seule pouvoit la mettre à même de résister à ses ennemis communs.

Malgré le dégoût presque universel qu'inspiroit Alberoni par son arrogance lors de sa prospérité, sa disgrace et son exil produisirent quelque mécontentement ; un grand nombre d'Espagnols éblouis par l'éclat de ses projets se récrièrent contre la jalousie qui, seule, assuroient-ils, avoit fait exiler de l'Espagne le seul génie capable de ramener la gloire de l'empire. Les murmures parvinrent aux marquis de Bedmar et de Grimaldi qui remplaçoient le cardinal. Pour se conformer à l'opinion de la multitude, les nouveaux ministres reprirent les préparatifs de la guerre, et éveillèrent de nouveau le soupçon des cours de St. James, de Vienne et de Lisbonne; mais les craintes de ces puissances se dissipèrent au moyen de la déclaration formelle de Philippe, que son intention étoit de porter ses armes en Afrique.

Depuis environ vingt-six ans, les infidèles s'obstinoient à assiéger presque sans cesse la forteresse de Ceuta ; à la vérité plus de cent mille Maures sacrifiés à cette pénible entre-

prise n'avoient fait que très-peu de progrès; mais leur camp entremêlé de maisons et de jardins présentoit à l'œil l'image d'une vaste cité, et annonçoit évidemment leur intention de persévérer dans leur projet. Cependant il est plus que probable que leurs efforts auroient été infructueux, et que la garnison de Ceuta les eût long-temps bravés, si l'or du roi de Maroc n'eût attiré à son service plusieurs artilleurs français et anglais. Cette vénération enthousiaste pour la foi chrétienne qui, du temps des croisades, eût condamné à l'infamie les noms de ceux qui osoient s'associer avec les disciples de Mahomet contre leurs frères en Jésus-Christ, s'étoit insensiblement perdue. Le militaire aventurier employoit également sans scrupule son épée au maintien du Coran où à la défense de l'Evangile. Les Maures, dirigés par leurs nouveaux alliés, conduisirent le siège avec plus d'ordre et d'habileté, et l'avancèrent plus en six semaines qu'ils ne l'avoient fait jusqu'alors pendant un grand nombre d'années.

Les ministres d'Espagne, instruits de ces circonstances, crurent devoir s'occuper sérieusement du salut de leurs compatriotes, et envoyèrent au secours de Ceuta le marquis de Leyda, qui s'étoit distingué lors de la réduction de la Sardaigne et de l'invasion de la Sicile.

Le marquis fit voile de Cadix vers le milieu de novembre, et débarqua heureusement ses troupes sur la côte d'Afrique. Cette armée n'alloit pas au-delà de seize mille hommes, mais elle étoit composée de vétérans d'un courage éprouvé, et accoutumés à la discipline pendant la guerre longue et sanglante entre Philippe et Charles son rival. A peine ces braves soldats eurent-ils pris quelque repos, qu'ils demandèrent à être conduits à l'ennemi. L'armée des Maures ne pouvoit pas long-temps résister à la charge impétueuse des Espagnols; elle abandonna son camp et son artillerie avec précipitation, et chercha son salut dans les murs de Tétuan et de Tanger.

Cependant les Maures firent bientôt une seconde, et même une troisième tentative pour réparer leur honneur; ils essuyèrent de nouvelles défaites, et le marquis de Leyda, poursuivant sa carrière victorieuse, menaçoit déjà d'assiéger Tétuan, lorsqu'il reçut de Madrid l'ordre d'abandonner son entreprise. Les Anglais en possession de Gibraltar ne se soucioient pas de voir les Espagnols étendre leurs conquêtes sur le rivage de l'Afrique qui leur étoit opposé; ils firent des remontrances à Philippe, qui crut devoir y faire droit. En conséquence, le marquis de Leyda, après avoir

réparé les fortifications, et renforcé la garni- de Ceuta, retourna à Madrid.

(*) La défaite des Maures rétablit entièrement la tranquillité en Espagne, mais le gouvernement intérieur exigeoit les plus rigoureuses mesures et une application constante. La dette publique s'étoit rapidement accrue sous le ministère d'Alberoni; des abus sans nombre favorisoient le désordre; il falloit des hommes d'une intégrité reconnue, et d'une capacité peu commune pour remédier à l'épuisement des finances, et redresser les griefs qui prenoient leur source dans la corruption des grands. Le marquis de Bedmar, qui avoit habilement rempli l'important office de président du conseil des Indes, étoit mort; le marquis del Campo, surintendant du revenu, jouissoit d'une foible santé, et s'occupoit plutôt à appliquer des remèdes à ses maux qu'à ceux de l'état. Le marquis de Grimaldi seul soulageoit le roi d'une partie du fardeau de l'administration, mais ce qui restoit à diriger surpassoit les moyens de Philippe. L'esprit de ce prince naturellement enclin à l'indolence, à la superstition et à la mélancolie, fut bientôt accablé sous le poids des affaires.

On a supposé que la plupart des princes qui ont abdiqué la couronne s'en sont toujours inté-

(*) An de J. C. 1720 — 1724.

rieurement repentis. La conduite de Philippe a prouvé qu'il ne fut point de ce nombre. Il paroît même avoir fait une sorte de violence à son caractère en acceptant le sceptre. Elevé à la cour fastueuse de Louis XIV, il avoit appris de bonne heure à préférer la grandeur au repos; mais la possession d'une couronne le désabusa de cette opinion. De vingt-trois ans de règne, dix-huit furent troublés par la guerre avec l'étranger ou les commotions intérieures; l'amour des armes et la gloire martiale, qui encouragent les ames nobles à supporter toutes peines et tous dangers, ne firent jamais qu'une très-foible impression sur l'esprit de Philippe, et le fanatisme se réunit à l'indolence pour lui inspirer le dégoût de la royauté. Tant que Philippe eut un rival à combattre, il n'eut pas le temps de réfléchir sur sa position; les splendides espérances, que lui inspirèrent les projets chimériques d'Alberoni, triomphèrent momentanément de ses terreurs religieuses; mais ce prince n'eut pas plutôt assuré la paix de son royaume, qu'il trembla pour le salut de son ame. Les autodafés reparurent, et apprirent aux Espagnols que, sous le règne d'un roi foible et dévot, il étoit bien moins dangereux de se révolter contre son autorité, que de s'écarter du sentier de la religion. Ce peuple eut sans doute sujet de murmurer

murer

murer, mais sa voix ne parvint probablement jamais aux oreilles du prince qui, retiré à Saint-Ildefonse, prioit et jeûnoit alternativement avec la plus grande ferveur.

Philippe suspendit quelque temps l'exécution de son projet de retraite, à la sollicitation de la reine, et par soumission aux remontrances du père d'Aubenton, son confesseur; mais la mort du jésuite relâcha le monarque des scrupules qui l'avoient retenu jusqu'alors; le prince des Asturies, parvenu à l'âge de dix-huit ans, étoit déjà familiarisé avec les formes du gouvernement, et la gravité de ses mœurs sembloit le rendre digne de monter sur le trône. La reine ne crut pas prudent de résister plus long-temps à l'exécution du projet chéri de Philippe, dans la crainte de s'exposer au ressentiment de son fils. Le principal objet d'Isabelle, celui d'assurer un état à son propre fils don Carlos, se trouvant rempli par le dernier traité de paix, et la constitution délicate du successeur de Cosme de Médicis lui donnant l'espérance d'être bientôt mise en possession du duché de Toscane, elle céda aux inclinations de son époux, et consentit à renoncer au faste de la couronne, pour ne plus songer qu'à l'agrandissement de son fils.

Ce fut dans la vingt-quatrième année de son règne, et la quarantième de son âge, que Phi-

lippe annonça formellement à ses sujets son intention d'abdiquer la couronne. L'acte de sa renonciation fut confié au marquis de Grimaldi, qui en fit publiquement la lecture dans l'Escurial. Cet acte portoit que Philippe désirant, après un règne rempli de troubles, jouir d'un repos qui lui étoit devenu nécessaire, et employer le reste de sa vie à mériter une couronne spirituelle, résignoit sa couronne temporelle à Louis, son fils aîné, et invitoit ses sujets à lui être fidèles. Philippe, par le même acte, nommoit un conseil d'état pour obvier à l'inexpérience du jeune monarque, et terminoit par s'assurer, ainsi qu'à son épouse, une existence convenable à son rang, dans la retraite qu'il méditoit.

L'abdication de Philippe, qui rappeloit à l'esprit des auditeurs celle de Charles-Quint, fut suivie des mêmes marques extérieures de regret; mais, après les premières impressions de surprise, les Espagnols réfléchirent sur la différence de la situation et de la conduite de ces deux princes. Charles-Quint avoit porté la gloire et la prospérité de son pays au plus haut degré; ce n'étoit qu'après une longue suite d'illustres exploits et de travaux pénibles, au moment où sa constitution languissoit, qu'il s'étoit décidé à résigner un sceptre qu'il ne pouvoit plus tenir avec vigueur. En se retirant dans le

monastère de Saint-Just, il avoit renoncé à toute idée de grandeur, et ne s'étoit réservé qu'une modique pension de cent mille couronnes, environ cent mille écus, pour entretenir sa maison, et se procurer la jouissance de faire du bien. Philippe, au contraire, étoit dans l'âge où les facultés du corps et de l'esprit sont en pleine vigueur; toutes les peines qu'il s'étoit données pendant son règne n'avoient eu pour but que son intérêt personnel; sa résignation n'étoit donc que l'effet d'une indolence honteuse et d'une superstition ridicule. Tout en abandonnant les fonctions d'un roi, il eut soin d'en conserver le revenu; il recevoit annuellement dans le palais de St.-Ildefonse un million de couronnes, ou d'écus, sans compter la somme immense qu'il y fit transporter en se retirant. Il fallut grever le peuple d'impôts pour l'entretien d'un prince absolument inutile à l'état.

CHAPITRE TRENTE-TROISIEME.

Doutes élevés relativement à la légalité de l'abdication de Philippe. — Louis Ier. est universellement reconnu. — Son règne et sa mort. — Philippe remonte sur le trône. — Ferdinand, son second fils, prend la qualité de prince des Asturies. — Elévation de Ripperda. — Traité de Vienne. — L'infante renvoyée par la cour de France. — Mécontentement du peuple. — Disgrace et fuite de Ripperda. — Rupture avec l'Angleterre. — Siége de Gibraltar. — Caractère du cardinal de Fleury, premier ministre de Louis XV. — La paix conclue entre l'Espagne et l'Angleterre, sous sa médiation. — Traité de Séville. — Don Carlos prend possession du duché de Parme. — Guerre avec les Maures. — Conquête d'Oran. — Jalousie entre l'empereur et le roi d'Espagne. — Ligue entre les cours de Versailles, Madrid et Turin. — Succès des alliés. — Victoire du comte de Montemar. — Réduction de Naples et de la Sicile. — Nouveau traité à Vienne. — Don Carlos est reconnu roi des Deux-Siciles. — Différends entre les cours de Lisbonne et de Rome. — Mort et caractère du marquis de Castellar. — Discussions relatives au commerce entre l'Angleterre et l'Espagne. — Convention de Pardo. — Les Anglais commencent les hostilités. — Ils prennent Porto-Bello. — Sont repoussés à Carthagène. — Expédition d'Anson. — Mort de l'empereur Charles VI. Prétentions des différentes puissances. — Le roi de Prusse envahit la Silésie. — Vues particulières de la cour de Madrid. — Elle favorise l'élection de l'électeur de Bavière à la couronne impériale. — Envahit l'Italie. — Campagne peu glorieuse du duc de Bitonto. — Le comte de Gage lui succède. — Bataille de Campo-Santo. — Evénemens de la guerre d'Allemagne et de Flandre. — Victoires de don Philippe et du prince de Conti.

— Conduite du comte de Gage. — Invasion de la Flandre. — Mort de l'empereur. — Il a pour successeur le mari de la reine de Hongrie. — Don Philippe parcourt le Piémont et entre dans Milan. —Mort de Philippe V.

(*) MALGRÉ la déclaration formellement exprimée dans l'acte d'abdication de Philippe, qu'il résignoit volontairement la couronne, quelques doutes s'élevèrent sur la légalité de cette mesure. Les personnes, qui conservoient une secrète vénération pour l'ancienne constitution, pensoient que le souverain ne pouvoit pas seul rompre le contrat qui existoit entre lui et le peuple; que les *Cortès*, représentans légitimes de la nation, n'avoient été ni convoqués ni consultés, et que leur assentiment étoit indispensable pour sanctionner la résignation de Philippe et l'avénement de son fils; ces scrupules, concentrés dans un cercle fort étroit, disparurent devant les transports de joie qui accompagnèrent Louis Ier. au trône. Ce fut une véritable satisfaction pour les Espagnols que de voir le sceptre entre les mains d'un prince né dans leur patrie, et sous le règne duquel ils se flattoient de jouir de cette confiance dont ils avoient été trop souvent privés durant les ministères du financier d'Orri et d'Alberoni.

(*) An de J.-C. 1724.

Cette espérance bien ou mal fondée, et cette facilité avec laquelle on prodigua la flatterie au nouveau prince, firent joindre, au nom de Louis, l'épithète de *Bien-aimé*. Cette distinction glorieuse parut, il est vrai, justifiée par le caractère généreux et les manières agréables du jeune monarque. Malheureusement il n'étoit pas entièrement libre de préjugés, et la superstition, qui dominoit son père, avoit déja quelque empire sur son esprit. La célébration de son couronnement, qui devoit être marquée par quelques graces particulières, fut suivie d'un autodafé. Cinq malheureux, que leurs principes religieux, ou quelques expressions inconsidérées avoient exposés à la fureur de l'inquisition, furent tirés de leurs prisons, et expirèrent dans les flammes en présence du souverain qui auroit dû les en arracher.

C'est avec regret que nous rappelons le seul trait de cruauté qui souilla le règne de Louis. Sa mort prématurée ne lui a pas donné le temps de développer les qualités de son ame; mais il paroît qu'il étoit d'un caractère doux et bienfaisant, et qu'il n'oublia jamais ses devoirs de piété filiale. A son avénement, il trouva le trésor royal, non seulement épuisé, mais chargé d'une dette immense de quinze millions de livres tournois. Pour diminuer cette masse

énorme, les marquis de Leyda et de Mirabel n'hésitèrent pas à lui conseiller de réduire à moitié le revenu que Philippe s'étoit réservé; mais Louis refusa d'avoir recours à une mesure dont l'effet inévitable seroit de répandre l'amertume sur la retraite d'un père qu'il chérissoit. Il résolut de suppléer au déficit, en usant d'une sévère économie dans sa propre maison, plutôt que de s'exposer au reproche d'ingratitude. Il mit une attention toute particulière à se rendre agréable à son père, en agissant presque toujours conformément à son opinion. Le jeune prince lui faisoit de fréquentes visites à Saint-Ildefonse, et le consultoit dans toute affaire politique un peu importante. Il paroît même qu'en raison de la déférence et du respect que lui témoignoit son fils, Philippe gouverna l'Espagne, après son abdication, avec une autorité plus absolue que lorsqu'il occupoit le trône.

La piété filiale de Louis n'eut pas pour principe la foiblesse de caractère. Ses sujets eurent lieu de reconnoître qu'il ne manquoit pas de fermeté, et que son épouse, quelqu'attachement qu'il eût pour elle, n'avoit pas assez d'influence pour maîtriser ses opinions. La reine d'Espagne, élevée dans le palais du duc d'Orléans, où il régnoit une liberté qui alloit

jusqu'à la licence, ne supportoit qu'avec impatience les formes gênantes en usage à la cour de Madrid; sa légèreté ne s'accommodoit point de l'étiquette sévère observée au palais de l'Escurial, et les dames espagnoles étoient scandalisées des libertés que les dames françaises osoient se permettre. Louis ne souffrit pas que la conduite de son épouse provoquât plus long-temps la censure de ses compatriotes; il lui fit défense de sortir de ses appartemens, à moins qu'elle ne voulût se conformer aux mœurs du pays où elle vivoit. La reine ne tarda pas à réfléchir sur son imprudence, et prit le parti de se soumettre aux usages reçus; elle eut dès-lors toute la liberté convenable, mais les femmes françaises, qui l'avoient accompagnée en Espagne, furent éloignées de sa personne, et elle se conduisit dans la suite d'après l'opinion de la comtesse d'Altamira.

La froideur, que cette circonstance produisit entre les cours de Versailles et de Madrid, fut augmentée par une autre d'un intérêt plus sensible. Le duc d'Orléans n'étoit plus, et le duc de Bourbon-Condé qui exerçoit l'autorité de régent ne put se dissimuler l'aversion que Louis XV manifestoit pour l'infante. Cette princesse fut reçue en France, avec tous les honneurs d'une

reine, mais la trop grande jeunesse du roi ne permit pas de consommer le mariage. Le jeune monarque ne put ni vaincre ni même cacher sous les dehors de la politesse la répugnance que lui inspiroit la compagne qu'on lui destinoit. Son dégoût croissant au point de faire perdre toute espérance d'union, le duc de Bourbon crut devoir ouvrir une négociation avec la cour de Madrid pour dissoudre le contrat. Dans une affaire aussi délicate, où l'honneur castillan se trouvoit fortement compromis, Louis eut recours aux conseils de son père, qui, se laissant influencer suivant sa coutume, par une épouse altière et violente, ne lui en donna que de très-dangereux, d'après lesquels il déclara d'un ton modéré, mais ferme, qu'il étoit résolu de soutenir les droits de sa sœur. Ces différends annonçoient une rupture prochaine entre la France et l'Espagne, mais le duc de Bourbon usa de ménagemens, et le roi catholique sentit que la guerre n'étoit qu'un moyen de plus d'augmenter le désordre de ses finances.

Louis s'occupa d'un objet plus important, et y réussit. Ce fut d'obliger l'empereur à conférer à son frère don Carlos l'investiture des duchés de Toscane et de Parme que les intrigues de la cour de Vienne avoient retardée jusqu'alors. La succession fut accordée, non seulement à don

Carlos lui-même, mais encore à ses héritiers mâles. Cet arrangement terminé sembloit assurer la tranquillité de l'Italie et de l'Espagne, et sous le règne d'un monarque pacifique, les Espagnols conçurent l'espérance d'être long-temps à l'abri des calamités de la guerre. Malheureusement cette perspective agréable dura peu; Louis fut attaqué de la petite vérole, dès la première année de son règne, et mourut de cette maladie, à l'âge de dix-neuf ans, emportant les regrets de son peuple.

Cet événement obligea Philippe de reprendre les rênes du gouvernement, car son second fils, l'infant don Ferdinand, n'avoit pas encore atteint sa douzième année. Quels que fussent les prétentions de ce jeune prince à la succession de son frère, la foiblesse de son âge ne lui permettoit pas de les faire valoir. D'ailleurs, Louis en mourant avoit remis le sceptre dans les mains de qui il le tenoit. Il ne sera pas difficile de croire que Philippe quitta à regret une retraite consacrée à l'indolence et à la superstition, pour se charger du fardeau pénible de la royauté. Il résista même pendant quelque temps aux sollicitations de ses nobles et de son épouse; ce fut en vain qu'on lui représenta combien la minorité de Ferdinand pouvoit devenir fatale à la prospérité du royaume et à la grandeur de sa famille. Des

motifs aussi pressans ne purent le déterminer à reprendre la couronne. Son confesseur seul eut assez de crédit pour le ramener à la raison, encore fut-il obligé de le menacer de l'exclure de la sainte communion, s'il persistoit dans un refus aussi contraire au bien de l'état.

Isabelle ne fut probablement pas fâchée de voir son époux remonter sur le trône ; le caractère impérieux et turbulent de cette princesse ne s'accommodoit point de la vie privée, à laquelle les scrupules de Philippe l'avoient réduite. Elle dut éprouver d'autant plus de satisfaction, que si son époux possédoit le titre de roi, elle seule en exerçoit la puissance. Isabelle nourrissoit déjà ces projets qui devoient rallumer la guerre en Europe, et se voyoit, par l'effet des circonstances, à même de les mettre à exécution.

(*) Le retour de Philippe amena des changemens qui n'améliorèrent pas le sort de l'Espagne. La veuve de Louis, à peine rétablie de la petite vérole qu'elle avoit gagnée auprès de son mari, s'aperçut que sa présence déplaisoit également à Isabelle et aux Espagnols. La cause du mécontentement de ceux-ci venoit de ce que l'ambassadeur français avoit fait courir le bruit que la reine étoit enceinte. Elle désavoua le fait,

(*) An de J. C. 1725 — 1726.

et sollicita la permission de sortir d'un pays dont les mœurs s'accordoient si mal avec les siennes. Elle obtint le consentement du roi, sans pouvoir en faire usage; cette princesse étoit destinée à éprouver de nouvelles mortifications.

Il paroît que Philippe avoit eu connoissance de l'avis que les marquis de Leyda et de Mirabel s'étoient permis de donner à son fils; l'un et l'autre furent disgraciés; le premier plus sensible, sans doute, ou moins philosophe, s'éloigna de la cour et mourut de chagrin.

Le roi catholique, à peine remonté sur le trône, s'occupa d'en assurer la succession à son fils aîné, afin de pouvoir retourner dans sa retraite chérie, dès que le jeune prince auroit atteint l'âge nécessaire pour supporter le fardeau du gouvernement. Dans cette vue, il convoqua les Cortes, et fit reconnoître formellement Ferdinand, prince des Asturies. Cette assemblée, dans son origine, si formidable aux rois d'Espagne, n'étoit plus qu'une ombre de puissance; mais le peuple regardoit encore sa sanction comme de quelque importance, et Philippe ne voulut pas, en négligeant cette formalité, exposer son fils au malheur de se voir disputer la couronne.

Après avoir assuré les intérêts de Ferdinand, le roi catholique s'occupa de don Carlos, son

second fils. Les différentes puissances de l'Europe avoient établi, à Cambrai, un congrès pour confirmer les articles de la quadruple alliance; mais la lenteur des délibérations ne s'accordant pas avec l'impatience de Philippe, l'empressement qu'il fit paroître pour régler les prétentions diverses des cours de Madrid et de Vienne favorisa l'ambition d'un nouvel aventurier politique, qui aspiroit à succéder à l'influence et à la réputation d'Alberoni.

Le baron de Ripperda, sujet des Provinces-Unies, fut dépêché en Espagne, après la conclusion du traité d'Utrecht, en qualité d'envoyé extraordinaire de Hollande. Il exécuta sa commission avec succès, retourna dans son pays pour y mettre ordre à ses affaires, et revint s'établir en Espagne. Le premier pas qu'il fit pour son avancement, fut de renoncer à la religion protestante, et de souscrire à la doctrine de l'église catholique. Cette conduite, qui devoit l'exposer au mépris, lui valut une récompense. Il obtint la surintendance des manufactures d'étoffes de laine, place qui lui convenoit d'autant mieux, qu'il avoit été élevé chez un peuple commerçant. Son ambition ne se bornoit pas à vivre dans l'opulence, il étoit jaloux d'acquérir de la renommée, et dès qu'il eut connoissance du mécontentement qu'éprouvoit Philippe, en

raison des obstacles qui se succédoient au congrès de Cambrai, il saisit l'occasion de se rendre utile. Le baron proposa au roi d'aller à Vienne, sous le prétexte de passer par l'Allemagne pour se rendre en Hollande, et de conclure un traité séparé avec l'empereur, par le moyen du prince Eugène, avec qui il avoit eu des liaisons pendant la guerre de la Succession. Philippe approuva la proposition, et fournit au baron les pouvoirs nécessaires. Celui-ci y mit tant d'adresse et d'activité, qu'en quelques mois il effectua, par un traité souscrit à Vienne, ce dont le congrès de Cambrai ne pouvoit venir à bout depuis plusieurs années.

Les principaux articles de ce traité ne différoient pas de ceux déjà convenus par la quadruple alliance; Philippe renonçoit formellement à toutes prétentions sur le royaume de Naples, sur la Sicile, les Pays-Bas et le Milanais. L'empereur abandonnoit ses prétentions à l'Espagne et aux Indes. L'investiture des duchés de Parme et de Toscane, après la mort des présens possesseurs, fut encore accordée à don Carlos. En retour le roi d'Espagne favorisoit une nouvelle compagnie des Indes Orientales, que Charles venoit d'établir à Ostende, et donnoit aux sujets de l'Autriche des priviléges importans pour le commerce, par préférence aux Anglois,

aux Hollandais et aux Français. Le comte de Konigseck, ministre impérial, avoit obtenu ces conditions d'Isabelle, en la flattant de l'espoir d'un mariage entre son fils don Carlos, et l'archiduchesse Marie-Thérèse, héritière des vastes domaines de la maison d'Autriche. Cette princesse ambitieuse consentit au traité, et détermina son époux à y donner son approbation. Le peuple espagnol, qui, d'après ces arrangemens, croyoit jouir d'une paix assurée, combloit l'auteur des applaudissemens les moins mérités.

A son retour à Madrid, Ripperda fut fêté par les citoyens, et comblé de la faveur du souverain. Créé duc et grand d'Espagne, il eut une voix décisive dans les conseils de guerre et de finance, de la marine et des Indes; ses créatures remplirent toutes les places; enfin, il gouverna avec une autorité plus absolue, qu'aucun des favoris qui l'avoient précédé. Tel fut l'aveuglement de la cour, qu'il parvint, par une négociation impolitique, à un degré de gloire aussi élevé que s'il eût fixé la couronne sur la tête de Philippe.

La satisfaction du roi fut bientôt troublée par un événement nouveau. Le duc de Bourbon, cédant aux clameurs des Parisiens et à l'aversion décidée de Louis XV pour l'infante, s'étoit déterminé à la renvoyer en Espagne. Philippe, sensible à ce qu'il regardoit comme une

injure, ordonna à la reine douairière et à mademoiselle de Beaujolois sa sœur, fiancée à don Carlos, de quitter l'Espagne: il déclara à la première, qu'après l'insulte qu'il venoit de recevoir de la cour de France, elle ne devoit pas s'attendre à obtenir le paiement de son douaire. C'est ainsi que s'évanouirent les brillans projets que le duc d'Orléans avoit formés pour l'agrandissement de sa famille. Ces alliances, destinées à cimenter l'union de la maison de Bourbon, menaçoient de semer la discorde entre deux puissances, dont l'intérêt commun étoit de rester constamment unies. Isabelle, naturellement violente et implacable, montra dans cette circonstance beaucoup moins de modération que son époux: dans son ressentiment elle eût déclaré la guerre à la France, si des symptômes de troubles intérieurs ne l'eussent alarmée.

La joie passagère que le traité de Vienne avoit inspirée fit bientôt place à des sentimens d'une nature bien différente. Les habitans d'Aragon et de Valence s'étoient bercés de l'espérance que l'archiduc Charles, par reconnoissance de l'accueil qu'ils lui avoient fait au préjudice de Philippe, insisteroit sur le rétablissement de leurs priviléges. Lorsqu'ils se virent déçus de cet espoir, ils coururent aux armes et

se

se mirent en insurrection. Cette commotion n'eut point de suite, grace à la vigilance de la reine, qui suppléa, en cette occasion, à l'insouciance de son mari, et agit avec autant de vigueur que de célérité. Une armée peu nombreuse, mais bien disciplinée, traversa les provinces révoltées, et réduisit les rebelles à implorer le pardon de leur souverain.

Les mécontentemens de la capitale, dont la cause étoit bien différente, se manifestèrent d'une manière plus redoutable. Les citoyens de Madrid se rappeloient à peine les droits dont ils avoient anciennement joui; mais ils ne purent voir froidement l'ignorance et la présomption d'un ministre qui les opprimoit. Ripperda étoit un de ces ambitieux qui aspirent à la grandeur sans examiner s'ils ont les qualités nécessaires pour la conserver. La faveur de Philippe l'avoit élevé au plus haut dégré de puissance; toute l'Espagne étoit soumise à son autorité; mais, incapable de remplir avec une intelligence égale toutes les fonctions inhérentes au poste éminent qu'il occupoit, ses réglemens dans les diverses parties d'administration ne produisoient que jalousie et désordre. La multitude fut la première à murmurer de ses innovations; les grands ne tardèrent pas à l'imiter, et finirent par témoigner hautement leur indignation de voir à la

tête des affaires un étranger apostat et sans naissance. La reine ne crut pas devoir lutter contre l'opinion générale pour soutenir un ministre détesté, et Ripperda apprit que le roi avoit signé l'ordre de l'arrêter. Il s'échappa de son palais, se réfugia dans celui de l'ambassadeur d'Angleterre, d'où il fut arraché et conduit dans la tour de Ségovie. Le procès qu'on intenta contre lui, en raison de ses malversations, fut traîné en longueur, et au bout de deux ans il trouva le moyen de s'évader. Une fois en liberté, il gagna la côte d'Afrique, changea encore de religion, et fut reçu au service du roi de Maroc. Cet homme, qui avoit quitté la Hollande comme envoyé protestant, qui, s'étant fait catholique, étoit devenu grand et ministre d'Espagne, mourut en Afrique mahométan et bacha.

(*) Ce ne fut qu'après la chute de Ripperda que l'on s'aperçut des mauvais résultats de ses négociations. Le mystère, qui avoit présidé à la conclusion du traité de Vienne et la protection que l'Espagne accordoit à la compagnie des Indes Orientales établie par l'empereur à Ostende, devoit exciter la jalousie des Français, des Anglais et des Hollandais. Pour s'opposer à l'exécution de ce traité, ils en conclurent un

(*) An de J. C. 1727 — 1729.

autre à Hanovre, auquel accédèrent la Prusse, le Dannemarck et la Suède. Cette précaution ne satisfit pas même le roi d'Angleterre; ce monarque, sous le prétexte de quelque tort fait au commerce de ses sujets, envoya une escadre dans les Indes Orientales, avec ordre de bloquer les galions espagnols dans le port de Porto-Bello, et de s'en emparer s'ils tentoient d'en sortir; les Espagnols, instruits de ses intentions, restèrent sous la protection de leur canon, et l'amiral anglais, obligé de se conformer à ses instructions, n'osa pas suivre les conseils de son propre courage, qui le portoit à attaquer les Espagnols dans leur port. En approchant d'une côte malsaine, son équipage gagna la maladie du climat, la majeure partie des officiers et même des marins périt; les vaisseaux furent ruinés par les vents, et l'on a supposé que l'amiral mourut de chagrin.

Pour venger cette insulte, le cabinet de Madrid, influencé par les intrigues du comte de Konigseck, ambassadeur impérial, résolut de faire le siége de Gibraltar. Ce fut en vain que les généraux d'Espagne les plus expérimentés firent des remontrances contre cette entreprise; ce fut en vain que le marquis de Villadarias, dont le jugement étoit le résultat de vingt-trois années d'expérience, et qui lui-même, dans la

guerre de la Succession, avoit commandé au siége de cette forteresse, démontra l'impossibilité de réussir tant que les Anglais seroient maîtres de la mer; l'opinion de la cour de Vienne l'emporta, et le comte de Tormes, avec une armée de vingt-trois mille hommes, campa sous les murs de Gibraltar; mais la solidité de ce rocher brava les foibles efforts du général espagnol; après quatre mois de siége, il fut réduit à faire une retraite humiliante.

Cette guerre, dans laquelle aucun des partis ne mit d'acharnement, fut de peu de durée. Le cardinal de Fleury, devenu ministre de Louis XV, à l'âge de soixante-treize ans, ne désiroit que la paix, et ses premiers efforts eurent pour but de rétablir la tranquillité de l'Europe. Philippe, dégoûté du mauvais succès de l'entreprise du siége de Gibraltar, consentit volontiers à accepter la médiation du cardinal. Il fut convenu, entre les cours de Madrid et de Londres, que la jouissance des priviléges accordés à la compagnie des Indes Orientales d'Ostende seroit suspendue pendant sept ans; que les conventions de la quadruple alliance, et particulièrement celle relative à la succession de don Carlos aux duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane, sortiroient leur plein et entier effet, enfin que tous différends seroient

réglés par un congrès. Ce congrès fut tenu à Soissons, et suivi du traité de Séville, qui paroissoit devoir extirper tous germes de discorde.

(*) Telle est l'ambition des princes, que le traité de Séville, à peine signé, fut violé par l'empereur. La mort du duc de Parme appela don Carlos à cette riche succession, objet de tant de négociations. Il répugnoit à la maison d'Autriche de voir passer une aussi considérable partie de l'Italie entre les mains de la maison de Bourbon, sa rivale; l'empereur engagea la veuve du dernier duc à se déclarer enceinte, et sous le prétexte de soutenir sa postérité présumée, il envoya des troupes dans Parme. Cependant il céda à l'intervention puissante de l'Angleterre et de la France, et retira ses troupes; Don Carlos, accompagné de six mille vétérans d'Espagne, et transporté par une flotte anglaise, débarqua en Italie, et prit possession du duché vacant.

L'harmonie interrompue par ces événemens fut rétablie par un autre traité, dans lequel l'empereur consentit définitivement à dissoudre la compagnie des Indes Orientales d'Ostende; l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et la France garantirent, en retour, la pragmatique sanction, par laquelle la succession aux domaines

(*) An de J. C. 1730 — 1731.

héréditaires de la maison d'Autriche fut assurée aux héritières de l'Empereur Charles VI, dans le cas où il mourroit sans enfans mâles.

(*) L'armée, que Philippe avoit rassemblée pour soutenir les droits de son fils en Italie, ne se trouvant plus nécessaire, il l'employa à étendre la gloire des armes espagnoles en Afrique. Vingt-cinq mille hommes, commandés par le comte de Montemar, s'embarquèrent à bord de trois cents bâtimens de transport, et furent protégés par quarante-cinq vaisseaux de guerre qui fournirent la preuve évidente que le marquis de Castellar, chargé de la direction de la marine, ne l'avoit pas négligée. Le comte de Montemar débarqua les troupes dans les environs d'Oran, mit en déroute une armée de quarante mille Maures qui osèrent s'opposer à ses progrès, et pressa l'attaque avec une telle vigueur, que la ville, quoique défendue par une garnison de dix mille hommes, fut obligée de se rendre. Pour assurer cette importante acquisition, le comte y laissa huit mille hommes sous les ordres du marquis de Santa-Cruz, et retourna à Madrid, où il fut reçu avec l'accueil dû à ses rapides succès.

Cependant les Maures, plutôt dispersés que vaincus, reprirent courage après le départ du

(*) An de J. C. 1732.

comte de Montemar, et tentèrent d'enlever à la fois aux Espagnols Ceuta et Oran. Les montagnes qui avoisinent ces places étoient couvertes des tentes des Maures, et devinrent le théâtre de plusieurs batailles qui firent répandre beaucoup de sang. Dans une sortie de Ceuta, le duc de Saint-Blas, grand d'Espagne, tomba dans un piége tendu par les infidèles, et fut mis en pièces avec un détachement d'élite qu'il commandoit. Sa mort ne tarda pas à être vengée par le comte de Cécil qui, plus prudent ou plus heureux, pénétra dans les lignes des assiégeans, et les chassa de leurs retranchemens. A Oran, le marquis de Santa-Cruz rivalisoit la gloire de Cécil; mais au moment où la victoire promettoit de couronner ses efforts, il reçut une blessure mortelle. Ses troupes découragées se retirèrent d'abord dans les murs de la ville, ensuite elles se livrèrent à la vengeance sous la conduite du marquis de Miromesnil dont la bravoure leur étoit connue. Tandis que les infidèles célébroient leur triomphe, l'armée chrétienne fit une sortie dont le succès fut décisif; douze mille des assiégeans furent massacrés; les vainqueurs comblèrent les tranchées, et s'emparèrent du camp des Maures. Ceux-ci se voyant complètement défaits, renoncèrent à une entreprise qui leur

promettoit si peu de succès, et se retirèrent à une grande distance des murs d'Oran. Malheureusement cette victoire coûta la vie au marquis de Miromesnil.

(*) L'Espagne reçut la nouvelle de la retraite des Maures avec d'autant plus de satisfaction qu'elle se voyoit sur le point d'avoir à repousser de nouvelles hostilités. Les germes d'animosité qui régnoient entre Philippe et Charles, à cause de leur rivalité relative à la couronne d'Espagne, avoient poussé de trop profondes racines pour pouvoir être extirpées. Depuis l'établissement de don Carlos en Italie, l'empereur ne dissimuloit point les alarmes continuelles que lui inspiroit la présence des Espagnols dans cette contrée; il ne doutoit pas qu'ils ne profitassent de la première guerre où il se trouveroit engagé, pour le dépouiller de ses possessions italiennes; ses craintes s'accrurent en raison de la connoissance qu'il eût de la disposition générale des Napolitains et des Siciliens, à retourner sous l'autorité de leurs anciens maîtres. Philippe, plongé dans une sorte d'apathie, pouvoit avoir oublié la manière dont Naples et la Sicile avoient été détachés de l'Espagne, mais Isabelle eut intérêt de le lui faire rappeler; elle l'excitoit sans cesse à prendre des

(*) An de J. C. 1733 — 1735.

mesures pour recouvrer ces royaumes, et pensoit que la couronne de Sardaigne ne seroit jamais fixée solidement sur la tête de son fils don Carlos, tant que l'empereur conserveroit quelque puissance en Italie. La cour de Turin gardoit aussi des ressentimens contre Charles VI, et Emmanuel, fils et successeur de Victor Amédée, accusoit l'empereur d'avoir frustré son père de la récompense qui lui étoit due en raison de la part qu'il avoit prise dans la guerre de la Succession.

Ce fut dans cette conjoncture que l'empereur excita le ressentiment de la France, en se réunissant à la Russie pour arracher la couronne de Pologne à Stanislas, beau-père de Louis XV, qui venoit d'être librement élu par les Polonais. Les Français s'empressèrent de venger cette insulte; le cardinal de Fleury même, malgré son caractère pacifique, partagea l'indignation générale; il trouva les cours de Madrid et de Turin disposées à seconder ses desseins, et les hostilités commencèrent immédiatement sur les frontières d'Allemagne et en Italie.

Le duc de Berwick, à la tête d'une armée française, passa le Rhin, et réduisit la forteresse de Kehl. L'année suivante, il investit Philisbourg, en présence des forces impériales, tandis que le comte de Belle-Isle se

rendit maître de Triersbach. Malheureusement Berwick fut tué d'un boulet de canon, au siége de Philisbourg, en visitant les tranchées; mais sa mort ne retarda pas même la prise de cette ville; le marquis d'Asfeld, élevé à la même école, succéda au commandement à titre de plus ancien général, et continua les opérations du siége, à la vue du prince Eugène, avec une telle ardeur, que, malgré les efforts de cet habile général et l'inondation du Rhin, Philisbourg fut obligée de se rendre.

Les Espagnols ne restèrent pas spectateurs inactifs des progrès de leurs alliés; trente mille vétérans, transportés en Italie sous les ordres du conquérant d'Oran, se joignirent à don Carlos, et s'avancèrent rapidement vers Naples. Les Impériaux dispersés dans les forteresses de Gaëte, de Capoue et de Baia furent incapables de résister. Le comte de Visconti qui, en qualité de vice-roi de Charles VI, tenoit encore la campagne, avec un corps de six mille hommes, tournoit ses regards inquiets du côté de la Lombardie où soixante mille hommes étoient rassemblés sous le commandement du duc de Wirtemberg; mais, avant l'arrivée de ce secours, il apprit que la capitale du royaume de Naples avoit reçu et reconnu don Carlos, et que le comte de Montemar pressoit sa marche pour

attaquer les Impériaux. Visconti, retranché dans le poste avantageux de Bitonto, se flattoit de pouvoir résister au nombre supérieur des forces de son adversaire ; mais les Espagnols aussi ardens que leur chef, après un combat de trois heures, forcèrent les retranchemens du général impérial et détruisirent presqu'entièrement son armée. Deux mille hommes échappèrent à peine à l'épée des Espagnols ; les drapeaux, l'artillerie et la caisse militaire devinrent la récompense des vainqueurs, et l'action de Bitonto décida du sort de Naples.

Les Napolitains s'empressèrent de prêter serment de fidélité à don Carlos, mais le nouveau roi, sensible aux félicitations du peuple, ne perdit pas pour cela de vue l'ennemi qu'il avoit à combattre. Les aigles impériales flottoient encore sur les murs de Capoue et de Gaëte ; la première, après un siége qui dura peu, se rendit à don Carlos ; quatre mille Allemands furent faits prisonniers ; la dernière place fit une résistance plus vigoureuse ; le comte de Thaun, qui commandoit pour l'empereur, mérita, par sa bravoure et sa persévérance, l'admiration de ses ennemis, et assura, par une capitulation honorable, la liberté de ses compagnons d'armes.

Tandis que don Carlos complétoit la conquête de Naples, le comte de Montemar,

dont la dernière victoire avoit été récompensée par le titre de duc de Bitonto, passa en Sicile avec une armée de vingt mille hommes. Il eut le plaisir de voir le marquis de Sastago prendre la fuite à son approche, et gagner Malte avec une escadre de galères; mais les garnisons de Messine, de Syracuse et de Trapani se défendirent avec un grand courage; Messine sur-tout, animée par la présence du prince Lobkowitz, soutint un siége de près d'un an avant de se rendre.

Les succès des alliés, de quelque côté qu'ils combattissent, furent également rapides et décisifs. Le maréchal de Villars, qui commandoit en Italie les troupes de France et de Savoie, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, termina sa glorieuse carrière par la prise de Milan, et mourut à Turin dans la même chambre où il étoit né. Sa mort ne fit point perdre les avantages qu'il avoit remportés; le marquis de Maillebois lui succéda, et prit Tortone. Les Impériaux, commandés par le comte de Merci, étoient assemblés sous les murs de Parme; la situation se trouvoit toute en leur faveur, et ils étoient à peine inférieurs en nombre à leurs adversaires; mais les flegmatiques Allemands ne purent résister à la vivacité des Français et des Piémontais, réunis sous le commandement

du comte de Coigny. Le comte de Merci fut tué, et son armée défaite ; ceux de ses soldats qui échappèrent à l'ennemi se réfugièrent dans le camp du duc de Wirtemberg. Un foible avantage que ce dernier remporta sur le maréchal de Broglie ranima les espérances des Autrichiens, et les détermina à dresser leur camp à Guastalla. Ils y furent attaqués par le roi de Sardaigne et le maréchal de Coigny, qui, après un combat opiniâtre, rompirent les rangs ennemis, les défirent, et déployèrent les fleurs de lis en triomphe sur les rives du Pô.

Tant de désastres humilièrent l'orgueil de Charles VI. Ce prince demanda la paix. Les puissances maritimes, qui d'abord avoient vu avec plaisir abaisser l'Autriche, devinrent jalouses des conquêtes de la maison de Bourbon. Leur médiation et le caractère pacifique du cardinal de Fleury mirent des bornes à l'ambition des alliés, et rétablirent la tranquillité de la majeure partie de l'Europe. On convint d'une suspension d'armes, et l'on fit ensuite un traité qui fut signé à Vienne. Les articles furent que Stanislas, dont le malheur avoit été le principal motif de la guerre, renonceroit à ses prétentions au trône de Pologne, en considération de la cession de la Lorraine dont il jouiroit pendant sa vie, et qui, après sa mort,

seroit réunie à la couronne de France; que le duc de Lorraine recevroit la Toscane en échange de ses domaines héréditaires; que Louis XV lui assureroit un revenu annuel de trois millions cinq-cent mille livres jusqu'à la mort du grand duc Jean Gaston, dernier prince de la maison de Médicis; enfin que le roi de Sardaigne, en compensation de ses droits sur le Milanais, seroit mis en possession du Navarrois, du Tortonais et des Langhes.

Il restoit encore à régler les intérêts de l'Espagne, qui demandoient un plus grand sacrifice en Italie de la part de l'empereur. Charles VI consentit cependant, quoiqu'avec répugnance, à reconnoître don Carlos roi des Deux-Siciles, et à recevoir, à titre d'indemnité pour la perte de ces contrées, les duchés de Parme et de Plaisance. Ainsi la maison d'Autriche, en plaçant sur la tête de l'électeur de Saxe la couronne de Pologne, se vit elle-même dépouillée de ses possessions d'Italie, dont la conquête avoit été l'objet de son ambition pendant plus de deux siècles.

(*) L'empereur, dans l'espérance de réparer les blessures faites à son honneur, se joignit aux Russes pour déclarer la guerre à la Porte Ottomane. Ses alliés reduisirent succes-

(*) An de J. C. 1736 — 1738.

sivement Azoph, Précop et Oksakow; ils poursuivirent leur marche victorieuse dans la Crimée et l'Ukraine; mais ses propres troupes éprouvèrent des désastres qui ne contribuèrent point à raccommoder ses affaires. On s'aperçut bien que le prince Eugène ne conduisoit plus les Impériaux à la victoire; ils furent défaits dans différentes actions, et Belgrade, place importante, en ce qu'elle servoit de boulevard à la Hongrie, fut attaquée par les Turcs. L'empereur, convaincu trop tard de sa témérité, signa un traité de paix, par lequel il abandonna à la Porte la ville de Belgrade, la Servie, et la Valachie. Les Ottomans consentirent à ce que le Danube et la Save servissent, pour l'avenir, de limites aux deux empires.

Tandis que l'ancien rival de Philippe, dans son âge avancé, luttoit contre la fortune qui lui étoit constamment contraire, les sujets du roi d'Espagne goûtoient le bonheur de la paix. Quelques difficultés qui s'élevèrent entre les cours de Madrid et celle de Lisbonne menacèrent d'amener une rupture entre ces puissances, mais la médiation de l'Angleterre rétablit promptement l'union qui devoit naturellement exister. Philippe eut aussi un démêlé avec la cour de Rome, occasionné par le massacre de quelques-uns de ses officiers, commis

par la populace; il demandoit avec raison que le pape lui donnât satisfaction de cette injure; mais le Saint Père s'obstinant à la refuser, le roi d'Espagne, quelque superstitieux qu'il fût, eut assez de fermeté pour appuyer sa demande d'un corps de troupes qui en imposèrent à sa Sainteté. Clément XII, convaincu de l'inefficacité des armes spirituelles, prit le parti de livrer les coupables à la justice.

On peut compter au nombre des événemens malheureux l'incendie qui consuma le palais de Madrid; mais une perte irréparable, une calamité vraiment nationale, ce fut la mort du marquis de Castellar, qui, depuis le ministère d'Alberoni, avoit constamment dirigé les finances et la marine, et même les conseils de l'Espagne. Toutes les parties de l'administration s'étoient ressenties des heureux effets de son génie vivifiant et de son application infatigable. Sa probité égaloit ses talens, et un ardent amour pour la gloire et la prospérité de son pays redoubloit ses efforts. Ses travaux patriotiques furent récompensés par la confiance du prince et du peuple. Malheureusement il mourut au moment où des sentimens de jalousie, prêts à éclore entre l'Angleterre et l'Espagne, rendoient ses services plus nécessaires que jamais.

Si

(*) Si le commerce a le précieux avantage d'alimenter les besoins et les désirs sans cesse renaissans, il a aussi l'inconvénient de multiplier généralement les causes de discorde. Philippe, lors de la paix d'Utrecht, avoit accordé à la Grande-Bretagne le droit de fournir exclusivement les colonies d'Espagne de nègres, ainsi que le privilége d'envoyer annuellement à la foire de Porto-Bello un vaisseau du port de cinq cents tonneaux, frêté de marchandises européennes. En vertu de cet accord, les Anglais établirent des factoreries à Carthagène, à Panama, à Vera-Cruz et à Buénos-Aires. La compagnie de l'*assiento* obtint en outre la permission d'équiper, dans les ports de la mer du Sud, des vaisseaux du port de quatre cents tonneaux, à l'effet de transporter des nègres dans toutes les villes situées sur les côtes du Mexique et du Pérou; d'en nommer les commandans, et de rapporter le produit de ces marchandises en or ou en argent, sans être sujettes à aucun droit d'importation ou d'exportation. Ces facilités mirent les Anglais établis à la Jamaïque, déjà enrichis par les pirateries des boucaniers, à même de faire un commerce très-lucratif avec les colonies espagnoles. Le voile, dont l'Espagne avoit jusqu'alors couvert sa situation et ses

(*) An de J. C. 1739 — 1740.

opérations dans le Nouveau-Monde, fut entièrement écarté; les agens d'une nation rivale, résidant dans ses plus considérables villes et dans ses ports les plus avantageux, eurent la meilleure occasion d'acquérir une connoissance exacte de l'état intérieur de l'Amérique, d'observer les besoins de cette contrée, et de connoître l'espèce de marchandises qui pouvoient y être importées avec la certitude de les y vendre aisément. Des informations aussi sûres et aussi promptes mirent bientôt les négocians de la Jamaïque et des autres colonies anglaises, qui commerçoient avec la métropole d'Espagne, en état d'assortir et de proportionner leurs cargaisons d'une manière si conforme aux besoins connus, que le commerce de contrebande fut porté à une somme énorme et produisit un profit considérable.

La cour de Madrid n'ignoroit pas ce trafic qui lui faisoit un tort inappréciable. Pour y mettre empêchement, elle établit, sous le nom de gardes-côtes, des vaisseaux armés sur les côtes des provinces où les contrebandiers se rendoient le plus fréquemment. Il paroît qu'en cette occasion, on excéda les ordres du gouvernement; les Anglais accusèrent les officiers employés à prévenir la contrebande, de s'être livrés à des excès de vengeance et d'avarice tout

à fait coupables, et d'avoir, sous différens prétextes, non seulement saisi des vaisseaux dont la destination étoit légale, mais encore traité l'équipage avec la plus cruelle barbarie.

L'Angleterre porta ses plaintes au cabinet de Madrid, qui, ne voulant pas se faire un ennemi d'une puissance dont la marine supérieure pouvoit nuire infiniment à son commerce et à ses colonies, se prêta à un arrangement. Par une convention qui fut signée au Pardo, le roi d'Espagne consentit à payer aux sujets de la Grande-Bretagne la somme de quatre-vingt quinze mille livres sterling, et à remettre à la décision d'un congrès la grande question de savoir si les vaisseaux anglais, naviguant dans les mers de l'Amérique, seroient soumis à une visite dans certains parages, et dans des cas particuliers.

Pendant que la cour de Madrid, se reposant sur la convention du Pardo, attendoit paisiblement la détermination du congrès qui devoit avoir lieu, elle fut surprise par une déclaration de guerre tout à fait brusque. Les clameurs de la multitude forcèrent le ministre anglais naturellement pacifique à changer de conduite, et quelque délai apporté dans le paiement de la somme convenue fournit un prétexte plausible pour commencer les hostilités. Une escadre anglaise de six vaisseaux de ligne, commandée par

l'amiral Vernon, mit à l'ancre devant Porto-Bello, dans un moment où l'on s'y attendoit le moins. Cette ville, bâtie sur la déclivité d'une montagne, est disposée sous la forme d'un croissant qui donne un port extrêmement avantageux. Pendant la foire, qui chaque année duroit quarante jours, Porto-Bello étoit le théâtre du plus riche commerce qui ait jamais eu lieu. Située sur le côté septentrional de l'isthme qui partage les deux mers, on y apportoit de Panama, sur l'Océan pacifique, l'or, l'argent, et les autres productions du Pérou, pour être échangées contre les marchandises des manufactures d'Europe; on y voyoit également arriver les galions de l'ancienne Espagne, chargés de tous objets de nécessité et de luxe. Pendant cet intervalle, la ville étoit remplie de monde, les vaisseaux affluoient dans le port, et les champs voisins étoient couverts de quantité de mules chargées de métaux précieux. Malheureusement l'air et l'eau y étoient si malsains, qu'on l'a justement appelée le *Tombeau des Espagnols*. Aussitôt que les négocians avoient rempli le but de leur commerce, ils s'empressoient de quitter Porto-Bello, qui devenoit dès-lors absolument déserte. Pour la sécurité de cette ville, on avoit eu soin de construire deux forts à l'embouchure du Havre. L'amiral Vernon les attaqua, et telle fut la

lâcheté du gouverneur et de la garnison, qu'ils se rendirent presque sans résistance. Le sort des forts décida celui de la ville; les Anglais y entrèrent en triomphe; mais comme la possession de Porto-Bello ne convenoit qu'aux maîtres du Pérou, les Anglais, après s'être rassasiés de pillage, et avoir détruit les travaux, évacuèrent leurs conquêtes, et se rembarquèrent.

La prise de Porto-Bello excita à la fois la surprise et l'indignation de la cour de Madrid. Le gouverneur, qui avoit eu la lâcheté de se rendre, fut chargé de chaînes, punition qui n'appaisa pas le ressentiment de la nation. Toutes les provinces d'Espagne firent entendre un cri de vengeance contre l'Angleterre. Le gouvernement publia un édit qui ordonnoit à tous les sujets de la Grande-Bretagne de sortir immédiatement de l'Espagne, sous peine d'être arrêtés et traités comme prisonniers de guerre. Cet édit fut suivi d'un autre qui prononça la peine de mort contre quiconque introduiroit des marchandises anglaises dans le royaume d'Espagne, et la même peine fut portée contre ceux qui oseroient vendre aux Anglais les productions de l'Espagne ou de ses colonies. Les Espagnols reconnurent bientôt, dans cette mesure aussi injuste qu'impolitique, la perte du marquis de Castellar. Une simple violation d'un réglement

de police étoit traitée avec la même rigueur qu'un crime d'état; et malgré la sévérité de la loi, on vint aisément à bout de l'éluder. Les mêmes marchandises furent importées et exportées par le canal des puissances neutres. Il n'en coûta qu'un peu plus de temps et de frais.

Quoique la flotte d'Espagne fût incapable de lutter contre celle d'Angleterre avec espoir de succès, cependant ses croiseurs sortirent des ports, et quelques corsaires s'enrichirent par des prises considérables. Mais les Anglais s'en dédommagèrent dans une proportion décuple, et la supériorité de leur marine les mit à même, non seulement d'empêcher le commerce de l'Espagne, mais même de le tenir dans de continuelles alarmes, par des descentes très-fréquentes sur les côtes de Catalogne, de Valence, de Murcie et de Grenade.

Cependant la Grande-Bretagne ne recueillit pas d'aussi grands avantages de son entreprise qu'elle s'en étoit flattée dans les premiers momens. La tentative qu'elle fit pour exciter une insurrection au Pérou, n'eut aucun succès; Cordova qui se vantoit de descendre des incas, et aspiroit à recouvrer leur puissance, fut puni de sa présomption, par la perte de la vie sur un échafaud. Cette conspiration déjouée, l'expédition contre Carthagène, et la surprise de la ville

de Païta par Anson, furent les seuls événemens dignes d'attention, jusqu'à ce qu'un nouvel incident excitât la guerre entre la majeure partie des puissances de l'Europe.

La ville de Carthagène est située sur une péninsule qui se joint au continent par deux langues de terres artificielles, dont la plus large n'a pas plus de trente-cinq toises. Ses fortifications sont régulières et construites à la manière moderne. Les maisons sont la plupart de pierre, et les rues larges et bien pavées. On a supposé qu'elle pouvoit contenir environ vingt-cinq mille habitans. Sur une montagne placée à une petite distance, est élevée la citadelle de Saint-Lazarre, qui domine la ville et en quelque sorte le port, régardé comme le meilleur de toute l'Amérique méridionale, et le rendez-vous ordinaire des galions qui vont à Porto-Bello, et qui en reviennent.

Il sembloit que la prise de Carthagène dût être suivie de la destruction totale des établissemens espagnols dans le Nouveau-Monde. Les Anglais y avoient envoyé dix mille soldats commandés par le général Wentworth, à bord d'une flotte formidable sous la conduite de l'amiral Vernon. La cour de Madrid, instruite des desseins des ennemis, ne négligea aucun moyen de défense pour sauver Carthagène; l'entrée du port

étoit défendue, par des citadelles, des batteries, des barres, des chaînes, des cables et des vaisseaux de guerre, d'une manière surprenante. Cependant rien ne put résister aux efforts de la flotte anglaise. Les citadelles furent prises, le passage s'ouvrit, et les troupes débarquèrent sans crainte à un mille de la ville.

Les premiers succès des assaillans leur inspirèrent une telle confiance, qu'ils crurent la conquête assurée, et expédièrent un vaisseau en Europe, pour annoncer que Carthagène seroit bientôt soumise à l'autorité de la Grande-Bretagne; mais la défense de cette place importante se trouvoit confiée au marquis d'Eslaba, homme brave et vigilant, qui, au service de son pays, mettoit en pratique ces vertus qu'il avoit étudiées et admirées dans les annales de l'histoire grecque et romaine, dont il se nourrissoit sans cesse. Bien qu'il vît l'ennemi en possession du port, et qu'il n'attendît aucun secours d'Europe, il ne désespéra jamais de conserver la cité, et il résolut, ses efforts dussent-ils être infructueux, de s'ensevelir sous les ruines de Carthagène. Il fut assez heureux pour communiquer son ardeur à ses soldats; la garnison jura de vaincre ou de périr avec le gouverneur. On en augmenta le nombre en armant les citoyens et les esclaves. Dans une attaque désespérée que

firent les Anglais sur le fort de Saint-Lazarre, ils furent repoussés après un cruel massacre. Cinq cents des leurs furent tués dans une sortie qu'Eslaba exécuta avec autant de prudence qu'il l'avoit méditée. La jalousie et les dissensions désunirent les commandans anglais, leurs troupes s'affoiblirent sous un climat brûlant et malsain pour des Européens; la peste les gagna, et ils abandonnèrent avec précipitation une entreprise qui ne leur avoit produit qu'humiliation et misère. Au moment où le cabinet de Madrid regardoit Carthagène comme perdue, et trembloit pour ses colonies, il reçut avec une agréable surprise la nouvelle de la retraite des Anglais. Le premier mouvement fut celui de la reconnoissance. Eslaba fut recompensé de son courage par le rang et l'autorité de capitaine général et vice-roi du Pérou, promotion également approuvée par la justice et par la politique.

L'escadre anglaise, sous les ordres d'Anson, étoit destinée à ravager les côtes du Chili et du Pérou; elle vint à bout, au moyen d'intelligences secrètes, de traverser l'isthme de Darien, et devoit être soutenue par l'armement de l'amiral Vernon, après la réduction de Carthagène. Les ministres espagnols ayant pénétré ses vues, envoyèrent don Joseph de Pizarro avec une

escadre d'égale force pour s'opposer aux mouvemens d'Anson. En essayant de doubler le cap Horn, l'amiral espagnol perdit deux de ses vaisseaux et plus de deux mille hommes, et après une variété d'aventures plus ou moins singulières, il vint à bout de se réfugier dans Rio de la Plata. L'escadre anglaise ne fut pas plus heureuse; elle éprouva les mêmes orages et la même détresse que celle d'Espagne. Deux des vaisseaux d'Anson furent démâtés et obligés de s'en retourner en Europe; un troisième fut absolument perdu, et le quatrième avoit tellement souffert, qu'il fallut l'abandonner. Anson, avec son propre vaisseau, poursuivit sa course, et sur la côte du Pérou pilla et incendia la ville de Paita; sur celle du Mexique, il prit le galion qui faisoit voile annuellement d'Acapulco à Manille, et à bord duquel il trouva un trésor de plus de trois cent mille livres sterling. Le commerce et le revenu d'Espagne souffrirent de cette guerre déprédatoire, mais ses possesions demeurèrent intactes. Les tentatives des Anglais du côté de la Floride furent déjouées; la forteresse de Saint-Augustin fut bravement défendue par don Manuel Montiéro contre le général Oglethorpe, et Philippe avoit lieu d'espérer de terminer la guerre sans pertes, lorsque la mort de

l'empereur Charles VI ralluma les brandons de la discorde dans toute l'Europe.

(*) Ce prince, qui mourut dans la cinquante-cinquième année de son âge, étoit le dernier mâle de la maison d'Autriche. Sa fille aînée, Marie-Thérèse, mariée à François de Lorraine, grand duc de Toscane, prétendoit, par le droit du sang et en vertu de la garantie des plus puissans potentats de l'Europe, à l'héritage de tous les domaines dont son père se trouvoit en possession au moment de sa mort. La succession se composoit des royaumes de Hongrie et de Bohême, de la Silésie, de la Souabe autrichienne, de la Haute et Basse Autriche, de la Stirie, de la Carinthie et de la Carniole, des quatre villes forestières, du Burgaw, du Brisgaw, des Pays-Bas catholiques, du Frioul, du Tyrol, du duché de Milan, et de ceux de Parme et de Plaisance.

Marie-Thérèse prit paisiblement possession de ce vaste héritage, sans réduire ses rivaux au silence. Le roi d'Espagne réclama la succession entière à titre de descendant de la fille de l'empereur Maximilien II. Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe, fit valoir de semblables prétentions aux droits de sa femme, fille aînée de Joseph, frère et prédécesseur de Charles. Le roi de France auroit pu se présenter

(*) An de J. C. 1740.

aussi au nombre des compétiteurs, puisqu'il descendoit de la branche aînée mâle de la maison d'Autriche, par deux princesses mariées à ses ancêtres Louis XIII et Louis XIV. Charles Albert, électeur de Bavière, prétendit au royaume de Bohême, en raison du testament de Ferdinand Ier, frère de Charles-Quint, et le roi de Sardaigne fit revivre des droits usés sur le Milanais.

(*) Le nombre des prétendans rassura Marie-Thérèse au lieu de l'alarmer. Elle s'étoit concilié l'amour des Hongrois, et se proposoit de traverser, en faveur de son mari, les desseins de la France, qui visoit à fixer la couronne impériale sur la tête de l'électeur de Bavière, quand elle fut surprise par l'invasion d'un nouveau concurrent sur lequel elle ne comptoit pas. Le roi de Prusse, Frédéric II, prétendoit à la possession de quatre duchés en Silésie; il entra tout à coup dans cette contrée, défit les Autrichiens près de Molwitz, et parcourut toute la province.

La victoire de Molwitz fut le signal de la guerre générale. Le roi d'Espagne, malgré ses prétentions déclarées à la succession de l'Autriche, ne pensoit pas à les faire valoir. Ce fut l'ambition d'Isabelle qui détermina son mari à

(*) An de J. C. 1741.

prendre les armes. Cette princesse aspiroit à placer une couronne sur la tête de son second fils, l'infant don Philippe, comme elle avoit déjà fait pour l'aîné, et espéroit lui former un royaume composé du Milanais, du duché de Parme et de celui de Plaisance. Ce projet, magnifique en perspective, suffit pour engager la cour de Madrid à sacrifier la tranquillité de son peuple dans la vue de soutenir le traité de Nymphenbourg, d'après lequel l'électeur de Bavière devoit posséder, outre la couronne impériale, la Bohême, la Haute Autriche et le comté du Tyrol, et le roi de Pologne être mis en jouissance de la Moravie et de la Haute Silésie; tandis qu'on accordoit au roi de Prusse la Basse Silésie, la ville de Neiss et le comté de Glatz; et à la France toutes les conquêtes qu'elle feroit dans les Pays-Bas.

Marie-Thérèse avoit besoin de toutes ses forces pour résister à une ligue aussi formidable. L'Espagne saisit l'occasion où les troupes de la maison d'Autriche s'étoient retirées sur les bords du Danube, pour inonder l'Italie des siennes. Une armée de vétérans, commandée par le duc de Bitonto, fut transportée par les escadres réunies de la maison de Bourbon. La flotte anglaise, stationnée dans la Méditerranée, respecta le pavillon de France, et les troupes débarquèrent

à Naples, sans avoir éprouvé le moindre empêchement. Cependant le duc de Bitonto trouva les affaires d'Italie bien différentes qu'il ne s'y étoit attendu. Il croyoit trouver des alliés actifs et puissans dans les rois de Sicile et de Sardaigne, ainsi que dans le duc de Modène; mais Emmanuel, craignant l'influence croissante de l'Espagne en Italie, s'étoit désisté de ses prétentions, et se préparoit à résister aux Espagnols. Au lieu de travailler au détriment des intérêts de Marie-Thérèse, il fit une alliance avec cette princesse. La majorité des états fortifia ses projets, ou les servit secrètement. Pour prévenir les desseins des Espagnols, il entra dans Modène, et en chassa le duc, qui s'obstinoit à demeurer fidèle à l'Espagne. Il força le roi des Deux-Siciles à souscrire un traité de neutralité, et la vigueur de ses mesures sembloit assurer la tranquillité de l'Italie.

Cependant ce même systême de neutralité, qui privoit les Espagnols d'alliés, facilita la marche de leurs forces. Le duc de Bitonto passa librement à travers le territoire de Toscane, sans cependant tenter aucune entreprise digne de son ancienne renommée. Avant de gagner Bologne, il fut alarmé par l'approche du roi de Sardaigne, qui se trouvoit renforcé par un corps d'Autrichiens que la reine de Hongrie

avoit envoyé à son secours. Les troupes du duc de Bitonto étoient égales en nombre à celles de l'ennemi; mais le premier n'osant pas risquer une bataille, se hâta de chercher un abri sur le territoire de Naples. Cette retraite humiliante excita l'indignation de la cour de Madrid, qui rappela le duc, et lui donna le comte de Gage pour successeur.

L'intention du roi des Deux-Siciles n'étoit pas de se borner à donner un asile à l'armée espagnole; ses propres troupes étoient déjà assemblées pour se réunir au duc de Bitonto, quand il fut détourné de ce dessein par la présence inattendue d'une escadre anglaise dans la baie de Naples. Le commodore Martin, chargé de notifier à don Carlos les ordres de son souverain, le prévint que l'intention de sa cour étoit qu'il gardât la plus stricte neutralité, et en même temps menaça de bombarder Naples, si, dans l'espace d'une heure, il ne recevoit pas une réponse péremptoire et satisfaisante. Le roi des Deux-Siciles, n'ayant pas d'autres moyens de préserver sa capitale de la destruction, prit le sage parti de se soumettre à l'injonction de la Grande-Bretagne.

Le comte de Gage se vit alors réduit à ne plus compter que sur les seules forces de l'Espagne; néanmoins il ne perdit point courage,

il entra dans le duché de Modène, et livra bataille, à Campo-Santo, aux Autrichiens et aux Piémontais réunis sous les ordres du comte de Trann. L'action fut à la vérité indécise; il disputa l'honneur du terrain; mais il fut obligé d'en abandonner la jouissance à l'ennemi. Le défaut de subsistances réduisit le général espagnol à repasser le Tanaro, et à faire reposer ses troupes dans l'état ecclésiastique.

Pendant que l'Espagne maintenoit la guerre en Italie, sans aucunes opérations propres à décider le sort des combattans de l'un ou l'autre parti, les Français et leurs alliés s'avançoient en Allemagne, où ils éprouvoient alternativement les faveurs et les revers de la fortune. Le traité de Nymphenbourg fut à peine signé, que l'électeur de Bavière, assisté des maréchaux français de Belle-Isle et de Broglie, fondit sur le territoire de la reine de Hongrie, qui se trouvoit sans défense. Il surprit Passaw, s'empara de Lintz et menaça Vienne; mais cette ville fut sauvée par la loyauté des Hongrois, qui volèrent au secours de leur souveraine. Les alliés tournèrent leurs pas du côté de la Bohême, se joignirent aux Saxons, et réduisirent Prague. Francfort vit placer solemnellement la couronne impériale sur la tête de l'électeur de Bavière, sous le nom de Charles VII.

(*) La

(*) La fortune ne tarda pas à abandonner le nouvel empereur. Il reçut, le jour même de son couronnement, la triste nouvelle de la reprise de Lintz par les Autrichiens. Une seconde victoire, remportée par le roi de Prusse, devint nuisible aux intérêts de Charles, au lieu de le servir. Frédéric, à Breslaw, consentit à cesser la guerre au moyen de l'abandon qu'on lui fit de la Haute et Basse Silésie et du comté de Glatz. Le roi de Pologne suivit son exemple, et signa un traité avec la reine de Hongrie, qui lui céda une partie de la Bohême.

Au moment où Charles perdoit ses anciens alliés, il vit paroître un nouvel ennemi sur la scène. Georges II, en qualité d'électeur de Hanovre, joignit ses troupes à celles de Marie-Thérèse. Les Anglais entrèrent bientôt dans les vues de leur souverain, et secoururent la maison d'Autriche de leurs forces et de leurs trésors. Les Français n'apprirent pas ces événemens sans éprouver une sorte d'inquiétude. Pressés par le nombre supérieur des Autrichiens, ils se retirèrent précipitamment dans les murs de Prague. Une seconde armée, sous le commandement du maréchal de Maillebois, marcha à leur secours ; mais le prince Charles de Lorraine s'étant rendu maître des défilés des

(*) An de J. C. 1742.

montagnes, Maillebois fut obligé de se retirer. Cependant les Français, menacés dans Prague, trouvèrent moyen d'échapper à l'ennemi ; le maréchal de Belle-Isle eut assez de courage et d'habileté pour éluder la vigilance des Autrichiens, et quoique poursuivi sans cesse par un ennemi supérieur, il vint à bout de conduire son armée, à travers un pays ennemi de plus de quatre-vingt-dix milles d'étendue, dans les murs alliés d'Egra.

(*) La retraite de Belle-Isle transféra la guerre des rives du Danube à celles du Rhin. Les désastres qui en résultoient affligèrent tellement le cardinal de Fleury, que sa foible santé et son âge ne purent soutenir ces événemens ; il mourut à la fois de vieillesse et de chagrin. Son caractère pacifique avoit en quelque sorte retenu jusqu'alors l'ardeur de son pays ; après sa mort, les Français se préparèrent à agir avec vigueur. Le maréchal de Noailles attaqua à Dettingue, sur les bords du Mein, le roi d'Angleterre, qui commandoit une armée de quarante mille Anglais, Hanovriens et Autrichiens. Si les Français avoient eu assez de patience pour s'emparer des hauteurs environnantes, les alliés eussent été réduits à se rendre à discrétion ; mais conduits par leur vivacité naturelle, ils se précipi-

(*) An de J. C. 1743.

tèrent sur les alliés, et furent vaincus. Le roi d'Angleterre, au lieu de mettre à profit les avantages qu'il venoit d'obtenir, poursuivit sa marche à Hanau, tandis que le duc de Noailles, avec le reste de son armée, se hâta d'avancer au secours de l'Alsace, qui se trouvoit menacée par le prince Charles de Lorraine.

(*) Pendant que ses alliés éprouvoient des disgraces sur le continent, la cour de Madrid tiroit quelque consolation de la résistance que sa flotte réunie à celle de France opposoit à celle d'Angleterre. Braver sur son propre élément un peuple qui depuis si long-temps prétendoit à la souveraineté de la mer, étoit un triomphe aussi glorieux que nouveau. Il paroît cependant que la marine de la maison de Bourbon dut plutôt son salut à la désunion des amiraux anglais qu'à son habileté et à son courage; car malgré les éloges dont fut comblé don Joseph Navarro dans cette circonstance, les Espagnols, contens d'avoir échappé à une défaite, prirent le plus grand soin d'éviter une seconde action.

Si l'Espagne ne crut pas prudent de transporter ses forces en Italie par mer, elle eut au moins la facilité de les envoyer par terre. L'infant don Philippe, du consentement de Louis XV, passa les Pyrénées à la tête d'une

(*) An de J. C. 1743 — 1744.

armée de vétérans, traversa les provinces méridionales de la France, et campa sur les frontières de Savoie. Ce ne fut pas seulement sur les armes qu'il fondoit ses espérances, il négocia secrètement avec le roi de Sardaigne pour l'engager à contracter une alliance, ou au moins à garder une parfaite neutralité; mais Emmanuel persista à demeurer attaché aux intérêts de la reine de Hongrie, qui récompensa sa fidélité par la cession des droits qu'elle avoit sur la ville et le marquisat de Final, alors possédés par les Génois. Marie-Thérèse promit aussi de lui céder Vige-Vano, ainsi que cette partie de territoire située entre le Pô et le Tessin, les villes de Plaisance et de Piombino, avec tout le territoire qui s'étend depuis la source de la Néra jusqu'au lac Majeur, et aux frontières des cantons Suisses.

Ce que don Philippe ne put obtenir par adresse, il essaya d'y parvenir par la force; comptant sur la valeur de ses troupes, ainsi que sur ses alliés, il traversa le Piémont et pénétra dans le centre de l'Italie. Dès qu'il eut joint le prince de Conti, qui se trouvoit à la tête de vingt mille Français, il passa la rivière du Var, poursuivit sa marche sans interruption à travers le comté de Nice, força les retranchemens Piémontais à Villa-Franca, et rédui-

sit la forteresse de Mont-Alban. Son intention étoit de traverser le territoire des Génois, mais l'amiral anglais stationné dans la Méditerranée déclara au sénat de Gènes, que s'il laissoit passer les forces de France et d'Espagne sur le territoire de la république, il bombarderoit la capitale. Don Philippe instruit de cette menace changea de plan, tourna sur la gauche, et après une marche pénible à travers les mauvaises routes du Piémont, il gagna le Château-Dauphin.

Le roi de Sardaigne retranché sur le roc attendit l'attaque de l'ennemi, dans l'espérance d'arrêter ses progrès; mais l'ardeur rivale des Espagnols et des Français triompha de tout obstacle. La jalousie qui s'étoit glissée parmi les alliés pendant l'action parut éteinte après la victoire. « Nous pouvons nous flatter de » nous battre aussi-bien que les Français, dit » à cette occasion le comte de Campo-Santo au » marquis de Las Minas qui commandoit sous » don Philippe, mais nous ne nous battons pas » mieux. » Les Barricades, passage étroit de dix-huit pieds, dans lequel le roi de Sardaigne avoit introduit les eaux de la Stura, furent également forcées. Les vainqueurs prirent la citadelle de Démont, et investirent la ville forte

14...

de Coni, sur le confluent de la Gresse et de la Stura.

Emmanuel ne manquoit ni de courage ni de talens, cependant malgré le renfort de dix mille Autrichiens envoyés à son secours, il ne put venir à bout d'empêcher le siége de Coni; il attaqua avec une force supérieure les lignes des assiégeans; le combat fut opiniâtre, mais les Français et les Espagnols soutinrent la réputation qu'ils avoient acquise à la bataille de Château-Dauphin; le roi de Sardaigne, après avoir perdu cinq mille de ses meilleurs soldats, fut obligé d'abandonner Goni à ses propres ressources.

Les vainqueurs continuèrent le siége, mais la place contenoit des provisions suffisantes pour le prolonger. Les pluies tombèrent avec une violence extraordinaire; une maladie contagieuse survint dans le camp des assiégeans; leur courage ne fut point abattu, mais leur santé extrêmement affoiblie les priva des forces nécessaires pour remplir leurs fonctions: l'approche de l'hiver détermina don Philippe à retirer ses troupes, et il conduisit en Dauphiné une armée couverte de lauriers, mais considérablement diminuée.

Les Espagnols occupoient cependant encore la Savoie, et leurs drapeaux furent déployés

par le marquis de Castellar sur les murs d'Oneglia. Au midi de l'Italie le comte de Gage, qui de l'état ecclésiastique s'étoit retiré sur les frontières de Naples, y fut poursuivi par le prince Lobkowitz, à la tête d'une armée supérieure à la sienne. Le roi des Deux-Siciles, voyant le danger de ses compatriotes, s'embarrassa peu de violer la promesse de neutralité qu'on lui avoit arrachée par la force, il joignit ses troupes à celles de l'Espagne, et ses sujets furent assez fidèles pour résister aux sollicitations de Lobkowitz qui cherchoit à les ramener sous l'autorité de la maison d'Autriche. Déconcerté dans ce projet, le prince Lobkowitz en forma un autre dont il confia l'exécution au comte de Brown. Tandis que le roi de Sicile et le duc de Modène se reposoient à Vélitri où ils se croyoient en sûreté, ils furent surpris par un détachement de six mille Autrichiens; l'un et l'autre s'échappèrent à la faveur de la nuit, et gagnèrent les quartiers du comte de Gage; mais la terreur dont ils étoient saisis se répandit dans le camp, et déjà les vétérans d'Espagne et d'Italie méditoient une fuite peu glorieuse. Dans ce moment critique le comte de Gage déploya les qualités d'un général aussi habile qu'intrépide; il rallia les fugitifs, rétablit l'ordre et la confiance parmi

ses troupes, et, par un mouvement bien concerté, menaça d'empêcher la retraite des assaillans. Le comte de Brown eut beaucoup de peine à se retirer; mais il emmena avec lui les prisonniers et les drapeaux qu'il avoit conquis dans ce conflit nocturne.

La satisfaction que le prince Lobkowitz tira de l'entreprise du comte de Brown, fut plus que balancée par le misérable état où se trouvoient ses troupes. Tandis que les Espagnols et les Italiens bravoient sans la moindre incommodité les chaleurs de l'automne, les Autrichiens s'affoiblissoient sous un climat bien différend du leur. Le prince, avec une armée malade et découragée dirigea sa retraite vers Rome. A la distance d'environ deux mille de l'ancienne maîtresse du monde, il traversa le Tibre sur le pont Milvien, qu'il eut à peine le temps de rompre avant que les drapeaux ennemis parussent sur la rive opposée. Le cours du Tibre termina la poursuite du comte de Gage, et les Autrichiens, après avoir traversé les montagnes voisines de Gubio, établirent leurs quartiers d'hiver dans les environs de Bologne.

En Flandre, le roi de France, à la tête d'une armée dont les opérations étoient dirigées par le célèbre comte de Saxe, réduisit successivement Menin, Ypres et Furnes. En Alle-

magne, le roi de Prusse reprit les armes, et pénétra dans la Bohême pour assurer l'exécution du traité de Breslaw, dont il craignoit que la reine de Hongrie ne se jouât, si elle parvenoit à acquérir assez d'ascendant pour se faire redouter. A la première nouvelle des progrès de ce formidable ennemi, le prince Charles de Lorraine s'avança rapidement des bords du Rhin à ceux de la Moldau; Frédéric, accablé par les forces supérieures de son adversaire, fut obligé d'évacuer la Bohême avec précipitation, et de se retirer en Silésie.

(*) Ce fut à cette époque que Charles VII mourut dans sa capitale, victime des contrariétés qu'il avoit éprouvées. Son fils Maximilien Joseph, jeune prince âgé de dix-sept ans, abandonna l'alliance de la France, si fatale à son père, et conclut un traité avec la reine de Hongrie qui lui assura la paisible succession de ses domaines héréditaires de Bavière; il promit de voter, pour élever au trône impérial le grand duc, époux de Marie-Thérèse, et remplit ses engagemens avec fidélité. Bientôt après François de Lorraine fut élu solemnellement empereur, à Francfort.

Cet événement sembloit devoir être le prélude d'une pacification générale; mais quoique

(*) An de J. C. 1745.

la cause de la guerre d'Allemagne n'existât plus, elle continua de se faire avec la même activité. Isabelle de Parme, qui gouvernoit l'Espagne au nom de son mari, jalouse d'obtenir une souveraineté pour l'infant don Philippe, refusa de consentir à toutes les conditions de paix qui ne remplissoient pas ses vues, et trouva la cour de Versailles disposée à seconder ses projets avec autant d'empressement que de vigueur.

En Flandre, les Français gagnèrent la bataille de Fontenoy qui fut sanglante, mais décisive ; ils s'emparèrent soit par la fraude soit par la force, des villes de Tournay, Oudenarde, Ath, Dendermonde, Gand, Ostende et Nieuport. En Allemagne, le roi de Prusse effaça la disgrace qu'il avoit essuyée par les victoires glorieuses de Freidberg et de Kesseldorf, tandis que du côté de l'Italie la république de Gènes prit parti pour la maison de Bourbon, et ouvrit aux forces françaises et espagnoles un passage facile dans le Milanais.

Le maréchal de Maillebois succéda au prince de Conti dans le commandement de l'armée de France destinée à la guerre d'Italie; don Philippe, pour les intérêts duquel la majeure partie de l'Europe étoit exposée au ravage et à la dévastation, conduisit lui-même les troupes d'Es-

pagne. Leurs forces jointes à celles du comte de Gage, augmentées d'un corps de Napolitains, se montoient à quatre-vingt mille hommes, nombre supérieur du double à celles du roi de Sardaigne et des Autrichiens réunies. Tandis qu'Emmanuel restoit inactif derrière le Tanaro, le comte de Gage prit Tortone d'assaut; le duc de Modène se rendit maître de Parme et de Plaisance; don Philippe traversa le Tanaro; les murs de Pavie furent renversés en sa présence, et il termina la campagne par son entrée triomphante dans la ville de Milan.

Pour détourner l'attention de la Grande-Bretagne des affaires du continent, la maison de Bourbon entreprit de remettre le petit-fils de Jacques II sur le trône de ses ancêtres. Le jeune prétendant traversa heureusement la mer dans un seul vaisseau, et débarqua sur la côte de l'Ecosse avec un petit nombre de partisans. Les habitans de ce royaume conservoient toujours de l'attachement pour la famille de Stuart. L'étendard de Charles ne fut pas plutôt déployé, que plusieurs milliers de montagnards braves et presque brutes vinrent se ranger en foule autour du prince. Il s'empara d'Edimbourg, y fut solemnellement proclamé avec toutes les formes légales, et bientôt après défit les forces royales à Preston. La route pour

parvenir à Londres étoit absolument libre, et le roi d'Angleterre trembloit déjà pour sa capitale autant que pour sa personne; mais le prétendant, enivré de son succès, retourna à Edimbourg, pour y jouir de la vaine parade de la royauté, et donna le temps de rappeler les troupes de Flandre et de rassembler une nouvelle armée dont le commandement fut confié au duc de Cumberland*, second fils du roi Georges, qui s'étoit distingué à la bataille de Fontenoi. Le prétendant, qui avoit quitté à regret les plaisirs d'Edimbourg et s'étoit avancé jusqu'à Derby, se retira devant l'armée de son antagoniste. Une victoire sans fruit qu'il obtint ensuite sur un détachement des royalistes à Falkirk, près Stirling, ne servit qu'à rendre plus amère sa défaite subséquente à Culloden. Le prétendant, après cinq mois de fatigues et de peines pour se soustraire au ressentiment de ses ennemis, parvint à gagner la France dans un petit vaisseau, tandis que ses principaux partisans portèrent leurs têtes sur l'échafaud.

(*) La défaite du prétendant ne fut pas aussi nuisible aux intérêts de la cour de Madrid que la défection du roi de Prusse. Ce monarque s'étoit rendu maître de Dresde, capitale de la Saxe,

(*) An de J. C. 1746.

et y avoit conclu un traité, qui, confirmant celui de Breslaw, lui garantissoit la possession de la Silésie et de comté de Glatz. Délivrée de ce formidable ennemi, la maison d'Autriche eut tout le loisir de diriger son attention vers l'Italie. Des bords du Rhin, les Impériaux s'avancèrent rapidement sur ceux du Pô. Leur marche étoit bien propre à justifier la négociation des ministres de France avec le roi de Sardaigne, tendante à le détacher de son alliance avec l'impératrice-reine, par la promesse d'une partie des territoires destinés à former un royaume pour don Philippe; mais l'esprit altier d'Isabelle s'indigna d'une proposition qu'elle regardoit comme injurieuse à son fils; elle fit de fortes remontrances à la cour de Versailles, qui eut la foiblesse de les écouter, et de sacrifier sa population et ses finances à la vanité d'une femme ambitieuse. Dès-lors le projet s'évanouit, et la froideur qui, durant la négociation, avoit eu lieu entre les généraux espagnols et français, disparut à l'approche de leur ennemi commun.

Le maréchal de Maillebois, général des troupes françaises en Italie, prédit que leur séjour dans le Milanais les envelopperoit dans une destruction totale; mais les ordres d'Isabelle à son fils, d'assiéger la citadelle de Milan, étoient péremptoires. Cette entreprise occupoit encore

don Philippe, quand il apprit que le prince de Lichstenstein, à la tête de quarante mille Allemands, avoit repris Lodi, Guastalla, et Parme, et qu'il étoit campé à Saint-Lazarre, près de Plaisance. Don Philippe et Maillebois résolurent de l'attaquer dans ce poste avant qu'il pût opérer sa jonction avec le roi de Sardaigne. L'action fut longue et meurtrière. A l'aîle droite, le maréchal força les retranchemens autrichiens, mais l'aîle gauche, sous les ordres du général Arembure, fut repoussée et rompue; les alliés, après une perte de huit mille de leurs meilleurs soldats, furent obligés d'abandonner le champ de bataille. Don Philippe repassa le Pô en désordre, et tandis qu'il faisoit de tristes reflexions sur les conséquences désastreuses de sa retraite, un nouvel événement augmenta son trouble et son inquiétude.

Après un règne de quarante-six ans, rempli d'événemens divers, Philippe V mourut dans la soixante-troisième année de son âge. Ce prince ne manquoit pas de capacité, et dans sa jeunesse il avoit fait preuve de valeur personnelle. Son avénement au trône, amené par une circonstance peu ordinaire, mit d'abord le trouble dans le royaume, et contribua ensuite à lui donner de l'éclat. Le courage des Castillans se ranima, le génie de la monarchie sembla revivre; elle

aspira encore une fois à conquérir et à dominer. Les projets d'Alberoni, quoique trop vastes pour être mis à exécution, convainquirent l'Europe que l'Espagne étoit encore en état de faire de vigoureux efforts. Le caractère mâle et courageux des deux épouses de Philippe suppléa à l'énergie dont il manquoit. Ce monarque, esclave de la volonté d'autrui, abandonna volontiers les rênes du gouvernement, d'abord à Marie de Savoie, et ensuite à Isabelle de Parme. Ce furent ces deux princesses qui dirigèrent successivement les conseils de l'état, tandis que Philippe s'occupoit, avec beaucoup de zèle, de l'importance des jeûnes, et du cérémonial des processions religieuses. Durant la dernière partie de sa vie, il faisoit sa principale résidence à Séville, où il employoit à des minuties le temps qu'il ne consacroit pas à la dévotion. Il légua, par son testament, le palais de Saint-Ildefonse à son épouse, avec un revenu de la somme de soixante-quinze mille livres sterling, outre celle de soixante mille accordée ordinairement aux reines douairières d'Espagne. Cette dernière disposition du prince prouve évidemment qu'Isabelle conserva son influence jusqu'à la mort de son époux.

CHAPITRE TRENTE-QUATRIÈME.

Avènement de Ferdinand VI. — Ses mesures populaires. — Nomination de don Joseph de Carjaval au ministere. — Continuation de la guerre. — Succès des Français en Flandre. — Retraite de don Philippe et du maréchal de Maillebois. — Ils se retirent en Savoie et en Provence. — Les Autrichiens prennent possession de Gènes. — Conditions rigoureuses imposées par l'impératrice-reine aux Génois. — Le comte de Brown entre en Provence. — Le maréchal de Belle-Isle prend le commandement de l'armée française et espagnole. — Revolte des Génois. — Les Imperiaux sont chassés du territoire de Gènes. — Les Français et les Espagnols repassent le Var. — Tremblement de terre à Lima. — Négociations infructueuses pour la paix. — Defense de Gènes. — Les Français et les Espagnols tentent de pénétrer en Italie. — Bataille d'Exiles. — Invasion du duché de Brabant. — Révolution de Hollande. — Les Français défont les alliés et prennent Berg-op-zoom. — Avantages des alliés sur mer. — Négociations pour la paix. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Gouvernement pacifique de Ferdinand. — Disgrace du marquis d'Encenada. — Mort de Ferdinand. — Situation de l'Espagne au moment du décès de ce prince.

(*) La mort de Philippe V fit passer le sceptre d'Espagne à Ferdinand son fils, qui commença son règne à l'âge de trente-trois ans. Les premiers actes de son gouvernement annoncèrent la bienveillance naturelle de son caractère. Il accorda

(*) An de J. C. 1746.

accorda un pardon général à tous les proscrits et déserteurs, tira des prisons les malheureuses victimes de la superstition, qui étoient en grand nombre, et les rendit à la lumière et à la liberté. Le nouveau monarque fixa deux jours chaque semaine, pour recevoir les pétitions et les remontrances de ses sujets, et le moindre citoyen trouva un accès facile auprès de son souverain.

La popularité qu'il avoit acquise par cette conduite louable, fut encore augmentée par la promotion de don Joseph de Carjaval au ministère. La sagesse, la pénétration et l'expérience de cet excellent citoyen rappeloient à la mémoire de ses compatriotes les grandes qualités du marquis de Castellar, dont la perte étoit encore l'objet des regrets universels.

Cependant Ferdinand n'eut pas la faculté de se livrer, dès son avénement, à ces sentimens qui, dans la suite, firent le bonheur de son peuple, et lui méritèrent le surnom de *Sage*. Son affection pour son frère, et la fidélité qu'il devoit à ses alliés, ne lui permirent pas de cesser la guerre aussi promptement qu'il l'eût désiré. Il la regardoit, avec raison, comme un fléau, mais, persuadé que le seul moyen d'obtenir une paix permanente étoit d'employer des mesures assez vigoureuses pour se faire redouter de ses ennemis, il fit des préparatifs plus grands que

jamais, afin de se procurer, par la force des armes, le bonheur de la tranquillité, dont ses sujets, et lui-même, désiroient de jouir.

Les succès, qui accompagnèrent l'ouverture de la campagne, purent lui donner l'espérance de réaliser bientôt ses projets. En Flandre, Louis XV, ou son célèbre général, le maréchal de Saxe, réduisit successivement Bruxelles, Mons et Charleroi. Namur, quoique solidement fortifié par la nature et l'art, fut prise en seize jours; l'armée combinée de l'Angleterre, de la Hollande et de l'Autriche, fut battue par les Français à Rocoux.

Mais la guerre ne se faisoit pas aussi heureusement en Italie; les Espagnols furent repoussés à Saint-Lazarre. Ferdinand étoit à peine monté sur le trône, qu'il apprit les revers de fortune de son frère, qui avoit été obligé de se retirer en présence des armées supérieures de l'Autriche et de la Sardaigne. Don Philippe et Maillebois, alarmés par la nouvelle de la mort du feu roi, et ignorant les sentimens du nouveau, désiroient de s'assurer une communication avec la France. Ils étoient en danger de se voir resserrés entre le Pô, le Lambro, la Tidona et la Trébia. La retraite se trouvoit encore plus difficile en raison de la présence du roi de Sardaigne, qui étoit impatient de profiter de l'a-

vantage remporté par le prince de Lichtenstein, et d'achever la délivrance de son pays, par la destruction des envahisseurs.

Dans cette circonstance difficile, les principaux officiers de France et d'Espagne tinrent conseil. Ce fut l'avis hardi, mais courageux, du comte de Maillebois, fils du maréchal, qui prévalut. Il proposa de soutenir la charge de l'ennemi avec l'arrière-garde, tandis que l'avant-garde opéreroit sa retraite sous la conduite de son père et de don Philippe. Les troupes découragées de la maison de Bourbon, partagées en trois divisions, passèrent sur tous les ponts qui se trouvoient sur la Tidona; elles poursuivirent leur marche le long des bords de cette rivière, et furent souvent embarrassées par plus de deux milles mules, qui traînoient leur artillerie, et douze cents charriots qui portoient leur bagage. Toutes ces difficultés ne servirent qu'à déployer le génie martial du comte de Maillebois; l'arrière-garde qu'il commandoit repoussa avec fermeté la charge de l'ennemi qui le poursuivit constamment.

Dans une attaque qui eut lieu sur les rives de la Tidona, l'habileté et l'exemple de Maillebois inspirèrent la confiance à ses compagnons d'armes. Après une marche de quarante milles, pendant laquelle ils eurent à com-

battre fréquemment, ils gagnèrent Tortone en bon ordre.

Quoique cette ville présentât une retraite à l'armée française et espagnole, les généraux ne crurent pas devoir y faire un long séjour. Après y avoir laissé une garnison de six milles vétérans, ils continuèrent leur marche du côté de Gènes. Ce fut là qu'ils reçurent les dépêches de Ferdinand, qui les informoit de la résolution où il étoit de maintenir le traité existant entre les cours de Versailles et de Madrid, et d'en poursuivre l'objet avec vigueur.

La situation embarrasnste où se trouvoit l'armée combinée de la maison de Bourbon l'empêcha de sentir l'avantage de cette nouvelle, ou au moins d'en profiter. Le port de Gènes étoit bloqué par une escadre anglaise, et les forces supérieures de l'Autriche et de la Sardaigne, après avoir réduit Plaisance et Tortone, s'avançoient rapidement. Dans cette conjoncture, on suivit l'avis du marquis de Las Minas, général de Ferdinand, approuvé par le maréchal de Maillebois, et malgré les justes reproches des Génois, on les abandonna au ressentiment des Autrichiens.

Il est probable que cette résolution ne fut prise qu'après un rude combat entre la honte et la crainte; mais la voix de la nécessité l'emporta

sur celle de la gloire. Les armées qui, quelques semaines auparavant, aspiroient à la conquête de l'Italie entière, n'étant plus capables de défendre leurs alliés, cherchèrent leur salut dans une prompte retraite. Les Espagnols, sous la conduite de don Philippe, se cantonnèrent en Savoie, tandis que les Français, dirigés par Maillebois, gagnèrent les frontières de la Provence.

Après la retraite des Français et des Espagnols, la république de Gènes n'eut plus d'autre ressource qu'une soumission aussi humiliante que prompte. Les conditions, que les vainqueurs imposèrent aux Génois, prouvent la foiblesse des derniers. La multitude qui, à l'approche de l'ennemi, s'étoit retirée dans la capitale, hâta par ses cris les délibérations du sénat, qui s'empressa de souscrire une capitulation avec le marquis de Botta, général impérial. Gènes espéroit au moins être délivrée de la terreur que lui inspiroit la licence militaire, en ouvrant ses portes, en livrant son artillerie et ses machines de guerre, en faisant une donation libérale aux vainqueurs, enfin en envoyant une députation composée du doge et de six de ses plus illustres citoyens, à l'effet d'implorer la clémence de Marie-Thérèse.

L'esprit altier de l'impératrice-reine étoit

bien éloigné de compatir au malheur des Génois. Au lieu d'user de sa fortune avec la modération digne du haut rang qu'elle occupoit, elle en abusa de la manière la plus odieuse. Le doge ne se prosterna devant le trône impérial que pour entendre les conditions sévères imposées à son infortunée patrie. Marie-Thérèse demanda une contribution d'un million sterling, et exigea que le tiers de cette somme fût immédiatement payé. La citadelle de Gavi, qui avoit jusqu'alors résisté aux Autrichiens, leur fut livrée. Trente mille Impériaux furent habillés aux dépens des Génois, et Marie-Thérèse, sans égard pour la bonne foi, qualité si précieuse dans un souverain, n'eut pas honte de profiter du moment de sa victoire pour se faire rendre gratuitement les joyaux qu'elle avoit remis à la république à titre de gage d'une somme considérable que celle-ci lui avoit prêtée.

Les funestes effets de la journée désastreuse de St.-Lazarre ne s'étendirent pas seulement sur les Génois. Tandis que Ferdinand faisoit des efforts pour placer un sceptre aux mains d'un de ses frères, le trône de l'autre menaçoit d'être ébranlé jusque dans ses fondemens. Si les Impériaux eussent marché sur Naples, le roi de Sicile eût été incapable de résister au torrent, et les Espagnols auroient peut-être été chassés de l'Italie;

mais c'étoit en France que les vainqueurs méditoient d'ériger leurs trophées; ils comptoient sur un succès aussi prompt que facile, et se flattoient que les Napolitains n'oseroient pas résister aux conquérans de la Provence.

Le reste des troupes françaises qui, sous la conduite du maréchal de Maillebois, continuoit sa retraite de Gènes en Provence, se montoit à peine à onze mille hommes, et étoit à la fois dépourvu de moyens de défense et de subsistance, quand le comte Brown, général impérial, traversa le Var, à la tête de cinquante mille hommes, désola le Dauphiné, et étendit ses ravages au-delà des rives de la Durance. Son imagination ardente lui présentoit déjà les drapeaux de l'Autriche flottans sur les murs de Toulon et de Marseille, et il ne doutoit pas que, réuni aux escadres anglaises, il ne pût terminer heureusement une entreprise dans laquelle Charles-Quint avoit échoué. L'événement prouvera que les Autrichiens auroient agi plus sagement en profitant de la leçon utile que leur fournissoit l'exemple de ce prince.

Le maréchal de Belle-Isle succéda à Maillebois dans le commandement de l'armée française. La circonstance étoit difficile, et pouvoit affoiblir l'ardeur d'un général moins ambitieux; les difficultés ne servirent qu'à animer l'ar-

deur de Belle-Isle. Il usa de son propre crédit pour soulager la détresse des troupes, rassembla promptement de nouvelles forces, et rétablit l'ordre parmi les anciennes. Les Espagnols le secondèrent; don Philippe encouragea par sa présence la garnison d'Aix, et le marquis de Las Minas conduisit au secours des Français cinq mille braves vétérans.

Les Impériaux s'aperçurent à Draguignan que la fortune commençoit à les abandonner. Le siége d'Antibes languissoit, malgré l'assistance d'une escadre anglaise. Les vivres des envahisseurs furent interceptés et leurs quartiers resserrés. Déjà le comte Brown avoit souffert, dans un conseil général, que l'on proposât une retraite, quand un nouvel événement en rendit l'exécution nécessaire.

Toutes les fois que les demandes de l'oppresseur surpassent les facultés de l'opprimé, celui-ci se détermine naturellement à la résistance. Les Génois s'étoient censurés pour satisfaire aux dures conditions prescrites par l'impératrice, sans que les Autrichiens cessassent d'abuser du droit de vainqueurs auquel ils avoient formellement renoncé par la capitulation. Les ressources de Gènes se trouvoient entièrement épuisées par le paiement des deux tiers de la contribution promise. Marie-Thérèse

pressoit l'acquittement du reste, et refusoit de recevoir, pour une partie, quelques fonds que la république avoit en Allemagne; elle exigeoit en même temps que le sénat de Gènes se joignît à elle pour faire la guerre à la France et à l'Espagne. En vain cette assemblée représenta-t-elle le danger auquel les Génois seroient exposés s'ils s'attiroient l'inimitié d'un voisin aussi puissant que le roi de France; en vain observa-t-elle que le commerce avec l'Espagne étoit le seul moyen qui restoit à la république pour satisfaire à ses engagemens; Marie-Thérèse fut inexorable, et le marquis de Botta, l'instrument de sa tyrannie, enchérissoit encore sur la sévérité des ordres de sa souveraine.

Ce général employoit les moyens les plus atroces pour compléter la ruine d'un état qui s'étoit montré constamment contraire à la maison d'Autriche. Indépendamment de la rigueur avec laquelle il réclamoit le paiement du reste de la contribution, il se permit de s'emparer de l'artillerie et des magasins de la république; il abandonna les citoyens à l'insolence et à l'avarice de ses soldats. La réunion de tant de maux étoit bien propre à opérer un soulèvement; la majorité des nobles rongeoit son frein dans le silence, et la multitude se bornoit à de simples gémissemens, lorsqu'un nouveau trait

de cruauté vint exaspérer les Génois, et les fit passer en un moment de l'humiliant esclavage à la vengeance et à la liberté.

Le général impérial ayant ordonné qu'un train d'artillerie considérable fût tiré de l'arsenal de Gênes, pour le service de l'armée qui étoit en Provence, les citoyens murmurèrent, mais obéirent. Pour les humilier davantage, on les obligea à transporter eux-mêmes les mortiers, et ils le firent; mais pendant l'exécution de ce travail, un officier, chargé de le presser, s'avisa de frapper un Génois, qui ne s'y livroit qu'avec répugnance. Cette insulte particulière fit une impression plus forte sur la multitude que toutes celles endurées jusqu'alors; le Génois outragé s'approcha de l'officier, et lui plongea un couteau dans le sein. Cette action fut approuvée par ses compatriotes, qui à l'instant le secondèrent en donnant eux-mêmes carrière à leur ressentiment. Ils se saisirent des premières armes qui se présentèrent sous leurs mains, et les Autrichiens étonnés virent tomber sur leurs têtes une grêle de pierres. Le massacre de la garde qui accompagnoit l'artillerie fut l'ouvrage d'un moment, et la populace se livra bientôt à une vengeance plus générale. Les Génois trouvèrent dans les boutiques des manufacturiers et dans l'arsenal, dont ils forcèrent l'entrée, des

armes plus propres à combattre leurs tyrans; dans l'intervalle de quelques heures, plusieurs centaines d'autrichiens furent sacrifiés à leur juste fureur.

Le marquis de Botta, instruit du soulèvement des Génois, méprisa trop l'indignation d'une multitude sans discipline et sans chef; il se contenta de faire doubler les gardes aux portes de la ville; mais l'insurrection prit bientôt une forme plus sérieuse et plus régulière. Le peuple de Gènes, qui n'avoit pas osé entreprendre la défense de sa capitale, lorsque l'ennemi étoit encore éloigné, résolut de la recouvrer, quand elle se trouvoit en la possession de ses oppresseurs. Le combat fut maintenu pendant cinq jours dans les rues et dans les faubourgs de Gènes, et ne se termina que par l'expulsion totale des Autrichiens, dont plus de douze cents furent tués, et plus de quatre mille faits prisonniers. Le marquis de Botta se retira avec autant de honte que de précipitation devant un ennemi dont il avoit tourné les tentatives en dérision, et qui maintenant le faisoit trembler.

La révolte de Gènes sembla influer sur les opérations de l'armée autrichienne en Provence. Le comte Brown fut bientôt aussi forcé de se retirer; il dirigea sa marche vers Final.

et Savone ; son arrière-garde fut continuellement harassée par les détachemens du maréchal de Belle-Isle ; les Français et les Espagnols repassèrent le Var, et les drapeaux de la maison de Bourbon flottèrent sur les murs de Nice, de Mont-Alban et de Villa-Franca.

Ferdinand étoit trop humain et trop ami de la paix pour éprouver une satisfaction réelle des plus heureuses entreprises ; il déploroit, dans la victoire, l'effusion du sang, au prix duquel elle avoit été obtenue. On peut juger, d'après son caractère connu, combien il dut souffrir, en apprenant que la fureur des élémens concouroit avec celle des hommes, pour opérer la destruction de ses sujets. La première année de son règne, un affreux tremblement de terre se fit sentir dans le Nouveau-Monde, depuis les Cordilières jusqu'à la mer du Sud. En quelques minutes, la capitale du Pérou fut entièrement bouleversée, les bâtimens publics et les maisons particulières furent confondus en un vaste monceau de ruines. Six mille des citoyens se virent engloutis dans les décombres, tandis que quatre-vingt mille, saisis de terreur, échappèrent à la destruction, en se sauvant dans les campagnes adjacentes, et se trouvèrent en un instant plongés dans la plus affreuse misère. Treize vaisseaux, qui étoient

dans le port, furent submergés, et six autres jetés à une distance considérable du rivage. Une ville voisine, contenant environ sept mille habitans, fut également détruite. A la vue du renversement de Lima, les Péruviens éprouvèrent une sorte de consolation des maux inouïs que les Espagnols leur avoient fait souffrir, en pensant que ces conquérans ne s'étoient donné tant de peine que pour ériger leurs propres tombeaux.

(*) L'assemblée tenue à Bréda, composée des ministres des puissances belligérantes, donnoit à Ferdinand l'espoir de voir la tranquillité de l'Europe enfin rétablie; mais le cabinet de Versailles avoit des vues bien différentes; tout en affectant de désirer la paix, il exigeoit des conditions qui la rendoient impossible. La négociation fut rompue, et tous les partis se préparèrent à la reprise de la guerre avec un accroissement de vigueur et d'animosité.

Il avoit suffi d'une impulsion momentanée pour rendre aux Génois leur indépendance; mais il falloit autant de courage que de persévérance pour la conserver. Les rois de France et d'Espagne leur firent passer de fortes sommes; on leur envoya des officiers et des artilleurs d'une capacité éprouvée; et quatre

(*) An de J. C. 1747.

mille cinq cents vétérans Français, après avoir éludé la vigilance de la flotte anglaise, entrèrent dans le port de Gènes, ayant à leur tête le duc de Boufflers, et inspirèrent aux citoyens une nouvelle confiance dans leurs propres moyens.

Les détachemens dispersés de l'armée impériale, s'étant rassemblés dans le Milanais, furent réunis aux troupes qui venoient d'évacuer la Provence. Dès le mois de janvier, le comte de Schulembourg, chargé du commandement en chef de l'armée impériale, à la place du marquis de Botta, parut devant Gènes, à la tête de quarante mille hommes. Le comte invita les habitans à se soumettre immédiatement à l'impératrice-reine, sur la clémence de laquelle il les assura qu'ils pouvoient compter, leur observant toutefois que la résistance les exposeroit à être traités militairement. La conduite du marquis de Botta, et celle non moins atroce de Marie-Thérèse, fournissoient aux Génois un exemple trop récent du peu de confiance que méritoient les agens de cette princesse, pour les en croire sur leur parole. Les citoyens prirent le sage parti de résister, et firent répondre que, d'après la connoissance qu'ils avoient de la rapacité des Autrichiens, ils étoient résolus de vaincre ou de mourir, et

qu'ils plaçoient leur confiance dans le Dieu des armées, seul arbitre du sort des nations.

Après quelques propositions, on en vint aux mains, et l'amour de la liberté l'emporta sur l'avantage de la discipline. Ferdinand n'oublia pas le malheur auquel les Génois s'étoient exposés par leur attachement pour l'Espagne; il envoya trois mille Espagnols pour renforcer la garnison, et fit remettre au sénat chaque mois un subside de dix mille livres sterling pour subvenir aux besoins des citoyens. Les Autrichiens furent fréquemment repoussés; cependant leur général conduisit le siége avec tant d'habileté et de vigueur, qu'il étoit à craindre que les Génois ne succombassent, s'il n'eût été obligé de lâcher prise pour voler à la défense des états du roi de Sardaigne.

L'armée que commandoient don Philippe et le maréchal de Belle-Isle ayant été augmentée pendant l'hiver de forts détachemens envoyés de France et d'Espagne, les chefs campés à Vintimilie, attendoient avec impatience une occasion de pénétrer en Italie. Le marquis de Las Minas, général espagnol, étoit d'avis que l'on marchât sur Final; mais les difficultés, que l'on craignoit de rencontrer, firent prendre un autre parti; il fut résolu que le chevalier de Belle-Isle, frère du maré-

chal, à la tête de trente mille Français et Espagnols rivaux de gloire, iroit attaquer le poste d'Exiles, sur les frontières du Piémont.

L'approche de Belle-Isle fit trembler le roi de Sardaigne pour le salut de sa couronne, et le mit dans la nécessité de solliciter le général Autrichien d'abandonner le siége de Gênes, et de s'avancer promptement au secours du Piémont et de la Lombardie. Le comte de Schulembourg céda à regret à ses sollicitations; avant de donner le signal de la retraite, il tenta un dernier assaut auquel il employa les plus vigoureux moyens. Le combat fut long et opiniâtre; plus de douze cents Autrichiens perdirent la vie, et leur général, convaincu de la nullité de ses efforts, se retira avec précipitation. Les Génois se vengèrent sur les duchés de Parme et de Plaisance des ravages exercés sur leurs propres contrées.

Avant que Schulembourg pût arriver au secours du roi de Sardaigne, les sujets de ce monarque le délivrèrent de ses craintes; vingt-un bataillons de Piémontais, retranchés dans des lignes formées de pierres et de bois, et défendues par une artillerie formidable, s'opposèrent au progrès de Belle-Isle. A Exiles, poste situé sur le côté, au nord de la rivière Doria, ce général, avide de gloire et prodigue de sang, attaqua

attaqua les retranchemens ennemis avec la plus grande intrépidité. Repoussé dans trois assauts successifs, il retourna encore à la charge, et au moment où il arboroit de sa propre main les drapeaux de son roi sur les barricades ennemies, il tomba mort sur la place, après avoir reçu un coup de bayonnette et deux balles de fusil à travers le corps. Sa perte découragea ses compagnons d'armes; ils se hâtèrent de faire leur retraite. Telle fut l'obstination des partis, que dans cette action le nombre des tués surpassa celui des blessés.

La bataille d'Exiles parut anéantir les espérances de don Philippe; le maréchal de Belle-Isle, informé de la mort de son frère, se retira vers le Var à l'effet d'y joindre l'armée vaincue; le roi de Sardaigne eût peut-être pénétré dans le Dauphiné, si la saison peu favorable et les pluies abondantes ne s'y fussent opposées. Les pertes que souffrit la maison de Bourbon en Italie furent plus que compensées par ses succès en Flandre; une armée de cent cinquante mille hommes, sous les ordres du maréchal de Saxe, marchoit de conquêtes en conquêtes. Ce célèbre général détacha vingt-sept mille hommes qu'il confia au comte de Lowendal pour envahir le Brabant Hollandais. Le ministre français instruisit en même temps les Etats de l'intention

de son maître qui, en entrant ainsi sur leur territoire, n'avoit d'autre but que de prévenir les dangereux effets des secours qu'ils fournissoient à la reine de Hongrie et au roi d'Angleterre. Cet avis fut bientôt confirmé par le comte de Lowendal, qui s'empara des places importantes de Sluys et Hultz, et réduisit Axel et Terneuse, tandis que le maréchal de Saxe veilloit aux mouvemens du duc de Cumberland, et méditoit une descente en Zélande. L'arrivée d'une escadre anglaise fit évanouir son projet, et une révolution dans le gouvernement de Hollande rendit sa retraite nécessaire.

Frappés de terreur à la vue des progrès des armes françaises, et se croyant trahis, les habitans des Provinces-Unies s'insurgèrent contre les ministres de la république, et forcèrent les magistrats de déclarer le prince d'Orange stathouder, dignité restée vacante depuis la mort de Guillaume III. Les effets de cette révolution furent bientôt sensibles en raison des préparatifs vigoureux qui s'ensuivirent, et des ordres donnés de commencer les hostilités contre la France par terre et par mer, sans aucune déclaration de guerre préalable.

Louis XV ne s'attendoit pas à être attaqué, il joignit ses troupes en personne, et menaça d'investir Maëstricht. Pour conserver cette ville, les

alliés résolurent de risquer un engagement général; les armées ennemies firent des efforts incroyables pour se rendre maîtres du village de Val. Le maréchal de Saxe en chassa trois fois les Anglais, et trois fois ils y revinrent; une quatrième charge fut décisive en faveur des Français; les Anglais furent défaits; le duc de Cumberland eût été fait prisonnier, si le lord Ligonier, à la tête d'un détachement d'élite, ne se fût jeté entre le duc et l'ennemi, et n'eût conservé la liberté de son chef aux dépens de la sienne propre. Malheureusement cette victoire coûta aux Français dix mille hommes, et le duc de Cumberland eut le temps de rassembler ses troupes, de renforcer la garnison de Maëstricht, et de s'emparer d'une position avantageuse dans les environs de Limbourg.

Les alliés, contens d'avoir pourvu à la sûreté de Maëstricht, négligèrent le pays situé à la droite de cette ville; le maréchal de Saxe s'en aperçut et profita de la circonstance. Après avoir amusé l'ennemi par une variété de mouvemens compliqués, il donna ordre au comte de Lowendal d'investir, avec trente mille soldats, la ville de Berg-op-zoom, la plus forte du duché de Brabant.

Ce général habile, et grand maître dans l'art

de réduire les places fortes, trouva en cette occasion un objet digne de ses talens. Cette ville, fortifiée par Vauban, étoit défendue par une garnison de trois mille hommes, et pouvoit être au besoin renforcée par un corps considérable de troupes des alliés qui s'emparèrent des lignes de la forteresse. Les yeux de l'Europe se fixoient sur le sort de Berg-op-zoom; tout instrument de destruction fut employé des deux côtés; la ville étoit réduite en cendres, les tranchées remplies de soldats massacrés, tandis que les travaux extérieurs se trouvoient presque intacts. L'événement du siége sembloit encore douteux, lorsque le comte de Lowendal prouva qu'il est des occasions où il faut s'écarter des règles de l'art.

Ce général résolut d'attaquer, par un coup de main, ces travaux qui résistoient à des mesures régulières. L'attaque fut faite au milieu de la nuit, sur trois places à la fois. Les assiégés firent de vains efforts pour repousser les assaillans; les grenadiers Français étoient déjà dans la ville; deux régimens de Suisses et d'Ecossais, rassemblés sur la place du Marché, voulurent se défendre et furent mis en pièces; le reste se retira dans les lignes avec le gouverneur: l'armée, qui jusqu'alors avoit occupé ces lignes, fit sa retraite, et les Français devinrent maîtres de la navigation de l'Escaut.

(*) Les vainqueurs au printemps suivant se présentèrent devant Maëstricht, dont ils pressèrent le siége avec toute la vigueur qui distinguoit les opérations du maréchal de Saxe. Pendant que la maison de Bourbon triomphoit sur terre, elle éprouvoit sur mer des désastres accablans; les vicissitudes de la guerre déterminèrent les puissances belligérantes à la paix. Les alliés tremblèrent pour le salut de Maëstricht; la maison de Bourbon ne vit pas, avec indifférence, l'approche de quarante mille Russes, attirés du nord par l'or de l'Angleterre, et déjà campés sur les frontières de la Franconie. Ces circonstances donnèrent lieu à un congrès qui se tint à Aix-la-Chapelle. Les ministres des puissances belligérantes signèrent les préliminaires d'une paix générale; on arrêta la marche des Russes, et les Français prirent possession de Maëstricht, à condition de rendre cette place, avec ses magasins et son artillerie, après la conclusion du traité définitif.

Par suite de la paix d'Aix-la-Chapelle, toutes les conquêtes faites durant la guerre furent mutuellement restituées, les prisonniers relâchés sans rançon. Don Philippe obtint, à titre de souveraineté, Parme, Plaisance et Guastalla, sous la condition, que dans le cas où lui

(*) An de J. C. 1748.

16...

ou ses descendans succéderoient à la couronne d'Espagne ou à celle des Deux-Siciles, ces territoires retourneroient à l'impératrice-reine de Hongrie, et au roi de Sardaigne. On accorda à l'Angleterre le privilége d'envoyer annuellement un vaisseau dans les établissemens espagnols de l'Amérique; on confirma à sa majesté prussienne la possession du duché de Silésie et du comté de Glatz; enfin les puissances contractantes, qui avoient garanti la pragmatique sanction de Charles VI, renouvelèrent leur engagement à Marie-Thérèse de la manière la plus solemnelle.

Ainsi l'Espagne, en raison des succès de son alliée, vit une guerre malheureuse se terminer par une paix avantageuse. Les défaites de St.-Lazarre et d'Exiles furent plus que balancées par les victoires de Fontenoi et de Lawfelt. Le sort de l'Italie se trouva encore une fois décidé; si Isabelle Farnèse avoit pu mettre des bornes à son ambition, elle eût sans doute été satisfaite d'avoir élevé un trône à chacun de ses enfans, au prix du sang et des trésors de l'Espagne.

(*) Cette princesse turbulente, qui sans doute méditoit encore de nouveaux projets de conquêtes, fut, heureusement pour l'Espagne,

*) An de J. C. 1749 — 1753.

réduite à ne plus se mêler des affaires. Le règne de Ferdinand, depuis le traité d'Aix-la-Chapelle, a le rare avantage de ne fournir que très-peu de matériaux pour l'histoire. Cicatriser les blessures qu'un siècle de guerres, presque sans interruption, avoit faites à l'Espagne, délivrer ses sujets du fardeau résultant des impôts constamment accumulés, tels furent les objets de ses travaux salutaires. La perte de don Joseph Carjaval, dont les conseils lui étoient infiniment utiles, ne dérangea aucunement ses projets; il en suivit l'exécution avec une ardeur infatigable, et trouva la récompense de ses peines dans la prospérité de son peuple. De sages réglemens sur les finances y rétablirent l'ordre. Ferdinand diminua, quand il ne put pas supprimer, les impôts trop onéreux; les droits de douane et d'excise furent en partie abolis; il introduisit dans le gouvernement une forme plus régulière, et le laboureur put, avec certitude, se flatter de recueillir la moisson qu'il avoit préparée.

(*) Ferdinand eut assez de philosophie pour ne pas se laisser détourner de ces douces occupations, par les brillantes promesses et les projets ambitieux de la cour de Versailles. Il rejeta avec fermeté la proposition d'un pacte de

(*) An de J. C. 1754 — 1759.

famille auquel l'Espagne a accédé dans la suite, et que l'événement a prouvé être contraire à ses intérêts. Ce prince, sollicité de se joindre à la France, pour reprendre la guerre contre l'Angleterre, répondit froidement, qu'il étoit beaucoup plus propre à agir comme médiateur que comme allié. Il priva de sa confiance le marquis d'Encenada, qui, de simple banquier de Cadix, étoit parvenu aux plus hauts postes du royaume, et penchoit fortement en faveur d'une union avec la France. Il ne cessa jamais de traiter Isabelle avec tout le respect dû à la veuve de son père, mais il eut soin d'empêcher qu'elle ne troublât le repos de son peuple. Enfin il promut au ministère, le général Wall, dont les vues pacifiques s'accordoient parfaitement avec les siennes, et éteignit, par cet heureux choix, la jalousie de la Grande-Bretagne, et les espérances de la France.

Il est assez rare que l'on attribue la conduite pacifique d'un prince à la modération de son caractère. L'habitude que nous avons d'admirer l'éclat qui environne un conquérant, nous porte naturellement à tourner en dérision, ou à suspecter les vertus paisibles; un esprit disposé à la censure se plaît à dégrader l'humanité, en traitant cette qualité de foiblesse. Cette opinion a fait attribuer le système de neutralité

adopté par Ferdinand, à l'influence de son épouse, princesse de Portugal, qui étoit jalouse de la puissance et des projets de la cour de Versailles.

Les prétendus politiques, qui affectent de trouver de l'intrigue dans les actions les plus simples et les plus ordinaires, ont assuré que l'or de l'Angleterre fut avantageusement employé, en faveur de Farinelli, chanteur italien, qui possédoit, au plus haut degré, la faveur de la reine. Il est plus juste, il est aussi plus naturel d'accorder le seul mérite de cette conduite pacifique à Ferdinand lui-même. Ce prince avoit hérité du caractère de Philippe V; à la vérité, sa mélancolie héréditaire ne le détourna pas des devoirs de la royauté, mais il fut autant que son père ennemi déclaré des horreurs de la guerre.

Les vues du monarque et celles de son nouveau ministre concoururent parfaitement à conserver la tranquillité de l'Espagne, tandis que l'Allemagne se voyoit inondée de sang, et que la guerre étoit allumée à l'orient et à l'occident, entre la France et l'Angleterre. Cependant Ferdinand fut obligé d'avouer, en soupirant, qu'un pareil travail excédoit ses forces, et que les efforts, qu'ils avoient faits jusqu'alors pour rendre à l'Espagne toute sa vigueur, n'étoient suivis que de très-foibles effets.

Ce prince corrigea une partie des abus qui s'étoient introduits dans l'administration*; il tâcha de réformer les habitudes d'une cour dégénérée, et donna, par son exemple, du poids et de l'énergie à ses lois.

Quelques années ne suffisoient pas pour remédier à des maux constamment augmentés par l'effet de la superstition et de l'avarice des gens en place. Les fréquentes proscriptions des Maures, et l'émigration de la jeunesse, empressée de partager les dépouilles du Pérou et du Mexique, avoient réduit à la solitude et à l'abandon les plus fertiles cantons du royaume.

Si l'on en croit un écrivain moderne, qui a rempli des fonctions honorables dans le gouvernement du pays dont il est l'historien, vers le milieu du dix-huitième siècle, la majeure partie des plus riches terres d'Espagne restoit absolument sans culture, et deux millions d'individus languissoient dans la misère, sans aucun emploi. Il étoit difficile qu'un seul homme réparât tant de maux; néanmoins les efforts que fit Ferdinand pour y réussir contribuèrent à sa gloire et à l'avantage de son pays. Lorsqu'après treize ans de règne, une mort prématurée l'enleva à l'âge de quarante-cinq ans, il laissa une marine de cinquante vaisseaux de guerre, et le trésor, vide à son avénement, contenoit au jour

de son décès près de trois millions sterling, fruits d'une économie sévère, mais qu'on ne sauroit trop louer.

On a attribué la mort de Ferdinand à la perte de la reine sa femme qu'il aimoit éperdûment. Comme il étoit naturellement porté à la mélancolie, il s'y livra sans réserve. Tout à coup il abandonna le soin des affaires, renonça à toute compagnie, et se confina dans une chambre à Villa-Viciosa, où il s'opiniâtra tellement à ne point prendre de nourriture, qu'il perdit toutes ses forces, et s'attira une complication de maux qui mirent fin à sa vie le 10 août 1759.

CHAPITRE TRENTE-CINQUIÈME.

Avénement de don Carlos au trône d'Espagne, sous le nom de Charles III.—Il cède la couronne des Deux-Siciles à son fils qu'il fait proclamer sous le nom de Ferdinand IV. — Barcelone recouvre ses priviléges. — Médiation de Charles entre la France et l'Angleterre. — Préparatifs de guerre à Carthagène. — Charles signe le pacte de famille proposé par la France. — Discussions entre l'Espagne et l'Angleterre. — Rupture et déclaration de guerre entre ces deux puissances. — Guerre entre l'Espagne et le Portugal. — Conduite du roi de Portugal. — Situation des forces de cette puissance. — L'Angleterre lui donne des secours. — L'Espagne envahit le Portugal. — Les Portugais, aidés des Anglais, arrêtent les progrès des Espagnols. — Arrivée du comte de la Lippe en Portugal. — Ses succès. — Prise de Valence par les Portugais. — Les Espagnols sont battus par le colonel Lée et par le général Burgoyne. — Le Portugal est délivré de l'invasion des Espagnols. — Les Anglais prennent la Havane, Manille et les Philippines appartenant au roi Catholique. — Négociations. — Traité de paix entre les puissances belligérantes. — La France cède la Louisiane à l'Espagne. — Mort de la reine-mère, Isabelle Farnèse. — Expulsion des jésuites de toutes les possessions espagnoles. — Détails sur cet Ordre. — Son influence. — Mesures secrètes et rigoureuses pour opérer sa ruine. — Déportation des jésuites en Corse. — Le roi de Naples les chasse aussi de ses états. — Clément XIV supprime l'ordre des jésuites.

(*) LA mort de Ferdinand VI appela au trône d'Espagne don Carlos son frère, roi de Naples,

(*) An de J. C. 1759 — 1761.

qui lui succéda sous le nom de Charles III. La couronne des Deux-Siciles passa à Ferdinand, troisième fils de don Carlos, qui régna sous le nom de Ferdinand IV. Le roi Catholique, après avoir fait constater juridiquement l'imbécillité du prince royal, don Philippe son fils aîné, et proclamé don Ferdinand roi des Deux-Siciles, quitta Naples pour se rendre dans ses nouveaux états, accompagné du prince Charles Antoine, le deuxième de ses enfans, qui, suivant les derniers traités, ne pouvant réunir sur sa tête la couronne des Deux-Siciles et celle d'Espagne, fut destiné à recueillir la succession de son père.

Le nouveau souverain signala son avénement par des bienfaits; il rendit à la ville de Barcelone les priviléges dont Philippe V l'avoit privée. Il répandit des graces avec beaucoup de générosité, et fit de nombreuses promotions dans les armées de terre et de mer. Il mit tous ses soins à la restauration de la marine, et ordonna des importations considérables de grains de l'étranger pour semer dans l'Andalousie, la Murcie et la Castille, ruinées par une disette.

Charles parut d'abord vouloir suivre les maximes du feu roi son frère, en gardant une exacte neutralité entre l'Angleterre et la France, qui se faisoient la guerre avec la plus grande animosité. La cour de France, secondée de la

reine-mère, à qui le roi Catholique avoit tant d'obligations, entreprit en vain de former un parti parmi les ministres d'Espagne pour ébranler cette sage résolution; tout ce qu'on put obtenir de Charles III, fut d'envoyer le comte de Fuentes, seigneur de la première qualité, à la cour de Londres, pour offrir sa médiation entre l'Angleterre et la France. Le comte étoit chargé de proposer une suspension d'armes; mais le ministère anglais n'ayant pas paru disposé à accueillir cette proposition, le comte fit un voyage à Paris pour lever quelques difficultés, et n'obtint aucun succès de ses démarches.

Pendant que cela se passoit au dehors, sa majesté Catholique travailloit constamment à faire fleurir son royaume et à soulager ses peuples, à qui elle fit remise de soixante millions de réaux qu'ils devoient à la couronne. Elle se fit représenter le compte des dettes que son père avoit laissées, ordonna d'employer annuellement dix millions de réaux pour les acquitter, et y ajouta cinquante millions de son trésor. Ce prince veilla avec une attention scrupuleuse à l'administration de la justice, et s'appliqua à encourager l'agriculture, le commerce et les manufactures. Ses dispositions pacifiques ne l'empêchèrent pas de prendre des mesures pour assurer la tranquillité de ses états, et être tou-

jours prêt, en cas qu'il lui survînt une guerre. A cet effet, il ordonna de préparer un armement considérable à Carthagène, sous prétexte de châtier l'insolence des Algériens; mais le vrai motif étoit la crainte des Anglais, dont les progrès devenoient redoutables, et qui pouvoient pousser leurs conquêtes jusqu'à l'Amérique Espagnole.

Ce fut dans ces circonstances que les Français renouvelèrent leur proposition d'une alliance, et déterminèrent Charles à signer cette fameuse convention connue sous la dénomination de *pacte de famille*, ouvrage du duc de Choiseuil, négocié si secrètement, que rien n'en transpira qu'après la signature. Cependant il n'étoit pas encore ratifié lorsque le ministre d'Angleterre, alors en France pour traiter de la paix avec le cabinet de Versailles, en eut quelque connoissance, qu'il communiqua à sa cour. Le cabinet britannique vit bientôt que toute cette négociation n'avoit été proposée par la France, commencée et prolongée que pour affermir le roi Catholique dans ses engagemens envers la cour de Versailles, et que Charles formoit le plan de la guerre qu'il vouloit entreprendre, tout en protestant publiquement de ses dispositions sincères à entretenir la paix. La conjecture devint plus probable en raison d'une nou-

velle note remise par le ministre de France, dans laquelle le cabinet de Versailles, feignant de craindre des dispositions hostiles de la part de la cour de Madrid, demandoit, comme moyen d'assurer une paix solide, 1.° la restitution de quelques vaisseaux pris pendant la guerre sous pavillon espagnol; 2.° le privilége pour la nation espagnole de pêcher sur les bancs de Terre-Neuve; 3.° la démolition des fortifications des Anglais dans la baie de Honduras. Le ministre anglais ne put dissimuler son indignation à la vue de cette note d'une main ennemie, concernant les différends d'une puissance amie, qui avoit en ce moment même un ambassadeur à Londres. Il rejeta cette demande avec dédain, et écrivit à M. Bussy, ministre de France, que son maître ne souffriroit pas que les affaires d'Espagne fussent mêlées dans la négociation avec la France, et qu'il regarderoit comme une injure qu'on en fît seulement mention. On s'adressa aussi à l'ambassadeur d'Espagne pour lui faire désavouer ce procédé. Celui-ci répondit d'abord verbalement en termes ambigus, et ensuite par un écrit qui, bien que rédigé en termes modérés, ne laissoit pas de justifier la démarche de Bussy.

La conduite de la cour de Madrid ne permettant plus de douter de l'existence du pacte de famille

famille, M. Pitt fit de nouvelles instances dans le conseil pour qu'on déclarât sans délai la guerre à l'Espagne. Il écrivit en même temps au comte de Bristol, ambassadeur d'Angleterre à Madrid, une lettre particulière qui l'autorisoit à se plaindre de la conduite de M. Bussy et à en demander satisfaction. Il demandoit aussi les raisons du grand armement qui se faisoit dans les ports d'Espagne. Le comte de Bristol conféra de ces objets avec le général Wall, ministre d'Espagne, et lui fit part de ses instructions. Celui-ci, prévenu par l'ambassadeur de France, répondit que la cour de Versailles avoit proposé volontairement d'accommoder les différends qui existoient entre l'Espagne et l'Angleterre, et offert d'elle-même, en cas de rupture, d'unir ses forces à celles d'Espagne, pour s'opposer aux entreprises des Anglais sur les possessions de sa majesté Catholique en Amérique. Il ajouta que le monarque espagnol ne croyoit pas devoir refuser une offre dont l'effet tournoit entièrement à l'avantage de l'Espagne. Au reste, il déclara que le roi Catholique n'avoit aucune intention de provoquer la Grande-Bretagne, et que les préparatifs qui se faisoient dans les ports d'Espagne n'étoient pas de nature à inspirer des craintes; que les vaisseaux de guerre, y compris les frégates, n'alloient pas au-delà

de vingt, force à peine suffisante pour protéger le commerce, et en imposer aux corsaires de Barbarie. Dans plusieurs conférences qui suivirent, le général Wall témoigna la grande considération que son maître avoit pour sa majesté Britannique, et la résolution où il étoit de conserver la bonne intelligence entre les deux couronnes; mais lorsque la flotte fut arrivée dans la baie de Cadix, il commença à s'expliquer plus clairement, et déclara que le roi d'Espagne croyoit que la France ne pouvoit, sans manquer à ses intérêts et à ses engagemens envers ses alliés, faire plus d'avances pour la paix qu'elle n'avoit fait jusqu'alors.

La cour d'Angleterre ne doutoit plus de la coalition formée entre les Français et les Espagnols. Les membres du gouvernement étoient bien d'accord avec M. Pitt sur les faits, mais les opinions se trouvoient partagées sur les conséquences. On ignoroit encore les détails du pacte de famille; l'Angleterre étoit accablée de dettes; l'Espagne n'avoit rien fait qui pût provoquer la Grande-Bretagne à la guerre; il falloit respecter le droit des gens, et sur-tout le grand intérêt du commerce, et l'état respectable où se trouvoit la marine d'Espagne. Le conseil, à l'exception de M. Pitt et du lord Temple, son beau-frère, fut donc d'avis de sus-

pendre toutes hostilités contre l'Espagne, jusqu'à plus amples éclaircissemens. M. Pitt donna alors sa démission, et fut remplacé par le comte d'Egremont, dont la première dépêche au comte de Bristol eut pour but de demander au roi Catholique communication du traité qu'on avouoit avoir été conclu depuis peu entre les cours de Madrid et de Versailles, ou au moins des articles qui pouvoient regarder l'Angleterre. Le général Wall répondit vaguement à la demande du comte de Bristol; il refusa la communication du traité, blâma la conduite de la cour de St.-James, et déclara que son souverain n'avoit aucune intention hostile. Ces réponses évasives ne satisfirent point le comte d'Egremont; il pressa l'ambassadeur de sa cour d'obtenir une réponse cathégorique, et lui ordonna de quitter Madrid, sans prendre congé, si les réponses directes ou indirectes du général Wall donnoient lieu de croire qu'il existât une alliance secrète entre leurs majestés Chrétienne et Catholique, ou s'il s'apercevoit que l'Espagne s'écartât en quelque façon de la neutralité.

Dans ces entrefaites, le roi d'Espagne envoyoit de grands renforts de vaisseaux et de troupes en Amérique, et fournissoit aux Français de grosses sommes d'argent. Le crédit de la France augmentoit chaque jour à la cour de

Madrid, et M. Wall, en recevant l'avis de la dernière dépêche envoyée d'Angleterre au comte de Bristol, prit un langage beaucoup moins mesuré qu'il n'avoit fait jusqu'alors. La demande du lord Bristol ayant été mise par écrit, M. Wall la communiqua au roi, et répondit à son retour que l'esprit de hauteur et de discorde qui avoit dicté cette démarche inconsidérée, et qui, pour le malheur du genre humain, régnoit si fortement encore dans le ministère britannique, en faisoit dans l'instant même une déclaration de guerre, et blessoit la dignité royale. Il ajouta que lord Bristol pouvoit se retirer quand et de la manière qu'il lui plairoit, sans attendre d'autre réponse.

Le comte de Bristol, voyant que toutes les tentatives pour amener à un accommodement étoient infructueuses, quitta Madrid. Le comte de Fuentes eut ordre aussi de quitter la cour de Londres ; mais avant son départ, il fit remettre au comte d'Egremont une note, dans laquelle il accusoit le ministre anglais d'être fier et intraitable, et assuroit que si l'on avoit requis les explications, si souvent demandées, avec les égards dus à S. M. Catholique, on les auroit aisément obtenues. Il disoit dans cette note que le traité entre les deux branches de la maison de Bourbon n'étoit qu'une convention

de famille, qui n'avoit rien de commun avec la guerre, et que, bien qu'elle contînt une garantie réciproque des états des deux puissances, cette garantie ne s'étendoit qu'aux possessions qui resteroient à la France après la guerre.

Il est probable que la Grande-Bretagne désiroit éviter une rupture avec S. M. Catholique dont les armées et les flottes n'avoient point souffert, et dont les coffres, bien remplis pendant une longue paix, fournissoient aux Espagnols les moyens de pousser vigoureusement la guerre; mais M. Pitt parvint à faire entrer la nation Anglaise dans ses sentimens, et bientôt ce peuple, joué par un ministre ambitieux, ne respira plus que la guerre contre l'Espagne.

(*) L'Angleterre et l'Espagne se déclarèrent la guerre respectivement dès le mois de janvier; cette rupture influa sur le Portugal qui, depuis le recouvrement de son indépendance, avoit presque toujours été sous la protection immédiate de la Grande-Bretagne. Les ministres de France et d'Espagne à la cour de Lisbonne agirent de concert pour engager cette puissance à faire cause commune contre l'Angleterre. Le monarque Portugais se trouva dans la situation la plus embarrassante; il étoit également dangereux pour lui d'irriter les Espa-

(*) An de J. C. 1762.

gnols et les Anglais, n'étant en aucune façon en état de résister ni aux uns ni aux autres. Dans cette conjoncture, il prit le parti qui lui parut le plus sage, et offrit de garder la plus stricte neutralité. Cette conduite ne convenoit pas aux vues de la France et de l'Espagne ; les ministres de ces deux puissances demandèrent et obtinrent des passe-ports pour quitter Lisbonne. Leur départ fut suivi de déclarations de guerre. Toutes les troupes du Portugal n'alloient pas à cette époque à plus de vingt mille hommes ; la marine se réduisoit à cinq ou six vaisseaux de ligne, avec quelques frégates ; il n'y avoit pas une seule place dont les fortifications fussent en état de soutenir un siége. Ces désavantages n'étoient compensés que par la stérilité et l'aridité d'une grande étendue de pays qu'il falloit traverser avant d'entrer dans la partie habitée du royaume ; les Espagnols y seroient exposés à souffrir la faim et la soif, et des chaleurs excessives. Le roi de Portugal comptoit beaucoup aussi sur la haine invétérée de la majeure partie de ses sujets pour les Espagnols, et plus encore sur les secours des Anglais qui, à la première nouvelle de la rupture entre les deux cours, lui envoyèrent plusieurs officiers distingués par leurs talens.

L'Angleterre fournit au Portugal des troupes, de l'artillerie, des armes, des provisions et même de l'argent. S. M. Catholique nomma d'abord, pour commander son armée en Portugal, le marquis de Sarria qui y entra du côté du nord-est, par Terra de Campos, et marcha vers Miranda. Cette place auroit pu tenir au moins quelques jours, mais un magasin à poudre éclata par accident ou par trahison, renversa les fortifications, et facilita aux Espagnols la prise de la ville; ils s'avancèrent ensuite sur Bragance, place considérable, dont ils prirent possession sans coup férir; de là ils envoyèrent un détachement à Moncorvo dont ils s'emparèrent sans plus de difficulté, et devinrent maîtres d'une grande partie de la rivière du Duéro. Pendant ces expéditions, le comte Oreilly, après une marche de quatorze lieues, vint se présenter devant Chaves qu'il trouva sans garnison et sans habitans. Ces conquêtes rendirent les Espagnols maîtres de presque toute la province de Tra-los-Montes, ce qui leur ouvroit en quelque façon le chemin d'Oporto, où les Anglais avoient de riches magasins.

Cependant quelques officiers anglais trouvèrent le moyen de ranimer le courage des Portugais en réveillant leur haine héréditaire pour

les Espagnols, et en repoussant ceux-ci avec perte; lorsqu'ils tentèrent de passer le Duéro. L'échec qu'ils reçurent en cette occasion n'empêcha pas une autre division de leur armée d'entrer dans la province de Beira par les villages de Val-de-Mula, et de Val-de-Coelha, où elle fut jointe à peu près par toute cette partie de l'armée espagnole qui avoit soumis la province de Tra-los-Montes. L'intention des ennemis étoit de s'ouvrir le chemin de Lisbonne, ils commencèrent par le siége d'Alméida, la plus forte place frontière du Portugal; la garnison se défendit pendant quelques jours, et se rendit ensuite, après avoir obtenu une capitulation honorable. Les Espagnols marchèrent alors au sud vers le Tage, à l'embouchure duquel se trouve située la capitale du Portugal. Une petite armée d'Anglais et de Portugais s'étoit mise en campagne; mais beaucoup trop foible pour penser à hasarder une bataille contre les forces supérieures des Espagnols, elle se réduisit à disputer des passages, à enlever des convois, et à surprendre des détachemens de l'ennemi. Quelque peu importantes que fussent ces opérations, elles suffirent néanmoins pour retarder l'exécution du plan que les Espagnols avoient formé.

Cependant ceux-ci n'auroient pas tardé à re-

prendre leur avantage, si la cour de Londres n'eût envoyé en Portugal un général habile qui s'opposa avec succès à leurs progrès. Le comte de la Lippe, qui avoit servi en Allemagne où il s'étoit acquis une grande réputation, arriva à Lisbonne au moment où un troisième corps de l'armée espagnole se disposoit à entrer en Portugal par la frontière méridionale, du côté de l'Estramadure. Il importoit beaucoup aux Portugais d'arrêter les progrès de ce corps. Le comte de la Lippe, instruit que les Espagnols formoient des magasins à Valence pour entrer dans la province d'Alentéjo, concerta le projet de les surprendre, et en confia l'exécution au général Burgoyne. Cet officier ayant rassemblé des forces suffisantes, et pris toutes les précautions possibles pour cacher son dessein à l'ennemi, se mit en marche, et se rendit par de mauvais chemins à Castel-de-Vida, où il fut joint par environ deux cents Portugais qui l'instruisirent de la situation de Valence. Arrivé près de cette ville, après des fatigues et des peines infinies, son avant-garde eut le bonheur de trouver les Espagnols si tranquilles, que ses troupes entrèrent sans opposition dans la ville, l'épée à la main, et taillèrent en pièces ou prirent prisonniers tous ceux qui firent résistance. Le général détacha ensuite ses dragons,

pour aller à la poursuite de ceux qui s'étoient sauvés.

Parmi les prisonniers que l'on fit se trouvèrent le général qui devoit commander l'expédition que les Espagnols méditoient, un colonel, deux capitaines, sept officiers subalternes. Ce coup renversa tout-à-fait le projet, formé par les Espagnols, d'entrer dans la province d'Alentéjo, où la cavalerie qui faisoit leur principale force auroit pu agir librement, parce que c'est un pays ouvert et uni, au lieu que dans la province de Beira, pays rude, aride et montueux, la cavalerie n'étoit pas de grand service. La partie de l'armée d'Espagne, qui occupoit Castel-Branco, s'étoit emparé de plusieurs places importantes; pendant que l'armée combinée passoit la rivière d'Alvito, les Espagnols l'attaquèrent en queue, et furent repoussés avec une perte considérable. Cependant ils étoient encore maîtres du pays, et n'avoient que le Tage à traverser pour prendre leurs quartiers dans l'Alentéjo. Le général Burgoyne, posté dans le voisinage de façon à pouvoir s'opposer à leur passage, s'aperçut qu'un corps de cavalerie ennemie étoit campé près d'un village nommé Villa-Velha, et forma le projet de le surprendre; il en confia l'exécution au colonel Lée, qui, pendant la nuit, fit le

tour du camp des ennemis, tomba sur leur arrière-garde, les dispersa avec un grand carnage, détruisit leurs magasins et revint sans avoir fait de pertes. Le général Bourgoyne seconda cette entreprise, en attaquant les ennemis d'un autre côté, de sorte qu'ils ne purent envoyer de secours à ceux qui se trouvoient attaqués par le colonel Lée.

Ces échecs, et plusieurs autres que les Français et les Espagnols reçurent durant cette campagne, prévinrent efficacement l'exécution de leurs desseins contre le Portugal. L'hiver s'approchoit; il tomboit une grande quantité de pluie, qui rendoit les chemins impraticables. Les Espagnols n'ayant point fait de magasins de fourage pour leur cavalerie, et ne trouvant aucune place où ils pussent se maintenir, prirent le sage parti de se retirer chez eux. Le Portugal se trouva donc délivré de la plus puissante invasion qu'il eût jamais éprouvée. Ils est probable que les Espagnols seroient revenus à la charge l'année suivante, s'ils n'eussent pas essuyé des pertes très-sensibles dans leurs possesions éloignées; L'Angleterre ne s'étoit pas bornée à défendre le Portugal; le ministre anglais, au commencement de la guerre avec l'Espagne, résolut d'inspirer la terreur à cette puissance, par les opérations les plus vigoureuses; il

médita la conquête de la Havane, ville principale de l'île de Cuba, où les galions espagnols et la flotte avoient coutume de se réunir, à l'effet de faire voile pour l'Europe. Les préparatifs pour cette expédition furent immenses; une flotte considérable sortit de Portsmouth sous les ordres de l'amiral Pococke, ayant à bord dix mille hommes commandés par lord Albemarle; une partie de la flotte qui avoit eu tant de succès dans les opérations contre la Martinique, sous le commandement de sir James Douglas, se joignit à celle de l'amiral. Ces forces réunies, composées de dix-neuf vaisseaux de ligne, dix-huit petits vaisseaux de guerre, et près de cent cinquante de transport, arrivèrent sans le moindre accident à la vue de la Havane. Cette place, vivement attaquée et vigoureusement défendue, fut obligée de se rendre après un siége d'environ trois mois. On dressa une capitulation qui mit les vainqueurs en possession de la Havane, de l'île de Cuba; de la flotte espagnole qui consistoit en neuf vaisseaux de ligne et quatre frégates, d'une somme d'argent considérable, d'une grande quantité de tabac et d'autres marchandises, le tout pouvant être estimé soixante-douze millions de francs. La garnison réduite à sept cents hommes eut la permission de partir avec tous

les honneurs de la guerre, et un sauf conduit pour l'Espagne.

Les Anglais ne se bornèrent pas à cette conquête, ils enlevèrent encore aux Espagnols l'île de Manille et des Philippines, dans la mer des Indes; ils n'eurent pas le même succès dans leur expédition contre Buenos-Aires, où ils perdirent à la fois leur flotte et les troupes qui se trouvoient à bord. Les puissances belligérantes sentirent le besoin de la paix; on eut recours aux négociations, et les préliminaires furent signés le trois novembre entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et le Portugal.

(*) Après environ deux mois de conférences, la paix fut enfin conclue et signée le 10 février. Le traité d'Aix-la-Chapelle fut renouvelé, ainsi que ceux qui lui ont servi de base. L'Angleterre obtint de la France la cession de la Nouvelle Écosse, du Canada, du cap Breton et des îles adjacentes, de l'île de Grenade et des Grenadines, des comptoirs que cette puissance a sur la rivière du Sénégal. Elle obtint également de l'Espagne la cession de la Floride, du fort Saint-Augustin, de la baie de Pansacola, etc., elle conserva Saint-Vincent, la Dominique et Tabago. L'Angleterre, de son côté, céda à la France les îles de Saint-Pierre

(*) An de J. C. 1763 — 1765.

et de Miquelon, situées sur la côte de Terre-Neuve, à condition que les Français ne fortifieroient point ces îles. Ces puissances se restituèrent réciproquement les états, possessions, places et forts conquis l'une sur l'autre, pendant la présente guerre, lesquels ne furent point spécifiés dans ce traité. Quant à la position de la France et de l'Angleterre, dans l'Inde, les choses durent être remises dans l'état où elles étoient en 1749. Enfin, l'on convint que les fortifications de la ville et du port de Dunkerque seroient maintenues dans l'état fixé par le traité d'Aix-la-Chapelle, et par ceux qui l'avoient précédé.

La France fut la seule victime de la guerre, car, indépendamment des concessions qu'elle fit à l'Angleterre ; elle céda encore la Louisiane à l'Espagne, à titre d'indemnité. Charles vit encore une fois renaître la paix dans ses états, et s'occupa à réparer les désastres que la guerre avoit causés, soit dans sa métropole, soit dans ses possessions éloignées. Il rassembla les meilleurs artistes dans tous les genres de constructions, et les envoya à la Havane, pour y faire de nouvelles fortifications. Ce ne fut qu'en 1765, que la tranquillité du royaume fut troublée par divers soulèvemens, que la présence du monarque, la prudence, la fermeté et la douceur

du comte d'Aranda, appelé à la présidence du conseil de Castille, appaisèrent assez promptement.

(*) La reine-mère, Isabelle Farnèse, veuve de Philippe V, mourut cette année dans la retraite où l'avoient retenue des fils moins dociles à ses conseils, que le roi son époux. Cette princesse, d'un caractère ardent et ferme, née avec des qualités peu ordinaires, avoit régné sous le nom de Philippe. Elle avoit conçu ou secondé des desseins propres à embraser l'Europe, et rendu à l'Espagne, au moins extérieurement, son ancien éclat. Cependant elle fit le malheur du peuple; son ambition sans bornes eût conduit l'état à sa ruine, si les successeurs de Philippe eussent suivi les mêmes erremens. Heureusement ils tenoient de leur père un caractère pacifique, et eurent assez de fermeté et de discernement pour ne point se laisser entraîner dans des opérations ruineuses.

(**) Depuis le pacte de famille, l'Espagne suivit à peu de choses près l'impulsion de la France, et imita l'exemple de cette dernière puissance, qui abolit l'ordre des jésuites dans ses états. Ce corps avoit acquis, par sa science, son activité, ses intrigues, et sur-tout par une union qui lui donnoit beaucoup de force, une autorité sans

(*) An de J. C. 1766. (**) An de J. C. 1767.

bornes, dans tous les pays catholiques. Ses membres régloient les consciences des têtes couronnées; ils jouissoient d'une influence marquée dans presque tous les cabinets, et décidoient, pour ainsi dire, de la paix et de la guerre. En qualité d'instituteurs, ils avoient l'avantage de connoître à fond le caractère, les passions, et les habitudes de la jeunesse, de la former à leur gré, d'acquérir un grand ascendant sur les esprits; ils savoient enchaîner les timides, et faire servir à leurs vues particulières ceux qui montroient de l'énergie, du courage et de la vertu. Les réglemens de leur société étoient enveloppés d'un mystère impénétrable; une correspondance sûre, une communication prompte les intruisoient de ce qui se passoit par-tout, et les mettoient à même d'en tirer le parti le plus avantageux à leurs intérêts. Les jésuites acquirent bientôt des richesses immenses, et l'on a supposé, non sans raison peut-être, que leur ambition surpassoit leur puissance. Ils excitèrent le soupçon et l'inquiétude; on les craignit, et l'on conjura leur perte. Le ministre de France, Choiseul, fut l'ame de ce grand projet, dicté par des considérations politiques, et par un attachement aux systêmes modernes des philosophes amis de la liberté de penser. Malgré la suppression de l'ordre, les membres

membres eurent la permission de résider en France, comme simples particuliers; mais le roi d'Espagne alla plus loin, et les chassa tout-à-fait de ses états.

Il paroît que, dans ce royaume, ainsi que dans ses possessions éloignées, l'influence des jésuites étoit beaucoup plus sensible que partout ailleurs, en raison de l'attachement des Espagnols à la religion catholique, et particulièrement à l'ordre jésuitique, ce qui rendoit son établissement extrêmement solide, et sa puissance égale à celle du roi même. Si ces considérations déterminèrent sa ruine totale, elles exigeoient en même temps des mesures particulières, dont l'efficacité et la célérité missent l'état à l'abri des troubles et d'un soulèvement populaire. Ces mesures furent concertées avec le roi d'Espagne, par le comte d'Aranda, son premier ministre. L'exécution en fut aussi prompte que décisive.

A l'heure de minuit, les six collèges des jésuites de Madrid furent environnés de troupes qui forcèrent les portes, s'assurèrent des cloches, et placèrent un factionnaire à la porte de chaque cellule; on fit lever les Pères à qui l'on ordonna de se rendre dans la salle du réfectoire, où ils entendirent la lecture de l'ordre du roi, pour leur déportation. On mit les scellés sur

tous leurs effets, à l'exception des objets d'une nécessité indispensable qu'il leur fut permis d'emporter. Toutes les voitures de louage, et les fourgons qui se trouvoient à Madrid, avoient été retenus et placés à proximité; les jésuites partirent immédiatement pour Carthagène. Les habitans de la capitale apprirent cette nouvelle, dès le matin; avec autant de surprise que de consternation; aucun n'osa manifester la moindre marque de désapprobation; quand ils auroient eu l'intention de s'opposer à l'exécution des ordres du roi, ils étoient dans l'impuissance de le faire. Cette opération eut donc lieu sans la moindre apparence de trouble.

Trois jours après l'expulsion des jésuites de Madrid, on fit la même chose à l'égard de ceux de Barcelone; les mêmes mesures furent adoptées et exécutées à la même heure, dans toutes les parties du royaume. Des vaisseaux préparés dans différens ports transportèrent les jésuites dans l'état ecclésiastique; on prit les moyens les plus efficaces pour les empêcher de communiquer avec les colonies espagnoles. Le ministre fit ensuite publier l'ordonnance royale pour l'expulsion des jésuites, et comme de raison la confiscation de leurs propriétés; ce qui fit dire, aux mécontens sans doute, que le plus grand tort des jésuites étoit d'être riches. Il

faut cependant rendre justice au gouvernement espagnol ; s'il s'empara des biens de l'ordre, il fit aux membres une pension, bien modique à la vérité, mais suffisante pour les mettre à l'abri de la mendicité.

Nous n'examinerons pas si cette pension a toujours été payée exactement ou non, nous dirons seulement qu'elle ne devoit l'être qu'autant qu'ils résideroient dans le lieu qui leur avoit été fixé, et qu'ils s'abstiendroient de toute offense envers le gouvernement, soit dans leurs écrits, soit dans leurs discours. L'ordonnance de Charles déclaroit en même temps, que la mauvaise conduite d'un seul des membres suffiroit pour priver tous les autres de la pension ; condition admirablement imaginée pour s'approprier, en totalité, le bien de ces malheureux ! car il étoit difficile qu'il ne se trouvât pas quelque tête ardente à la vengeance, qui, dans un moment d'indignation, ne se permît des sorties vigoureuses, soit contre le gouvernement, soit contre les ministres qui le dépouilloient à la fois d'un état jusqu'alors assuré, et des moyens de subsistance.

Le roi d'Espagne défendit à ses sujets, sous peine d'être réputés coupables de haute trahison, de correspondre directement ou indirectement avec les jésuites. Il fut également dé-

fendu de parler, d'écrire et de faire la moindre réclamation contre ces mesures, qui, bientôt furent exécutées dans les Indes, et mirent le gouvernement en possession d'immenses propriétés.

Le secrét et la vigueur de cette opération excitèrent la surprise générale; mais la cour d'Espagne eut soin de préparer le peuple à donner confiance aux récits qu'il lui plut de faire des motifs qui avoient donné lieu à l'expulsion des jésuites. On leur supposa de vastes projets contraires à la tranquillité publique; on les accusa de machinations dangereuses, et l'on ne manqua pas d'attribuer leur chute à la crainte et à la jalousie que leur influence et leur perfidie inspiroient aux autres nations. Enfin on mit sur leur compte l'insurrection populaire qui avoit eu lieu dans la capitale, l'année précédente, insurrection dont le seul but tendoit à forcer le roi Catholique de congédier des ministres généralement odieux.

On peut, sans blesser les convenances, révoquer en doute les crimes et les mauvaises intentions attribués aux jésuites, et il est plus naturel de croire qu'un parti ennemi, non seulement de leur établissement comme corps, mais même de la religion chrétienne en général, suscita leur ruine, à laquelle les gouver-

nemens se prêtèrent d'autant mieux, qu'ils y trouvoient leurs intérêts. Mais ce n'étoit pas une raison pour leur faire souffrir les plus indignes traitemens. La plupart des jésuites, déjà avancés en âge, étoient habitués à la douceur d'une situation honorable et d'une vie sédentaire; on les arracha tout à coup à leurs foyers, à leurs habitudes, à leurs liaisons sociales, et l'horreur de cette mesure fut encore augmentée par l'incertitude de leur destinée.

Lorsque les jésuites déportés arrivèrent à la vue de Civita-Vecchia, le pape Clément XIII s'opposa à leur débarquement dans ses états, et ils furent obligés d'attendre que de nouveaux ordres d'Espagne décidassent de leur sort. Une négociation eut lieu avec la république de Gènes, pour obtenir la permission de les débarquer en Corse. Avant la conclusion du traité, l'amiral espagnol reçut ordre de faire voile pour le port de Bastia, où le gouverneur ne voulut pas les recevoir.

Cependant les Génois se montrèrent plus généreux et consentirent à donner asile à ces respectables exilés; on les transféra dans les ports de Calvi, d'Algaiola et d'Ajaccio. Au moment où ils abordèrent le rivage, il n'en restoit plus que deux mille trois cents, nombre très-inférieur à celui que formoit la masse des jésuites à

l'époque de leur embarquement. Il paroît évident que la mauvaise nourriture qu'on leur donna, et les maux qu'ils eurent à souffrir, en avoient fait périr la majeure partie.

L'exemple du roi d'Espagne fut immédiatement suivi par son fils Ferdinand IV, roi de Naples, et ensuite par le duché de Parme. En 1773, l'ordre fut entièrement supprimé par Clément XIV, qui devint pape à cette condition.

CHAPITRE TRENTE-SIXIÈME.

L'Espagne prend possession de la Louisiane. — Conduite atroce du général Oreilly. — Etablissemens utiles en Espagne, sous le nom de société des Amis de la patrie. — Fondation d'une colonie à Sierra-Léona. — Tactique prussienne introduite parmi les troupes espagnoles. — Projet de réunion de la France et de l'Espagne pour déclarer la guerre à l'Angleterre. — Les Espagnols s'emparent du fort d'Egmont. — Ils le rendent aux Anglais. — Le roi Catholique arme contre les Barbaresques. — Mauvais succès de cette expédition. — Charles crée un nouvel ordre honorifique. — Les Espagnols attaquent et prennent la colonie du Saint-Sacrement et l'île de Sainte-Catherine appartenant aux Portugais. — Mort de Joseph Ier. roi de Portugal. — Charles offre sa médiation à l'effet de pacifier la France et l'Angleterre. — Il déclare la guerre à la Grande-Bretagne, et prend part à la guerre d'Amérique. — Les Espagnols s'emparent de la Floride. — Prise de San-Fernando par les Anglais. — Don Ribas le reprend. — Les Anglais prennent le San-Carlos. — Siége de Gibraltar. — L'amiral Rodney ravitaille cette place épuisée. — Soulèvemens dans les colonies espagnoles. — Evénemens divers. — Continuation du siége de Gibraltar. — Il est changé en blocus. — L'amiral Darby ravitaille de nouveau Gibraltar à la vue des Espagnols. — Sortie nocturne des Anglais. — L'Espagne réunie à la France fait la conquête de Minorque. — Le duc de Crillon se rend maître du fort Saint-Philippe. — Derniers efforts contre Gibraltar. — Description du siége. — Mauvais succès des assiégeans. — Paix conclue entre les puissances belligérantes. — L'Espagne entreprend de réduire les Algériens. — Deux expéditions tentées

contre ces pirates. — La paix achetée de la régence d'Alger. — Mort de Charles III.

* L'ESPAGNE, devenue maîtresse de la Louisiane, en raison de la cession que la France lui en avoit faite, prit les mesures nécessaires pour se mettre en possession de cette contrée. Les habitans de la Louisiane, informés de la convention secrète, par laquelle la cour de Versailles avoit abandonné la souveraineté de leur territoire à celle de Madrid, furent plongés dans la consternation; mais l'Espagne n'y ayant pas encore fait reconnoître son autorité, ils se flattèrent que cette cession ne seroit point exécutée, sur tout quand la France sauroit que cette belle province, sortant de l'état de langueur où elle étoit depuis long-temps, marchoit à grands pas vers la prospérité, et devenoit chaque jour plus précieuse à la métropole. M. Ulloa arriva dans la Nouvelle-Orléans, chargé des ordres de la cour d'Espagne, et ne prit point possession au moment de son débarquement. Les ordres continuèrent à être donnés au nom du roi de France; la justice fut administrée par ses magistrats, et les troupes firent toujours le service sous le commandement d'un officier français. Les habitans se persuadèrent que Charles III faisoit étudier

(*) An de J. C. 1768.

le pays, et qu'il se détermineroit à en accepter la cession selon qu'il le croiroit utile ou nuisible à ses intérêts. Cette illusion fut bientôt dissipée. Une loi, arrivée d'Espagne, défendit à la Louisiane toute liaison de commerce avec les marchés qui avoient jusque-là servi de débouché à ses productions. Des mesures sévères, des actes d'autorité arbitraire, jetèrent les colons dans le désespoir. Les habitans de la Basse-Louisiane se réunirent à ceux de l'île dans laquelle est bâtie la Nouvelle-Orléans, pour demander au conseil supérieur qu'Ulloa fût obligé de quitter la colonie, et que la prise de possession, qu'il avoit différée jusqu'alors, fût ajournée jusqu'à ce que la cour de France eût entendu les représentations des habitans. Ce tribunal prononça l'arrêt qu'on lui demandoit, et les Espagnols se rembarquèrent sur la frégate qui les avoit amenés. La nature des arrangemens faits entre l'Espagne et la France ne permit pas sans doute à cette dernière puissance d'accueillir favorablement les réclamations des colons, qui demandoient à conserver le nom de Français dont ils se faisoient gloire. Elle s'intéressa cependant en leur faveur; mais cette compassion tardive fut sans effet. La cour de Madrid, qui l'avoit prévue, s'étoit empressée de faire partir M. Oreilly pour l'île de Cuba. Là ce

général ayant pris trois mille hommes de troupes réglées ou de milices, les embarqua à bord de vingt-cinq bâtimens de transport, et l'année suivante son pavillon parut à l'embouchure du Missisipi. A cette vue, toute la colonie prit les armes; les uns vouloient empêcher le débarquement des troupes et brûler les vaisseaux qui les portoient, d'autres proposoient d'abandonner la colonie, et de passer sur la rive orientale du fleuve avec leurs esclaves, leurs bestiaux et leurs effets. Les instances du commandant français, et les discours pleins de véhémence d'un magistrat éloquent, calmèrent la fermentation. Personne ne s'opposa à la marche de la petite flotte espagnole, qui arriva à la Nouvelle-Orléans. La prise de possession de la colonie eut lieu le lendemain au nom du roi d'Espagne. Les infortunés colons furent traités comme rebelles. Sans doute ce n'étoit pas l'intention de leur nouveau maître; mais le porteur de ses ordres étoit un homme atroce, qui employa les moyens les plus odieux pour se venger de la résistance d'un moment. Il choisit douze victimes parmi les plus distingués dans le militaire, la magistrature et le commerce. Six payèrent de leur tête la considération dont ils jouissoient; les autres, plus malheureux peut-être, languirent dans les cachots de la Havane.

Effrayés de cette conduite, ceux des habitans que l'intérêt et leur commerce appeloient dans les colonies, portèrent ailleurs leurs capitaux et leur industrie. Les propriétaires abandonnèrent les plantations, et retardèrent la prospérité à laquelle cette colonie devoit parvenir en peu de temps.

Pendant que la France achetoit la Corse, et que la Russie et la Porte étoient en guerre au sujet de la Pologne, le reste de l'Europe jouissoit des avantages de la paix. Charles vit avec indifférence cette grande querelle terminée par la triple alliance et le partage de la Pologne; mais il sut profiter de la paix pour fonder divers établissemens utiles, tels que les sociétés patriotiques, connues sous le nom d'*Amis de la patrie*. Le premier signal en fut donné dans la Biscaye, et bientôt suivi par les autres provinces et par la capitale. Les citoyens qui composent ces établissemens s'occupent essentiellement du progrès des arts, de l'agriculture et de l'industrie. Charles, malgré ses scrupules superstitieux, crut pouvoir consacrer à l'encouragement de ces sociétés une partie des biens de l'église, dont la vacance des siéges épiscopaux lui laissoit la jouissance pendant un certain temps. Ce prince fonda une colonie, à Sierra-Léona, où huit mille cultivateurs importés de

l'Allemagne vinrent donner à l'Espagne l'exemple d'une agriculture soignée. Il introduisit parmi les troupes la tactique prussienne, et s'occupa sérieusement de restaurer la marine, ainsi que de tout ce qui pouvoit tendre au bonheur de son pays. L'Espagne eût retiré de grands avantages des dispositions pacifiques de son souverain, sans le pacte de famille, qui devoit nécessairement l'entraîner dans toutes les guerres offensives et défensives qui auroient lieu entre la France et les autres puissances; inconvénient qui ne tarda pas à se faire tentir.

(*) La France et l'Espagne, ou au moins les ministres de ces puissances, Choiseul et Grimaldi, forcés en 1761 de faire une paix désavantageuse, avoient résolu dès-lors de profiter de la première occasion favorable pour recommencer la guerre. L'administration du lord Hawke, qui négligea la marine au point qu'elle n'étoit plus en état de protéger les possessions éloignées, parut amener le moment désiré. En conséquence, les ministres de France et d'Espagne convinrent d'attaquer en même temps les colonies de la Grande-Bretagne. Ce projet n'eut pas le succès que Choiseul en attendoit; il commençoit à perdre de son influence, et Louis XV, plus jaloux que jamais de sa tranquillité,

(*) An de J. C. 1770.

s'opposa à ce que son ministre prît part à l'exécution de l'entreprise projetée. Néanmoins Choiseuil engagea l'Espagne à commencer la guerre, dans l'espérance qu'en raison du pacte de famille, le roi de France se verroit obligé de soutenir son allié. Les Espagnols attaquèrent donc les Anglais, et s'emparèrent du fort d'Egmont, après les en avoir chassés. Ce fort, situé dans les îles *Falkland* ou *Malouines*, étoit sans doute de peu d'importance pour les Anglais, car il paroît que ces îles ne sont d'aucun avantage, et que le point d'honneur engageoit seul à les conserver; mais ce motif suffit pour entraîner dans les guerres les plus dispendieuses et les plus acharnées. L'expérience des siècles a appris que les grands événemens naissent des plus petites causes, et qu'une expression mal interprétée a plus d'une fois embrasé le monde. Cependant, dans cette circonstance, les Anglais ne se trouvant pas disposés à recommencer la guerre, on s'en tint à des explications. Les deux puissances mirent d'abord un peu d'aigreur dans les conférences tenues à ce sujet. L'Espagne surtout se refusa long-temps à donner la satisfaction qu'on lui demandoit, espérant que la France se détermineroit à seconder ses vues; mais Louis XV persista dans ses dispositions pacifiques. Le duc de Choiseuil fut congédié; et le

roi Catholique consentit à désavouer le gouverneur qui s'étoit emparé des îles Falkland, et les rendit aux Anglais, sans insister davantage sur les droits que l'Espagne prétendoit avoir sur ces possessions.

Charles arma bientôt contre les Barbaresques. Excités, à ce que l'on crut alors, par les Anglais, afin de détourner l'attention des Espagnols des Etats-Unis, les Maroquins assiégèrent Mélille et Pignon de Velez ; et en furent repoussés après quatre mois de siége. Le roi Catholique, pour en tirer vengeance, résolut de tenter contre Alger l'entreprise dans laquelle Charles-Quint et Philippe III avoient échoué. L'expédition fut sans succès. Alger, outre sa force naturelle, reçut des secours de l'Angleterre et de la Hollande. La flotte espagnole, composée de quatre cents voiles, dont huit vaisseaux de ligne, huit frégates, vingt-quatre chebecks et quelques bombardes, mit à la voile le 28 juin ; mais battue par les vents contraires, elle ne parut devant Alger que le 4 juillet suivant. Quelques navires auxiliaires toscans, maltais et napolitains, vinrent encore la renforcer. Un pareil armement sembloit présager d'heureux succès, et en auroit peut-être obtenu, si la division n'eût éclaté entre les généraux don Pédro Cartijon, qui commandoit la flotte, et l'irlandais Oreilly,

investi du commandement de l'armée de terre. Le débarquement s'effectua avec assez de facilité, mais les Espagnols, bientôt repoussés, prirent la fuite en désordre, et regagnèrent leurs vaisseaux, laissant trois mille des leurs, tant morts que blessés, à la discrétion de l'ennemi. On parla quelque temps d'une nouvelle expédition, qui cependant n'eut pas lieu. Le gouvernement espagnol se borna à envoyer une forte croisière pour en imposer aux corsaires barbaresques.

(*) Charles rappela cette année les anciens ordres de chevalerie à l'esprit de leur institution première, et se prescrivit de ne revêtir de la décoration de ces ordres que les hommes d'épée; mais, comme il ne lui restoit plus de moyens de récompenser le mérite du reste de ses sujets par des distinctions honorifiques, il créa un cinquième ordre qui porte son nom, et qui est dédié à la conception de la Vierge. Cet ordre est divisé en deux classes, celle des grands-croix et celle des simples chevaliers. Les grands-croix portent en écharpe un grand cordon bleu céleste avec un liseré blanc. Dans les jours de cérémonie, ils sont revêtus d'un long manteau bleu et blanc, et ont par dessus un collier dont les anneaux sont formés tour à tour

(*) An de J. C. 1771.

par les armes de Castille et par les armes du roi. D'après les statuts de l'ordre, le nombre des grands-croix ne devoit être que de soixante, qui, lors de sa fondation, furent pris dans la noblesse, excepté deux des grands-officiers de l'ordre; mais, dans la suite, Charles dérogea lui-même à cette espèce de loi.

Les simples chevaliers de cet ordre doivent être au nombre de deux cents, et ont chacun une pension de quatre mille réaux. Il faut faire preuve de noblesse pour être admis dans l'ordre créé par Charles III; mais la noblesse en Espagne n'est pas difficile à établir, car Philippe II a ennobli tous les Biscayens, et les Asturiens se regardant comme descendans des anciens Goths qui se réfugièrent dans les montagnes des Asturies, et ne subirent jamais le joug des Maures, sont réputés nobles à cause de cette origine recommandable. On trouve aussi en Espagne comme ailleurs, avec de l'argent et du crédit, des généalogistes qui ont l'art de procurer d'illustres ayeux à ceux qui n'ont pas assez de mérite pour se faire un nom par des actions dignes de passer à la postérité.

(*) Pendant la guerre de la Grande-Bretagne contre les Etats-Unis qui avoient proclamé leur indépendance, leur pavillon, et même

(*) An de J. C. 1777.

leurs

leurs corsaires étoient admis dans les ports espagnols. L'angleterre craignant que Charles III ne prît une part plus active dans cette affaire, fomenta les querelles qui eurent lieu entre l'Espagne et le Portugal au sujet de la colonie du Saint-Sacrement de Rio de la Plata, se flattant d'en imposer, en menaçant de secourir le Portugal conformément à ses traités. Charles, peu inquiet de ces menaces, envoya sous les ordres de Tilly et de Ceballos, des forces considérables qui reprirent la colonie du Saint-Sacrement et l'île de Sainte-Catherine, où les Anglais avoient formé l'entrepôt de leur commerce avec le Paraguai. La guerre alloit éclater, lorsque la mort de Joseph I[er]., roi de Portugal, suivie de la disgrace du marquis de Pombal, son principal ministre, fit changer de face à la politique de cette puissance. Don Pèdre, frère de Joseph I[er]. marié avec sa nièce l'infante Marie-Françoise, héritière du Portugal, n'eut que le titre d'associé au trône de sa femme, première reine en titre de ce royaume, jusqu'alors gouverné d'après la loi Salique.

La reine-mère, sœur de Charles III, vint à Madrid, et le premier octobre 1778 fut signé un traité d'amitié et de commerce par lequel l'Espagne obtint des cessions assez importantes. L'armée de Rio de la Plata fut en conséquence

rappelée, et le roi Catholique, qui ne désiroit que la paix, offrit d'employer sa médiation pour terminer la guerre qui venoit d'éclater entre l'Angleterre et la France, devenue l'alliée des Etats-Unis.

(*) C'étoit sans doute une tâche difficile que d'amener la Grande-Bretagne à céder quelque chose de ses prétentions ; cette puissance a, de tout temps, prétendu régner exclusivement sur les mers ; c'est un systême qu'elle a constamment suivi, et si quelquefois elle s'est trouvée humiliée et réduite à accepter des conditions contraires à ses vues, elle n'a pas manqué de s'y soustraire dès qu'elle s'est vue ou crue en état de le faire. Les propositions du roi Catholique, présentées sous diverses formes, ne s'accordoient pas avec l'ambition des Anglais, et Charles, las du rôle de médiateur, changea tout à coup de conduite, fit remettre au cabinet de Saint-James, par son ambassadeur, un manifeste qui contenoit une déclaration de guerre, et prit part à la guerre d'Amérique, de concert avec la France son alliée, qui avoit changé de systême depuis la mort de Louis XV.

Les opérations furent mal commencées. Don Antonio de Arce, qui avoit à la Corogne huit vaisseaux de ligne et quatre frégates, refusa de

(*) An de J. C. 1779.

se joindre au comte d'Orvilliers, commandant de la flotte française, sous prétexte de vents contraires, mais en effet pour une dispute de rang qui ne s'arrangea que quelque temps après. Cordova, plus raisonnable, partit de Cadix avec trente-deux vaisseaux, deux frégâtes, deux brûlots, etc. pour joindre la flotte française. Les forces combinées, au nombre de cinquante-deux vaisseaux de ligne, quittèrent ensemble les côtes de France, où l'on faisoit des préparatifs pour une descente, et se séparèrent dans la Manche de manière à former trois divisions.

Les flottes espagnoles et françaises, maltraitées par les vents, battirent inutilement la mer, manquèrent l'amiral Hardi qui croisoit dans le canal avec environ trente-huit vaisseaux de ligne, et après avoir jeté l'alarme dans Plymouth, elles rentrèrent dans le port de Brest, emmenant pour toute capture un seul vaisseau, et laissant la Manche au pouvoir des Anglais, qui s'emparèrent d'un navire espagnol chargé de deux millions de piastres. Dorvilliers fut destitué ou donna sa démission, et fut remplacé par le célèbre Duchaffaut.

Dès que la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre fut déclarée, don Bernardo de Galvez, gouverneur de la Louisiane, fit une incursion à l'occident de la Floride, où les Anglais avoient

rassemblé une force de dix-huit cents hommes sous les ordres du général Campbel, chargé de défendre cette contrée de l'invasion des Américains. Les Espagnols, avec deux mille hommes, investirent un fort construit pour la défense de la frontière, près de l'embouchure de l'Ibberville, et contenant une garnison de cinq cents hommes. Ils s'en emparèrent après un siége de neuf jours, et, par suite, se rendirent maîtres de tous les établissemens anglais sur le Mississipi; soutenu ensuite par le chef d'escadre Solano, don Galvez acheva la conquête de la Floride par la prise de Pansacola.

Don Roberto de Ribas, gouverneur de Yucatan, ne fut pas aussi heureux dans une expédition de même nature; il entreprit de ruiner les établissemens des Anglais dans la baie d'Honduras; mais pendant qu'il y marchoit, les ennemis partirent de la Jamaïque et s'emparèrent de San-Fernando, de Omoa, clef de la baie d'Honduras et échelle des vaisseaux de registre; ils y trouvèrent peu d'argent dans les coffres; mais les vaisseaux contenoient trois millions de piastres, des denrées coloniales, et deux cent cinquante quintaux d'argent travaillé venant d'Europe. Ribas, à cette nouvelle, revient à la hâte, mais trop tard, sur ses pas, et reprend San-Fernando. Les anglais, n'ayant

pas suffisamment de troupes pour former une garnison capable de défendre le fort, se hâtèrent de l'évacuer, après toutefois avoir chargé leur butin sur un vaisseau qu'ils emmenèrent, et qui périt quelques jours après.

Le San-Carlos, de cinquante, chargé d'artillerie et de munitions, tomba enfin au pouvoir des Anglais qui s'emparèrent également du fort Saint-Jean, clef de la Nouvelle-Grenade.

Dans le même temps, don Martin Alvarès tenoit Gibraltar assiégé à la tête de vingt-six bataillons d'infanterie et de douze escadrons. Don Antoine Barcélo et don Juan de Langara croisoient, l'un à l'entrée occidentale, l'autre à l'entrée orientale du détroit, tandis que don Juan de Cordova tenoit la rade de Cadix avec dix vaisseaux assez mal équipés, et que vingt autres navires étoient à Brest sous les ordres de Gaston. Gibraltar étoit défendu par une garnison de près de six mille hommes en pleine vigueur, et fournis de toutes les provisions nécessaires pour soutenir un long siége; mais ce qui formoit sa principale sûreté, c'étoit la bravoure du général Elliot, qui inspiroit la plus grande confiance aux troupes par sa prudence, sa pénétration, et les soins qu'il donnoit constammen à la santé des soldats.

Cependant les provisions s'épuisèrent à la

longue, et l'Angleterre sentit la nécessité de porter du secours à Gibraltar. L'amiral Rodney fut chargé du commandement d'une escadre destinée à cet effet; il eut, bientôt après son départ, le bonheur de prendre quinze vaisseaux marchands Espagnols, contenant des cargaisons considérables, un vaisseau de guerre de soixante-quatre canons, quatre frégates et deux petits vaisseaux armés. Il attaqua ensuite l'amiral Langara à la hauteur du cap Saint-Vincent, et après une action vigoureuse maintenue durant une grande partie de la nuit, il prit l'amiral sur le Phénix de quatre-vingt-dix canons, et trois autres bâtimens de guerre. De deux autres vaisseaux espagnols chassés sur le rivage par la tempête, l'un fut perdu; le Santo-Domingo sauta dès le commencement de l'action, et tous ceux qui étoient à bord périrent. Rodney fit voile en triomphe à Gibraltar, où il entra avec un convoi de cent huit transports et des munitions de toute espèce.

Les pertes que fit le roi Catholique en cette occasion lui furent d'autant plus sensibles, qu'il se vit encore obligé de diviser ses forces, et d'envoyer au Pérou, sous les ordres de Solano, douze vaisseaux de ligne, huit frégates et quarante-deux transports pour contenir cette colonie, où l'exemple des Etats-Unis avoit excité

quelques soulèvemens. Rodney, ayant eu connoissance du départ de la flotte espagnole, se proposoit de l'attaquer; mais l'amiral Solano eut assez de prévoyance pour éviter sa rencontre, et arriva à sa destination sans avoir éprouvé le plus léger retard.

(*) La réunion des forces navales de France et d'Espagne, en Europe, mettoit ces deux puissances en état de faire cette année des entreprises sur les côtes d'Angleterre, assez imposantes pour terminer la guerre. Les troupes de débarquement et les vaisseaux de transport étoient sur les côtes de France, disposés à partir aussitôt la jonction opérée avec la flotte espagnole. La persévérance du roi Catholique, dans le projet frivole de réduire Gibraltar par famine, la tint long-temps oisive dans les ports de Cadix, et l'escadre française fut obligée de se rendre dans les ports d'Espagne, par petites divisions, afin d'éviter l'armée navale d'Angleterre, qu'elle n'étoit pas en état de combattre sans le secours de son alliée. L'armée combinée sortit enfin des ports espagnols, mais au lieu de voguer sur les côtes de France, où l'on pouvoit rencontrer la flotte anglaise, elle se contenta de croiser vers le cap Saint-Vincent. Dans cette position, les événemens la servirent, et

(*) An de J. C. 1780.

lui facilitèrent la prise d'une riche flotte marchande, sortie de Portsmouth, qui naviguoit sous le convoi du vaisseau de ligne *le Ramillies*, et de deux frégates. Le capitaine anglais vit son convoi enveloppé par les vaisseaux ennemis qui formoient un croissant devant lui. En vain donna-t-il le signal de la fuite; le cercle étoit presque formé. Son vaisseau, excellent voilier, et les deux frégates échappèrent à la poursuite, mais presque tout le convoi devint la proie de la flotte combinée. Trente-six bâtimens se rendirent sur-le-champ; ceux qui essayèrent de fuir, furent arrêtés, et le total des prises fut de cinquante voiles. La perte des Anglais a été évaluée, en argent, à trente-six millions de livres; l'on fit sur eux trois mille prisonniers, soldats ou matelots, non compris les officiers. Les Espagnols se bornèrent à cette capture, et rentrèrent dans leurs ports avec l'escadre française qui y attendit, pour revenir à Brest, les renforts qu'on devoit lui envoyer de Saint-Domingue.

Cependant les Espagnols continuoient de diriger la plus grande partie de leurs forces contre Gibraltar. Après le départ de Rodney, ils entreprirent, mais sans succès, de détruire la flotte stationnée dans la baie, par le moyen de brûlots; ils formèrent ensuite un blocus, négo-

cièrent avec l'empereur de Maroc, et en obtinrent la jouissance des ports de Tanger, de Tetuan et de Larache, dont les Anglais tiroient avant cet arrangement des provisions et même des avis nécessaires à leur salut. La négligence impardonnable du ministère de la Grande-Bretagne valut cet avantage aux Espagnols; car les mêmes propositions faites à l'empereur de Maroc, au commencement des hostilités, avoient été rejetées par ce prince, qui, les regardant comme nuisibles aux Anglais, en avoit fait part au général Elliot, à qui il ne demandoit, pour prix de son amitié, que des munitions navales pour trois vaisseaux destinés à défendre ses côtes contre les Espagnols irrités de son refus. L'objet de cette demande ne pouvoit être évalué à plus de quinze cents livres sterling. Elliot, frappé de ce désintéressement, invita le gouvernement britannique à doubler la demande de l'empereur, afin de conserver un ami aussi essentiel dans les circonstances. Le ministère anglais ne tint aucun comte de l'avis de son général, et le monarque maure, après avoir attendu inutilement l'effet de sa demande, retira sa protection. Il permit d'abord aux Espagnols de prendre les vaisseaux anglais dans ses ports; le consul de la Grande-Bretagne ayant fait quelques représentations, on y répondit d'une

manière injurieuse, et bientôt l'empereur de Maroc chassa les Anglais de ses domaines.

Cet événement étoit un malheur évident pour la garnison assiégée qui avoit presque consumé les provisions introduites par l'amiral Rodney; la disette commençoit à se faire sentir, et la détresse paroissoit d'autant plus à craindre, que les Espagnols arrêtoient la marche des petits vaisseaux de Minorque et des autres ports, et détruisoient les plantations situées hors des lignes. Le scorbut faisoit des ravages effrayans, et la garnison se trouvoit réduite à l'extrême misère.

(*) Telle étoit la situation des Anglais dans Gibraltar, lorsque l'amiral Darby vint leur apporter des secours, à la tête d'une flotte considérable, accompagnée de près de cent bâtimens chargés de provisions de toute espèce. La garnison, instruite de la marche de l'amiral, l'attendoit avec inquiétude. Il parut bientôt, débarqua les provisions en dépit des obstacles qu'y apportèrent les Espagnols, et, après avoir rempli son objet, fit voile vers le canal.

La joie des habitans et de la garnison reçut cependant une altération sensible, car la flotte étoit à peine amarrée, que les Espagnols ouvrirent une rude batterie, et commencèrent à bom-

(*) An de J. C. 1781.

barder la place. Le feu affoiblit les fortifications, renversa une grande quantité de pierres et de moëllons du rocher, qui, bloquant le chemin, rendirent la retraite difficile. Le feu de l'ennemi détruisit aussi les habitations et les magasins où se trouvoient les provisions amassées par les marchands, pour les vendre ensuite en détail, à des prix exhorbitans. Les soldats se permirent de les piller. La débauche et l'insubordination, suite ordinaire du pillage, menacèrent bientôt des plus dangereux effets, et seroient devenues fatales, si la prudence et la sévérité refléchie du général n'y éussent apporté un prompt remède.

Dès que les Espagnols virent que Gibraltar ne manquoit plus de provisions, et que la garnison étoit délivrée de toute appréhension relative à cet objet, ils renoncèrent au projet de prendre Gibraltar par la famine, et continuèrent le bombardement. Les Anglais s'étoient accoutumés au bruit de la décharge et aux effets des bombes. Le feu des Espagnols ayant fait connoître aux assiégés les endroits foibles des fortifications, le gouverneur les avoit fait réparer, et consolider de manière que par l'événement la garnison se trouvoit en meilleur état de défense, qu'au commencement du siége.

Malgré cet avantage, Elliot résolut de se

délivrer du voisinage de l'ennemi, et exécuta ce projet avec autant de succès que de bravoure. Informé par un déserteur de la position, de la force et des mesures des assiégeans, il ordonna à tous les grenadiers, à l'infanterie légère de la garnison, et à quelques détachemens d'élite, de s'assembler sur les bancs de sable à l'heure de minuit, et d'attaquer ces travaux qui avoient coûté tant de temps, de peines et de dépenses à construire.

Ces troupes consistant en deux mille quatorze hommes, outre trois cents matelots, étoient commandées par le général de brigade Ross, et suivies par le brave gouverneur en personne. Malgré le profond silence recommandé et observé dans l'exécution de cette entreprise, l'ennemi prit l'alarme, et les troupes du centre firent feu sur les Anglais; mais ceux-ci n'ayant d'autre ressource que leur courage, s'avancèrent hardiment. Les assiégeans intimidés prirent aussitôt la fuite, et dans l'espace de moins d'une heure, ils virent leurs travaux enflammés de tous côtés.

Les Espagnols ne se bornèrent pas au siége de Gibraltar. De concert avec les Français, ils entreprirent la conquête de Minorque. Le duc de Crillon fit voile pour cette île, avec dix mille hommes, sous l'escorte de deux vaisseaux de

ligne, de quelques frégates, de trois bombardes et de deux brûlots. L'armée espagnole ne tarda pas à paroître, et les troupes ayant effectué le débarquement, Minorque fut soumise. Le général Murrai, qui commandoit dans l'île, se retira dans le fort Saint-Philippe avec toutes ses forces, consistant en trois mille Anglais ou Hanovriens. De nouveaux renforts arrivèrent bientôt d'Espagne; la cour de France y envoya aussi quatre régimens, et lorsque toutes ces forces furent réunies, elles se montèrent à seize mille hommes.

(*) Le fort Saint-Philippe est, après Gibraltar, une des plus fortes places de l'Europe; il est défendu par un rocher qui en rend les approches très-difficiles. Ses glacis et ses chemins couverts sont taillés dans le roc, ainsi que ses fossés qui ont vingt pieds de profondeur, et ses murs qui en ont soixante d'élévation. Toutes ces fortifications sont à l'épreuve de la bombe; une garnison de force moyenne suffit pour le défendre. Le duc de Crillon, par une judicieuse disposition de ses forces, empêcha toute communication de la garnison avec le pays, et par une canonnade soutenue et bien dirigée, força les assiégés de se retirer dans les casemates et dans les souterrains, seules places de sûreté.

(*) An de J. C. 1782.

La garnison fut obligée de se rendre, mais elle ne le fit qu'à la dernière extrêmité, et après avoir épuisé tous les moyens de défense.

Cet événement ranima les Espagnols ; ils résolurent avec les Français de faire les plus grands efforts pour réduire Gibraltar, comme ils avoient réduit Saint-Philippe. Ce fut encore le duc de Crillon qui se chargea de cette opération, beaucoup plus difficile que la prise de Minorque. A cet effet, il joignit les assiégeans avec vingt mille hommes de troupes espagnoles et françaises, et prit le commandement.

Les Espagnols effrayés, l'année précédente, par la sortie vigoureuse des assiégés à laquelle ils ne s'attendoient nullement, n'avoient pas fait le moindre effort pour les repousser, ni pour éteindre les flammes qui consumoient le fruit de leurs travaux. Revenus ensuite de leur consternation, ils s'étoient livrés avec une ardeur incroyable à la construction de nouvelles machines dont l'apparence étoit formidable. Le bombardement se continuoit avec beaucoup de vigueur, mais la garnison soutenoit avec une intrépidité inébranlable le feu continuel des assiégeans, et y ripostoit avec tant d'adresse, qu'elle détruisoit souvent l'artillerie, et plus souvent encore démolissoit quelques portions des travaux de l'ennemi. Telle étoit la situation des

parties belligérantes, lorsque le vainqueur de Mahon vint diriger les opérations du siége.

Le duc de Crillon, ayant anciennement commandé dans l'armée espagnole devant Gibraltar, connoissoit parfaitement l'état de la garnison; mais il falloit, pour prendre cette place, un moyen extraordinaire qui pût lutter avec avantage contre l'escarpement de cette forteresse, la formidable artillerie qui la défendoit, et sur-tout contre l'habileté du général Elliot. La cour de Madrid recevoit de tous côtés des projets, les uns hardis jusqu'à l'extravagance, les autres assez bizarres pour qu'on fût tenté de ne pas les croire sérieux. Un de ceux qui parvinrent au ministère proposoit positivement de construire en avant des lignes de Saint-Roch, un énorme cavalier, qui, s'élevant encore plus que Gibraltar, lui eût enlevé son principal moyen de défense. L'auteur avoit calculé la quantité de toises cubes de terre qu'il y auroit eu à entasser, le nombre des bras à employer, la quantité de jours qu'eût nécessité ce prodigieux ouvrage, et prouvoit qu'il eût été moins dispendieux, moins meurtrier que la prolongation du siége, tel qu'il avoit été commencé. Un autre avoit imaginé de remplir des bombes d'une matière si terriblement méphytique, qu'en éclatant dans la forteresse, elles y au-

roient répandu des exhalaisons capables de mettre en fuite ou d'empoisonner les assiégés. Le projet de Darcon vint enfin, et fixa un peu plus sérieusement l'attention du gouvernement espagnol.

Ce projet, conçu d'abord loin de Gibraltar par cet ingénieur français, à qui l'issue de ce fameux siége n'a point enlevé la réputation d'un homme à grands talens, ce projet fut ensuite mûri, modifié par lui-même à la vue de la forteresse; mais combien de contrariétés il eut à éprouver ! L'impatience française, la jalousie nationale, les tracasseries de la rivalité, les inquiétudes ombrageuses de l'autorité, les prétentions de l'amour-propre, l'impétuosité irréfléchie de quelques-uns de ses coopérateurs, les complots perfides de quelques-autres, l'imprévoyance présomptueuse de presque tous, tout concourut à faire échouer un projet qu'on ne peut s'empêcher d'admirer, même après son mauvais succès.

On ne le connoît, pour ainsi dire, que par l'existence de dix prames qui, le 13 septembre, étant venues s'exposer au feu de Gibraltar, furent réduites en cendres par les batteries des Anglais. De pareils sommaires sont commodes pour la paresse et la malignité; mais l'historien éclairé ne peut s'empêcher de convenir que, si cette

cette entreprise échoua, ce fut par un concours de circonstances sur lesquelles les talens de d'Arcon n'avoient aucun empire. Une des principales fut la précipitation avec laquelle le projet s'exécuta avant qu'on eût préparé tout ce qui devoit en assurer le succès. On sait que ces dix prames avoient été construites de manière à présenter au feu de la place un flanc recouvert d'un blindage à une épaisseur de trois pieds, et maintenu dans une humidité continuelle par un mécanisme fort ingénieux. Les boulets rouges devoient aussi s'éteindre à l'endroit où ils auroient pénétré; cette première mesure fut incomplète. La maladresse des calfats empêcha le jeu des pompes destinées à entretenir cette humidité. Il n'eut lieu, et très-imparfaitement encore, qu'à bord de l'une d'elles, la *Talla-Piedra ;* ce n'étoit pas assez. Quoiqu'on n'eût sondé que très-légèrement le parage où elles devoient se porter, on leur avoit indiqué la route à suivre pour ne pas s'engraver, et pour se placer à une distance convenable; autre précaution inutile. Don Ventura Moréno, marin brave, mais incapable de combiner et d'exécuter un plan, piqué d'honneur par une lettre dans laquelle le général Crillon lui mandoit : *Si vous n'attaquez pas, vous êtes un homme sans honneur*, précipita la sortie

des prames, et la dirigea dans un ordre contraire au plan adopté. La différence entre ces deux positions influa principalement sur le sort de cette journée.

Il résulta de cette méprise que deux prames seulement purent se placer à la distance convenue de deux cents toises, la *Pastora*, commandée par Moréno lui-même, et la *Talla-Piédra*, que montoit le prince de Nassau, et où étoit d'Arcon; mais que celles-ci se trouvèrent exposées à la batterie la plus redoutable, celle du bastion Royal, tandis que, suivant la position projetée, toutes les dix devoient être groupées autour du vieux môle, et ne recevoir que de côté le feu de cette batterie.

Les deux seules prames qui occupèrent ce poste périlleux firent et éprouvèrent des ravages. La *Talla-Piédra* sur-tout reçut un coup fatal. Un boulet rouge pénétra, en dépit du blindage, jusqu'à la partie sèche du bâtiment. Son effet fut très-lent. La *Talla-Piédra* avoit commencé son feu vers dix heures du matin; le boulet l'atteignit entre trois et cinq; le mal ne parut irremédiable qu'à minuit. Le *San-Juan*, un de ses proches voisins, éprouva le même sort. Il paroît avéré que les autres restèrent intacts.

Mais ce qui étoit plus désolant encore, tout

manquoit à la fois : ancres de secours derrière les prames pour les touer en cas d'accidens, chaloupes pour recevoir les blessés. L'attaque devoit être appuyée par dix vaisseaux, et plus de soixante chaloupes canonnières ou bombardes. Il ne parut ni bombardes, ni chaloupes, ni vaisseaux.

Dans la position projetée, les prames auroient été secondées par les cent quatre-vingt-six bouches à feu des lignes de Saint-Roch. Ce concert devint impossible. Près de quatre cents bouches à feu devoient agir à la fois contre les bastions du *Nord*, *Montaigu* et *Orange*. Avec une supériorité de près de trois cents pièces, d'Arcon s'étoit flatté de faire taire l'artillerie de la place. Quelle fut sa consternation, lorsqu'il vit que les assiégeans n'avoient que soixante à soixante-dix pièces de canon à mettre en jeu contre plus de deux cent quatre-vingt des assiégés.

L'escadre combinée restoit spectatrice immobile de cet étrange désordre. Guichen, qui commandoit les vaisseaux français, fit proposer des secours à Moréno, qui répondit n'en pas avoir besoin. Le mal empiroit, et d'aucun côté n'arrivoient les remèdes. Des dix prames, huit étoient trop loin pour faire beaucoup de mal et pour en éprouver. Les deux autres portoient,

suivant l'expression de d'Arcon lui-même, *le ver rongeur* dans leurs flancs. Moréno, désespérant d'en sauver aucune, et voulant empêcher qu'elles ne devinssent la proie des Anglais, ordonna qu'on laissât brûler celles qui étoient incendiées, et que l'on mît le feu aux autres. Telle fut la fin de cette journée, pendant laquelle s'anéantirent dix bâtimens, chefs-d'œuvre de l'invention humaine, dont la construction avoit coûté trois millions de livres, et qui portoient en artillerie, ancres, cables, agrès, etc., pour près de deux millions et demi.

A peine Gibraltar a-t-il fait échouer sous ses murs cette redoutable tentative, qu'à la vue de l'armée et de l'escadre combinée, la place est ravitaillée par l'amiral Howe, qui ensuite entre fièrement dans la Méditerranée avec ses trente-six vaisseaux. On le voit de *Buena-Vista* passer d'une mer à l'autre ; on ne doute pas qu'il ne coure à sa perte. Les cinquante-deux vaisseaux qui étoient dans la baie appareillent et marchent à sa poursuite ; mais Howe se joue de leurs manœuvres, et, après avoir fatigué l'escadre combinée pendant quinze jours, il repasse le détroit avec la sécurité qu'il y avoit apportée.

Tant de contre-temps causèrent du dépit, mais non du découragement. Le duc de Crillon

imagina de pratiquer deux ouvertures dans l'intérieur du roc, au moyen de la mine. Déjà l'une étoit fort avancée, et cette mesure promettoit au général français de lui donner sa revanche de la journée des batteries flottantes, lorsque la paix vint tromper ses espérances, et rassurer la forteresse sur ses fondemens.

(*) Les préliminaires de la paix furent signés le 20 janvier, et les articles réglés définitivement le 3 septembre. L'Espagne, recouvrant toutes ses pertes, y gagna Minorque et la Floride, et rendit à l'Angleterre la faculté de couper du bois de campêche dans les districts situés entre les rivières de Wallis et de Riohondo. La Grande-Bretagne obtint aussi la restitution des îles Lucayes, des îles de la Providence et de Bahama.

La conclusion de la paix ayant rétabli la liberté des mers, le convoi de la Vera-Cruz arriva en Europe avec trente-deux millions sept cent mille piastres, et fut bientôt suivi des riches vaisseaux de registre.

Ce fut à cette époque que la Porte, abandonnée par la France qui s'étoit liée avec l'Autriche, se vit enlever la Crimée, et fut obligée d'acheter la paix par la cession de cette province à la Russie. Charles sut profiter de cette circons-

(*) An de J. C. 1783.

tance pour conclure avec le grand seigneur un traité de commerce depuis long-temps désiré par les Espagnols, bien qu'ils soient en général très-peu négocians, et conséquemment à peu près incapables d'en tirer tout l'avantage qui en résulteroit pour une nation plus commerçante et plus active.

Depuis long-temps l'Espagne avoit à se plaindre de la régence d'Alger qui ne cessoit de tourmenter ses sujets. Après avoir inutilement employé les moyens d'être en paix avec cette puissance barbaresque, la cour de Madrid perdit patience, et débarrassée de la guerre avec l'Angleterre, elle résolut d'opérer la destruction des Algériens. Elle consacra à cette expédition une partie des munitions navales, et de l'artillerie destinées d'abord à une grande opération combinée contre la Jamaïque, dont les préparatifs étoient devenus inutiles en raison de la paix de 1783.

La réduction d'Alger fut confiée à l'amiral Barcélo qui la bombarda huit jours consécutifs. Près de quatre cents maisons furent endommagées par le feu des bombes, mais les édifices appartenant au gouvernement restèrent intacts. L'escadre espagnole consistant en soixante-dix voiles, dont quatre vaisseaux de ligne et six frégates, ne perdit qu'une seule chaloupe canonniè-

re; néanmoins cette vaine expédition coûta à l'Espagne quatre cents soldats et quinze cents quintaux de poudre. Les Algériens opposèrent deux demi-galères de cinq canons, cinq galiotes de deux et de quatre, deux galiotes à bombes et six chaloupes armées d'un canon de douze et d'un de vingt-quatre.

(*) Une autre expédition, aussi commandée par Barcélo, fut également infructueuse, quoique trois autres puissances, le Portugal, Malte et Naples eussent réuni une partie de leurs forces navales à celles de l'Espagne contre les Algériens. L'escadre combinée formoit en tout cent trente voiles; les pirates se défendirent avec quarante-six chaloupes canonnières, quatre bombardières, trois carcasses armées, et trois galiotes; ils perdirent trois ou quatre de leurs chaloupes: trois cents des leurs furent blessés, mais ils prouvèrent aux puissances alliées qu'il falloit encore pour les réduire des forces beaucoup plus imposantes, et d'autres moyens que ceux avec lesquels on les avoit attaqués dans cette circonstance.

Dans l'intervalle de ces deux expéditions, l'ardeur du gouvernement espagnol s'étoit ralentie, et le ministre Florida-Blanca, qui dès 1777 avoit séparé sa politique de celle de la

(*) An de J. C. 1784.

France, fit quelques tentatives de négociation avec la régence d'Alger ; elles echouèrent, et dès-lors le ministre espagnol résolut de bombarder Alger tous les ans jusqu'à ce que ces pirates, fatigués, épuisés, fussent enfin réduits à se rapprocher de l'Espagne, et à respecter son pavillon.

Cependant les représentations réitérées des officiers qui s'étoient trouvés présens à l'expédition, firent abandonner au ministre ce projet; les négociations furent renouées avec Alger par la voie du comte d'Expilly, moitié français, moitié autrichien. Elles furent suivies et consommées par M. Mazareda, qui vit bien que l'or de l'Espagne seroit plus efficace auprès de la régence que ne l'avoient été ses bombes. Le ministre Florida-Blanca qui, quelques mois auparavant, faisoit imprimer dans la gazette de la cour que le roi d'Espagne apprenoit à l'Europe comment il falloit traiter avec ces barbares ; qu'il donnoit un grand exemple aux puissances qui avoient la lâcheté d'être leur tributaire, changea tout à coup de conduite. Ce ministre, suivant enfin la route commune, crut rendre et rendit effectivement un véritable service à sa patrie en achetant la paix avec la régence d'Alger, au prix de quatorze millions de réaux.

(*) Charles, depuis cette époque, ne prit aucune part aux événemens étrangers, et s'occupa de faire fleurir, dans ses états, les arts, le commerce et l'agriculture. Il établit en 1785, la compagnie des Philippines, et augmenta le cabinet d'histoire naturelle. Enfin il fit un traité de commerce avec la Prusse, et en 1787 il fit ouvrir le canal d'Aragon.

(**) Au milieu de ces travaux politiques, Charles, malgré sa vigueur due à l'exercice continuel de la chasse, fut attaqué des les premiers jours de décembre d'une fièvre inflammatoire qui tourna en pulmonie, et mourut le 17 âgé de soixante-treize ans.

La stabilité du ministère, sous le règne de ce prince, est une des circonstances les plus remarquables; quand une fois il avoit accordé sa confiance, l'incapacité, les mauvais succès, rien ne pouvoit la lui faire retirer; ses ministres étoient à peu près sûrs de mourir en place. Cette sécurité précieuse, à plusieurs égards, n'étoit pas toujours avantageuse au bien de l'état; car si elle laissoit de la marge pour donner du développement aux opérations projetées, elle assuroit aussi aux prévarications l'impunité, et donnoit aux abus le temps de jeter de profondes racines. Du reste, le prince, simple

(*) An de J. C. 1785 — 1787. (**) An de J. C. 1788.

dans ses manières, exemplairement régulier dans sa vie privée, scrupuleusement probe, même dans ses relations de puissance à puissance, fut sincèrement regretté de ses sujets, au bonheur desquels il avoit contribué par tous les moyens qui étoient en son pouvoir.

PACTE DE FAMILLE (1),

OU

TRAITÉ D'AMITIÉ ET D'UNION

Entre les princes régnans de la maison de Bourbon, conclu entre sa majesté Très-Chretienne et sa majesté Catholique.

Les liens du sang qui unissent les deux monarques qui régnent en France et en Espagne, et les sentimens particuliers dont ils sont animés l'un pour l'autre, et dont ils ont donné tant de preuves, ont engagé S. M. très-Chrétienne et S. M. Catholique à arrêter et conclure entre elles un traité d'amitié et d'union, sous la dénomination de *Pacte de Famille*, et dont

(1) Le Pacte de Famille, dont il a été fait mention dans le 35e. Chapitre, page 255, du 4e. volume de cet Ouvrage, est une pièce essentielle dans l'Histoire d'Espagne. C'est une réunion des droits et des intérêts de deux ou plutôt de trois couronnes et de leurs sujets à tous égards. Ce pacte, le traité le plus extraordinaire que l'on eût vu jusqu'alors, nous a paru d'un intérêt assez grand pour l'insérer en son entier à la suite de cette Histoire.

l'objet principal est de rendre permanens et indissolubles tant pour leurs dites majestés que pour leurs descendans et successeurs, les devoirs qui sont une suite naturelle de la parenté et de l'amitié. L'intention de S. M. très-Chrétienne et de S. M. Catholique, en contractant les engagemens qu'elles prennent par ce traité, est de perpétuer dans leur postérité les sentimens de Louis XIV, de glorieuse mémoire, leur commun et auguste bisaïeul, et faire subsister à jamais un monument solemnel de l'intérêt réciproque qui doit être la base des désirs de leurs cœurs et de la prospérité de leurs familles royales.

Dans cette vue, et pour parvenir à un tout si convenable et salutaire, leurs majestés très-Chrétienne et Catholique ont donné leurs pleins pouvoirs; savoir, S. M. très-Chrétienne au duc de Choiseul, pair de France, chevalier de ses ordres, lieutenant-général des armées de S. M., gouverneur de Touraine, général, maître et surintendant général des couriers, postes et relais de France, ministre et secrétaire-d'état ayant le département des affaires étrangères et de la guerre; et S. M. Catholique au marquis de Grimaldi, gentilhomme de sa chambre avec exercice, et son ambassadeur extraordinaire auprès de S. M. très-Chrétienne, lesquels étant

informés des dispositions de leurs souverains respectifs, et après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans.

Art. Ier. Le roi très-Chrétien et le roi Catholique déclarent, qu'en vertu de leurs intimes liaisons de parenté et d'amitié, et par l'union qu'ils contractent par le présent traité, ils regarderont à l'avenir comme leur ennemie toute puissance qui le deviendra de l'une ou de l'autre des deux couronnes.

II. Les deux rois contractans se garantissent réciproquement de la manière la plus absolue et la plus authentique tous les états, terres, îles et places qu'ils possèdent dans quelques parties du monde que ce soit, sans aucune réserve ou exception; et les possessions, objets de leur garantie, seront constatées suivant l'état actuel où elles seront, au premier moment où l'une et l'autre couronne se trouveront en paix avec toutes les autres puissances.

III. S. M. très-Chrétienne et S. M. Catholique accordent la même garantie absolue et authentique au roi des Deux-Siciles, et à l'infant don Philippe, duc de Parme, pour tous les états, places et pays qu'ils possèdent, bien entendu que S. M. Sicilienne et ledit infant duc de Parme garantiront aussi, de leurs parts,

tous les états et domaines de S. M. très-Chrétienne, et de S. M. Catholique.

IV. Quoique la garantie inviolable et mutuelle, à laquelle leurs majestés très-Chrétienne et Catholique s'engagent, doive être soutenue de toute leur puissance, et que leurs majestés l'entendent ainsi, d'après le principe qui est le fondement de ce traité, que, *qui attaque une couronne attaque l'autre*, cependant les deux parties contractantes ont jugé à propos de fixer le premier bon secours, que la puissance requise sera tenue de fournir à la puissance requérante.

V. Il est convenu entre les deux rois, que la couronne, qui sera requise de fournir ce secours, aura dans un ou plusieurs de ses ports, trois mois après la réquisition, douze vaisseaux de ligne et six frégates armées, à la disposition entière de la puissance requérante.

VI. La puissance requise tiendra dans le même espace de trois mois, à la disposition de la puissance requérante, dix-huit mille hommes d'infanterie et six mille hommes de cavalerie; si la France est la puissance requise : et l'Espagne, dans le cas où elle seroit la puissance requise, dix mille hommes d'infanterie et deux mille hommes de cavalerie. Dans cette différence de nombre on a eu égard à celle qui se

trouve entre les troupes que la France a actuellement sur pied, et celles qui sont actuellement entretenues par l'Espagne ; mais s'il arrivoit dans la suite que le nombre des troupes sur pied fût égal de part et d'autre, l'obligation seroit dès-lors pareillement égale de se fournir réciproquement le même nombre. La puissance requise s'engage à assembler celui qu'elle devra fournir, et à le mettre à portée de sa destination, sans cependant le faire d'abord sortir de ses états, mais de le placer dans la partie desdits états qui sera indiquée, afin qu'il soit plus à portée de l'entreprise pour lequel elle demandera lesdites troupes; et comme cet emplacement devra être précédé de quelque embarquement, navigation ou marche de troupes par terre, le tout s'exécutera aux frais de la puissance requise, à qui ledit secours appartiendra en propriété.

VII. Quant à ce qui regarde la différence dudit nombre de troupes à fournir, S. M. Catholique excepte les cas où elles seroient nécessaires pour défendre les domaines du roi des Deux-Siciles, son fils, ou ceux de l'infant duc de Parme, son frère, de sorte que reconnoissant l'obligation de préférence, quoique volontaire, que les liens du sang et de la proche parenté lui imposeroient alors, le roi Catho-

lique, dans ces deux cas, promet de fournir le secours de dix-huit mille hommes d'infanterie, et de six mille hommes de cavalerie, et même toutes ses forces sans rien exiger de S. M. très-Chrétienne, que le nombre de troupes ci-dessus stipulé, et des efforts que sa tendre amitié pour les princes de son sang, pourra lui inspirer de faire en leur faveur.

VIII. S. M. très-Chrétienne excepte aussi, de son côté, les guerres dans lesquelles elle pourroit entrer ou prendre part, en conséquence des engagemens qu'elle a contractés par le traité de Westphalie et autres alliances avec les puissances de l'Allemagne et du Nord; et considérant que lesdites guerres ne peuvent intéresser en rien la couronne d'Espagne, S. M. très-Chrétienne promet de ne point exiger aucun secours du roi Catholique, à moins cependant que quelque puissance maritime ne prît part auxdites guerres, ou que les événemens ne fussent si contraires à la France, qu'elle se vît ataquée dans son propre pays par terre; et dans ce dernier cas, S. M. Catholique promet au roi très-Chrétien de lui fournir, sans aucune exception, non seulement les susdits dix mille hommes d'infanterie et deux mille de cavalerie, mais aussi de porter, en cas de besoin, ce

secours

secours jusqu'à dix-huit mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie, ainsi qu'il a été stipulé par rapport au nombre à fournir au roi Catholique par S. M. très-Chrétienne; S. M. Catholique s'engageant, si le cas arrive, de n'avoir aucun égard à la disproportion qui se trouve entre les forces de terre de la France et celles de l'Espagne.

IX. Il sera libre à la puissance requérante d'envoyer un ou plusieurs commissaires choisis parmi ses sujets, pour s'assurer par eux-mêmes que la puissance requise a rassemblé dans les trois mois, à compter de la réquisition, et tient dans un ou plusieurs de ses ports, les douze vaisseaux de ligne et les six frégates armés en guerre, ainsi que le nombre stipulé de troupes de terre, le tout prêt à marcher.

X. Lesdits vaisseaux, frégates et troupes agiront selon la volonté de la puissance qui en aura besoin et qui les aura demandés, sans que, sur les motifs ou sur les objets indiqués pour l'emploi desdites forces de terre et de mer, la puissance requise puisse faire plus d'une seule et unique représentation.

XI. Ce qui vient d'être convenu aura lieu toutes les fois que la puissance requérante demanderoit le secours pour quelque entreprise offensive ou défensive de terre ou de mer,

d'une exécution immédiate, et ne doit pas s'entendre pour le cas où les vaisseaux et frégates de la puissance requise iroient s'établir dans quelques ports de ses états, puisqu'il suffira alors qu'elle tienne ses forces de terre et de mer prêtes dans les endroits de ses domaines qui seront indiqués par la puissance requérante comme les plus utiles à ses vues.

XII. La demande, que l'un des deux souverains fera à l'autre des secours stipulés par l'un des deux traités, suffira pour constater le besoin d'une part, et l'obligation de l'autre, de fournir ledit secours, sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans aucune explication de quelque espèce qu'elle puisse être, ni sous quelque prétexte que ce soit, pour éluder la plus prompte et la plus parfaite exécution de cet engagement.

XIII. En conséquence de l'article précédent, la discussion du cas offensif ou défensif ne pourra avoir lieu par rapport aux douze vaisseaux, aux six frégates, et aux troupes de terre à fournir, ces forces devant être regardées dans tous les cas, et trois mois après la réquisition, comme appartenant en propriété à la puissance qui les aura requises.

XIV. La puissance qui fournira le secours, soit en vaisseaux et frégates, soit en troupes, les payera par-tout où son allié les fera agir,

comme si ces troupes étoient employées directement pour elle-même, et la puissance requérante sera obligée, soit que lesdits vaisseaux, frégates ou troupes restent peu ou long-temps dans ses ports, de les faire pourvoir de tout ce dont elles auront besoin, au même prix que si elles lui appartenoient en propriété, et à les faire jouir des mêmes prérogatives et priviléges dont jouissent ses propres troupes. Il a été convenu que, dans aucun cas, lesdits vaisseaux ou troupes ne pourront être à la charge de la puissance à laquelle ils seront envoyés, et qu'ils subsisteront à sa disposition pendant toute la durée de la guerre dans laquelle elle se trouvera engagée.

XV. Le roi très-Chrétien et le roi Catholique s'obligent à tenir complets et bien armés les vaisseaux, frégates et troupes que leurs majestés se fourniront réciproquement, de sorte qu'aussitôt que la puissance requise aura fourni les secours stipulés par l'article V et VI du présent traité, elle fera armer dans ses ports un nombre suffisant de vaisseaux, pour remplacer ceux qui pourroient être perdus par les événemens de la guerre ou de la mer. Cette même puissance tiendra également prêtes les recrues et les réparations nécessaires pour les troupes de terre qu'elle aura fournies.

XVI. Les secours stipulés dans les articles précédens, selon le temps et la manière qui a été expliquée, doivent être considérés comme une obligation inséparable des liens de parenté et d'amitié, et de l'union intime que les deux monarques contractans désirent de perpétuer entre leurs descendans; et ces secours stipulés seront ce que la puissance requise pourra faire de moins pour la puissance qui en aura besoin. Mais comme l'intention des deux rois est que, la guerre commençant pour ou contre l'une des deux couronnes doit devenir propre et personnelle à l'autre, il est convenu que, dès que les deux rois se trouveront en guerre déclarée contre le même ou les mêmes ennemis, l'obligation desdits secours stipulés cessera, et à sa place succédera, pour les deux couronnes, l'obligation de faire la guerre conjointement, en y employant toutes leurs forces; et pour cet effet, les deux hautes parties contractantes feront alors entre elles des conventions particulières relatives aux circonstances de la guerre dans laquelle elles se trouveront engagées, concerteront leurs efforts et leurs avantages respectifs et réciproques, comme aussi leurs plans et opérations militaires et politiques; et ces deux conventions étant faites, les deux rois les exécuteront ensemble et d'un commun accord.

XVII. Leurs majestés très-Chrétienne et Catholique s'engagent et se promettent, pour le cas où elles se trouveroient en guerre, de n'écouter ni faire aucune proposition de paix, de ne la traiter ni conclure avec l'ennemi ou les ennemis qu'elles auront, que d'un accord et consentement mutuel et commun, et de se communiquer réciproquement tout ce qui pourroit venir à leur connoissance qui intéresseroit les deux couronnes, et en particulier sur l'objet de la pacification ; de sorte qu'en guerre comme en paix, chacune des deux couronnes regardera comme ses propres intérêts ceux de la couronne de son allié.

XVIII. En conformité de ce principe et de l'engagement contracté en conséquence, leurs majestés très-Chrétienne et Catholique sont convenues que, lorsqu'il s'agira de terminer par la paix la guerre qu'elles auront soutenue en commun, elles compenseront les avantages que l'une des deux puissances pourroit avoir eus, avec les pertes que l'autre auroit pu faire, de manière que sur les conditions de la paix, ainsi que sur les opérations de la guerre, les deux monarchies de France et d'Espagne, dans toute l'étendue de leur domination, seront regardées et agiront comme si elles ne formoient qu'une seule et même puissance.

XIX. Sa majesté le roi des Deux-Siciles ayant les mêmes liaisons de parenté et d'amitié, et les mêmes intérêts qui unissent intimement leurs majestés très-Chrétienne et Catholique, sa majesté Catholique stipule pour le roi des Deux-Siciles, son fils, et s'oblige à lui faire ratifier, tant pour lui que pour ses descendans à perpétuité, tous les articles du présent traité, bien entendu que, pour ce qui regarde la proportion des secours à fournir par sa majesté Sicilienne, ils seront déterminés dans son acte d'accession audit traité suivant l'étendue de sa puissance.

XX. Leurs majestés très-Chrétienne, Catholique et Sicilienne s'engagent non seulement à concourir au maintien et à la splendeur de leurs royaumes, dans l'état où ils se trouvent actuellement, mais encore à soutenir sur tous les objets sans exception la dignité et les droits de leur maison, de sorte que chaque prince, qui aura l'honneur d'être issu du même sang, pourra être assuré, en toute occasion, de la protection et de l'assistance des trois couronnes.

XXI. Le présent traité devant être regardé, ainsi qu'il a été annoncé dans le préambule, comme un Pacte de Famille entre toutes les branches de l'auguste maison de Bourbon, nulle autre puissance que celles qui seront de cette

maison ne pourra être invitée ni admise à y accéder.

XXII. L'amitié étroite qui unit les monarques contractans, et les engagemens qu'ils prennent par ce traité, les déterminent aussi à stipuler que leurs états et sujets respectifs participeront aux avantages et à la liaison établie entre les souverains, et leurs majestés se promettent de ne pas souffrir qu'en aucun cas, ni sous quelque prétexte que ce soit, leurs dits états et sujets puissent rien faire et entreprendre de contraire à la parfaite correspondance qui doit subsister inviolablement entre les trois couronnes.

XXIII. Pour cimenter d'autant plus cette intelligence et ces avantages réciproques entre les sujets des deux couronnes, il a été convenu que les Espagnols ne seront plus réputés aubains en France, et en conséquence S. M. très-Chrétienne s'engage à abolir en leur faveur le droit d'aubaine, en sorte qu'ils pourront disposer, par testament, donation ou autrement, de tous leurs biens sans exception, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils posséderont dans son royaume, et que leurs héritiers sujets de S. M. Catholique, demeurant tant en France qu'ailleurs, pourront recueillir leurs successions, même *ab intestat*, soit par eux-mêmes, soit par leurs

procureurs ou mandataires, quoiqu'ils n'aient point obtenu des lettres de naturalité, et les transporter hors des états de S. M. très-Chrétienne, nonobstant toutes les lois, édits, statuts, coutumes ou droits à ce contraires, auxquels S. M. très-Chrétienne déroge, autant que besoin seroit. S. M. Catholique s'engage de son côté à faire jouir des mêmes priviléges, et de la même manière, dans tous les états et pays de sa domination en Europe, tous les Français et sujets de S. M. très-Chrétienne, par rapport à la libre disposition des biens qu'ils posséderont dans toute l'étendue de la monarchie espagnole; de sorte que les sujets des deux couronnes seront également traités en tout et pour tout ce qui regarde cet article, dans les pays des deux dominations, comme les propres et naturels sujets de la puissance dans laquelle ils résideront. Tout ce qui est dit ci-dessus, par rapport à l'abolition du droit d'aubaine, et aux avantages dont les Français doivent jouir dans les états du roi d'Espagne en Europe, et les Espagnols en France, est accordé aux sujets du roi des Deux-Siciles, qui seront compris aux mêmes conditions dans cet article; et réciproquement les sujets de LL. MM. très-Chrétienne et Catholique jouiront des mêmes exemptions et avantages dans les états de S. M. Sicilienne.

XXIV. Les sujets des hautes parties contractantes seront traités relativement au commerce et aux impositions de chacun des deux royaumes en Europe, comme les propres sujets du pays où ils aborderont ou résideront, de sorte que le pavillon espagnol jouira en France des mêmes droits et prérogatives que le pavillon français, et pareillement que le pavillon français sera traité en Espagne avec la même faveur que le pavillon espagnol. Les sujets des deux monarchies, en déclarant leurs marchandises, payeront les mêmes droits qui seront payés par les nationaux; l'importation et l'exportation leur seront également libres, comme aux sujets naturels; et il n'y aura de droits à payer de part et d'autre, que ceux qui seront perçus par les propres sujets du souverain, ni de matières sujettes à confiscation, que celles qui seront prohibées aux nationaux eux-mêmes; et pour ce qui regarde ces objets, tous traités, engagemens ou conventions antérieurs entre les deux monarchies, resteront abolis; bien entendu que nulle puissance étrangère ne jouira en Espagne, non plus qu'en France, d'aucun privilége plus avantageux que celui des deux nations. On observera les mêmes règles en France à l'égard du pavillon et des sujets du roi des Deux-Siciles, et sa majesté Sicilienne

les fera réciproquement observer à l'égard du pavillon et des sujets des couronnes de France et d'Espagne.

XXV. Si les hautes parties contractantes font dans la suite quelque traité de commerce avec d'autres puissances, et leur accordent, ou leur ont déjà accordé dans leurs ports ou états le traitement de la nation la plus favorisée, on préviendra lesdites puissances que le traitement des Espagnols en France et dans les Deux-Siciles, des Français en Espagne et pareillement dans les Deux-Siciles, et des Napolitains et Siciliens en France et en Espagne, sur le même objet, est excepté à cet égard, et ne doit pas être cité, ni servir d'exemple; leurs majestés très-Chrétienne et Sicilienne ne voulant faire participer aucune autre nation aux priviléges dont elles jugent convenable de faire jouir réciproquement leurs sujets respectifs.

XXVI. Les hautes parties contractantes se confieront réciproquement toutes les alliances qu'elles pourront former dans la suite, et les négociations qu'elles pourront suivre, sur-tout lorsqu'elles auront quelque rapport avec leurs intérêts communs; et en conséquence leurs majestés très-Chrétienne, Catholique et Sicilienne ordonneront à tous les ministres res-

pectifs qu'elles entretiennent dans les autres cours d'Europe, de vivre entr'eux dans l'intelligence la plus parfaite, et avec la plus entière confiance, afin que toutes les démarches faites au nom de quelqu'une des trois couronnes tendent à leur gloire et à leurs avantages communs, et soient un gage constant de l'intimité que leurs dites majestés veulent établir et perpétuer entr'elles.

XXVII. L'objet délicat de la préséance dans les actes, fonctions et cérémonies publiques, est souvent un obstacle à la bonne harmonie, et à l'intime confiance qu'il convient d'entretenir entre les ministres respectifs de France et d'Espagne, parce que ces sortes de discussions, quelque tournure qu'on prenne pour les faire cesser, indisposent les esprits : elles étoient naturelles quand les deux couronnes appartenoient à des princes de deux différentes maisons; mais actuellement, et pour tout le temps pendant lequel la providence a déterminé de maintenir sur les deux trônes des souverains de la même maison, il n'est pas convenable qu'il subsiste entre eux une occasion continuelle d'altercation et de mécontentement. LL. MM. très-Chrétienne et Catholique sont convenues en conséquence de faire entièrement cesser cette occasion, en fixant pour règles invariables à

leurs ministres, revêtus du même caractère dans les cours étrangères, que dans les cours de famille, comme sont présentement celles de Naples et de Parme, les ministres du monarque chef de la maison auront toujours la préséance dans tel acte, fonctions ou cérémonie que ce soit, laquelle préséance sera regardée comme une suite de l'avantage de la naissance ; et que dans toutes les autres cours, le ministre soit de France, soit d'Espagne, qui sera arrivé le dernier, ou dont la résidence sera plus récente, cédera au ministre de l'autre couronne et de même caractère, qui sera arrivé le premier, ou dont la résidence sera plus ancienne ; de façon qu'il y aura désormais à cet égard une alternative constante et fraternelle, à laquelle aucune autre puissance ne devra ni pourra être admise, attendu que cet arrangement, qui est uniquement une suite du présent Pacte de Famille, cesseroit si des princes de la maison de Bourbon n'occupoient plus les trône sdes deux monarchies, et qu'alors chaque couronne rentreroit dans ses droits ou prétentions à la préséance. Il a été convenu aussi que si, par quelques cas fortuits, des ministres des deux couronnes arrivoient précisément en même temps dans une cour autre que celle de famille, le ministre du souverain chef de la maison pré-

cédera à ce titre le ministre du souverain cadet et de la même maison.

XXVIII. Le présent Traité ou Pacte de Famille sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le terme d'un mois, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature dudit Traité.

En foi de quoi, nous, ministres plénipotentiaires de S. M. très-Chrétienne et de S. M. Catholique, soussignés, en vertu des pleins pouvoirs qui sont transcrits littéralement et fidèlement au bas du présent Traité, nous l'avons signé et y avons apposé le cachet de nos armes.

CONVENTION *Supplémentaire, pour l'intelligence de l'article XXIV du Pacte de Famille, conclue à Madrid le 2 janvier 1768.*

ART. Ier. AFIN que la France ne soit pas privée en Espagne des avantages dont jouit le commerce des autres nations en vertu de traités qui les favorisent, et sur-tout de celui célébré à Utrecht entre l'Espagne et l'Angleterre en l'année 1713, tandis que l'esprit du Pacte de Famille a été d'améliorer le commerce des Français et des Espagnols, il est convenu que tous les priviléges, prérogatives et graces dont jouissent les autres nations, et qui sont contenus et détaillés

dans le susdit traité, quoiqu'ils ne soient pas expliqués dans le Pacte de Famille, subsisteront en faveur des Français, dans toute leur force et vigueur, tant qu'il ne sera pas fait entre les deux cours un nouveau traité de commerce, comme s'ils avoient été arrêtés directement entre les deux couronnes. La même chose doit s'entendre pour toutes les graces, distinctions et prérogatives qui seroient accordés dans la suite au commerce des autres nations, dans la supposition qu'on ne refusera pas en France, aux Espagnols, les mêmes prérogatives et celles que cette couronne pourroit accorder, pour quelque motif, à d'autres puissances.

II. Il a été convenu que tous les priviléges que l'une des deux couronnes accorderoit dans ses domaines d'Europe, îles adjacentes, en faveur de la navigation et du commerce de ses propres sujets, seront aussitôt communs aux deux autres nations, de manière qu'elles jouiront sans aucune différence des diminutions de droits qu'il y a ou qu'il y aura à l'avenir, tant en France qu'en Espagne, sur l'entrée et sortie des bâtimens nationaux, sur les droits d'ancrage, tonnelage et lestage, ainsi que sur les marchandises, denrées et comestibles qui s'embarqueront ou qui viendront au nom et à la consignation des naturels du pays, sans qu'il y ait entre les deux

nations aucune préférence pour les frets, ni l'obligation, pour l'exportation et le commerce de certaines autres marchandises et denrées, de devoir se servir précisément des seuls bâtimens nationaux, ainsi que S. M. T. C. l'a fait observer en faveur des bâtimens espagnols, à l'occasion de l'exportation et du libre commerce des grains.

III. Les pêches sur les côtes de France et d'Espagne seront également communes aux deux nations, à condition que les Français et les Espagnols s'assujettiront respectivement, dans les endroits où ils se détermineront à pêcher, aux lois, statuts et pragmatiques qui se trouveront établis pour les pêcheurs nationaux, conformément à ce qui a été décidé et prescrit par sa majesté Catholique dans ses ordonnances du 12 mai 1742, pour la pêche des tartanes françaises sur la côte et baie de Cadix, et du 27 janvier 1766 pour la pêche des côtes de Catalogne et de Provence.

IV. Comme il est survenu, depuis l'année 1760, plusieurs doutes sur l'intelligence desdits priviléges, les Français ayant prétendu que, conformément au traité de l'année 1649, et sur-tout particulièrement aux articles X, XIV et XV de celui des Pyrénées, leurs bâtimens fussent maintenus dans la possession où

ils étoient de n'être pas visités par les officiers des rentes et des douanes, sous quelque prétexte que ce fût; et d'autre côté la cour d'Espagne ayant prétendu que, selon l'article X du traité d'Utrecht, elle étoit en droit de faire visiter les bâtimens français dans la forme prescrite par ledit article, qui s'observe à l'égard des Anglais, il est convenu que, quant à la visite des bâtimens, on se conformera à ce qui est porté par ledit article X du traité d'Utrecht, et que, pour ce qui concerne le débarquement et la visite des marchandises, on se conformera aux règles prescrites par l'article XI dudit traité.

FIN DU TOME QUATRIÈME ET DERNIER.

TABLE

TABLE ALPHABÉTIQUE

ET RAISONNÉE

DE L'HISTOIRE D'ESPAGNE.

A.

B.

D.

E.

F.

H.

I.

J.

L.

Accepte

M.

N.

O.

S.

T.

V.

U.

W.

X.

Z.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.



